

II/367/1/72-F

Orig. : D

LE DEGRE D'INTERDEPENDANCE INTERNATIONALE DES PRIX
EN FRANCE ET EN ITALIE

Etude effectuée pour le compte de la
Commission des Communautés européennes

par

G. Fels, K.-W. Schatz et F. Wolter

Kiel, mai 1972

II/367/1/72-F

Orig. : D

LE DEGRE D'INTERDEPENDANCE INTERNATIONALE DES PRIX
EN FRANCE ET EN ITALIE

Etude effectuée pour le compte de la
Commission des Communautés européennes

par

G. Fels, K.-W. Schatz et F. Wolter

Kiel, mai 1972

Table des matières

	<u>Page</u>
I. Récapitulation : L'interdépendance internationale des prix, chimère ou réalité ?	
Données empiriques pour trois pays de la CEE	1
L'interdépendance des prix sur les marchés internationaux ...	8
Marchés d'exportation	8
Marchés d'importation	13
Evolution des prix et balance des paiements	16
France	19
Italie	22
Relation entre les prix du commerce extérieur et les prix du commerce intérieur	26
II. Le degré d'interdépendance internationale des prix sur les marchés d'exportation et d'importation	30
L'interdépendance des prix sur les marchés d'exportation	30
Méthodes et données de base	30
Données empiriques : France	33
Données empiriques : Italie	42
Causes des divergences à long terme des prix à l'exportation dans le cas de l'Italie	50
L'interdépendance des prix sur les marchés d'importation	57
Méthodes et données de base	57
Données empiriques : France	60
Données empiriques : Italie	65
Causes des divergences de prix à long terme	71

	<u>Page</u>
III. Interdépendance internationale des prix, interdépendance internationale des mouvements conjoncturels et balance des paiements	75
France	75
La période allant de 1950 à 1958	77
La période allant de 1959 à 1967	88
Le cycle 1959-1962/63	88
Le cycle 1963-1967	93
Le cycle conjoncturel depuis 1967	99
Italie	109
La période allant de 1950 à 1958	109
Le cycle 1958-1964/65	118
L'évolution conjoncturelle depuis 1964/65	123
La phase allant de 1964/65 à 1969	123
L'évolution depuis 1970	126
IV. Relation entre les prix du commerce extérieur et les prix du commerce intérieur	132
Evolution de la productivité et des prix en France	135
Evolution de la productivité et des prix en Italie	146
Comparaison sur le plan international des écarts de productivité et de prix	151
Annexe I - Niveau général des prix, niveau des prix à l'exportation et évolution de la productivité ...	155
Annexe II - Tableaux A 1 à A 84	161
Annexe III - Graphiques A 1 à A 30	248

<u>Liste des tableaux dans le texte</u>	<u>Page</u>
1. La France et ses concurrents : prix relatifs des exportations de produits industriels et de l'ensemble des exportations, 1953-1970	37
2. La France et ses concurrents : prix relatifs des exportations de produits industriels et de l'ensemble des exportations, 1962-1970	38
3. L'Italie et ses concurrents: prix relatifs des exportations de produits industriels et de l'ensemble des exportations, 1953-1970	46
4. L'Italie et ses concurrents : prix relatifs des exportations de produits industriels et de l'ensemble des exportations, 1962-1970	47
5. Italie : structure régionale des exportations, 1955 et 1956 .	52
6. Italie : structure des exportations et prix des exportations par catégorie de produits, 1951, 1959 et 1969	54
7. La France et ses concurrents : indices des prix relatifs pour l'ensemble de la production, pour les produits industriels et pour les produits de substitution aux importations, 1953-1970	63

	<u>Page</u>
8. La France et ses concurrents : prix relatifs pour l'ensemble de la production, pour les produits industriels et pour les produits de substitution aux importations, 1962-1970	64
9. L'Italie et ses concurrents : prix relatifs pour l'ensemble de la production, pour les produits industriels et pour les produits de substitution aux importations, 1954-1970	67
10. L'Italie et ses concurrents : prix relatifs pour l'ensemble de la production, pour les produits industriels et pour les produits de substitution aux importations, 1961-1970	68
11. Importations et exportations de la France, 1951-1958	80
12. La France et ses concurrents : l'évolution des principaux indices de prix, 1951-1958	84
13. Importations et exportations de la France, 1959-1970	90
14. France : Evolution de la productivité dans le secteur des exportations, dans le secteur des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production, 1955-1970	138

Page

15. France : Evolution de la productivité, évolution des prix et évolution des salaires dans le secteur des exportations, dans le secteur des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production, 1955-1970	143
16. Italie : Evolution de la productivité, évolution des prix et évolution des salaires dans le secteur des exportations, dans le secteur des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production, 1951-1969	147
17. Evolution de la productivité du travail et des salaires en France, en Italie et dans la République Fédérale d'Allemagne, 1960-1969	152

<u>Liste des graphiques dans le texte</u>	<u>Page</u>
1. La France et ses concurrents : prix à l'exportation des produits industriels, 1950-1970	34
2. La France et ses concurrents : prix de l'ensemble des exportations	35
3. La France et ses concurrents : prix à l'exportation des produits industriels, valeurs trimestrielles 1960-1970 .	40
4. L'Italie et ses concurrents : prix à l'exportation de 43 produits industriels, 1951-1970	43
5. L'Italie et ses concurrents : prix de l'ensemble des exportations, 1951-1970	44
6. L'Italie et ses concurrents : prix à l'exportation de 48 produits industriels, valeurs trimestrielles 1961-1970 .	48
7. La France et ses concurrents : prix à la production et prix à l'importation pour le secteur des produits de substitution aux importations (système B), 1950-1970 ..	61
8. L'Italie et ses concurrents : prix à la production et prix à l'importation pour le secteur des produits de substitution aux importations 1952-1969	67
9. Conjoncture et balance des paiements de la France, 1950-1970	82
10. Conjoncture internationale et balance des paiements en Italie	116

Liste des tableaux contenus dans l'annexe II

	<u>Page</u>
<u>La France et ses concurrents</u>	
A 1 Structure des exportations de la France et du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE, 1965	162
A 2 Structure des exportations de la France, du Groupe des pays concurrents membres de l'OCDE et de la RFA, 1960, 1965 et 1969	163
A 3 Structure des importations de la France, du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE et de la RFA, 1960, 1965 et 1969	164
A 4 Structure régionale du commerce extérieur français, 1960 et 1970	165
A 5 La structure des exportations de la France par rapport à la structure des exportations des pays concurrents, 1965 ..	166
A 6 Pondération par pays des indices des prix à l'exportation 1965	167
A 7 Pondération des exportations pour l'ensemble du secteur industriel et pour le secteur des produits de substitution aux importations, 1965	168
A 8 Indices des prix à l'exportation des produits industriels (système de pondération A), 1950-1970	169
A 9 Indices des prix à l'exportation des produits industriels (système de pondération B), 1950-1970	170

	<u>Page</u>
A 10 Indices des prix de l'ensemble des exportations (système de pondération A), 1950-1969	171
A 11 Indices des prix de l'ensemble des exportations (système de pondération B), 1950 - 1969	172
A 12 Prix relatifs des exportations de produits industriels (système de pondération A), 1950-1970	173
A 13 Prix relatifs des exportations de produits industriels (système de pondération B), 1950-1970	174
A 14 Prix relatifs de l'ensemble des exportations (système de pondération A), 1950-1969	175
A 15 Prix relatifs de l'ensemble des exportations (système de pondération B), 1950-1969	176

	<u>Page</u>
A 16 Prix relatifs des exportations de produits industriels et de l'ensemble des exportations (système de pondération A), 1953-1970	177
A 17 Prix relatifs des exportations de produits industriels et de l'ensemble des exportations (système de pondération B), 1962-1970	180
A 18 Indices des prix des produits industriels (moyennes mobiles sur trois trimestres), (système de pondération A), 1960-1970	181
A 19 Indices des prix des produits industriels (moyennes mobiles sur trois trimestres), (système de pondération B), 1960-1970	182
A 20 Indices des prix à la production et à l'importation pour l'ensemble de la production et pour le secteur industriel, 1950-1970	183
A 21 Indices des prix à la production et des prix à l'importation pour le secteur des produits de substitution aux importations, 1950-1970	184
A 22 Indices des prix à la production et des prix à l'importation pour le secteur des produits de substitution aux importations, 1960-1970	185
A 23 Indices relatifs des prix pour l'ensemble de la production, pour le secteur industriel et pour le secteur des produits de substitution aux importations, 1950-1970...	186
A 24 Indices relatifs des prix pour le secteur des produits de substitution aux importations, 1960-1970	187

	<u>Page</u>
A 25 Indices de la production industrielle, 1950-1970 (système de pondération A)	188
A 26 Indices de la production industrielle, 1950-1970 (système de pondération B)	189
A 27 Variation de l'indice de la production industrielle de la France par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 1951-1971	190
A 28 Variation de l'indice de la production industrielle du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 1951-1971	191
A 29 Variation de l'indice de la production industrielle des pays de la CEE sans la France par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 1951-1971.....	192

	<u>Page</u>
A 30 Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie de transformation, 1950-1970	193
A 31 Degré relatif d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie française, 1950-1970	194
A 32 Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie française, 1950-1971	195
A 33 Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie de transformation des pays concurrents membres de l'OCDE, 1950-1971	196
A 34 Evolution de la balance des paiements courants et de la balance commerciale de la France, 1950-1958	197
A 35 Evolution de la balance des paiements courants et de la balance commerciale de la France, 1959-1970	198
A 36 Evolution des exportations françaises, 1950-1970	199
A 37 Evolution des importations françaises, 1950-1970	200
A 38 Solde de la balance commerciale en milliards de NF, 1950-1970	201
A 39 Conjoncture, prix du commerce extérieur, 1969-1971 (valeurs trimestrielles)	202
A 40 Prix implicites du produit national, 1950-1970	203
A 41 Indices du coût de la vie, 1950-1970	204

	<u>Page</u>
A 42 Indices des prix du commerce de gros (système de pondération A), 1950-1970	205
A 43 Evolution des indices des prix du commerce de gros (système de pondération B), 1950-1970	206
A 44 Indice des prix du commerce de gros pour les produits finis, 1950-1970	207
A 45 Prix implicites relatifs du produit national, prix relatifs du commerce de gros et coût de la vie relatif, 1950-1970	208

<u>L'Italie et ses concurrents</u>	<u>Page</u>
A 46 Structure du commerce extérieur de l'Italie et du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE, 1960, 1965 et 1969	209
A 47 Structure régionale du commerce extérieur de l'Italie, 1950, 1955, 1960, 1965 et 1969	210
A 48 Pondération par pays des indices des prix à l'exportation du groupe des pays concurrents de l'Italie, 1965 ...	211
A 49 Pondération des indices des prix à l'importation et à la production dans le secteur des produits de substitution aux importations, 1965	212
A 50 Indice des prix à l'exportation des produits industriels, 1950-1970	213
A 51 Indice des prix de l'ensemble des exportations, 1950-1970	214
A 52 Prix relatifs des exportations de produits industriels, 1950-1970	215
A 53 Prix relatifs de l'ensemble des exportations, 1951-1969 .	216
A 54 Prix relatifs des exportations de produits industriels et de l'ensemble des exportations, 1963-1970	217
A 55 Prix à l'exportation de produits industriels, 1960-1970 .	218
A 56 Indices des prix à la production et des prix à l'importation de l'Italie pour l'ensemble de la production, pour le secteur industriel et pour le secteur des produits de substitution aux importations, 1951-1970	219

	<u>Page</u>
A 57 Indices relatifs des prix pour l'ensemble de la production, pour le secteur industriel et pour le secteur des produits de substitution aux importations, 1951-1970	220
A 58 Indices de la production industrielle 1950-1971	221
A 59 Variation de l'indice de la production industrielle de l'Italie par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 1951-1971	222
A 60 Variation de l'indice de la production industrielle du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 1951-1971	223
A 61 Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie de transformation, 1950-1971	224

	<u>Page</u>
A 62 Degré relatif d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie italienne, 1950-1971	225
A 63 Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie italienne, 1950-1971	226
A 64 Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE, 1950-1971	227
A 65 Evolution de la balance des paiements courants de l'Italie, 1951-1969	228
A 66 Evolution de la balance des paiements courants de l'Italie, variation par rapport à l'année précédente, 1952-1969 ..	229
A 67 Indices relatifs à la balance commerciale de l'Italie, 1950-1971	230
A 68 Indices relatifs à la balance commerciale de l'Italie, variation par rapport à l'année précédente, 1951-1971 ..	231
A 69 Evolution des exportations italiennes, 1950-1971	232
A 70 Evolution des importations italiennes, 1950-1971	233
A 71 Solde de la balance commerciale de l'Italie, 1950-1971 .	234
A 72 Conjoncture, prix du commerce extérieur et commerce extérieur, valeurs trimestrielles, 1969-1971	235
A 73 Prix implicites du produit national, 1950-1970	236

	<u>Page</u>
A 74 Coût de la vie, 1950-1970	237
A 75 Prix du commerce de gros, 1950-1970	238
A 76 Prix implicites relatifs du produit national, prix relatifs du commerce de gros et coût de la vie relatif, 1950-1970 ..	239
A 77 Part salariale non corrigée et corrigée dans le secteur des produits de substitution aux importations, dans le secteur des exportations et dans l'ensemble de la production, 1951, 1955, 1960, 1965 et 1970	240
A 78 La France, l'Italie et leurs concurrents : écarts moyens dans l'évolution des prix, 1954-1969 et 1960-1969	241
A 79 Données de base pour le calcul de la productivité en France en 1955	242

	<u>Page</u>
A 80 Données de base pour le calcul de la productivité en France en 1959	24 3
A 81 Données de base pour le calcul de la productivité en France en 1965	244
A 82 Données de base pour le calcul de la productivité en France en 1970	245
A 83 Données de base relatives aux régressions en cross-section figurant à l'annexe I, point 4, 1960-1968	246
A 84 Données de base relatives aux régressions en cross-section figurant à l'annexe I, point 5, 1960-1968	247

Liste des graphiques contenus dans l'annexe III

		<u>La France et ses concurrents</u>	<u>Page</u>
A	1	Prix à l'exportation de produits industriels, 1950-1970	249
A	2	Prix de l'ensemble des exportations, 1950-1969	250
A	3	Prix à l'exportation de produits industriels (valeurs trimestrielles), 1960-1970	251
A	4	Prix à la production et prix à l'importation pour l'ensemble de la production, 1950-1970	252
A	5	Prix à la production et prix à l'importation pour le secteur industriel, 1950-1970	253
A	6	Prix à la production et prix à l'importation pour le secteur des produits de substitution aux importations selon le système de pondération A, série I, 1950-1970	254
A	7	Prix à la production et prix à l'importation pour le secteur des produits de substitution aux importations selon le système de pondération A, série II, 1960-1970	255
A	8	Prix à la production et prix à l'importation pour le secteur des produits de substitution aux importations selon le système de pondération B, série II, 1960-1970	256
A	9	Variation de l'indice de la production industrielle par rapport à l'année précédente, 1950-1970	257
A	10	Variation de l'indice de la production industrielle par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 1951-1970	258
A	11	Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie, 1950-1970	259
A	12	La conjoncture internationale et le solde de la balance commerciale de la France, 1950-1971 (valeurs trimestrielles).	260
A	13	Coût de la vie, 1950-1970	261
A	14	Prix généraux de vente du commerce de gros (système de pondération A), 1950-1970	262
A	15	Prix généraux de vente du commerce de gros (système de pondération B), 1950-1970	263
A	16	Prix de vente du commerce de gros pour les produits finis, 1950-1970	264
A	17	Relation entre les prix du commerce extérieur et les prix intérieurs	265

	<u>Page</u>
A 18 Degré relatif d'utilisation des capacités, prix relatifs à l'exportation de produits industriels, prix relatifs des produits de substitution aux importations et solde de la balance commerciale, 1950-1971	266
A 19 Degré relatif d'utilisation des capacités, prix relatifs de l'ensemble des exportations et solde de la balance commerciale, 1969-1971 (valeurs trimestrielles)	267
 <u>L'Italie et ses concurrents</u>	
A 20 Prix à la production et prix à l'importation pour l'ensemble de la production, 1952-1970	268
A 21 Prix à la production et prix à l'importation pour le secteur industriel, 1952-1969	269
A 22 Variation de l'indice de la production industrielle par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 1950-1970	270
A 23 Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie de transformation, 1950-1971	271
A 24 La conjoncture internationale et la balance commerciale de l'Italie, 1950-1971 (valeurs trimestrielles)	272
A 25 Coût de la vie, 1951-1970	273
A 26 Prix du commerce de gros, 1951-1970	274
A 27 Relation entre les prix du commerce extérieur et les prix intérieurs	275
A 28 Degré relatif d'utilisation des capacités, prix relatifs à l'exportation de produits industriels, prix relatifs des produits de substitution aux importations et solde de la balance commerciale	276
A 29 Degré relatif d'utilisation des capacités, prix relatifs de l'ensemble des exportations et solde de la balance commerciale, 1969-1971 (valeurs trimestrielles)	277
A 30 Part salariale corrigée pour l'ensemble de la production, pour le secteur des exportations et pour le secteur des produits de substitution aux importations, 1951-1970	278

I. RECAPITULATION : L'INTERDEPENDANCE INTERNATIONALE DES PRIX

CHIMERE OU REALITE ?

DONNEES EMPIRIQUES POUR TROIS PAYS DE LA CEE

1. Dans un système de parités fixes, les pays entre lesquels les échanges de marchandises et les mouvements de capitaux s'effectuent librement disposent dans leur politique de lutte contre l'inflation comme dans leur politique de stabilité d'une très faible autonomie. En simplifiant beaucoup, on peut illustrer cette thèse en disant que le niveau des prix de ces différents pays ressemble à un système de vases communicants : l'impulsion inflationniste ou déflationniste déclenchée par un pays se transmet automatiquement aux autres pays, de sorte que le niveau des prix dans tous les pays ne peut varier que dans la même proportion. C'est là essentiellement l'expression de la théorie de l'interdépendance internationale des prix qui en réalité semble plus correspondre à une tendance qu'à une règle absolue. L'expérience montre en effet que se manifestent assez souvent dans les taux de variation du niveau des prix des différents pays des différences qui laissent à la politique monétaire une certaine autonomie.

2. En ce qui concerne la politique monétaire de chaque pays, mais aussi celle de l'union monétaire européenne que l'on envisage de créer, la question se pose donc de savoir quel est le degré effectif d'interdépendance des prix sur le plan international et quelles raisons expliquent les divergences qui peuvent exister dans l'évolution des prix entre les différents pays. La

.../...

présente étude, effectuée pour le compte de la Commission des Communautés européennes, traite de ces problèmes pour la France et pour l'Italie. Elle fait suite à une étude analogue effectuée par un des auteurs sur la République fédérale¹⁾. Le premier chapitre est consacré à un exposé récapitulatif des méthodes d'analyse pour la France et l'Italie, ainsi que des résultats obtenus qui sont rapprochés des résultats correspondants concernant la République fédérale.

3. Il ressort des principaux résultats obtenus pour les trois pays que l'interdépendance internationale des prix semble avoir été plus étroite dans le cas de la République fédérale que dans celui de la France et plus étroite aussi dans le cas de la France que dans celui de l'Italie. Bien que le degré d'interdépendance soit différent, même en Italie, l'influence des autres pays sur l'évolution des prix du commerce extérieur est incontestable. En outre, on peut affirmer pour les trois pays que l'interdépendance des prix s'est intensifiée au cours des années 60. On a constaté dans les trois pays des divergences à court terme dans l'évolution des prix entre le pays considéré et ses concurrents. En France et en Italie, ces divergences se sont, moins souvent que dans la République fédérale,

.../...

1) G. Fels, Der internationale Preiszusammenhang. Eine Studie über den Inflationsimport in der Bundesrepublik, (L'interdépendance internationale des prix. Etude relative à l'inflation importée dans la République fédérale), Köln-Berlin-Bonn-München, 1969.

accompagnées de décalages entre les cycles conjoncturels et de réactions inverses de la balance des paiements. Sur les marchés d'exportation de l'Italie on a constaté des divergences à long terme dans l'évolution des prix entre le pays et ses concurrents, qui pourraient remettre en question la thèse de l'interdépendance internationale des prix; ces divergences doivent être considérées comme imputables à la stratégie d'industrialisation orientée vers l'exportation que l'Italie a pratiquée jusque dans les années 60. Par suite de divergences dans l'évolution des coûts et des conditions de concurrence entre les secteurs du commerce extérieur et les secteurs du commerce intérieur le niveau des prix du commerce extérieur, dans les trois pays, a augmenté à long terme plus lentement que le niveau général des prix. C'est en France que ces divergences internes de coûts et de prix ont été les plus faibles et dans la République fédérale qu'elles ont été les plus fortes.

4. Le meilleur moyen de juger de l'intérêt que peuvent présenter les résultats que nous venons d'esquisser pour des prévisions et de leur portée en ce qui concerne la politique monétaire est d'étudier l'une après l'autre les hypothèses sur lesquelles ils reposent et d'en examiner la validité. La principale hypothèse sur laquelle l'étude est fondée est la théorie de l'interdépendance internationale des prix dont nous avons donné une définition générale au début. Les origines de cette théorie remontent aux classiques de l'école nationaliste qui prétendaient qu'il existait une interdépendance directe des prix pour les biens faisant l'objet d'échanges internationaux, puisque ces biens sont en concurrence directe les uns avec les autres. Cette théorie vaut surtout pour des produits de base homogènes et transportables, qui jouaient autrefois un rôle important dans le commerce inter-

.../...

national. Le commerce de ces biens était souvent organisé par des bourses de marchandises et leur prix ne pouvait différer d'une place à l'autre tout au plus que du montant des frais de transport et de commercialisation ainsi que des droits de douane. De même que dans le système de l'étalon-or il y avait un point d'entrée et un point de sortie de l'or qui délimitaient la marge de fluctuation du prix de l'or et par conséquent le cours du change, on peut parler d'un point d'entrée et d'un point de sortie des marchandises, autrement dit d'un point d'importation et d'un point d'exportation des marchandises qui, lorsque les cours du change sont fixes, limitent les écarts entre les prix intérieurs et les prix étrangers. Si les prix des biens étrangers augmentent - aussi longtemps que les cours du change demeurent fixes - les points d'entrée et les points de sortie des marchandises se déplacent simultanément. On enregistre une tendance à l'accroissement des exportations et à la réduction des importations. Etant donné que, lorsqu'il s'agit de biens homogènes et lorsque le commerce est libre, les prix nationaux s'adaptent très rapidement aux prix étrangers, les hausses de prix se transmettent ainsi directement d'un pays à l'autre.

5. Toutefois, les biens homogènes - comme le coton ou le blé - ont perdu ces derniers temps, beaucoup de leur importance dans les échanges internationaux. A l'heure actuelle, la majeure partie des échanges, notamment entre les pays industrialisés, portent sur des produits industriels hétérogènes, pour lesquels le prix n'est qu'un paramètre concurrentiel parmi d'autres. Il s'agissait donc surtout dans le présent exposé d'étudier le degré d'interdépendance des prix des produits

.../...

industriels dans les conditions actuelles de l'économie mondiale. Il ne fallait pas oublier en particulier que - contrairement à l'hypothèse des modèles classiques, selon laquelle le plein emploi était réalisé dans tous les pays - la situation conjoncturelle et partant le niveau de l'emploi fluctuent et diffèrent d'un pays à l'autre. Il fallait en outre déterminer le degré d'interdépendance existant entre le niveau des prix des produits faisant l'objet d'échanges internationaux et le niveau des prix des produits intérieurs. La théorie classique supposait là encore un lien plus ou moins étroit, dû à l'utilisation de biens intermédiaires importés, au leadership du secteur des exportations en matière de salaires et à la circulation des moyens de paiement.

6. Dans la discussion relative à la stabilité, dans la République fédérale, on a souvent opposé à la théorie de l'interdépendance internationale des prix, dont le principal critère de mesure de la contagion internationale de l'inflation consiste dans les effets "prix" sur les marchés d'exportation et d'importation, la théorie de la balance des paiements qui considère comme critère décisif de la transmission de l'inflation les effets "revenus et liquidités" résultant de la balance des paiements. L'étude relative à la République fédérale a toutefois montré que lorsque les effets-prix et les effets-balance des paiements s'exercent dans des directions différentes, il n'y a qu'une contradiction apparente entre les deux théories. Si les

..../...

effets - revenus et liquidités résultant de la balance des paiements sont un indice que l'interdépendance internationale directe des prix est perturbée, ils ont aussi pour résultat de rétablir indirectement l'interdépendance internationale des prix. Ils font donc partie intégrante d'un mécanisme de régulation axé sur le parallélisme à long terme des variations du niveau des prix à long terme. Comme la théorie de la balance des paiements n'est pas une véritable solution de rechange à la théorie de l'interdépendance internationale des prix, elle n'a pas été retenue comme hypothèse concurrente dans l'étude relative à la France et à l'Italie.

7. La validité de la théorie de l'interdépendance internationale des prix dépend de trois conditions principales; il faut en effet :

- que la concurrence par les prix sur les marchés où les producteurs nationaux sont en concurrence avec des producteurs étrangers soit assez forte pour que les différences de prix ne soient que de courte durée (efficacité de la concurrence par les prix sur les marchés internationaux);
- qu'il n'y ait pas de divergences à long terme dans l'évolution conjoncturelle et le niveau d'emploi entre le pays considéré et ses concurrents (interdépendance internationale des mouvements conjoncturels);
- que la mobilité des facteurs de production entre les secteurs du commerce extérieur et les secteurs du commerce intérieur d'un pays soit telle que des différences ne puissent persister dans la rémunération des facteurs de production et la politique des prix (même degré de concurrence dans les secteurs du commerce extérieur que dans les secteurs du commerce intérieur).

Ces trois conditions de validité de la théorie serviront de base à l'examen empirique de ladite théorie. Dans le cas de la République fédérale, si elles

ont rarement été remplies à court terme, ces conditions l'ont généralement été simultanément à moyen terme.

8. Même lorsque pour un pays les trois conditions sont remplies et si l'on fait abstraction d'inexactitudes de mesure, on ne peut s'attendre à ce que le niveau général des prix de ce pays soit exactement parallèle au niveau des prix de ses partenaires commerciaux. D'une part, certaines mesures qui ont une incidence sur les prix - telles que la modification des impôts de consommation selon le principe du pays de destination ou de prix maxima et minima pour les biens du commerce intérieur - peuvent entraîner des divergences, si elles ne sont pas uniformisées à l'échelon international. D'autre part, il est possible que dans la production des biens du commerce extérieur, un pays réalise des gains de productivité supérieurs ou, dans la production des biens destinés au commerce intérieur, des gains de productivité inférieurs à ceux de ses partenaires commerciaux, de sorte que dans le pays considéré les biens destinés au commerce intérieur augmenteront plus que dans les autres pays, par rapport aux biens du commerce extérieur dont les prix sont déterminés par l'interdépendance internationale des prix. Il faut tenir compte de ces facteurs avant de pouvoir tirer des taux de variation du niveau général des prix des conclusions quant au degré d'interdépendance internationale des prix.

.../...

L'interdépendance des prix sur les marchés internationaux

9. Afin de vérifier l'existence de la première condition de validité de la théorie, on s'est demandé si des divergences apparaissaient dans l'évolution des prix du commerce extérieur entre la France et l'Italie, d'une part, et leurs onze principaux partenaires commerciaux membres de l'OCDE, d'autre part. L'étude a porté d'abord sur les marchés d'exportation, puis sur les marchés intérieurs soumis à la concurrence des importations. La période considérée va dans les deux cas de 1951 à ce jour¹⁾. Le graphique I représente l'évolution des prix sur les deux marchés, dans les deux pays. Les variations d'indices qui ont été relevées seront analysées ci-après.

Marchés d'exportation

10. Comme le montre le graphique I, il y a eu des divergences - positives et négatives - dans l'évolution des prix à l'exportation entre la France et l'Italie, d'une part, et les autres pays, d'autre part.

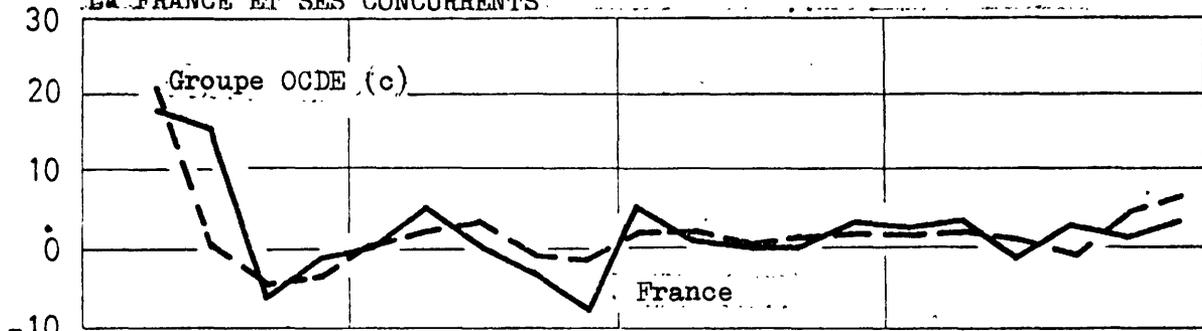
.../...

1) Les données statistiques disponibles ne sont toutefois pas très abondantes. Elles ne permettent pas par exemple de comparer dans un nombre suffisant de cas les prix des produits industriels des différents pays en termes absolus. De plus, l'évolution des prix de certains produits industriels n'est relevée sous une forme permettant des comparaisons internationales que dans un petit nombre de cas. C'est pourquoi on s'est borné à comparer l'évolution d'indices des prix du commerce extérieur. Quand il s'agit d'étudier l'interdépendance des phénomènes inflationnistes à l'échelle internationale, cette méthode est du reste satisfaisante, puisque ce sont les variations des prix qui sont intéressantes et non leur montant absolu.

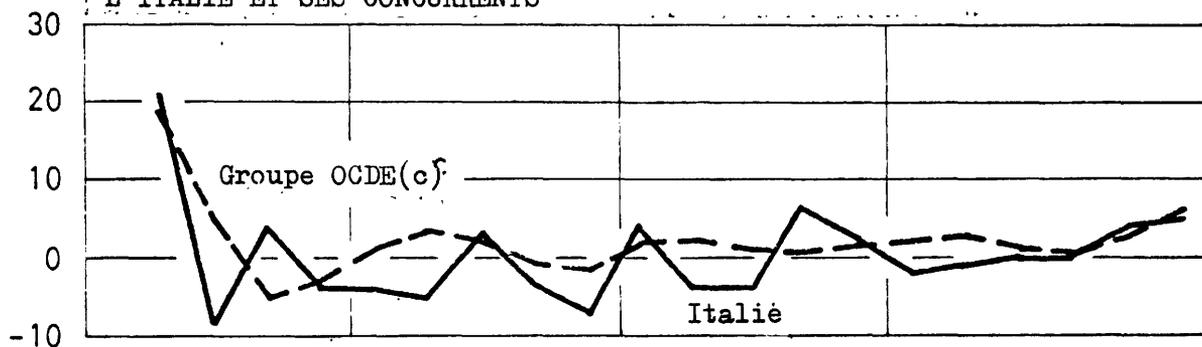
GRAPHIQUE I - L'INTERDEPENDANCE DES PRIX SUR LES MARCHES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION POUR LA FRANCE ET L'ITALIE 1950-1970

- Variation des prix par rapport à l'année précédente en % -

MARCHES D'EXPORTATION : PRIX A L'EXPORTATION DE PRODUITS INDUSTRIELS (a)(b)
LA FRANCE ET SES CONCURRENTS

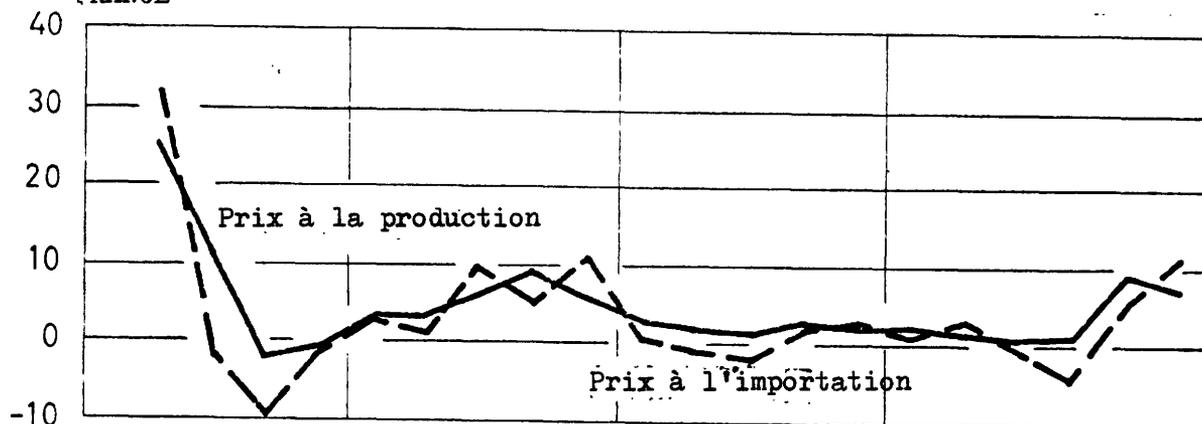


L'ITALIE ET SES CONCURRENTS

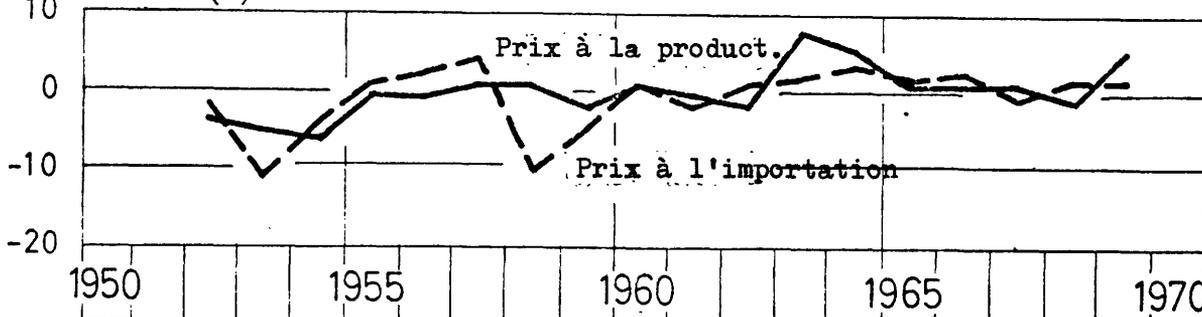


MARCHES D'IMPORTATION : PRIX A LA PRODUCTION ET PRIX A L'IMPORTATION
POUR LE SECTEUR DES PRODUITS DE SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS (d)

FRANCE



ITALIE (e)



a) CTCI 5-8. - b) en dollars US.- c) pour la délimitation, cf. point 41. -
d) pour la délimitation, cf. point 62. - e) 1952-1969

Abstraction faite des fortes divergences de prix enregistrées pendant et immédiatement après la guerre de Corée, les écarts annuels maxima par rapport aux pays concurrents membres de l'OCDE pour les prix des produits industriels exportés ont atteint 6,5% pour la France et 8,4% pour l'Italie. Des divergences aussi sensibles sont toutefois restées exceptionnelles; dans le cas de la France, elles étaient du reste dues aux dévaluations de la fin des années 50. L'écart-type moyen par rapport au groupe des pays concurrents a été pour la France de 2,5 points et pour l'Italie de 4,2 points au cours de la période 1954-1969 et de 1,9 et 3,6 points respectivement au cours de la période 1960-1970 (tableau I). Pour les deux pays par conséquent, les divergences annuelles ont été plus faibles au cours des années 60 qu'au cours des années 50.

11. Les divergences à court terme entre les prix à l'exportation des pays considérés et ceux des autres pays ont été plus fortes pour l'Italie que pour la France et - comme le montre une comparaison avec les résultats de l'étude consacrée à la République fédérale d'Allemagne - elles ont été plus fortes pour la France que pour la République fédérale. Pour cette dernière, l'écart annuel le plus élevé pour les exportations de produits industriels entre 1955 et 1966 a été légèrement supérieur à 4% et correspond à l'année 1961, où le DM a été réévalué. Au cours de toutes les autres années de la période considérée, l'écart a été inférieure à 2% et même, dans la plupart des cas, à 1%. Comme les écarts vers le haut et vers le bas se sont sensiblement compensés, l'interdépendance des prix à long terme a été assez étroite.

.../...

Tableau I - Interdépendance des prix à court terme pour la France et l'Italie : Ecartés moyens ^{a)} des variations annuelles des prix sur les marchés d'exportation et d'importation

	1954-1969	1960-1969
	Marchés d'exportation	
France	2,5	1,9
Italie	4,2	3,6
	Marchés d'importation	
France	2,8	2,6
Italie	3,8	2,7
^a Calculé selon la formule $\sqrt{\frac{1}{n} (x_i - y_i)^2}$		
x_i	- variations annuelles en pourcentage des prix à l'exportation de produits industriels (CTCI 5-8) et des prix à la production du secteur des produits de substitution aux importations respectivement	
y_i	- variations annuelles en pourcentage des prix à l'exportation de produits industriels du groupe OCDE ou des prix à l'importation	

Source : Tableaux A9, A21, A50 et A56

12. Tout comme ceux de la République fédérale, les prix à l'exportation de la France et de l'Italie se sont écartés tantôt vers le haut, tantôt vers le bas du trend international. Tandis que dans la cas de la France les écarts se sont également compensés à long terme, dans le cas de l'Italie, ce sont les écarts vers le bas qui ont prédominé. Les écarts vers le haut, enregistrés dans le cas de la France au cours des années 50 et vers la fin des années 60 ont été comblés dans chaque cas par des dévaluations (tableau II). Compte tenu de ces mesures, l'interdépendance des prix à long terme est sensiblement aussi étroite pour la France que pour la République fédérale. Quant aux exportateurs italiens, ils ont souvent baissé leurs prix, même en période de haute conjoncture à l'étranger, comme par exemple en 1955/56 et en 1965/66. De l'évolution au cours des deux dernières décennies il ressort que les prix des exportations italiennes ont baissé, non seulement en chiffres absolus, mais également par rapport aux prix des exportations des pays concurrents (tableau II), sans que cet écart ait été comblé par des changements de parité. Rien ne permet de supposer qu'une surévaluation initiale de la lire ait entraîné cette baisse des prix à l'exportation.

La thèse selon laquelle le fléchissement de l'indice ne reflète que les effets structurels résultant d'une modification radicale de l'éventail des exportations italiennes avant 1960, n'est qu'en partie justifiée. Le fléchissement de l'indice des prix à l'exportation semble surtout indiquer une véritable baisse des prix et s'expliquer par les efforts qu'a faits l'Italie pour s'engager, par sa politique des prix dans la voie d'une industrialisation orientée vers l'exportation.

Tableau II - Interdépendance des prix à long terme pour la France et pour l'Italie - variations annuelles moyennes des prix relatifs (a) en %

	de 1950/52 (b) à :			
	1955	1960	1965	1970
Marchés d'exportation				
France	2,4	0,5	0,3	0,1
Italie	-1,5	-2,3	-2,2	-1,9
Marchés d'importation				
France	3,9	1,6	1,5	1,4
Italie (c)	0,2	1,2	1,3	1,1 (d)

(a) Marché d'exportation: prix à l'exportation (en dollars US) de produits industriels (CTCI 5-8) en pourcentage des prix correspondants du groupe OCDE; marché d'importation: prix à la production en pourcentage des prix à l'importation du secteur des produits de substitution aux importations.

(b) Base: moyenne géométrique de l'indice 1950-1952

(c) Base: moyenne géométrique de l'indice 1951-1953

(d) Variation jusqu'en 1969

Source: tableaux 1, 3, 7 et 9

Pour s'implanter sur les marchés étrangers, les exportateurs ont souvent pratiqué des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents étrangers, sans compromettre ensuite par des hausses de prix excessives la position qu'ils avaient conquise sur le marché. Cette stratégie a permis à l'Italie de réaliser entre 1951 et 1971 un accroissement de ses ventes sur le marché mondial des produits industriels, supérieur à celui de l'Allemagne par exemple.

Marchés d'importation

13. Sur les marchés nationaux qui sont soumis à la concurrence des importations, on a enregistré entre les deux pays et leurs concurrents, des divergences à court terme dans l'évolution des prix, analogues à celles observées sur les marchés d'exportation (tableau I). Entre les variations annuelles des prix à la production et des prix à l'importation pour le secteur des produits de substitution aux importations, l'écart-type moyen a été de 2,8 points pour la France et de 3,8 points pour l'Italie au cours de la période 1954/1969 et 2,6 et 2,7 points respectivement au cours de la période 1960/1969. Là encore les divergences à court terme ont donc diminué. En ce qui concerne la République fédérale, on a enregistré sur les marchés d'importation à la fin des années 50 et après la réévaluation de 1961 des divergences tout à fait comparables à celles qu'avaient connues l'Italie et la France au cours des années 50 tandis que de 1963 à

1966 on n'a plus observé sur les marchés d'importation allemands que des écarts inférieurs à 2 points.

14. A long terme, aussi bien en France qu'en Italie, les prix des importations ont baissé par rapport aux prix à la production des produits de substitution correspondants (tableau II), à savoir de 1,4 % par an en France et de 1,1 % par an en Italie de 1950 à 1970; dans les deux pays, l'écart a été légèrement plus faible au cours des années 60 qu'au cours des années 50. En réalité, les divergences entre l'évolution des prix à l'importation et celle des prix à la production ont été encore plus marquées en Italie que ne l'indique la comparaison des variations d'indices, étant donné que les droits de douane à l'importation, qui ont été abaissés à plusieurs reprises ou totalement supprimés, n'interviennent pas dans l'indice des prix. Les prix des produits importés ont donc baissé à long terme par rapport à ceux des produits nationaux, phénomène que l'on a pu observer également dans la République fédérale jusqu'en 1963.

15. La divergence dans le cas de la République fédérale était due principalement au fait que, pour répondre à des considérations à long terme, le cours du DM avait été fixé en 1949 à un niveau trop bas: on ne peut en dire autant des parités du franc et de la lire. Les écarts enregistrés semblent donc imputables à une stratégie de conquête des marchés, fréquente dans les phases de pénétration réciproque des marchés et qui semble avoir été plus pratiquée par les exportateurs italiens que par l'ensemble de leurs concurrents étrangers (point 12).

Pour que, sur un marché, des produits étrangers supplantent des produits nationaux, il faut d'abord qu'ils aient "pénétré" sur le nouveau marché, et cette pénétration est souvent la conséquence d'une politique de prix inférieurs aux prix nationaux. Pour les exportateurs étrangers, cette politique de prix est particulièrement rentable lorsque le marché national supporte les coûts fixes, de sorte qu'à l'exportation ils peuvent calculer leurs prix sur la base du coût marginal. Jusqu'à ce qu'un vaste assortiment des produits étrangers ait trouvé place sur le marché national, les exportateurs étrangers continuent à pratiquer cette politique de prix, qui explique les divergences constatées. Lorsque la phase de pénétration est achevée, l'interdépendance internationale des prix commence à jouer. L'hypothèse de la pénétration n'est certes, dans le cas présent, qu'une présomption plausible, qui n'est pas dénuée de fondement. Il faudrait examiner dans des études plus approfondies si elle correspond à une pratique réelle.

16. Le doute a sa place dans la mesure où les divergences constatées dans le cas de la France et de l'Italie peuvent être dues également à des erreurs statistiques. C'est ainsi que l'évolution des prix pour le secteur des produits de substitution aux importations a dû être calculée à l'aide de statistiques de produits, qui portent non seulement sur des entreprises industrielles, mais également sur des entreprises artisanales qui ne sont pas soumises à la concurrence internationale. L'absence de concurrence étrangère et l'importance du coût de la main-d'oeuvre dans ces entreprises entraînent souvent une hausse des coûts et des prix, supérieure à la moyenne,

qui se répercute dans l'indice des prix du secteur des produits de substitution aux importations. En outre, l'indice des prix de ce secteur est un indice de prix portant sur la valeur ajoutée de ce secteur, tandis que l'indice des prix à l'importation porte sur les produits de ce secteur qui englobent, outre la valeur ajoutée au stade de la transformation, toute la consommation intermédiaire et notamment les matières premières et les produits semi-finis dont les prix ont baissé par rapport aux prix des produits finis, de sorte qu'un indice de prix portant sur la valeur ajoutée doit, ne fut-ce que pour cette raison, augmenter plus rapidement qu'un indice de prix portant sur le produit global.

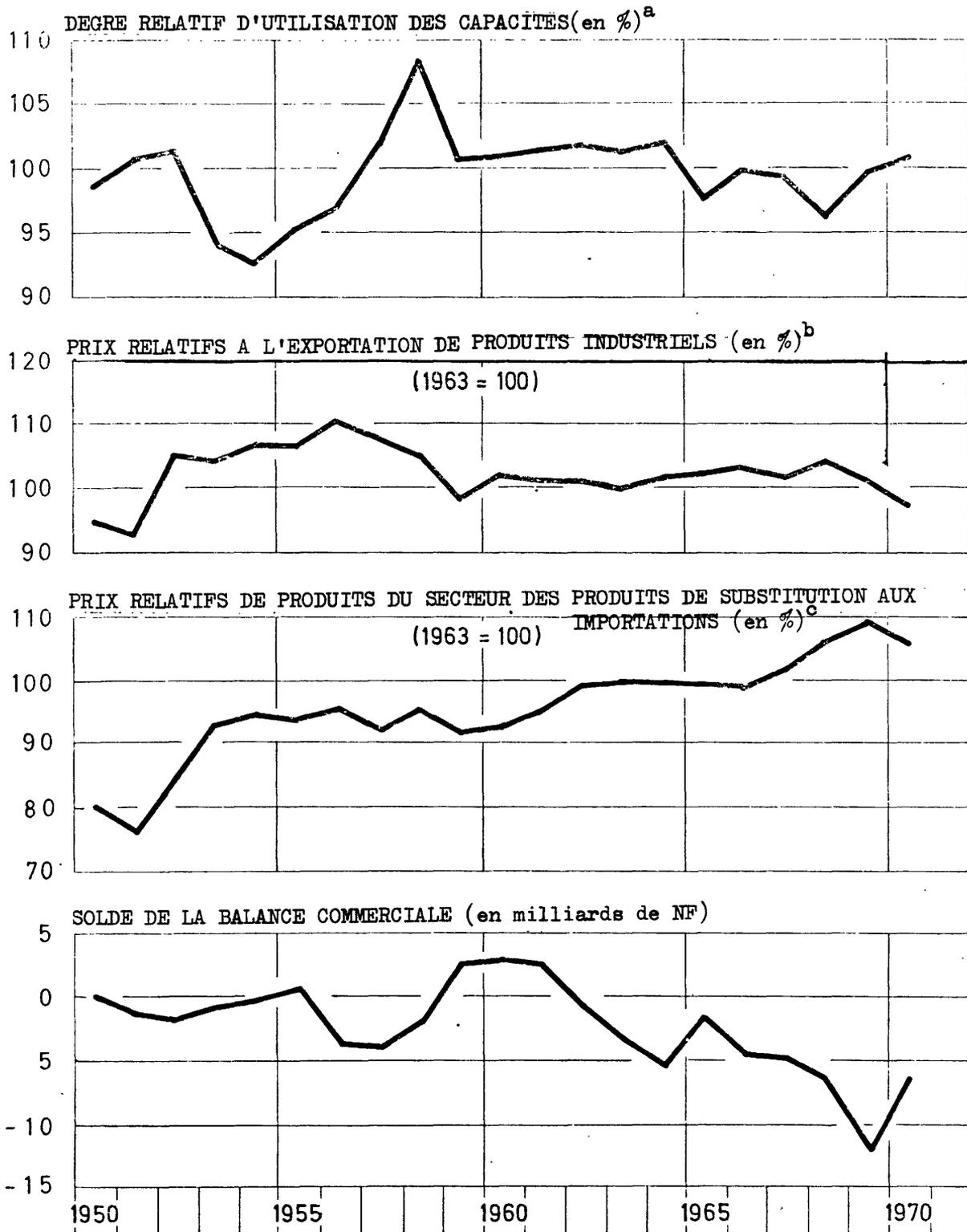
Interdépendance internationale des prix, interdépendance internationale des mouvements conjoncturels et balance des paiements

17. Parmi les causes des divergences à court terme entre les prix des produits nationaux et ceux des produits étrangers, figurent surtout, outre des modifications brutales de parité, des décalages entre les phases des cycles conjoncturels. Il s'agit donc de déterminer si les divergences entre les prix nationaux et les prix internationaux sont allées de pair avec des divergences par rapport aux cycles conjoncturels internationaux. Du point de vue de la politique de stabilité, il s'agit notamment de déterminer combien de temps il faut pour que les écarts qui sont apparus dans l'évolution des prix et dans celle de la conjoncture soient résorbés par les échanges de marchandises qu'ils avaient entraînés.

Pour la République fédérale, le mécanisme de régulation de la balance des paiements courants s'est révélé très efficace; les écarts entre l'évolution des prix en Allemagne fédérale et l'évolution internationale des prix - quel que soit le sens de ces écarts - sont allés de pair avec des décalages correspondants dans les phases des cycles conjoncturels et avec des réactions compensatoires de la balance des paiements courants et n'ont pas subsisté plus d'un ou deux ans. A moyen terme, c'est-à-dire sur toute la durée d'un cycle conjoncturel, les écarts en plus et en moins se sont compensés.

18. Afin de préciser comment les exportateurs français et italiens ont réagi dans leur politique de prix, on a procédé à une étude chronologique des cycles dans laquelle ont été examinés les processus d'ajustement à court terme sur les marchés internationaux. Il ne nous est pas possible dans le cadre du présent exposé récapitulatif de passer en revue tous les processus d'ajustement à court terme qu'ont traversés l'économie française et l'économie italienne depuis la guerre. Nous nous bornerons à donner un aperçu d'ensemble des réactions des prix et de la balance commerciale résultant des mouvements conjoncturels. Les graphiques II et III fournissent les données correspondantes.
19. Dans le cas de la France et de l'Italie, on peut, tout comme pour la République fédérale, constater une étroite corrélation entre le degré relatif d'utilisation des capacités, qui indique le décalage conjoncturel par rapport à l'étranger, et la réaction de la balance commerciale.

GRAPHIQUE II - LA FRANCE ET SES CONCURRENTS

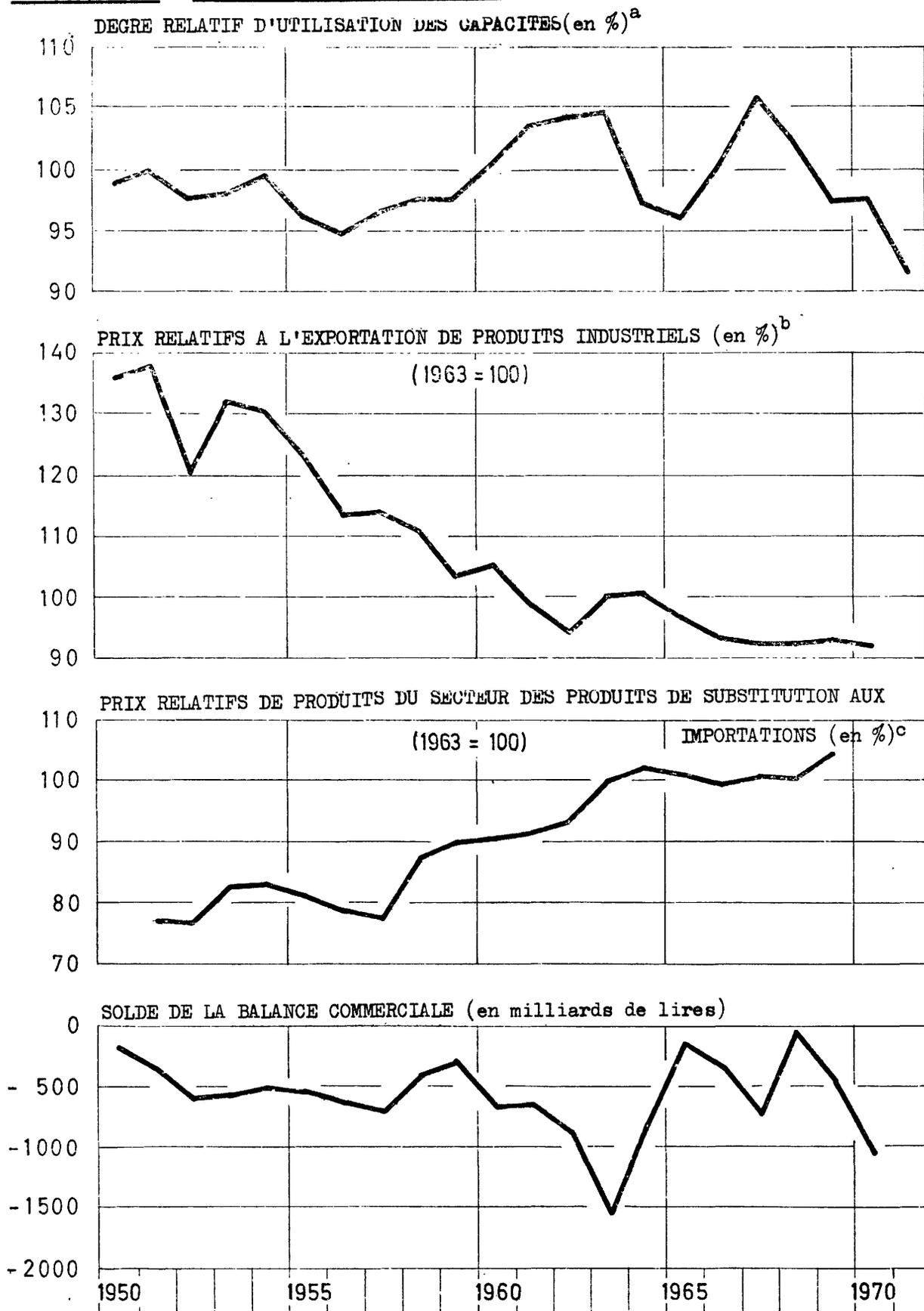


^aDegré d'utilisation des capacités techniques industrielles de la France, en pourcentage du degré d'utilisation correspondant du groupe OCDE. -

^bPrix à l'exportation de la France en pourcentage des prix à l'exportation du groupe OCDE. - ^cPrix à la production de la France en pourcentage des prix à l'importation.

Source : Tableaux A 31, A 13, A 23, A 34, et A 35.

GRAPHIQUE III - L'ITALIE ET SES CONCURRENTS



^a Degré d'utilisation des capacités techniques industrielles de l'Italie en pourcentage du degré d'utilisation correspondant du groupe OCDE. -
^b Prix à l'exportation de l'Italie en pourcentage des prix à l'exportation du groupe OCDE. -
^c Prix à la production de l'Italie en pourcentage des prix à l'importation.

Sources: OECD Main Economic Indicators
IMF International Financial Statistics
et calculs des auteurs

Lorsque le degré d'utilisation des capacités augmente par rapport à l'étranger, la balance commerciale devient généralement déficitaire, lorsque le degré d'utilisation des capacités diminue, la balance commerciale devient excédentaire. Contrairement aux observations faites pour la République fédérale, les divergences entre l'évolution des prix dans le pays considéré et celle des prix internationaux ne sont toutefois pas synchronisées avec les décalages des cycles conjoncturels. En France, - sauf pour la phase de dévaluation 1958/59 - il n'existe pratiquement aucun parallélisme entre la variation des prix relatifs du commerce extérieur et la variation du degré relatif d'utilisation des capacités. En Italie, on observe un certain parallélisme qui apparaît très nettement dans la représentation, corrigée du trend, de l'évolution des prix relatifs à l'exportation et des prix relatifs du secteur des produits de substitution aux importations (graphique III). En ce qui concerne l'évolution depuis 1970, les prix relatifs du commerce extérieur - abstraction faite de variations temporaires - sont restés constants, aussi bien pour la France que pour l'Italie, et ce alors que le degré relatif d'utilisation des capacités avait tendance à augmenter dans le premier cas et tendance à diminuer dans le second cas (graphiques IV et V). La situation monétaire en Europe n'ayant toujours pas été clarifiée, il paraît opportun d'examiner de plus près cette évolution récente et les événements qui l'ont précédée.

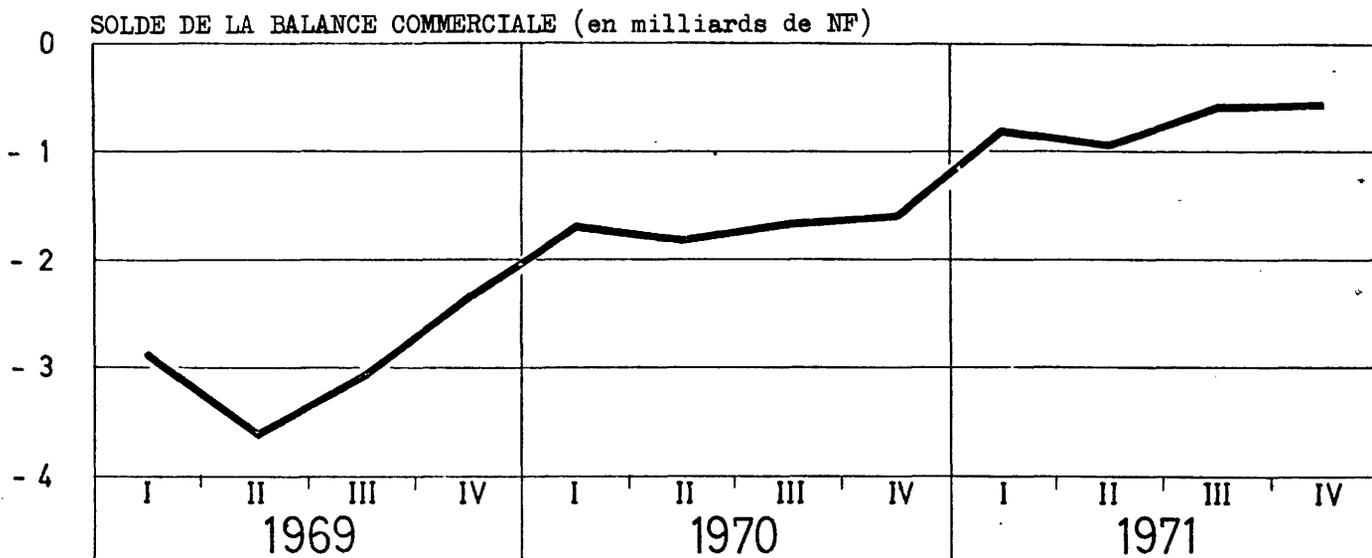
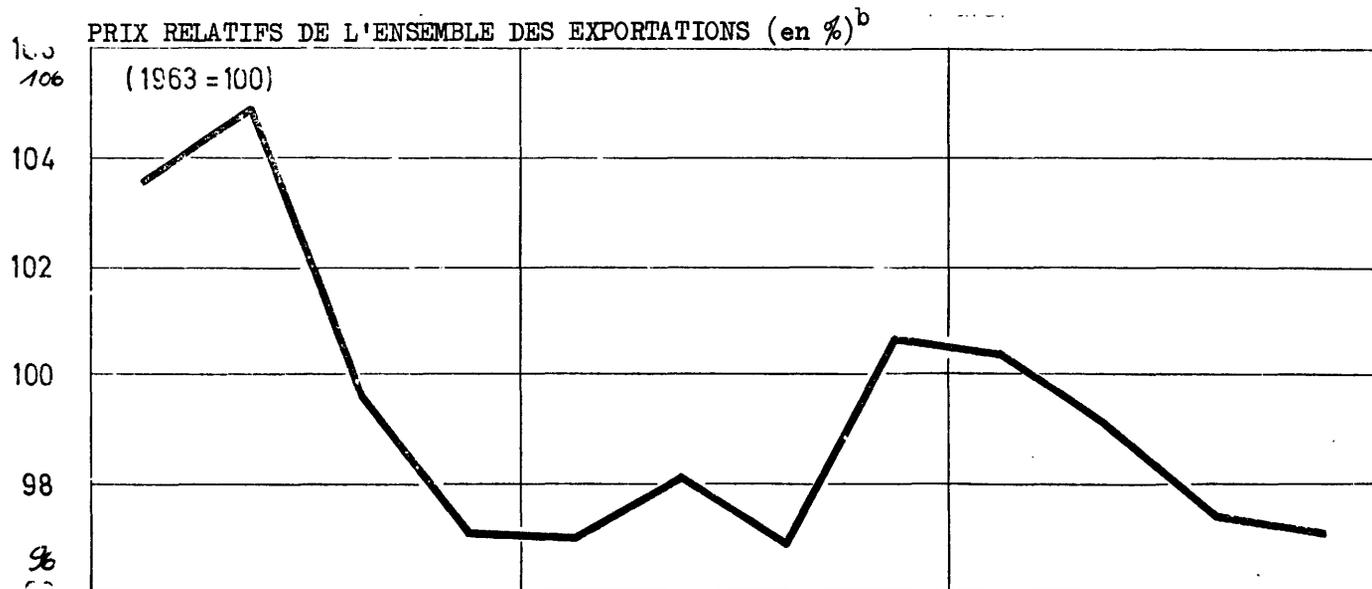
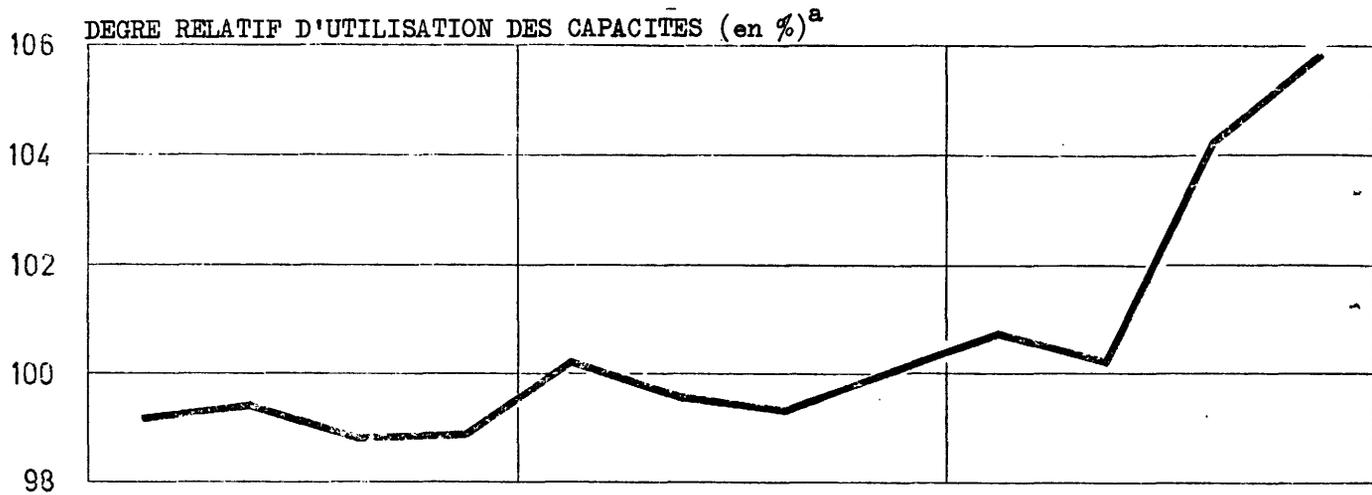
France

20. Depuis 1970, la France semble avoir une monnaie sous-évaluée.

Cette situation du commerce extérieur est à la rigueur comparable à celle qui a suivi immédiatement la fixation de nouvelles parités en 1958. Les causes de l'évolution récente remontent à 1969, année où le gouvernement français a dévalué le franc de 11,1 %. La dévaluation même n'a fait baisser le prix des produits français que temporairement, les entreprises ayant rapidement tiré profit des marges de hausse des prix qui leur étaient offertes, améliorant ainsi considérablement leurs profits. Les exportateurs ont toutefois acquis sur les marchés étrangers un avantage de prix sensible du fait que les prix à l'exportation des pays concurrents ont très fortement augmenté et que le DM a été réévalué en novembre 1969. Tandis que les prix à l'exportation des produits industriels français n'étaient en 1970 que de 3,7 % supérieurs à ceux de 1968, dans les pays concurrents les prix s'étaient élevés de 10,4 % au cours de la même période. Sur les marchés d'importation, la position concurrentielle de la France ne s'est toutefois pas améliorée de 1968 à 1970. En 1970, le niveau des prix à l'importation était de 16,8 % plus élevé qu'en 1968 et celui des prix des produits de substitution aux importations de 16,4 % plus élevé.

21. Les divergences de prix entre la France et ses concurrents sur les marchés d'exportation se sont encore accrues en 1971. Certes, le taux d'inflation en France en 1971, qui a été légèrement supérieur à 5 %, mesuré sur la base de l'indice des prix à la consommation,

GRAPHIQUE IV - LA FRANCE ET SES CONCURRENTS

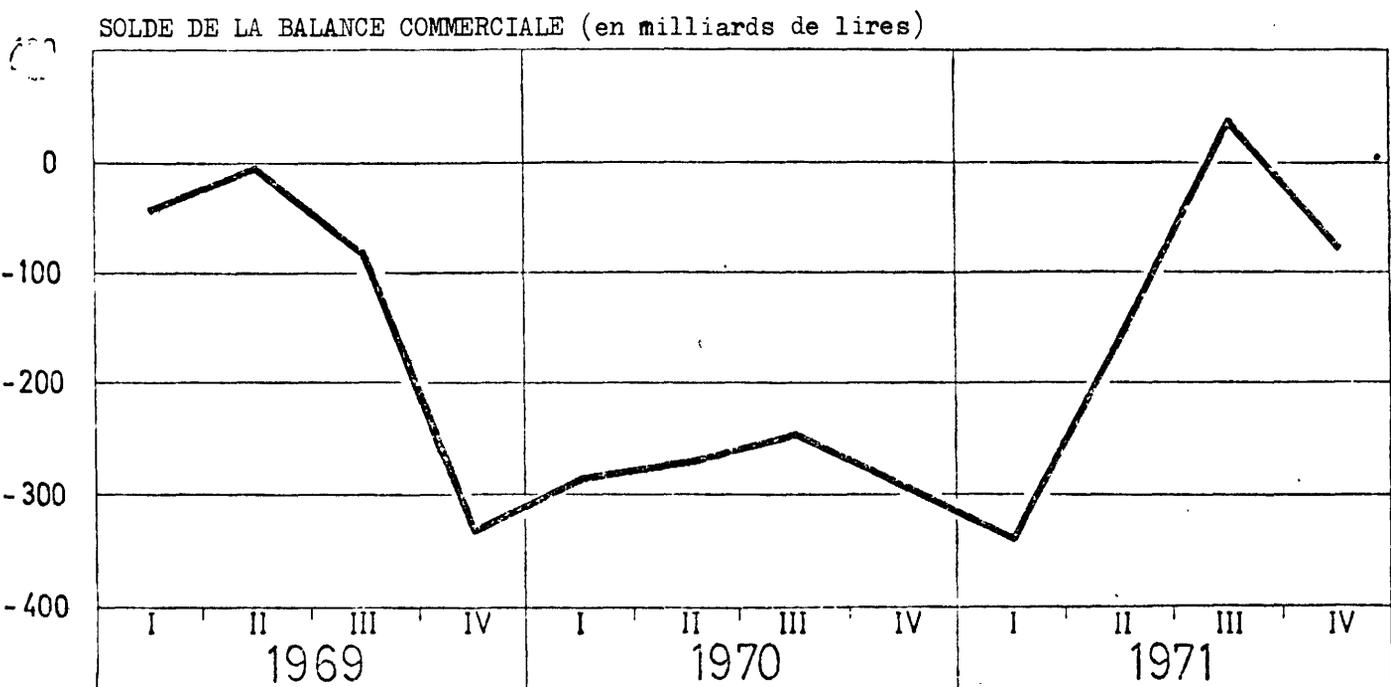
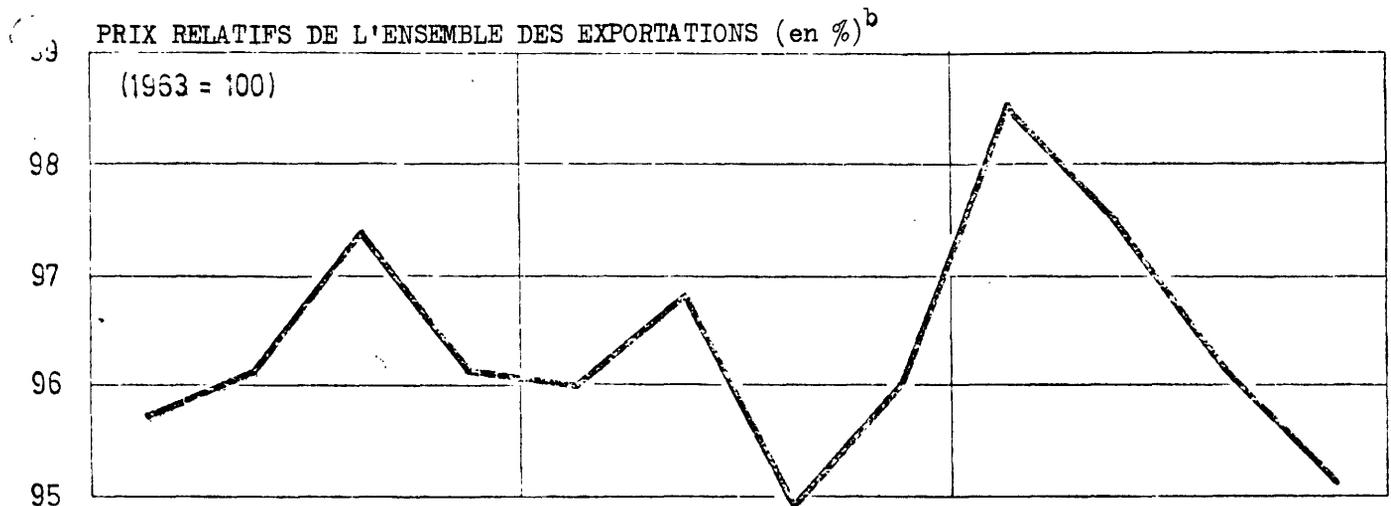
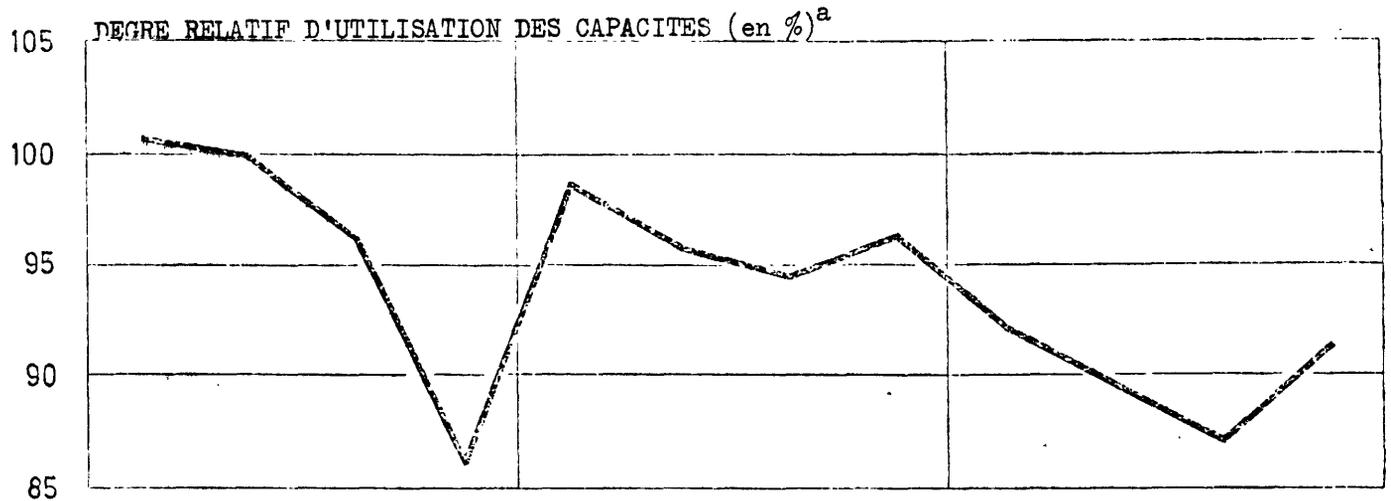


^a Degré d'utilisation des capacités techniques industrielles de la France en pourcentage du degré d'utilisation correspondant du groupe OCDE. - ^b Prix de l'ensemble des exportations de la France en pourcentage des prix correspondants du groupe OCDE.

n'a pas été plus élevé que le taux de la moyenne des grands pays industrialisés, mais l'augmentation des coûts salariaux par unité produite, qui a été de 6 % environ, a été inférieure à celle enregistrée dans les autres pays de la CEE, en Grande-Bretagne et au Japon, Les valeurs moyennes des exportations françaises n'ont dépassé que de 1,7 %, au premier semestre de 1971, leur niveau correspondant de l'année précédente. Les exportations ont donc moins augmenté en France que dans l'ensemble des principaux pays industrialisés du monde occidental, à l'exception de la République fédérale, où la réévaluation de 1969 a continué à faire sentir ses effets. Pendant un certain temps, la flottaison des monnaies des principaux partenaires commerciaux de la France a entraîné une nouvelle dévaluation de fait du franc qui - par rapport à l'ensemble des pays partenaires - atteignait, à la mi-décembre, 4 % environ, mais qui a été considérablement atténuée par la fixation de nouvelles parités à la fin de 1971. Le potentiel d'inflation inhérent au commerce extérieur n'a cependant pas été éliminé jusqu'ici par un processus d'adaptation à caractère inflationniste. Si la situation est restée relativement calme sur le front des prix en France, cela pourrait aussi tenir au fait qu'en septembre 1971, le gouvernement a conclu avec les entrepreneurs un accord valable jusqu'au printemps de 1972, qui visait à limiter la hausse des prix industriels. Le nouvel accord, qui est entré en vigueur au mois d'avril, offre aux entrepreneurs plus de possibilités d'augmenter leurs prix que l'ancien.

22. Faut-il s'attendre pour 1972 à ce que les possibilités ainsi offertes soient rapidement utilisées ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord examiner si les conditions de l'offre à l'intérieur et les conditions de la demande étrangère sont comparables aujourd'hui à ce qu'elles étaient après 1958, période caractérisée par une sous-évaluation analogue, qui a toutefois été rapidement compensée par les forces du marché. En ce qui concerne la situation conjoncturelle intérieure, qui détermine les conditions d'offre à l'exportation, la France, après une légère récession conjoncturelle, se trouve de nouveau, actuellement, dans une phase de reprise progressive. En 1958/59, la situation n'était certes pas très différente, mais dès l'année 1960 on enregistrait une forte expansion stimulée par les exportations. Cet accroissement des exportations qui diminue les tendances encore réticentes à l'intérieur du pays, mais qui pourrait aussi accélérer la hausse des coûts et des prix, pourrait être favorisé par la situation actuelle du secteur des exportations en France. Certes, la situation de la demande étrangère n'est pas encore comparable à ce qu'elle était en 1960, année d'expansion en Europe occidentale. Une reprise de la conjoncture se manifeste actuellement en Europe continentale et elle est soutenue par l'essor qui s'amorce aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. La situation conjoncturelle, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, semble donc devoir bientôt faire déboucher la sous-évaluation actuelle du franc sur un processus d'adaptation par l'inflation. L'expérience des cycles intérieurs montre que les entreprises françaises n'hésiteront pas en tout cas à augmenter leurs prix si la demande étrangère s'intensifie. Les syndicats réussiront alors sans grande

GRAPHIQUE V - L'ITALIE ET SES CONCURRENTS



^a Degré d'utilisation des capacités techniques industrielles de l'Italie en pourcentage du degré d'utilisation correspondant du groupe OCDE. - ^b Prix de l'ensemble des exportations de l'Italie en pourcentage des prix correspondants du groupe OCDE.

résistance de la part des entreprises à faire valeur leurs "droits au rattrapage". Il y a donc de bonnes raisons de penser que le niveau des prix au cours des une ou deux prochaines années augmentera beaucoup plus fortement en France que dans la plupart des pays partenaires.

Italie

23. La situation du commerce extérieur en Italie est caractérisée depuis 1970 non pas par une sous-évaluation, mais par une surévaluation latente de la lire, qui ne s'est toutefois pas encore répercutée sur les prix du commerce extérieur. L'origine de cette situation remonte à 1967 : l'Italie n'a pratiquement pas été touchée par le fléchissement de la conjoncture qu'ont connu alors la plupart des pays d'Europe. Le degré élevé d'utilisation des capacités industrielles qu'avait atteint l'Italie à la fin de 1966 a pu être maintenu jusqu'au milieu de 1968; il a ensuite continué à augmenter au fur et à mesure de la reprise de la conjoncture à l'étranger. Dès l'année suivante, cependant, l'Italie n'a plus réussi à suivre le rythme d'expansion des autres pays de l'Europe continentale. Le degré d'utilisation des capacités a fortement baissé en 1969 et - après une brève interruption - il a continué à baisser en 1970, du fait surtout de grèves généralisées, touchant parfois plus de la moitié des effectifs occupés. Les grèves ont abouti en 1970/71 à des augmentations de salaires de l'ordre de 15 à 20 %, qui n'ont guère été assorties d'un accroissement de la productivité. Les coûts

salariaux par unité produite dans l'industrie de transformation ont augmenté de 14 % en 1970 et de 18 % en 1971. L'explosion des coûts n'a toutefois pas entraîné de hausse correspondante des prix, de sorte que les marges bénéficiaires se sont rétrécies. La hausse des prix à la consommation, en 1970 et en 1971, a été de 5 % inférieure à la hausse moyenne enregistrée dans les principaux pays industrialisés. L'augmentation des prix à l'exportation n'a pas été plus forte non plus, en 1970 et en 1971, que dans les pays concurrents. La balance commerciale n'a donc pratiquement pas souffert de l'explosion des coûts.

24. Y a-t-il des raisons de penser que la hausse des coûts de 1970-71 entraînera une hausse correspondante des prix au cours des années 1972/73, transformant ainsi la surévaluation latente de la lire en une crise ouverte de la balance des paiements ? Tout dépend de la question de savoir:

- s'il se produira bientôt un nouvel essor,
- dans quelle mesure il existe une marge d'augmentation pour les prix du commerce extérieur et
- quelle politique salariale mèneront les syndicats dans une nouvelle phase d'expansion conjoncturelle.

Pour répondre à ces questions, on s'est référé à l'expérience des années 1962 à 1965, période où l'économie italienne a connu une crise de la balance des paiements déclenchée par une vague d'augmentation des coûts salariaux et qui a pu être surmontée dans la récession qui a suivi.

25. Une reprise de l'économie italienne s'amorce depuis la fin de 1971. Elle ne devrait toutefois pas s'intensifier aussi rapidement que celle qui a commencé vers le milieu de 1965. Cela tient au fait que la propension à investir des entrepreneurs semble avoir été fortement entamée surtout par les grèves et la compression des marges bénéficiaires. Il faudra donc de puissants encouragements pour amener un grand nombre d'entreprises à opter pour l'expansion. En 1965, certes, le problème à résoudre était le même, mais la solution en était considérablement facilitée par la haute conjoncture que connaissaient alors les pays partenaires dont la demande d'exportations a favorisé la reprise, en se substituant à une demande intérieure défaillante, ce qui a finalement permis la relance des investissements. Certes, ces facteurs d'expansion sont également perceptibles en 1972, mais pas avec la même intensité qu'en 1965.
26. L'économie italienne dispose assurément en 1972 de marges d'augmentation des prix de commerce extérieur plus importantes qu'en 1965. A cette époque, la politique des prix devait corriger une surévaluation manifeste de la lire, tandis qu'actuellement, la lire n'est pas surévaluée, au moins en ce qui concerne les prix des produits du commerce extérieur. Récemment, les marges d'augmentation des prix se sont accrues plutôt qu'elles n'ont diminué, puisque la fixation de nouvelles parités à la fin de 1971 a entraîné pour la lire une dévaluation de facto de 1 à 2% par rapport à la monnaie des principaux partenaires commerciaux de l'Italie.

.../...

Dans l'ensemble, les prix pratiqués par les exportateurs italiens n'ont certainement pas atteint la limite supérieure de la marge de manoeuvre que leur laisse l'interdépendance internationale des prix sans risques pour la balance des paiements.

27. Il n'est cependant pas exclu que la poussée intérieure des coûts persiste et que les exportateurs italiens atteignent cette limite supérieure. En effet, contrairement à ce qui s'est passé lors de la récession de 1964, la vague d'augmentation des coûts salariaux n'a pas été arrêtée cette fois par la récession. Les syndicats semblent être devenus plus agressifs. Une reprise pourrait par conséquent les encourager à poursuivre la lutte pour la répartition des revenus qu'ils mènent depuis deux ans. Si la persistance de la poussée des salaires interdit aux entreprises de corriger leurs marges bénéficiaires par un accroissement de la productivité fondé sur l'utilisation des capacités, il est parfaitement possible que des hausses de prix très sensibles se produisent également sur les marchés internationaux. La reprise ne serait alors que de courte durée.
28. Lorsqu'on compare la situation actuelle du commerce extérieur en Italie avec celle de la France, on arrive à la conclusion que l'on est en présence, dans le cas de l'Italie, d'une surévaluation endiguée de la lire sur le plan des coûts, qui risque d'entraîner un ajustement des prix et, dans le cas de la France, d'une sous-évaluation manifeste du franc qui risque d'entraîner un ajustement des prix et un ajustement subséquent des coûts. Dans le premier cas, c'est plus la pression intérieure des coûts et, dans le second

.../...

cas, l'influence extérieure de la demande, qui risque d'entraîner, en 1972 et 1973, des hausses de prix supérieures à celles des pays concurrents. Mais en Italie le risque de crise de la balance des paiements serait alors assez considérable.

Relation entre les prix du commerce extérieur et les prix du commerce intérieur

29. Aussi longtemps qu'il existe, dans une économie donnée, d'autres possibilités d'utilisation des facteurs de production, il n'est guère concevable que les hausses de prix inflationnistes qui se produisent dans un secteur ne gagnent pas d'autres secteurs. Il faut donc également supposer qu'il existe entre le commerce extérieur et le commerce intérieur un rapport de prix dû au mécanisme d'ajustement des salaires d'un secteur à l'autre, aux effets de multiplicateur et d'accélérateur des investissements, au caractère de "coûts" que présentent une grande part des importations et enfin aux effets qu'a la balance des paiements sur la liquidité. C'est en comparant l'évolution des prix du commerce extérieur et celle des prix intérieurs qu'on pourra le mieux déterminer dans quelle mesure ces effets de transmission se manifestent. La comparaison n'est toutefois pas aisée car l'expérience montre que l'évolution du niveau des prix dans le processus de la croissance économique n'est pas le même dans tous les secteurs. Cette disparité tient non seulement à des conditions de concurrence et de transmission différentes, mais surtout à une évolution différente des coûts. Ces divergences de coûts sont imputables à une évolution différente de la productivité du travail et des coûts financiers, étant donné que dans

.../...

les économies développées les salaires augmentent assez uniformément dans les divers secteurs. Les disparités dans le niveau des coûts sont généralement observées à plus long terme et sont plus persistantes. On sait par expérience que dans le processus de la croissance économique, les services, dans la production desquels on ne peut réaliser que de faibles gains de productivité, deviennent de plus en plus onéreux, non seulement en chiffres absolus, mais aussi par rapport aux produits industriels. Dans le secteur industriel, en effet, les augmentations de salaires peuvent généralement être compensées par des gains de productivité supérieurs à la moyenne, sinon complètement, plus en tout cas que dans d'autres secteurs. Ces divergences de coûts imputables à la productivité peuvent exister entre les secteurs du commerce extérieur et ceux de la production intérieure. Il faut en tenir compte avant de procéder à une comparaison des prix entre ces deux catégories de secteurs.

30. Pour déterminer les divergences de coûts entre les secteurs du commerce extérieur et ceux de la production orientée vers l'intérieur, imputables à la productivité, on a mesuré la productivité dans le secteur des exportations, dans les secteurs des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production. Si pour la France il a été possible de calculer la productivité sur la base de quatre concepts, dans le cas de l'Italie on n'a pu appliquer que le concept de la productivité simple du travail. Les résultats obtenus pour ces deux pays ne sont donc comparables que jusqu'à un certain point. Outre les calculs effectués sur la base des statistiques nationales, on a procédé également à des calculs sur la base de statistiques internationales pour la France, l'Italie et la République fédérale. Ceux-ci permettent une meilleure comparaison sur le plan inter-

.../...

national des ciseaux de productivité intérieurs, étant donné que la classification statistique est uniforme et que l'on a délimité pour les trois pays un secteur du commerce extérieur ayant la même composition par branches, Cette comparaison n'a toutefois pu être effectuée que sur la base de la productivité simple du travail.

31. Les principaux résultats de cette étude sont les suivants :

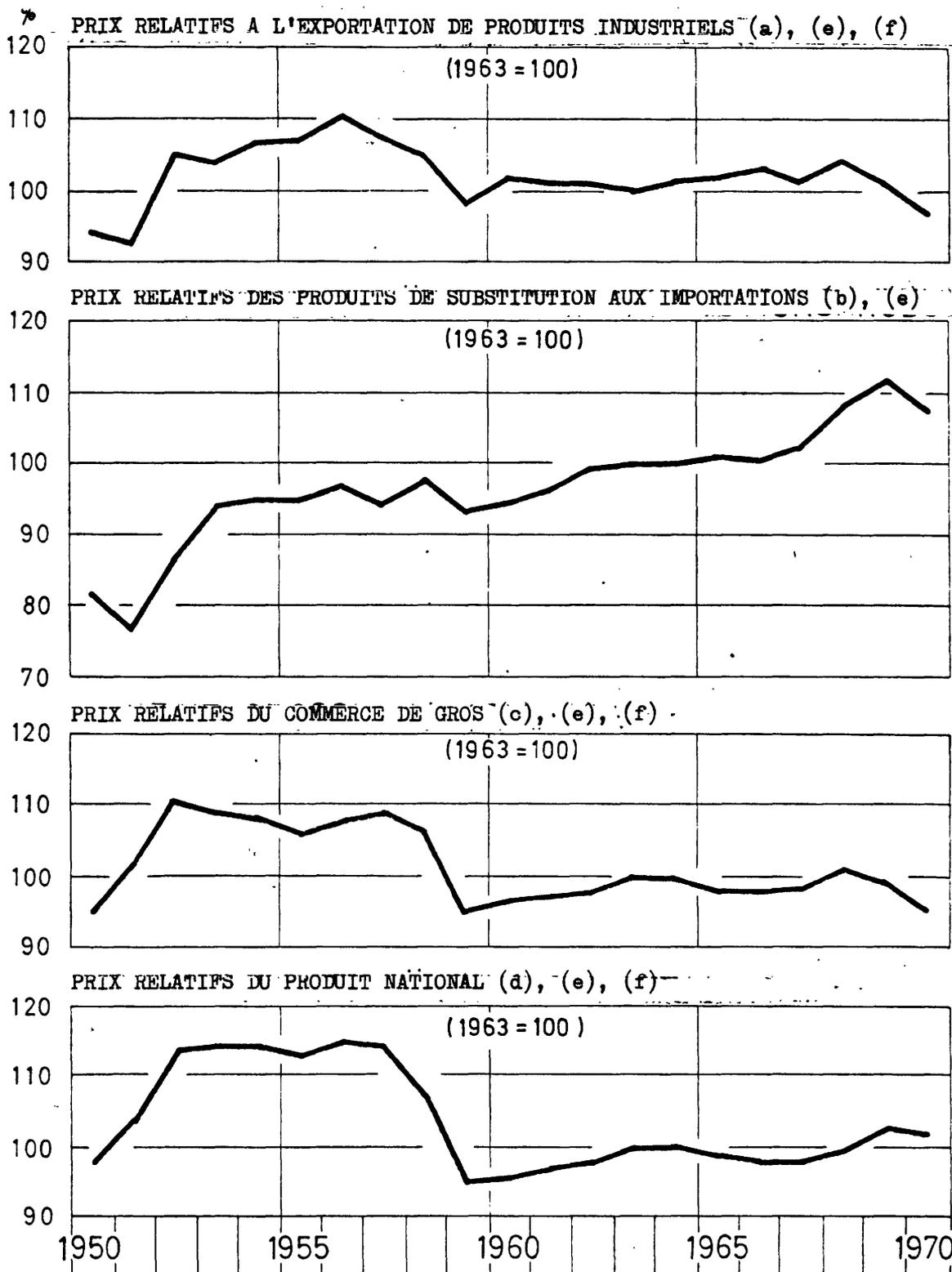
- en France l'accroissement de la productivité dans les secteurs du commerce extérieur n'a dépassé que 1/2 point par an environ le gain de productivité enregistré dans l'ensemble de l'économie. Tous les concepts de mesure utilisés donnent ce résultat. Les écarts de productivité ont donc été plus faibles que dans l'économie ouest-allemande où les secteurs orientés vers le commerce extérieur ont réalisé des gains de productivité supérieurs de 1 1/2 à 2 points à ceux réalisés dans l'ensemble de l'économie.
- En Italie, pays pour lequel la productivité n'a pu être mesurée que sur la base de la productivité du travail, l'écart a été plus grand qu'en France; il a été de l'ordre de 2 points au cours des années 50 et de l'ordre d'un point au cours des années 60.
- Les résultats obtenus pour la France, l'Italie et la République fédérale sur la base de statistiques nationales sont pleinement confirmés, pour ce qui est du sens et de l'ordre de grandeur, par les calculs effectués sur la base de statistiques internationales. Là encore, on constate que les écarts de productivité ont été plus grands dans le cas de la République fédérale que dans celui de l'Italie et plus grands dans le cas de l'Italie que dans celui de la France.

.../....

- Aussi bien en France qu'en Italie les divergences à long terme entre les prix du commerce extérieur et les prix du commerce intérieur sont plus faibles lorsqu'on tient compte des divergences correspondantes dans l'évolution de la productivité.
 - En France et en Italie les secteurs du commerce extérieur n'ont pu augmenter le degré d'utilisation des facteurs dans les mêmes proportions que les autres secteurs. C'est ce qui ressort d'une comparaison de l'évolution relative de la productivité avec l'évolution relative des prix. Cette détérioration des "double factoral terms of trade" des secteurs du commerce extérieur a principalement affecté, en France, les revenus salariaux et en Italie les profits.
32. Les graphiques VI et VII donnent une vue d'ensemble du degré d'interdépendance internationale des prix pour les prix du commerce extérieur et les prix du commerce intérieur en France et en Italie :
- Pour la France on constate que l'évolution relative des prix à l'exportation, l'évolution relative des prix du commerce de gros et l'évolution relative des prix du produit national suivent dans l'ensemble un cours parallèle, et ce, non seulement par rapport aux cycles conjoncturels, mais aussi par rapport au trend. S'écartant des trois séries de prix précitées, les prix relatifs du secteur des produits de substitution aux importations montrent une tendance à la hausse, qui peut être due aux raisons déjà mentionnées (points 15 et 16).

.../...

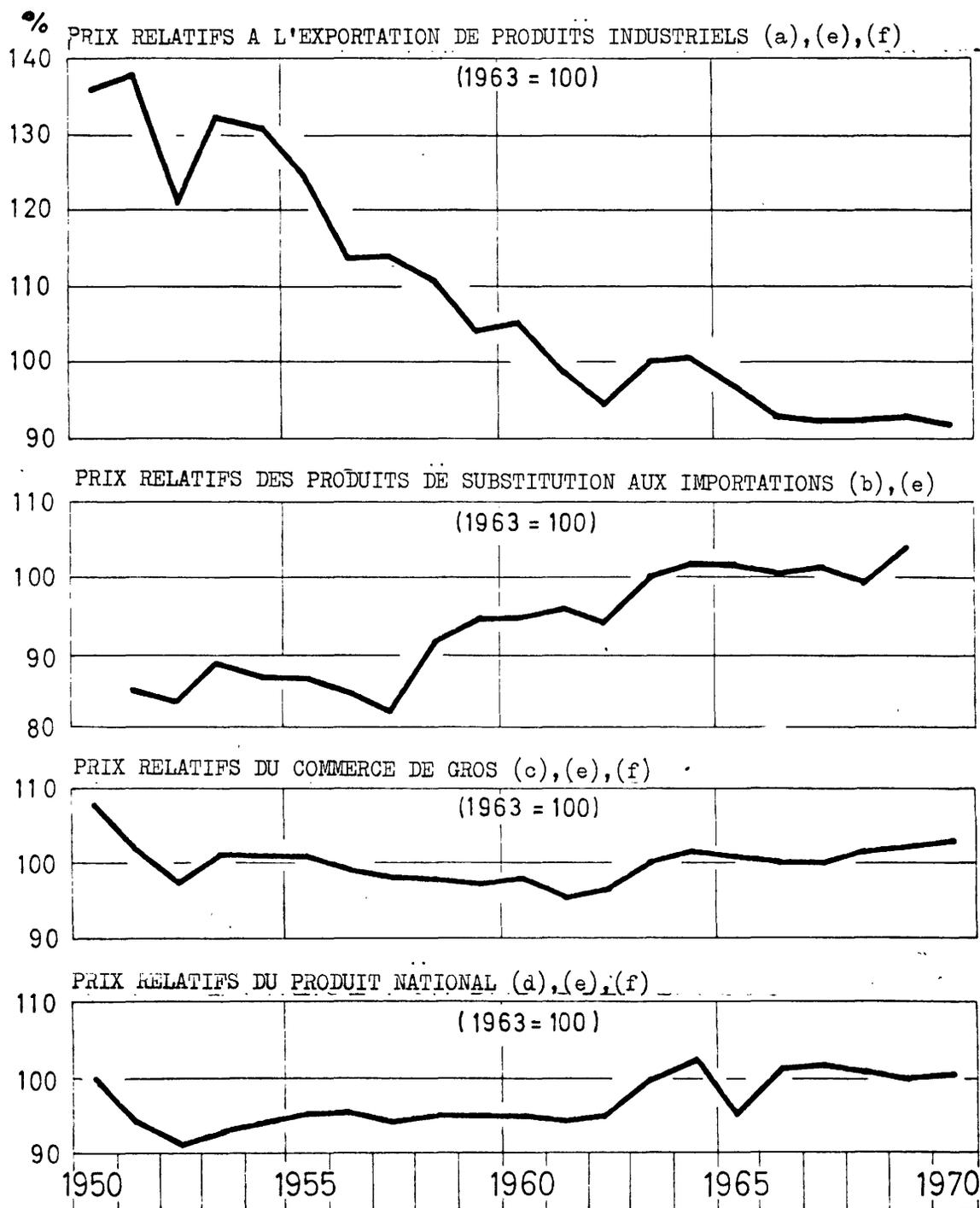
GRAPHIQUE VI - EVOLUTION DE LA RELATION ENTRE PRIX DU COMMERCE EXTERIEUR ET PRIX DU COMMERCE INTERIEUR EN FRANCE - 1950-1970



- a) Prix à l'exportation en France en pourcentage des prix à l'exportation du groupe OCDE.
- b) Prix à la production dans le secteur français des produits de substitution aux importations en pourcentage des prix à l'importation de ce secteur.
- c) Prix du commerce de gros en France en pourcentage des prix du commerce de gros du groupe OCDE.
- d) Prix du produit national en France et pourcentage des prix du produit national du groupe OCDE.
- e) Pour la délimitation du groupe OCDE, voir point 41.
- f) en dollars US.

Source: Tableaux A 9, A 21, et A 45

GRAPHIQUE VII - EVOLUTION DE LA RELATION ENTRE PRIX DU COMMERCE EXTERIEUR ET PRIX DU COMMERCE INTERIEUR EN ITALIE - 1950 - 1970



- a) Prix à l'exportation en Italie en pourcentage des prix à l'exportation du groupe OCDE
- b) Prix à la production dans le secteur italien des produits de substitution aux importations en pourcentage des prix à l'importation de ce secteur.
- c) Prix du commerce de gros en Italie en pourcentage des prix du commerce de gros du groupe OCDE.
- d) Prix du produit national en Italie en pourcentage des prix du produit national du groupe OCDE.
- e) Pour la délimitation du groupe OCDE, voir point 41.
- f) en dollars US.

- Pour l'Italie on ne peut constater un parallélisme analogue entre l'évolution relative des prix du commerce extérieur et l'évolution relative de l'ensemble des prix. Contrairement à toutes les tendances de l'évolution des prix à l'intérieur du pays, les prix relatifs à l'exportation accusent une forte tendance à la baisse, encore que, depuis 1966, on constate un certain parallélisme. L'évolution des prix relatifs des produits de substitution aux importations semble gonflée, pour les mêmes raisons que dans le cas de la France.

33. Les limites assignées à la présente étude consacrée à la France et à l'Italie n'ont pas permis d'étendre l'analyse des relations entre les prix du commerce extérieur et les prix du commerce intérieur aux différents canaux par lesquels s'effectue la transmission. Dans le cas de la République fédérale, le fait que le secteur des exportations ait parfois assumé une sorte de leadership en matière de salaires et qu'il ait déployé une activité intense en matière d'investissements, a joué un rôle important dans le processus d'adaptation à l'intérieur du pays. Il faudrait procéder à d'autres études pour déterminer quelle est à cet égard la situation en France et en Italie.

Les points 34 à 38 ont été supprimés.

II. Le degré d'interdépendance internationale des prix sur les marchés d'exportation et d'importation

39. Le secteur des exportations et le secteur des produits de substitution aux importations constituent les charnières entre l'évolution des prix étrangers et l'évolution des prix intérieurs. Pour apprécier le degré d'interdépendance internationale des prix en ce qui concerne la France et l'Italie, on a comparé:

- l'évolution des prix français et italiens à l'exportation avec l'évolution des prix à l'exportation de quelques-uns des principaux partenaires commerciaux de la France et de l'Italie et
- l'évolution des prix à la production en France et en Italie dans le secteur des produits de substitution aux importations (1) avec l'évolution des prix à l'importation des produits correspondants.

L'interdépendance des prix sur les marchés d'exportation

Méthode et données de base

40. En ce qui concerne la comparaison entre l'évolution des prix à l'exportation dans les différents pays, le matériel statistique disponible ne permet l'analyse qu'à un niveau fortement agrégé. Les seuls chiffres qui soient comparables dans une certaine mesure sont les indices de prix à l'exportation publiés par les Nations Unies pour les produits industriels (CTCI 5-8) et les indices des prix des exportations globales

.../...

(1) Pour la délimitation de ce secteur cf. § 61 et suivants

(au sens de la comptabilité nationale) tirés des statistiques de l'OCDE. On doit toutefois s'accomoder du fait que ces indices de prix ne reflètent pas exactement l'évolution réelle des prix; en effet, l'éventail des produits pour lesquels ces indices sont calculés varie d'un pays à l'autre. De plus, il s'agit généralement d'indices des valeurs moyennes, qui ne tiennent pas compte des variations de qualité des produits exportés (1). Il est difficile de calculer l'importance de l'erreur due à ces lacunes. On peut considérer en tous cas que lorsque les écarts des taux de variation annuels sont inférieurs à 1 point, ils ne sont pas significatifs.

41. On a comparé l'évolution des prix à l'exportation des deux pays avec celle des prix à l'exportation dans onze pays choisis parmi leurs principaux partenaires commerciaux pour lesquels on a calculé, en plus des indices de prix pour l'ensemble des exportations, les prix à l'exportation d'un certain nombre de produits industriels; pour les autres pays de la CEE on a en outre calculé un indice des prix séparé. Le groupe des onze pays étant composé des principaux pays membres de l'OCDE, on l'a appelé groupe OCDE, tandis que l'autre a été appelé groupe CEE.

42. On aurait pu en principe effectuer les comparaisons de prix avec chacun des pays concurrents, mais il s'est avéré plus opportun de pondérer globalement les indices des prix des onze pays. En effet,

.../...

(1) Les lacunes mentionnées ici se font également sentir en partie pour les indices des prix à la production et des prix à l'importation.

la structure des exportations d'un pays est beaucoup plus proche de la structure des exportations d'un groupe de pays que de celle d'un autre pays (tableau 15). Cela provient du fait que dans l'assortiment d'exportations de tous les pays partenaires considérés globalement, on trouve plus de substituts concurrents de produits du pays considéré que dans l'assortiment d'exportations d'un seul d'entre eux.

43. Les deux indices comparatifs ont été pondérés globalement pour la France selon deux systèmes :

- la part des exportations d'un pays concurrent dans les exportations globales du groupe de pays concurrents considéré (système A);
- le pourcentage représenté par les exportations et les importations à destination et en provenance du pays concurrent considéré dans les échanges avec l'ensemble du groupe des pays concurrents pour l'année 1965 (système B).

Les pondérations attribuées aux différents pays d'après ces deux concepts figurent au tableau A 6. Comme du point de vue de chaque vendeur il s'agit de marchés étrangers, tous les indices ont été convertis sur base dollars. Par conséquent, les modifications de parité se répercutent sur les indices de même que les variations de prix des biens.

44. Dans le cas de l'Italie le groupe des pays concurrents n'a été pondéré que selon le système B; on a en effet constaté pour la France que les résultats obtenus sur la base du système A ne s'écartaient pas sensiblement de ceux obtenus sur la base du système B, et des sondages pour l'Italie ont permis d'aboutir à la même conclusion. La pondération par pays établie selon ce système sur la base de 1965 figure au tableau A 48 en annexe.

45. L'hypothèse de l'interdépendance internationale des prix implique que les prix à l'exportation d'un pays ne peuvent à moyen terme suivre une évolution très différente de celle des prix à l'exportation de ses concurrents. Si pendant un certain temps les prix à l'exportation augmentent plus rapidement dans un pays qu'à l'étranger, des éléments interviennent qui obligent le pays à recourir à un processus d'ajustement par déflation, s'il ne peut se résoudre à une dévaluation. Inversement, un pays dont les prix à l'exportation ont pendant un certain temps augmenté plus lentement que ceux de ses concurrents doit choisir entre un processus d'ajustement par inflation et une réévaluation. Les faits permettent-ils d'affirmer l'existence d'une telle interdépendance des prix ?

Données empiriques : France

46. On peut trouver les premières indications à ce sujet dans les graphiques 1 et 2 qui montrent en France et à l'étranger des prix à l'exportation des produits industriels et de l'ensemble des exportations. Les principaux résultats obtenus sont les suivants (1) :
- au cours des années 50, alors que les marchés des pays industrialisés étaient encore dans une large mesure isolés les uns des autres par un vaste système d'entraves aux échanges, les fluctuations

.../...

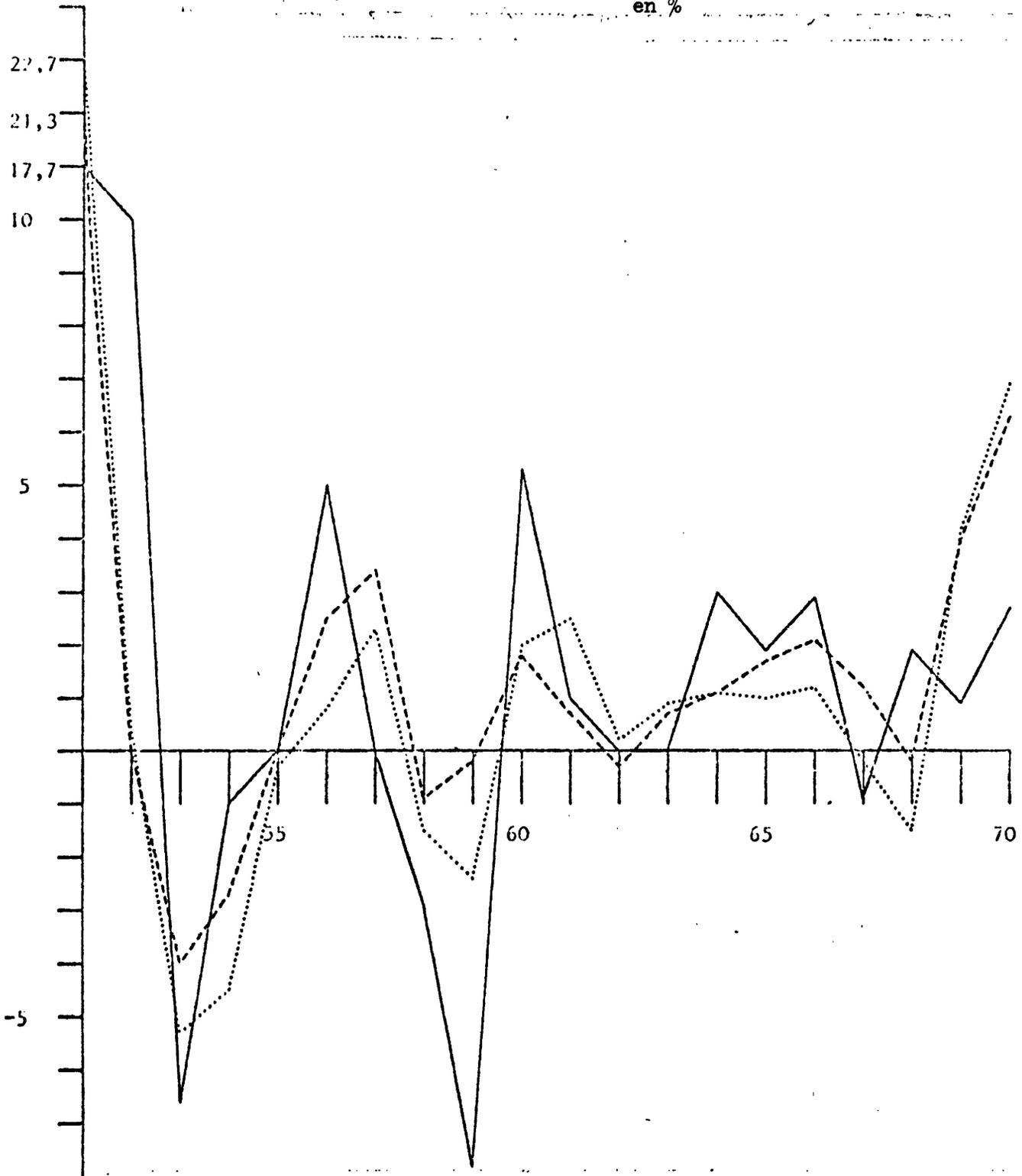
(1) Les calculs et graphiques concernant le deuxième système de pondération peuvent être trouvés dans l'annexe. Voir aussi point 54.

Graphique 1 - La France et ses concurrents a, b):

Prix à l'exportation des produits industriels^{c)}

1950-1970

Variation annuelle par rapport à l'année précédente
en %



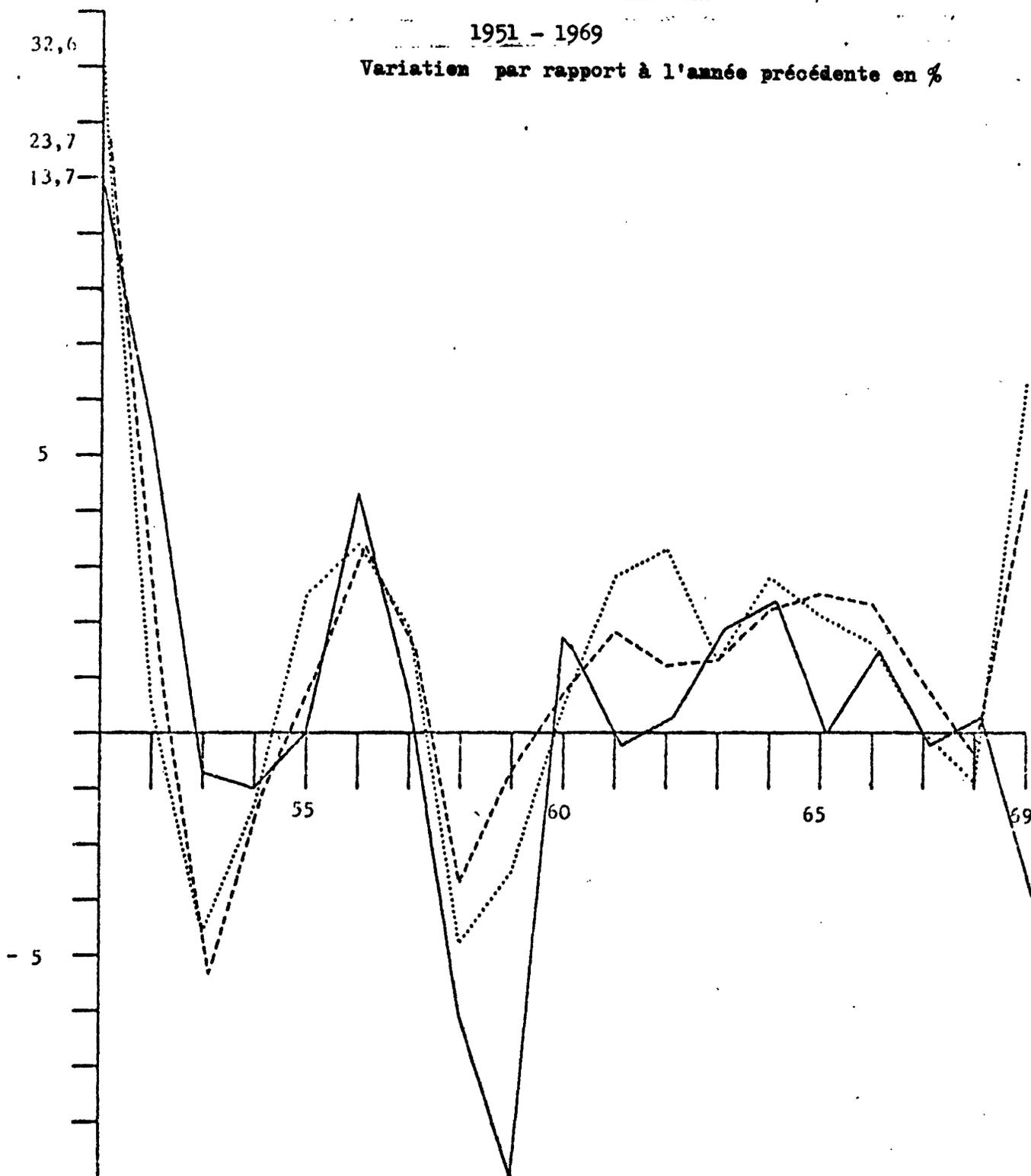
a) Système de pondération A.- b) En trait plein : la France; en trait discontinu : le groupe OCDE; en trait pointillé : le groupe CEE -^{c)} en \$ US.

Graphique 2 - La France et ses concurrents :

Prix des exportations totales a, b, c)

1951 - 1969

Variation par rapport à l'année précédente en %



a) En dollar US. - b) Système de pondération A. - c) En trait plein : la France; en trait discontinu : le groupe de l'OCDE; en pointillé : le groupe CEE.

Source : Tableau A 10.

des prix à l'exportation ont été en France comme dans tous les pays concurrents beaucoup plus fortes qu'au cours des années 60, où droits de douane et contingents ont été supprimés pour la plupart des produits industriels.

- Malgré le faible degré de libération des échanges qui existait alors, les prix français à l'exportation ont fluctué au cours des années 50 au même rythme que les prix à l'exportation des pays concurrents. Toutefois, au cours de la deuxième moitié de la décennie, l'amplitude de fluctuation des prix français a été nettement plus forte que celle des prix étrangers. Au cours des années 60 on a enregistré des périodes d'évolution divergente, mais aussi des périodes d'évolution à peu près parallèle des prix en France et dans les pays concurrents.

- Alors qu'au cours des années 50, aussi bien en France que dans les pays concurrents, les phases de forte hausse des prix étaient régulièrement suivies de phases de baisse, au cours des années 60, les prix à l'exportation ont augmenté de façon continue.

47. Les tableaux 1 et 2 donnent des indications plus précises sur l'évolution à long terme des prix des produits exportés. Ils montrent comment la relation entre les prix étrangers et les prix français à l'exportation s'est modifiée par rapport à la période de base 1950-1952 et à la période de base 1959-1961. Les taux de variation sont basés sur des valeurs moyennes et se rapportent à la période comprise entre la période de base et l'année considérée.

.../...

Tableau 1 - La France et ses concurrents :

Prix relatifs^{a, b} des exportations de produits industriels^c
et de l'ensemble des exportations^d 1953 - 1970

Variations moyennes annuelles par rapport à la valeur moyenne
de la période de base^e en %

Année	Exportations de produits industriels		Ensemble des exportations	
	$\frac{\text{France}^f}{\text{Groupe OCDE}}$	$\frac{\text{France}^f}{\text{Groupe CEE}}$	$\frac{\text{France}^f}{\text{Groupe OCDE}}$	$\frac{\text{France}^f}{\text{Groupe CEE}}$
1953	3,6	4,0	1,4	0,7
1954	3,3	4,0	1,1	0,7
1955	2,4	3,0	0,3	- 0,1
1956	2,6	3,2	0,5	0,1
1957	1,7	2,3	0,2	0,0
1958	1,2	1,8	- 0,1	- 0,2
1959	0,2	0,8	- 0,9	- 0,8
1960	0,5	1,1	- 0,6	- 0,5
1961	0,4	0,9	- 0,7	- 0,7
1962	0,3	0,8	- 0,8	- 0,8
1963	0,2	0,7	- 0,6	- 0,7
1964	0,3	0,8	- 0,6	- 0,6
1965	0,3	0,8	- 0,6	- 0,7
1966	0,4	0,8	- 0,6	- 0,6
1967	0,3	0,7	- 0,6	- 0,5
1968	0,4	0,9	- 0,5	- 0,4
1969	0,2	0,7	- 0,8	- 0,8
1970	0,1	0,4	.	.

^aEn dollars US - ^bIndice pour la France en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (Groupe CEE) - ^cCTCI 5-8 - ^dAu sens de la comptabilité nationale - ^eMoyenne géométrique de l'indice 1950-1952. - ^fSystème de pondération B

Source: UN, Monthly Bulletin; OCDE, National Accounts Statistics -
Calculs des auteurs.

Tableau 2 - La France et ses concurrents:

Prix relatifs^{a, b} des exportations de produits industriels^c
et de l'ensemble des exportations^d 1962-1970

Variations moyennes annuelles par rapport à la valeur
 moyenne de la période de base^e en %

Année	Exportations de produits industriels		Ensemble des exportations	
	$\frac{\text{France}^f}{\text{Groupe OCDE}}$	$\frac{\text{France}^f}{\text{Groupe CEE}}$	$\frac{\text{France}^f}{\text{Groupe OCDE}}$	$\frac{\text{France}^f}{\text{Groupe CEE}}$
1962	0,2	0,1	- 1,0	- 1,5
1963	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,6
1964	0,3	0,3	- 0,2	- 0,5
1965	0,3	0,4	- 0,5	- 0,7
1966	0,4	0,6	- 0,4	- 0,5
1967	0,1	0,4	- 0,4	- 0,4
1968	0,4	0,8	- 0,2	- 0,1
1969	0,1	0,4	- 1,0	- 1,0
1970	0,4	- 0,1	.	.

^a En dollars US - ^b Base de calcul: Indice pour la France en % de l'indice correspondant du groupe OCDE: (groupe CEE) - ^cCTCI 5-8

^d Au sens de la comptabilité nationale - ^e Moyenne géométrique de l'indice 1959-1961 - ^f Système de pondération B

Source: UN, Monthly Bulletins; OCDE, National Accounts Statistics - Calculs des auteurs.

48. Jusqu'aux dévaluations du franc, à la fin des années cinquante, les prix français à l'exportation ont accusé une tendance à la hausse nettement plus marquée que celle des prix étrangers; Cette divergence a été compensée par le changement de parité du franc, à la suite duquel l'interdépendance des prix à moyen et à long terme a été relativement étroite. Au cours des années soixante les prix français des produits industriels exportés ont augmenté un peu plus et les prix de l'ensemble des exportations un peu moins que ne l'ont fait en général les prix à l'exportation des autres pays. Le comportement des exportateurs français en matière de prix se reflète, semble-t-il, dans le renchérissement relatif des exportations de produits industriels; en effet, la baisse relative des prix de l'ensemble des exportations en France semble être due pour une part à des effets structurels et pour l'autre à des inexactitudes de mesure:

- les produits agricoles (CTCI 0) dont les prix ont diminué par rapport à ceux des produits industriels, représentent une part plus importante des exportations de la France que de celles des pays concurrents.
- par rapport à l'ensemble des exportations de la France les services dont les prix sont moins faciles à calculer et qui se prêtent mal à une comparaison sur le plan international, représentent un pourcentage de 25 %.

49. Contrairement aux taux de variation à long terme, les taux de variation à court terme des prix français à l'exportation s'écartent parfois notablement de ceux des prix étrangers (graphique 13, tableaux A 18 et A 19). Lorsque les divergences peuvent s'expliquer par des mesures monétaires

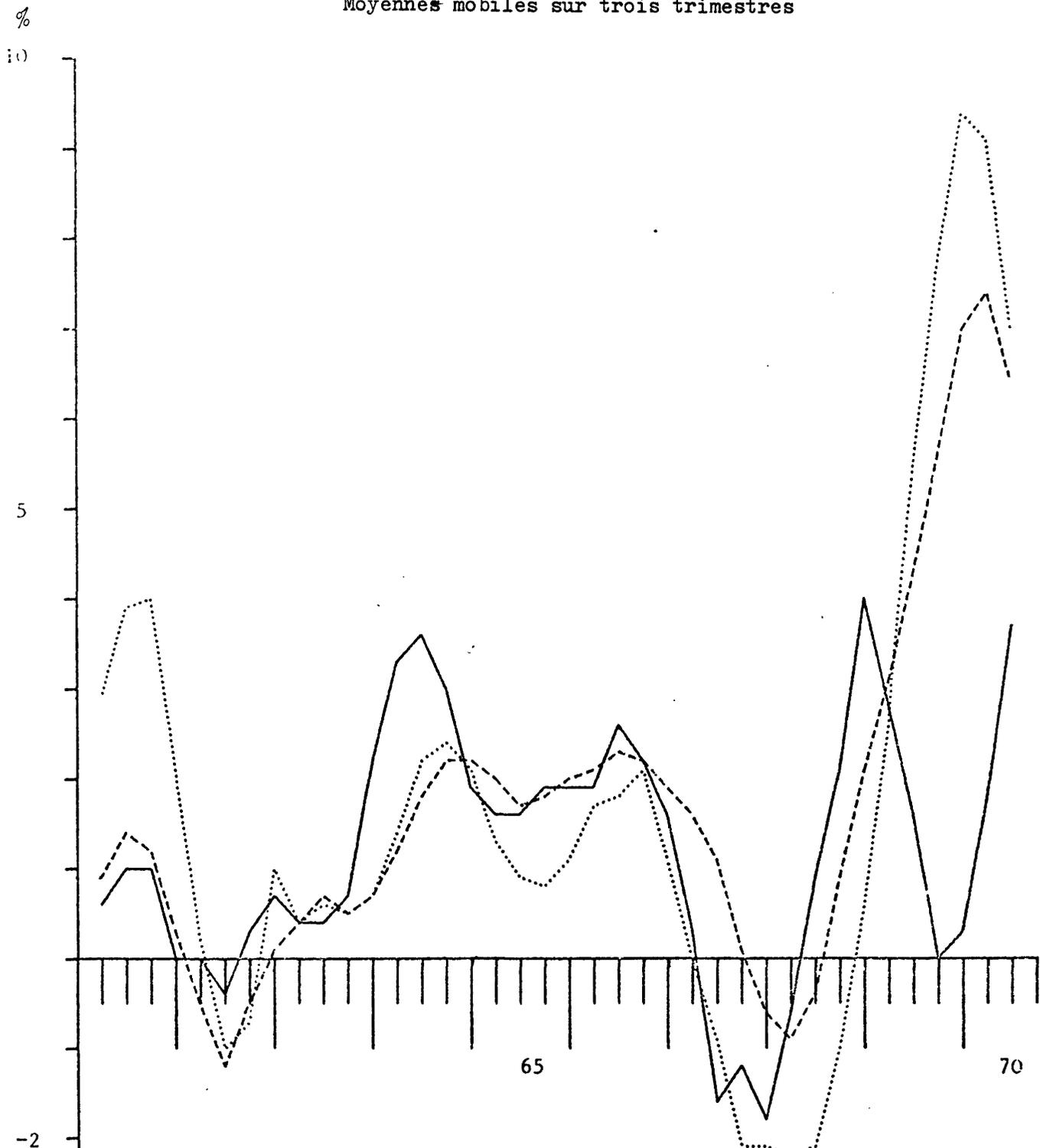
.../...

Graphique 3 - La France et ses concurrents^{a, b)}:

Prix à l'exportation des produits industriels^{c)} 1960-1970

Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente en %

Moyennes mobiles sur trois trimestres



a) Système de pondération A - b) En trait plein — la France;
en trait discontinu — groupe OCDE; en pointillé groupe CEE

c) en dollars US

Source: tableau A 19

et les processus d'ajustement qui s'ensuivent ou par des divergences dans l'évolution conjoncturelle, elles n'infirmement pas la thèse de l'interdépendance internationale des prix.

50. Si l'on en juge d'après les divergences de prix, la politique des prix pratiquée par les exportateurs français sur les marchés étrangers au cours des années 60 peut être considérée plutôt comme offensive: que comme défensive : comme le montrent nettement les taux de variation relativement élevés des prix des exportations françaises au cours des années de haute conjoncture 1960, 1964 et 1968, les exportateurs français ont chaque fois tiré davantage parti des conditions favorables résultant de l'expansion de la demande sur les marchés étrangers pour majorer leurs prix de manière plus accentuée que ne l'ont fait leurs concurrents étrangers. Les chances de hausse des prix sur les marchés étrangers ont d'autant plus été mises à profit, au cours de ces années, que les exportateurs français
- bénéficiaient encore en 1960 d'une partie de l'avantage que les dévaluations des années précédentes leur avaient conféré sur le plan de la concurrence (points 77 et 99);
 - étaient en 1964 soumis sur le marché intérieur au blocage des prix institué en 1963 (point 110);
 - ont connu en 1968 une explosion des coûts consécutive aux troubles de mai (point 118).

En revanche, au cours des phases de régression conjoncturelle à l'étranger, les prix des exportations françaises ont généralement augmenté ou baissé dans la même mesure que les prix étrangers.

.../...

51. Après les dévaluations du franc intervenues en 1958 et 1969, les prix des exportations françaises ont fortement baissé par rapport aux prix internationaux (1). Les écarts de prix auraient été moins importants au cours des années 1969/70 si le Deutsche mark n'avait été lui-même réévalué en 1969. Après les dévaluations de 1958, les prix des exportations françaises s'étaient déjà, au bout de deux années, réalignés en partie sur le niveau des prix internationaux. Un tel processus de réalignement s'est produit également après la dévaluation de 1969, mais l'économie française a pu s'assurer jusqu'à la fin de 1971 une position concurrentielle favorable en raison surtout de l'inflation qui s'est développée à l'étranger et de la réévaluation de la monnaie allemande en 1969.

Données empiriques : Italie

52. Les graphiques 3 et 4 montrent quelle a été l'évolution des prix à l'exportation de l'Italie et de ses concurrents :

- Tout comme en France, les fluctuations des prix des exportations en Italie et dans les pays concurrents ont été plus marquées au cours des années 50 qu'au cours des années 60

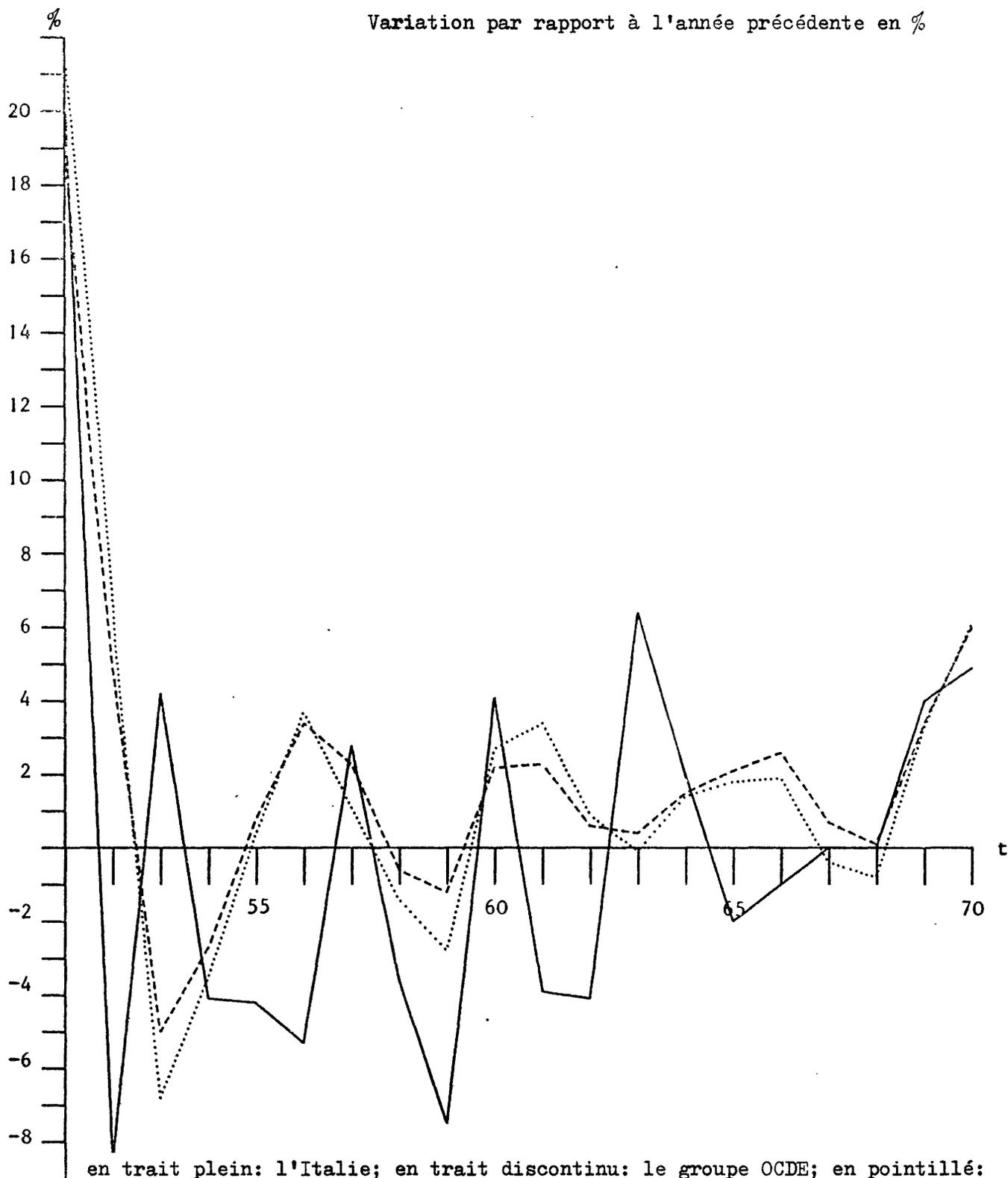
.../...

(1) La réévaluation du DM et du florin hollandais opérée en 1961 s'était traduite par un écart de prix sensible en faveur de la France. Cependant, les exportateurs français n'ont pas à l'époque tiré parti des marges de hausse des prix - vraisemblablement parce que, entre autres raisons, ils avaient déjà fortement majoré leurs prix en 1960 et parce que la conjoncture s'affaiblissait dans quelques-uns des pays partenaires.

Graphique 4 - L'Italie et ses concurrents :

Prix à l'exportation de produits industriels^{a, b} 1951-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

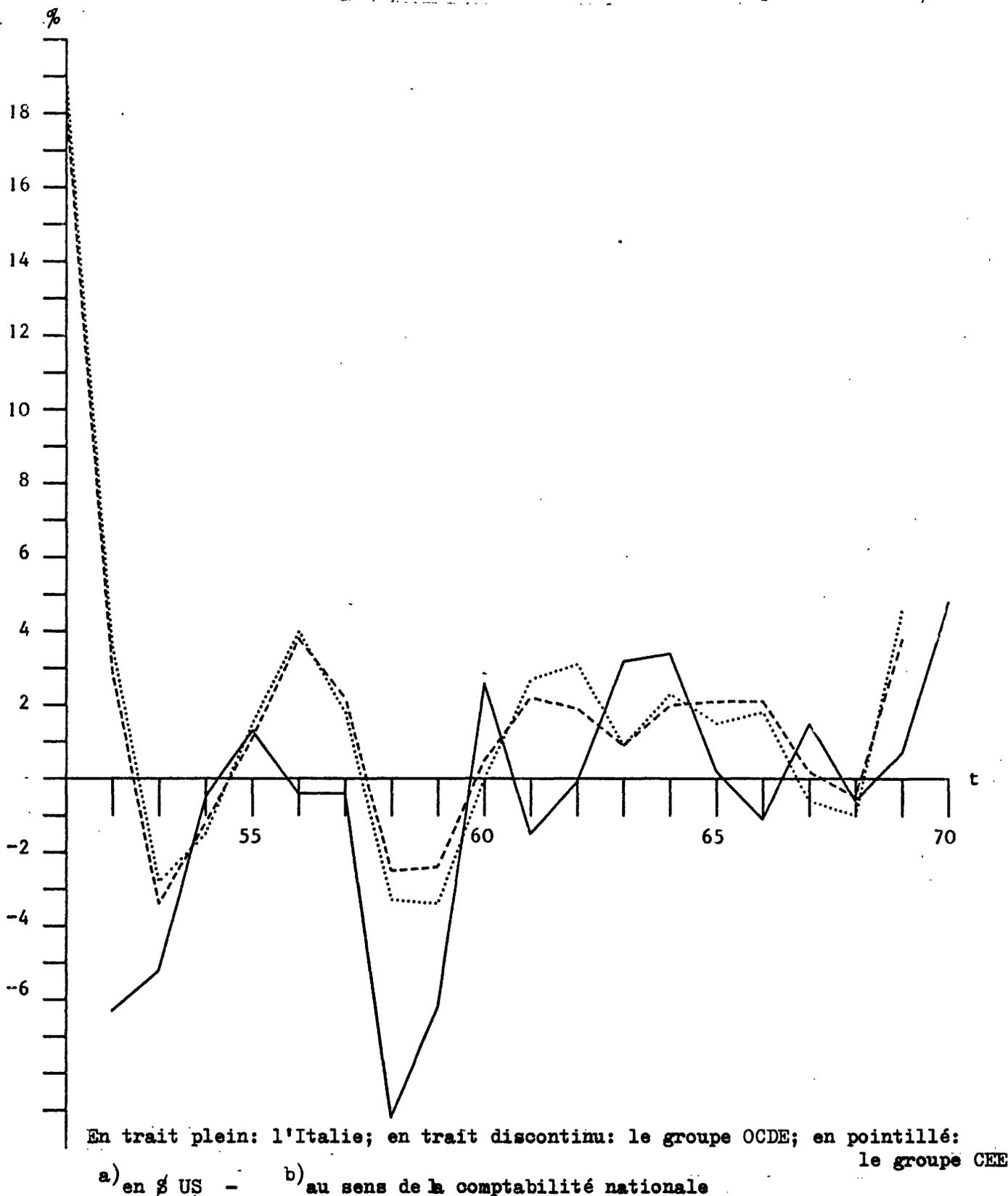


en trait plein: l'Italie; en trait discontinu: le groupe OCDE; en pointillé: le groupe CEE

^a En US-\$. - ^b CTIC 5-8.

Source: tableau A 50

Graphique 5 - L'Italie et ses concurrents :
Prix de l'ensemble des exportations^{a, b} 1951-1970
Variation par rapport à l'année précédente en %



En trait plein: l'Italie; en trait discontinu: le groupe OCDE; en pointillé:
a) en \$ US - b) au sens de la comptabilité nationale le groupe CEE

Source: tableau A 51

- Contrairement toutefois aux prix français, les prix italiens et les prix des autres pays ont plus souvent évolué en sens inverse que dans le même sens (1). On peut cependant observer une évolution presque parallèle après 1966.
- Tandis qu'au cours des années cinquante les prix italiens à l'exportation ont baissé plus souvent qu'ils n'ont augmenté, au cours des années soixante ce sont les phases de hausse qui ont prédominé.

A long terme les prix des exportations italiennes sur le marché mondial ont baissé par rapport à ceux des pays concurrents, comme le montrent les variations annuelles moyennes des prix relatifs des exportations (tableau A 52). En comparant les tableaux 3 et 4 on constate que - comme en France - l'interdépendance des prix a été plus étroite au cours des années soixante qu'au cours des années cinquante.

52. Une comparaison des variations à court terme des prix des exportations entre l'Italie et la France montre que, à court terme, les prix italiens se sont plus écartés que les prix français du trend international (graphiques 3 et 6, tableaux A 13 et A 52).

.../...

(1) L'écart qui apparaît pour 1952 entre l'évolution des prix italiens et celle des prix étrangers des produits industriels exportés, semble être dû à une erreur statistique (Note 1 au point 136).

Tableau 3 - L'Italie et ses concurrents :

Prix relatifs^{a, b} des exportations de produits
industriels^c et de l'ensemble des exportations^d
1953 - 1970

Variations moyennes annuelles par rapport à la valeur
moyenne de la période de base^e en %

Année	Exportations de produits industriels		Ensemble des exportations	
	Italie Groupe OCDE	Italie Groupe CEE	Italie Groupe OCDE	Italie Groupe CEE
1953	0,3	0,3	.	.
1954	- 0,3	0,0	- 3,0	- 3,1
1955	- 1,5	- 1,2	- 1,9	- 2,1
1956	- 2,9	- 2,7	- 2,5	- 2,7
1957	- 2,3	- 2,0	- 2,5	- 2,6
1958	- 2,5	- 2,0	- 3,2	- 3,2
1959	- 3,0	- 2,4	- 3,3	- 3,1
1960	- 2,3	- 2,0	- 2,7	- 2,5
1961	- 2,8	- 2,5	- 2,8	- 2,6
1962	- 3,0	- 2,7	- 2,7	- 2,7
1963	- 2,3	- 2,0	- 2,3	- 2,2
1964	- 2,0	- 1,8	- 2,0	- 2,0
1965	- 2,2	- 1,9	- 2,0	- 1,9
1966	- 2,3	- 2,0	- 2,0	- 2,0
1967	- 2,1	- 1,8	- 1,8	- 1,7
1968	- 2,0	- 1,7	- 1,7	- 1,6
1969	- 1,9	- 1,6	- 1,8	- 1,7
1970	- 1,9	- 1,6	.	.

^{a)} En dollars US - ^{b)} Indice pour l'Italie en % de l'indice corres-
pondant du groupe OCDE (Groupe CEE) - ^{c)} CTCI 5-8 - ^{d)} Au sens
de la comptabilité nationale - ^{e)} Moyenne géométrique de l'indice
1950-1952 et 1951-1953

Source : UN, Monthly Bulletins; OECD, National Accounts statistics.
Calculs des auteurs

Tableau 4 - L'Italie et ses concurrents :

Prix relatifs^{a, b} des exportations de produits industriels^c
et de l'ensemble des exportations^d 1962 - 1970

Variations moyennes annuelles par rapport à la valeur
 moyenne de la période de base^e en %

Année	Exportations de produits industriels		Ensemble des exportations	
	<u>Italie</u> <u>Groupe OCDE</u>	<u>Italie</u> <u>Groupe CEE</u>	<u>Italie</u> <u>Groupe OCDE</u>	<u>Italie</u> <u>Groupe CEE</u>
1962	- 4,1	- 4,7	- 1,8	- 2,5
1963	- 0,9	- 1,1	- 0,5	- 1,0
1964	- 0,6	- 0,7	0,0	- 0,4
1965	- 1,3	- 1,3	- 0,4	- 0,6
1966	- 1,6	- 1,5	- 0,9	- 1,0
1967	- 1,5	- 1,3	- 0,5	- 0,5
1968	- 1,4	- 1,0	- 0,5	- 0,4
1969	- 1,1	- 0,8	- 0,8	- 0,8
1970	- 1,1	- 0,9	.	.

^aEn dollars US - ^bBase de calcul : Indice pour l'Italie en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (Groupe CEE) - ^cCCTCI 5-8 - ^dAu sens de la comptabilité nationale - ^eMoyenne géométrique de l'indice 1959-1961

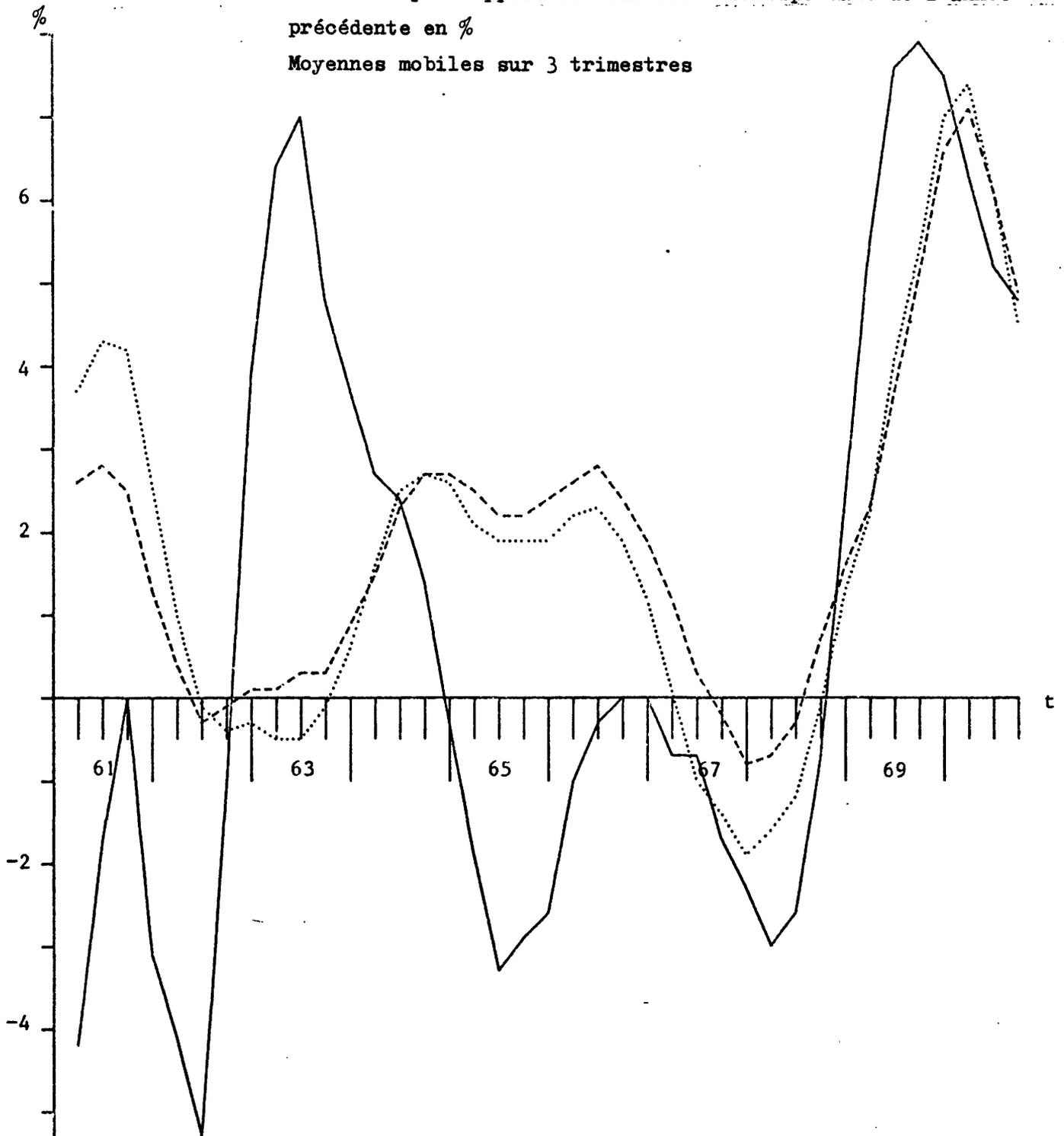
Source: UN, Monthly Bulletins; OCDE, National Accounts statistics .-
 Calculs des auteurs

Graphique 6 - L'Italie et ses concurrents

Prix à l'exportation de produits industriels^{a, b} 1961-1970

Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente en %

Moyennes mobiles sur 3 trimestres



En trait plein: Italie; en trait discontinu: le groupe OCDE; en trait pointillé: le groupe CEE

a) En dollars US - b) Groupes CTCI 5-8

Source: Tableau A 55

Sur la base de l'évolution des prix des produits industriels exportés, entre 1954 et 1970, la comparaison avec le groupe OCDE montre que

- les taux de variation maxima des prix relatifs à l'exportation par rapport à l'année précédente ont atteint - 8,4% (1956) dans le cas de l'Italie contre -6,6% (1959) dans le cas de la France;
- les écarts-types moyens des variations absolues des prix à l'exportation par rapport à l'année précédente ont atteint 4,2 points dans le cas de l'Italie contre 2,5 points dans le cas de la France (1)(2).

Tout comme les divergences à long terme, les divergences à court terme par rapport à l'évolution internationale se sont atténuées dans les deux pays au cours des années soixante par rapport à la décennie précédente. Les écarts-types moyens correspondants pour la période 1960-1969 ont atteint 3,6 points pour l'Italie et 1,9 point pour la France.

Cependant, les écarts au cours des deux décennies sont si importants qu'ils semblent mettre en question, même à court terme, la thèse de l'interdépendance internationale des prix pour l'Italie et pour la France. En raison du fait que, dans le cas de l'Italie, les divergences ne peuvent s'expliquer par des modifications de parité, avec les processus d'ajustement qu'elles entraînent, l'étude devra se concentrer sur les divergences conjoncturelles (points 130 et suivants).

.../...

(1) 1954 - 1969

(2) $A = \sqrt{\frac{1}{n} \sum_i (x_i - y_i)^2}$, où x_i désigne les indices italiens (français) des prix à l'exportation entre 1954 et 1969 et y_i les indices correspondants du groupe OCDE (tableau A 78)

54. Il reste enfin à constater que les taux de variation des prix à l'exportation du groupe OCDE et du groupe CEE ne diffèrent guère. Si dans certains cas on a observé des divergences sensibles, elles étaient dues à des disparités conjoncturelles ou à des modifications de parité dont l'incidence était plus ou moins forte selon l'importance du pays considéré dans les deux groupes. Les résultats sont les mêmes pour les deux systèmes de pondération appliqués aux pays concurrents de la France. A moyen terme au moins, on aboutit avec le système A à des résultats analogues à ceux obtenus avec le système B utilisé dans le cas présent.

Causes des divergences à long terme entre les prix à l'exportation dans le cas de l'Italie

55. Un phénomène important que révèle l'évolution à long terme des prix sur les marchés d'exportation est que, au cours des deux dernières décennies, les exportations italiennes ont baissé par rapport aux exportations des pays concurrents. Dans le cas de la France, on n'a enregistré que des divergences temporaires qui ont disparu après les dévaluations de 1957 et 1958 et celle de 1969. Les divergences dans le cas de l'Italie n'ont pas été compensées et méritent donc d'être étudiées séparément.
56. La chute des prix relatifs à l'exportation en Italie pourrait laisser supposer que, au cours de 625 lires pour un dollar US fixé en septembre 1949, la lire était surévaluée. On pourrait voir alors dans la baisse des prix à l'exportation le signe d'une dévaluation ayant pour

.../ ...

effet d'aligner le niveau des prix italiens sur celui des prix étrangers. Cette thèse est toutefois infirmée par le fait que seul le niveau des prix italiens à l'exportation, mais non le niveau général des prix, a baissé par rapport au niveau des prix des pays concurrents. Dans le secteur des produits de substitution aux importations notamment, on n'a pas enregistré de baisse des prix par rapport aux importations, mais au contraire une hausse. Cette évolution n'est guère compatible non plus avec la thèse de la surévaluation, lorsqu'on considère que par suite d'insuffisances statistiques l'évolution a été exagérée (point 79). On est ainsi amené à étudier deux autres hypothèses qui pourraient expliquer la baisse des prix à l'exportation:

- la structure régionale des exportations italiennes s'est modifiée au cours des années cinquante et de la première moitié des années soixante de telle sorte que les indices de prix du groupe des pays concurrents pondérés en fonction de la structure des exportations de 1965 surévaluent l'évolution des prix des exportations étrangères qui concernent l'Italie, au moins pour les années cinquante.
- dans le secteur des exportations, l'Italie s'est spécialisée dans les catégories de produits dont la baisse a été supérieure à la moyenne ou la hausse inférieure à la moyenne. Le fléchissement relatif de l'indice moyen des exportations italiennes qui a servi de base pour l'appréciation de l'évolution des prix des exportations est donc imputable à des effets structurels qui ne se sont pas produits, tout au moins dans la même mesure, dans les pays concurrents.

.../...

Tableau 5 - Italie : Structure régionale du commerce extérieur en millions de lires et en % - 1955 et 1965

	1955					1965				
	Import. en millions de lires	Export. en millions de lires	Σ millions de lires	Σ %	Import. en millions de lires	Export. en millions de lires	Σ millions de lires	Σ %		
Belgique-Luxembourg	60 235	49 910	110 145	2,4	129 849	177 479	306 968	3,4		
RF. Allemagne	342 875	233 107	575 982	12,6	681 440	953 259	1 634 699	17,9		
France	177 964	1 108 168	286 132	6,3	451 546	453 860	915 406	10,1		
Pays-Bas	65 937	44 711	110 648	2,4	178 396	213 372	391 768	4,3		
Japon	5 554	12 509	18 063	0,4	30 599	22 855	53 554	0,6		
Canada	28 967	16 182	45 149	1,0	57 427	45 260	102 687	1,1		
Suède	52 043	49 740	101 783	2,2	79 809	87 058	166 867	1,8		
Suisse	91 145	134 912	226 057	5,0	107 105	243 891	350 996	3,9		
Royaume-Uni	144 168	134 536	278 704	6,1	213 783	210 595	424 378	4,7		
Etats-Unis	404 215	159 758	563 973	12,4	620 928	386 696	1 007 624	11,1		
Autres	1 331 993	913 524	2 316 636	49,2	2 060 450	2 804 325	4 246 411	41,1		
TOTAL	2 705 096	1 857 057	4 562 153	100,0	4 611 432	4 499 754	9 111 186	100,0		

Source: United Nations, Yearbook of International Trade Statistics

57. La première des deux hypothèses n'est pas étayée par les faits au point de pouvoir apporter une contribution notable à l'explication du phénomène. Comme il ressort du tableau 5, la structure régionale des exportations de l'Italie vers le milieu des années soixante était différente de celle qui la caractérisait vers le milieu des années cinquante: entre 1955 et 1965, la part des pays concurrents membres de l'OCDE dans le commerce extérieur de l'Italie a augmenté d'environ 8 points, les exportations qui ont le plus augmenté étant celles destinées aux partenaires commerciaux de la CEE. Les prix à l'exportation des différents groupes de pays n'ont toutefois pas varié au point que le décalage ait eu un effet sensible sur l'indice des prix des exportations pour le groupe des pays concurrents.
58. La seconde hypothèse n'a pu être vérifiée que pour la gamme des exportations de l'Italie, mais non pour celle du groupe des pays concurrents, celle-ci ne pouvant être ventilée par catégories de produits. Pour les périodes 1951 - 1959 et 1959 - 1969 on a calculé l'effet sur les prix, imputable au fait que la gamme des produits exportés par l'Italie avait changé (tableau 6). On a constaté que le changement de structure de l'assortiment des exportations italiennes, mesuré sur la base des modifications des pourcentages représentés par les 21 groupes de produits, a entraîné une baisse de l'indice moyen de la valeur des exportations, qui a atteint 3,3% de 1951 à 1959 et 2,2% de 1959 à 1969. Cet effet sur les prix a été de 0,4 % au cours de la première période et de 0,2 % par an au cours de la seconde période.

.../...

Tableau 6 - Italie : Structure des exportations et prix des exportations par catégorie de produits

	Structure des exportations			Indice des prix à l'exportation	
	1951	1959	1969	1959	1969
	%	%	%	1951=100	1959=100
1. Agriculture	11,7	12,6	5,1	94,3	160,3
2. Zootechnique	0,2	0,2	0,1	80,3	99,5
3. Sylviculture	0,6	0,3	0,1	116,4	198,8
4. Pêche et chasse	0,2	0,0	0,1	55,3	266,8
5. Combustibles fossiles	0,0	0,2	0,0	94,9	119,4
6. Minéraux ferreux	0,5	0,2	0,1	59,9	160,4
7. Autres minéraux	1,0	0,6	0,3	89,2	115,2
8. Alimentation, boissons et tabac	9,8	7,1	4,0	93,8	105,6
9. Textiles	32,3	14,0	11,9	57,5	85,7
10. Habillement et chaussures	3,9	5,5	8,7	82,4	106,9
11. Bois et liège	1,3	1,1	1,6	120,2	102,4
12. Métallurgie	3,5	6,5	5,6	68,2	120,7
13. Mécanique	11,8	16,0	27,2	106,3	109,5
14. Moyens de transport	6,2	13,8	12,3	71,0	123,3
15. Produits de la transformation des métaux non ferreux	2,2	2,0	3,2	92,3	91,0
16. Industrie chimique	5,1	7,6	7,0	45,9	67,2
17. Dérivés du pétrole et du charbon	2,9	7,1	5,3	78,8	74,2
18. Fibres textiles artificielles et synthétiques	1,0	0,6	0,7	54,7	61,2
19. Carton et papier	2,1	1,0	2,1	66,3	62,8
20. Caoutchouc	1,6	0,9	1,2	83,3	98,6
21. Industries manufacturières diverses	2,1	2,7	3,4	88,9	82,7
Exportations totales (Σ1-21)	100,0	100,0	100,0	74,4	105,0

L'effet sur les prix du changement intervenu dans la structure des exportations (S) est calculé comme suit: $S = P^1 / \sum a_i^0 p_i^1$; P^1 désigne l'indice des prix de l'ensemble des exportations au cours des années 1959 (1951=100) et 1969 (1959=100) respectivement, a_i^0 le pourcentage des exportations des différentes catégories de produits pour les années 1951 et 1959 respectivement et p_i^1 les prix à l'exportation des différentes catégories de produits pour les années 1959 (1951=100) et 1969 (1959=100) respectivement.

La divergence sur les marchés d'exportation ne peut donc être imputée que dans une faible mesure à ces effets de structure. La divergence à long terme entre les prix à l'exportation italiens et les prix étrangers ne peut donc être suffisamment expliquée ni par une surévaluation initiale, ni par des effets de structure régionaux ou intersectoriels.

Il resterait à examiner si, à l'intérieur des catégories de produits, des effets de structure ont contribué au fléchissement de l'indice des prix à l'exportation de ces catégories de produits. Ces effets de structure intrasectoriels peuvent être dus au fait que des produits de faible "valeur moyenne" ont pris de l'importance, soit parce que l'on a exporté de plus petites unités que précédemment, soit parce que la part représentée par les produits des classes de qualité et de prix les plus basses a plus augmenté que celle représentée par les produits des classes de qualité et de prix plus élevées. La détermination exacte des effets de structure intrasectoriels exigerait des calculs considérables qui ne peuvent être faits dans le cadre de la présente étude. Un calcul de sondage effectué pour le secteur "Mezzi di trasporto" montre que de 1951 à 1959 la baisse des prix à l'exportation constatée est due, pour un quart environ, à un effet de structure intrasectoriel. On peut mesurer avec exactitude l'importance de tous les effets de structure intrasectoriels - mais aussi de tous les effets de structure intersectoriels - pour les quelques années où les indices des prix à l'exportation de différentes années de base se recoupent. C'est ainsi qu'on dispose des indices, pour les années de 1957 à 1961, aussi bien sur la base des prix de 1950 que sur celle des prix de 1960, et, pour les années de 1964 à 1967, aussi bien sur la base des prix de 1960 que sur celle des prix de 1966. Le calcul n'indique une faible baisse des prix à l'exportation, calculée toutefois sur la base de prix la plus actuelle, que pour la dernière période.

.../...

Dans l'ensemble, on peut constater que, parallèlement à de faibles effets de structure intersectoriels, des effets de structure intra-sectoriels ont également joué un rôle mais que ceux-ci n'expliquent aussi qu'en partie la divergence des prix à l'exportation.

59. Les écarts entre les indices de prix, qui ont pu être observés au cours des deux dernières années dans le cas de l'Italie, doivent donc être considérés essentiellement comme de véritables écarts de prix. Il ne semble pas y avoir eu pour les exportations italiennes une interdépendance des prix à long terme aussi étroite que dans le cas de la République fédérale d'Allemagne et de la France. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le fait que l'Italie, essayant de s'engager dans la voie d'une industrialisation orientée vers l'exportation, a pratiqué une politique agressive en matière de prix. Pour pénétrer sur les marchés étrangers, les exportateurs - surtout de 1954 à 1956, en 1958/59, en 1961/62 et en 1965/66 - ont pratiqué des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents et ce, sans compromettre ultérieurement, par des augmentations de prix excessives, la position qu'ils avaient conquise sur le marché. Cette stratégie a permis à l'Italie d'augmenter considérablement sa participation au marché des produits industriels entre 1951 et 1970. Sur le plan du commerce extérieur, l'économie italienne a ainsi obtenu des résultats aussi satisfaisants que l'économie ouest-allemande, qui, elle, a toutefois pratiqué une politique des prix beaucoup moins agressive.

.../...

L'interdépendance des prix sur les marchés d'importation

Méthode et données de base

60. Si, pour l'analyse de l'interdépendance des prix sur les marchés d'exportation, il convient de se fonder sur des prix exprimés en une monnaie étrangère unique (ici le dollar US), ce sont les prix en monnaie nationale qui doivent être pris en considération pour l'étude de l'interdépendance des prix sur les marchés intérieurs. Comme données de base, on dispose des statistiques françaises, à partir desquelles les séries nécessaires peuvent être calculées selon le même système pour les produits du pays considéré et les importations.
61. Pour la délimitation du secteur des produits de substitution aux importations, c'est-à-dire du secteur dont les produits sont en concurrence avec des importations, pour lequel, par conséquent, l'évolution des prix étrangers a une importance directe, on s'est heurté pour les deux pays à certaines difficultés dues aux lacunes du matériel statistique. En effet, les séries de prix ne peuvent être que fortement agrégées par rapport, par exemple, aux statistiques industrielles allemandes. Dans le cas de la France, jusqu'en 1959, on n'a pu distinguer que neuf branches industrielles, et même si, à partir de 1958, il existe des tableaux input-output pour 28 secteurs de l'économie, certaines branches industrielles importantes restent fortement agrégées (tableau A 7). En ce qui concerne l'Italie, on aurait pu dans le secteur de l'industrie de transformation calculer des prix à la production pour treize branches au total; toutefois, comme d'autres séries qui ont

.../...

été analysées en même temps que les prix à la production, n'existent qu'au niveau d'agrégation de onze secteurs, il a fallu utiliser cette agrégation moins poussée. En outre, les tableaux input-output n'existent pas pour une partie de la période, mais uniquement pour les années 1965 et 1967.

62. Le critère utilisé pour le classement d'une branche d'industrie dans le secteur des produits de substitution aux importations a été en principe la part des importations de ce secteur par rapport au total des importations nationales. Les différences dans le niveau d'agrégation n'ont pas permis de fixer le même seuil quantitatif pour la France et pour l'Italie. Dans le cas de la France, on a classé dans le secteur des produits de substitution aux importations ceux qui en 1965 représentaient plus de 5% du total des importations françaises; pour l'Italie, on a pris comme critère un pourcentage des importations totales de 2,5%.

63. En variante de ce système, appelé ci-après système B, on a délimité à titre d'essai le secteur des produits de substitution aux importations, pour la France, en y classant tous les secteurs dont le taux d'importation - c'est-à-dire le rapport entre les importations et la consommation intérieure était supérieur à 20% en 1965 (système A). Les schémas de pondération obtenus pour les deux secteurs de produits de substitution aux importations ainsi délimités figurent pour la France au tableau A 7 et pour l'Italie, selon le système B, au tableau A 49. Les séries de prix pondérées pour le secteur des produits de substitution aux importations sont contenues dans le tableau A 21.

.../...

64. Indépendamment de la pondération, les deux secteurs des produits de substitution aux importations délimités pour la France se distinguent également en ce sens que le secteur délimité selon le système A comprend l'énergie - ce qui n'est pas le cas pour le secteur délimité selon le système B, tandis que le secteur délimité selon le système B comprend - contrairement à celui qui est délimité selon le système A - le secteur "industries diverses". Ces différences ont deux conséquences :

- Comme les importations attribuées au secteur de l'énergie sont moins substitutives que complémentaires, et inversement pour le secteur "industries diverses", une interdépendance internationale des prix pourrait apparaître plutôt dans le secteur des produits de substitution aux importations délimité selon le système B, qui est donc le plus approprié au but de l'enquête;
- Etant donné, comme le montrent les statistiques, que les prix des importations du secteur de l'énergie ont atteint un niveau extraordinairement élevé du fait de la guerre de Corée, pour baisser ensuite très rapidement et très sensiblement, la base de l'indice des prix à l'importation selon le système A est extrêmement gonflée par rapport au système B.

Compte tenu de ce qui précède, on a considéré dans l'analyse concernant la France le secteur des produits de substitution aux importations délimité selon le système B. Pour l'Italie on était parti a priori de ce système.

65. La période de référence couvre, compte tenu des données statistiques, pour la France les années 1950-1970 et pour l'Italie les années 1951-1969; dans la mesure où des informations plus récentes, intéressantes pour l'objet de l'étude existaient, elles ont été prises en considération.

.../...

Pour la période 1959-1970, il a été possible, sur la base des tableaux d'input-output, de pousser pour la France la désagrégation du secteur des produits de substitution aux importations. Ces séries figurent au tableau A 22.

66. Les prix des importations sont en général des prix caf; pour la France, de 1959 à 1970, ils englobent toutefois les taxes à l'importation. Les prix à la production ont été calculés sur la base de prix intérieurs pour la valeur ajoutée brute. Contrairement aux prix à la production basés uniquement sur la valeur ajoutée, les prix des importations reflètent également l'évolution des prix de la consommation intermédiaire. En plus des séries de prix pour les secteurs des produits de substitution aux importations, on a calculé des indices de l'évolution des prix à l'importation et à la production pour l'ensemble de l'industrie de transformation et pour l'ensemble de la production (tableau A 20).

Données empiriques : France

67. L'interdépendance des prix à court terme et à long terme sur les marchés français soumis à la concurrence des importations est indiquée dans le graphique 7 et les tableaux 7 et 8 :

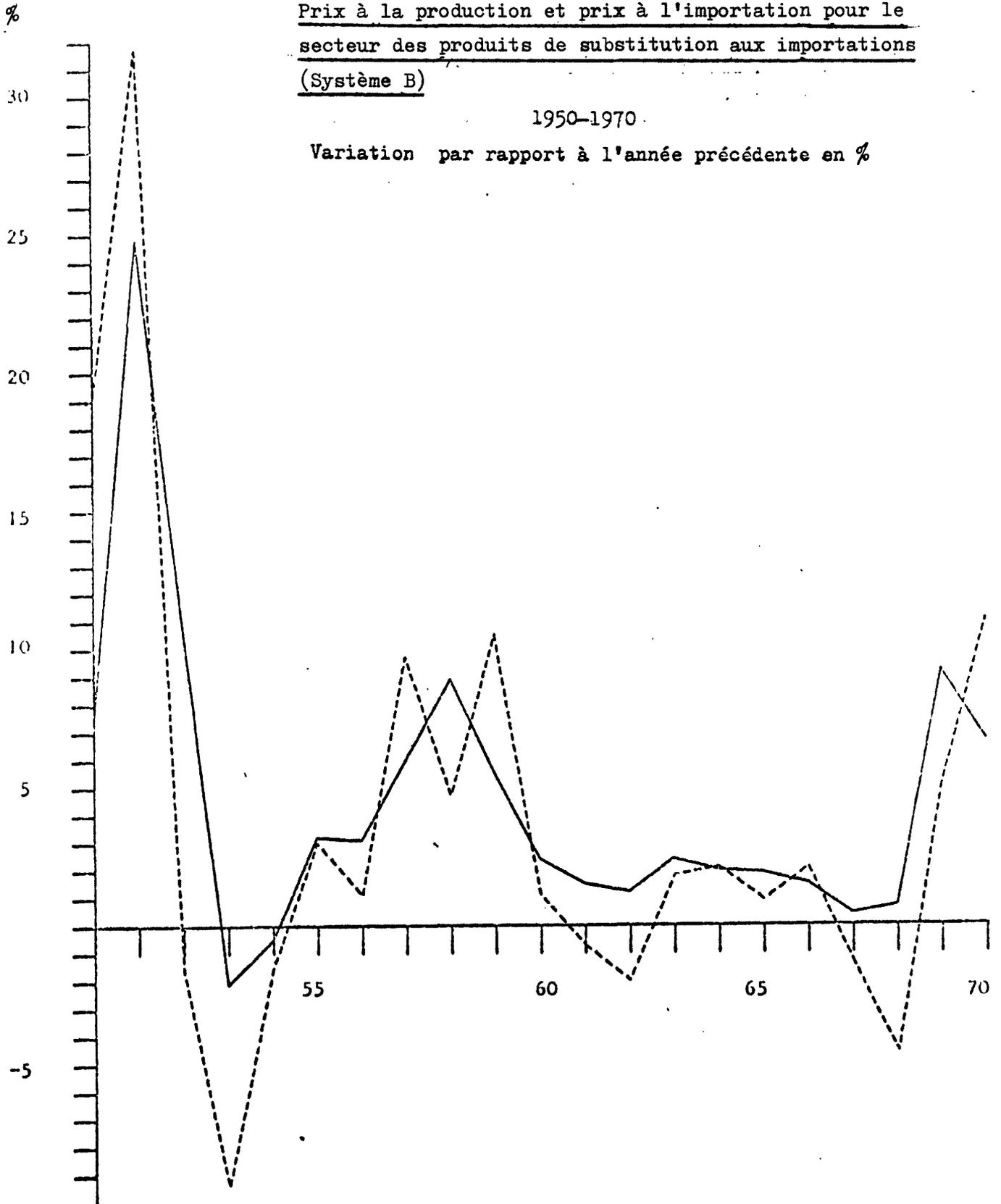
- L'évolution des prix français à la production depuis le début des années 50 comporte trois cycles. Les points les plus bas de ces cycles se sont situés dans les années 1953-54, 1962 et 1967. Ces années sont aussi celles où les cycles conjoncturels ont atteint leur point le plus bas. De 1953/54 à 1962, il y a eu un autre creux du cycle conjoncturel, en 1958/59.

Graphique 7 - La France et ses concurrents :

Prix à la production et prix à l'importation pour le
secteur des produits de substitution aux importations
(Système B)

1950-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %



a) En trait plein : prix à la production;
en trait discontinu : prix à l'importation

Source : tableau A 21

Toutefois, celui-ci ne se retrouve pas dans l'évolution des prix parce qu'à l'époque les hausses dues aux dévaluations ont masqué les influences conjoncturelles. Il semble qu'à l'heure actuelle les prix sont en train d'accomplir un quatrième cycle qui a commencé en 1968.

- A long terme, c'est-à-dire de 1950 à 1970, les prix à la production du secteur des produits de substitution aux importations ont augmenté plus rapidement que les prix à l'importation. L'écart, qui s'est toutefois progressivement atténué a atteint pour l'ensemble de la période 1,4% par an.

68. L'écart à long terme apparaît lorsqu'on considère la variation du rapport entre prix à la production et prix à l'importation. Le tableau 7 indique les taux de variation moyens annuels de ce rapport pour la période comprise entre les deux périodes de base et les années indiquées. On constate en particulier que les divergences ont été plus marquées au cours des années 50 qu'au cours des années 60, et ce pour toutes les relations de prix indiquées (tableau 8). Des divergences considérables ont toutefois subsisté dans l'évolution des prix à long terme jusqu'à la fin des années 60; nous en recherchons les causes après avoir examiné les données empiriques pour l'Italie.
69. Les prix à l'importation comme les prix à la production se sont montrés extrêmement sensibles à la conjoncture. Les prix à la production ont généralement réagi de façon asymétrique : ils ont augmenté lorsque les prix à l'importation ont augmenté, mais ils n'ont pas diminué lorsque les prix à l'importation ont baissé, abstraction faite de la période qui a suivi le boom de la guerre de Corée.

Tableau 7 - La France et ses concurrents :

Indices des prix relatifs^{a)} pour l'ensemble de
la production, pour les produits industriels et
pour les produits de substitution aux importations

1953 - 1970

Variation annuelle moyenne par rapport à la valeur
moyenne de la période de base^{b)} en %

Année	Ensemble de la production	Produits industriels	Produits de substitution aux importations Série I	
			Système A	Systeme B
1953	3,2	7,5	6,0	7,3
1954	5,3	5,5	4,3	5,7
1955	4,6	3,9	3,3	3,9
1956	3,9	3,5	2,9	3,5
1957	2,7	2,3	1,7	2,3
1958	2,9	2,4	1,9	2,6
1959	2,4	1,6	1,0	1,6
1960	2,3	1,6	1,0	1,6
1961	2,4	1,7	1,2	1,7
1962	2,5	1,9	1,3	1,8
1963	2,6	1,8	1,2	1,7
1964	2,5	1,7	1,1	1,6
1965	2,4	1,5	1,2	1,5
1966	2,3	1,4	1,0	1,4
1967	2,4	1,5	1,1	1,4
1968	2,7	1,6	1,3	1,6
1969	2,3	1,7	1,4	1,8
1970	2,3	1,5	1,1	1,4

^{a)} Indices des prix à la production en France en % de l'indice correspondant des prix à l'importation

^{b)} Moyenne géométrique des indices 1950-1952

Source : tableau A 23

Tableau 8 - La France et ses concurrents :

Indices des prix relatifs^{a)} pour l'ensemble de la production, pour les produits industriels et pour les produits de substitution aux importations

1962 - 1970

Variation annuelle moyenne par rapport à la valeur moyenne de la période de base^{b)} en %

Année	Ensemble de la production	Produits industriels	Produits de substitution aux importations Série I	
			Système A	Système B
1962	3,2	3,4	2,1	2,6
1963	3,4	2,4	1,7	1,9
1964	2,8	1,8	1,2	1,4
1965	2,4	1,4	1,2	1,3
1966	2,3	1,1	0,9	1,0
1967	2,4	1,2	1,1	1,1
1968	3,1	1,7	1,5	1,7
1969	3,0	1,8	1,7	1,9
1970	2,3	1,3	1,2	1,3

^{a)} Indices des prix à la production en France en % de l'indice correspondant des prix à l'importation

^{b)} Moyenne géométrique des indices 1959-1961

Source: tableau A 23

Les écarts positifs à court terme des prix à la production par rapport aux prix à l'importation ont donc prédominé. On n'a enregistré de hausses des prix à l'importation supérieures à celles des prix intérieurs qu'à la suite des dévaluations (ou de dévaluations de fait) du franc en 1957, 1959 et 1970.

70. Les divergences à court terme entre l'évolution des prix dans le pays et l'évolution des prix à l'étranger ont été du même ordre de grandeur que sur les marchés d'exportation (tableau A 23). L'écart-type moyen entre les taux de variation annuels des prix à la production et ceux des prix à l'importation pour les produits de substitution aux importations a atteint 2,8 points au cours de la période 1954-1969 et 2,6 points au cours de la période 1960-1969. Dans ce cas également, les divergences à court terme se sont donc progressivement atténuées.

Données empiriques : Italie

71. On peut définir l'interdépendance des prix à court et à long terme sur les marchés d'importation en Italie de la façon suivante (graphique 8 et tableaux 9 et 10);
- Les prix à l'importation et les prix à la production ont subi de très fortes fluctuations. Au cours des années 50 ce sont les prix à l'importation qui ont le plus varié et au cours des années 60 les prix à la production

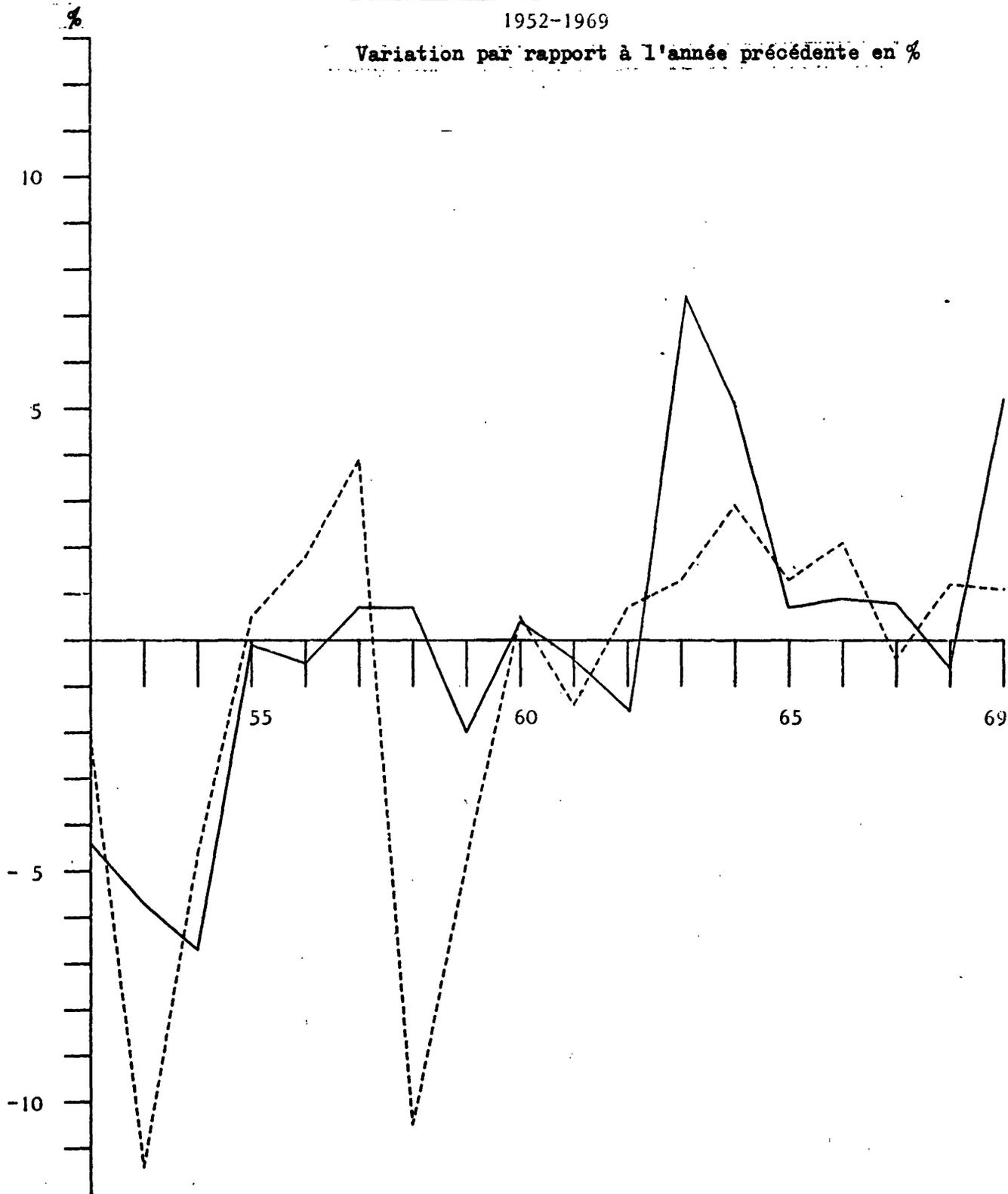
Graphique 8 - L'Italie et ses concurrents :

Prix à la production et prix à l'importation

pour le secteur des produits de substitution aux importations

1952-1969

Variation par rapport à l'année précédente en %



En trait plein : Prix à la production
En trait discontinu : Prix à l'importation

Source: Tableau A 56

Tableau 9 - L'Italie et ses concurrents :
Indices des prix relatifs^{a)} pour l'ensemble de la
production, pour les produits industriels et pour les
produits de substitution aux importations

1954-1970

Variation annuelle moyenne par rapport

à la valeur moyenne de la période de base (b) en %

Année	Ensemble de la production	Produits industriels	Produits de substitution aux importations
1954	6,0	2,6	0,6
1955	4,7	0,9	0,2
1956	4,7	- 0,1	- 0,4
1957	4,7	- 0,3	- 0,9
1958	5,6	1,8	1,2
1959	5,7	1,9	1,3
1960	4,9	1,7	1,2
1961	4,8	1,7	1,2
1962	5,0	1,7	0,9
1963	5,0	2,2	1,4
1964	4,8	2,2	1,4
1965	4,7	1,9	1,3
1966	4,6	1,7	1,1
1967	4,4	1,7	1,1
1968	4,3	1,5	1,0
1969	4,2	1,7	1,1
1970	4,0	.	.

a) Indices des prix à la production en Italie en % de l'indice correspondant des prix à l'importation

b) Moyenne géométrique des indices 1951-1953

Source : tableau A 57

Tableau 10 - L'Italie et ses concurrents :

Indices des prix relatifs^{a)} pour l'ensemble de la production, pour les produits industriels et pour les produits de substitution aux importations

1961-1970

Variation annuelle moyenne par rapport à la valeur moyenne de la période de base b) en %

Année	Ensemble de la production	Produits industriels	Produits de substitution aux importations
1961	3,0	1,2	1,0
1962	4,0	1,3	0,1
1963	4,3	2,9	1,6
1964	4,0	2,7	1,7
1965	3,9	2,0	1,3
1966	3,8	1,6	0,9
1967	3,6	1,5	1,0
1968	3,5	1,3	0,6
1969	3,3	1,6	1,0
1970	3,1	.	.

a) Indices des prix à la production en Italie en % de l'indice correspondant des prix à l'importation
b) Moyenne géométrique des indices 1959-1961

Source : tableau A 57

- Les fluctuations cycliques des prix à l'importation et celles des prix à la production coïncident moins dans le cas de l'Italie que dans celui de la France, ce qui pourrait provenir surtout des décalages marqués dans les cycles conjoncturels entre l'Italie et ses partenaires commerciaux.

- A long terme, la hausse des prix à la production a été supérieure à celle des prix à l'importation.

72. Les prix des importations ont donc baissé par rapport aux prix à la production des produits de substitution correspondants, non seulement en France, mais également en Italie, l'écart a été de 1,1% par an jusqu'en 1969, et là encore il a été un peu plus faible dans les années 60 (1,0%) que dans les années 50. En réalité, les divergences entre l'évolution des prix à l'importation et celle des prix à la production ont été encore plus marquées en Italie que ne l'indique la comparaison des variations d'indices, étant donné que les droits de douane ont été abaissés à plusieurs reprises ou totalement supprimés.

73. Contrairement aux prix français, les prix italiens à la production n'ont pas varié beaucoup moins que les prix à l'importation; on peut tout au plus parler, à propos des prix à l'importation, d'une atténuation générale des fluctuations au cours des années 60 par rapport aux années 50. Par contre, dans la deuxième moitié des années 50 et au début des années 60, les prix à l'importation ont été soumis à de fortes fluctuations, alors que les prix à la production ne variaient guère.

.../...

74. L'évolution cyclique des prix à l'importation suit le rythme de la conjoncture internationale, l'évolution des prix à la production, le rythme de la conjoncture italienne. Au cours des années 50, on observait encore un parallélisme relativement étroit sur le plan de la conjoncture entre l'Italie et ses partenaires commerciaux membres de l'OCDE. En 1958, une reprise s'est encore amorcée simultanément en Italie et dans les autres pays, mais tandis que dans la plupart des pays concurrents membres de l'OCDE cette reprise a fait place dès 1960 à un fléchissement graduel de la conjoncture, la production industrielle de l'Italie a continué à augmenter jusqu'à la fin de 1963 et le début de 1964, la conjoncture italienne se dissociant ainsi dans une large mesure de la conjoncture internationale. C'est alors qu'a commencé le mouvement de pendule caractéristique des années 60 entre la conjoncture italienne et celle des pays de l'OCDE.

75. L'Italie ayant été moins liée que la France à la conjoncture internationale, les divergences à court terme entre l'évolution des prix à l'importation et celle des prix à la production ont été également plus marquées. Sur la base de l'écart-type moyen des taux annuels de hausse, ces divergences ont atteint 3,8 points au cours de la période 1954-1969, contre 2,8 points pour la France (tableau A 78). Au cours des années 60, ces divergences se sont atténuées, tout en restant plus marquées qu'en France.

.../...

Causes des divergences de prix à long terme

76. Aussi bien en France qu'en Italie, en deux décennies, le prix des produits nationaux a dépassé celui des importations. Ces divergences à long terme semblent être en contradiction avec la thèse de l'interdépendance internationale des prix et appelle une explication particulière.
77. Dans le cas de la France tout d'abord, il faut constater que les divergences observées entre l'évolution des prix à l'importation et celle des prix à la production depuis la fin des années 50 donnent une idée fautive du degré d'interdépendance internationale des prix. En effet, les données relatives aux années de base portent sur des prix à l'importation élevés consécutifs aux dévaluations⁽¹⁾. Si l'on admet que les dévaluations ont conféré aux producteurs français un avantage de 5 points par rapport aux produits importés concurrents, la différence se trouve ramenée de 1,3% à 0,8%.

(1) Le taux de dévaluation de la monnaie française a délibérément été choisi élevé, eu égard aux mesures imminentes de libération des échanges, comme le confirme Philippe Herzog. Celui-ci écrit que si les exportations françaises ont augmenté après la dévaluation de fait de 20% effectuée en 1957, la situation du commerce extérieur n'en demeurerait pas moins alarmante. En effet, "... la France s'est engagée à libérer les échanges avec l'OCDE à 75% au 18 décembre 1958, à abaisser de 10% les droits de douane avec la CEE au 1er janvier 1959 et à augmenter les contingents d'importation". C'est pourquoi le gouvernement a pris une mesure qui a effectivement été couronnée de succès : "Il s'agit d'abord d'une modification du taux de change (en italique dans l'original) du franc en monnaie étrangère (17,5% de hausse s'ajoutant aux 20% antérieurs). Elle est calculée de manière à laisser une marge appréciable, après que les hausses des prix intérieurs qui sont attendues se soient produites." Philippe Herzog, Comparaison des périodes d'inflation et de récession de l'économie française entre 1950 et 1965, dans "Etudes et conjoncture", revue mensuelle de l'INSEE, Paris 1967, no. 3, mars (22ème année).

Cependant, même en calculant de cette façon, on constate que la hausse des prix des importations a été au cours de cette période moins rapide que celle des prix à la production des produits français.

78. En outre, on constate pour la France que les écarts moyens annuels entre les prix à l'importation et les prix à la production (tableau A 24) ont été moins importants pour les séries établies à un niveau d'agrégation moins élevé dont on dispose à partir de 1959 que pour les séries calculées à un niveau d'agrégation plus poussé (tableau 7). On peut en conclure que pour la France, et peut-être aussi pour l'Italie, les divergences de prix enregistrées auraient été moindres dans l'ensemble si le matériel statistique disponible avait permis de délimiter de façon plus précise le secteur des produits de substitution aux importations pour la totalité de la période considérée.

79. Deux autres causes qui expliquent les divergences dans le cas de la France et de l'Italie sont d'ordre statistique et n'affectent pas la thèse de l'interdépendance internationale des prix. En premier lieu, l'évolution des prix dans le secteur des produits de substitution aux importations a été calculée à l'aide de statistiques basées sur les produits, qui couvrent non seulement des entreprises industrielles, mais également des entreprises artisanales et autres qui ne sont pas soumises à la concurrence internationale. L'absence de concurrence étrangère et les besoins élevés en main-d'oeuvre de ces entreprises entraînent souvent une hausse des coûts et des prix supérieure à la moyenne, qui se répercute sur l'indice des prix du secteur des produits

.../...

de substitution aux importations. Deuxièmement, l'indice des prix du secteur des produits de substitution aux importations est un indice des prix pour la valeur ajoutée de ce secteur, tandis que l'indice des prix à l'importation se rapporte à des produits dans lesquels entrent non seulement la valeur ajoutée au stade de la transformation, mais également toute la consommation intermédiaire, et notamment les matières premières et les produits semi-finis dont les prix ont baissé par rapport aux prix des produits finis, de sorte que pour cette raison un indice de ces prix de la valeur ajoutée augmente nécessairement plus rapidement qu'un indice des prix pour l'ensemble du produit.

80. Il n'est toutefois pas exclu que les divergences auraient pu être constatées même si les lacunes que nous venons de décrire n'avaient pas existé. Il faudrait alors les imputer à des stratégies de conquête du marché (telles celles qui ont souvent pu être observées dans des phases de pénétration réciproque) des marchés et qui semblent avoir été suivies par les exportateurs italiens plus fréquemment qu'il est d'usage sur le plan international (point 59). Pour que des produits étrangers soient demandés au lieu des produits intérieurs, il faut d'abord qu'ils aient été "introduits" sur le nouveau marché, et cela se fait souvent par une politique de vente à bas prix. Pour les exportateurs étrangers, une telle politique est notamment rentable si leur marché intérieur peut absorber les coûts fixes de façon que les exportations puissent être calculées aux coûts marginaux. Jusqu'au moment où un vaste assortiment des produits étrangers trouve sa place sur le marché intérieur, les exportateurs étrangers pratiquent cette politique de vente à bas prix qui explique les divergences constatées. Dès que la phase de pénétration est close, l'interdépendance internationale des prix se rétablit. Dans ce contexte, l'explication par le phénomène de pénétration n'a évidemment que le rang d'une hypothèse plausible, mais pas sans fondement. Dans la mesure où cette explication décrit un comportement effectif, la thèse de l'interdépendance des prix doit être nuancée.

.../...

81. La pénétration réciproque des marchés a porté surtout sur les produits industriels. Les importations françaises de produits industriels (CTCI 5-8) en particulier ont très fortement augmenté en cours des années 60. La part qu'elles représentaient dans le total des importations est passée de 38,3% en 1960 à 63,3% en 1969 (tableau A 3). Par contre, si la part des produits industriels dans le total des importations était en 1960 un peu plus élevée en Italie qu'en France (39,6%), elle y a augmenté beaucoup plus lentement et n'atteignait en 1969 que 50% à peine. Cette forte progression de la part représentée par des produits industriels dans le total des importations des deux pays est la conséquence de la forte élasticité de ces produits par rapport au revenu et d'une intensification de la division internationale du travail entre pays industrialisés dans ce secteur.

82. Sur le plan régional, ce sont surtout les exportateurs des pays de la CEE qui ont pu augmenter leur participation au marché des produits industriels dans les deux pays, mais beaucoup plus encore en France qu'en Italie. Cette constatation s'applique également, pour la France, aux pays de l'AELE, mais elle ne vaut pas pour l'Italie, où la participation des pays de l'AELE, au marché a nettement diminué. En revanche, les partenaires commerciaux traditionnels de la France, les pays de la zone franc, qui offrent surtout des produits primaires, n'ont pu maintenir leur participation au marché français. Au total, la France importe actuellement beaucoup plus (61,2%) des pays de la CEE et de l'AELE que l'Italie (49,9%), alors que la situation est encore inverse en 1960 (tableaux A 4 et A 47).

.../...

III. INTERDEPENDANCE INTERNATIONALE DES PRIX, INTERDEPENDANCE INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS CONJONCTURELS ET BALANCE DES PAIEMENTS

84. Nous étudierons ci-après les causes possibles des divergences observées sur la base d'une analyse historique pour la période 1950-1970, en prenant notamment en considération l'évolution de la balance des paiements. L'analyse des causes doit partir des conditions économiques et conjoncturelles qui régnaient au cours de la période considérée. Comme ces conditions se sont modifiées au cours des années, il est apparu opportun de diviser la période étudiée en sous-périodes pour les deux pays.

France

85. Pour l'économie française, il convenait de diviser la période considérée en trois parties :

- La première va de 1950 à 1958. Au cours de cette période, l'économie française était soumise, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, à un grand nombre de réglementations et d'interventions de l'Etat. Le jeu des forces du marché semble avoir été notablement entravé par les interventions de l'Etat.

.../...

- La deuxième période commence avec les réformes effectuées en 1959 dans le domaine du commerce extérieur et se termine avec la récession de 1967. Au cours de cette période, une grande partie des conditions nécessaires pour que l'évolution des prix étrangers puisse se répercuter librement sur le marché national se sont trouvées réunies; en particulier, les principaux pays commerçants du monde n'ont procédé à aucune modification des taux de change de leur monnaie, si l'on fait abstraction des réévaluations allemande et néerlandaise de 1961. C'est également la raison pour laquelle les expériences faites au cours de cette période sont particulièrement concluantes pour l'avenir; en effet, les pays industrialisés se sont mis d'accord à la fin de 1971 pour établir un système de parités fixes - avec des marges plus importantes qu'auparavant.

- La troisième période couvre l'évolution observée depuis 1967. Comme le niveau des prix français a très fortement augmenté en 1968 par rapport à celui des prix étrangers, par suite notamment des troubles de mai, la dévaluation du franc effectuée en 1969, la persistance de l'inflation à l'étranger, ainsi que les mesures de politique monétaire prises par les partenaires commerciaux de la France se sont traduites par une nette amélioration de la position concurrentielle des exportateurs français jusqu'à la fin de 1971. Les leçons de l'expérience passée nous enseignent-elles qu'une telle situation doit nécessairement déboucher sur une inflation d'adaptation?

.../...

La période allant de 1950 à 1956

06. L'évolution des prix français du commerce extérieur a été caractérisée au cours de cette période par une très forte tendance à la hausse des prix des exportations et des produits de substitution aux importations par rapport à l'évolution internationale (tableaux 1, 2, 7 et 8), ainsi que par la forte amplitude des cycles de prix par rapport à l'évolution observée au cours des années 60 (graphiques 1, 2 et 7). L'analyse qui suit vise à expliquer le premier de ces phénomènes, parce qu'il semble remettre en question la thèse de l'interdépendance internationale des prix.
07. Pour expliquer les divergences entre l'évolution des prix intérieurs et celle des prix étrangers, nous examinerons deux hypothèses qui, bien entendu, ne s'excluent pas complètement :
- a) étant donné la parité fixée en 1949, la France était au début des années 60 un pays où le niveau des prix était relativement bas, si bien que la hausse comparativement rapide des prix français est la conséquence d'un processus d'alignement sur les prix internationaux;

.../...

- b) L'économie française était si bien protégée contre les influences extérieures qu'elle pouvait se permettre une évolution des prix largement autonome.

Intuitivement, on incline à penser, compte tenu de l'analyse exposée dans le chapitre précédent (points 67 et 68 et 46 et 47) que la deuxième hypothèse a une plus grande valeur explicative que la première. En effet, au cours des années 50, les exportations étaient entravées par des contingents, des droits de douane⁽¹⁾, des taxes spéciales et une multitude d'obstacles d'ordre institutionnel. Pour pouvoir formuler un jugement fondé, il est nécessaire d'examiner de plus près la situation de la France sur le plan des relations économiques extérieures au début et dans le courant des années 50.

88. Après plusieurs dévaluations effectuées en 1948/49, la parité du franc a finalement été fixée le 29.9.1949 à 350 FF pour un dollar US⁽²⁾. Il est difficile de dire si le cours ainsi fixé correspondait à peu près au cours d'équilibre étant donné qu'à l'époque l'économie française avait pour une large part cessé d'être solidaire des prix internationaux en raison de multiples entraves aux échanges d'ordre tarifaire et non tarifaire.

(1) La protection effective de l'industrie manufacturière était beaucoup plus forte que ne le donnent à penser les taux nominaux des droits de douane, étant donné qu'en France, comme dans beaucoup d'autres pays industrialisés, les taux nominaux des droits de douane augmentent avec le degré d'ouvraison. Cf. R. Bertrand, Comparaison du niveau des tarifs douaniers des pays membres du Marché commun, dans "Cahiers de l'Institut de science économique appliquée, série R, Etudes et matériaux pour le Marché commun, no. 2, Paris 1958.

(2) Il existait en fait un système de cours du change multiples comportant des parités spéciales, par exemple pour les mouvements de capitaux, le tourisme, les importations et les exportations de pétrole. Pour plus de détails, cf. Pick's Currency Yearbook, New York, année courante.

Sur le plan interne également, le mécanisme du marché était en partie paralysé. La fixation autoritaire des prix dans le secteur agricole, l'existence de marges commerciales imposées, de garanties portant sur les prix et les chiffres d'affaires dans le secteur industriel, ainsi que la souveraineté de l'Etat en matière de conventions collectives, en liaison avec l'absence de concurrence extérieure, aboutirent à une rigidité de la structure des prix, et par suite également des structures de production (1). Dès 1949-50, des mesures de libéralisation ont été prises dans quelques secteurs: le fonctionnement des marchés du change a été rétabli grâce à des accords multinationaux, et sur le plan intérieur, l'Etat a renoncé à sa souveraineté en matière de conventions collectives.

89. L'économie française a vécu la première phase d'intégration économique mondiale de l'après-guerre dans l'euphorie du boom suscité par la guerre de Corée. Sans que le degré de libération ait été accru, les importations ont augmenté de plus de 40% de 1950 à 1951, et les exportations de près de 30% (tableau 11). Les achats effectués par les Etats-Unis au début de 1950 en vue de la constitution de stocks stratégiques avaient déclenché dans le secteur des matières premières industrielles une vague de spéculation mondiale, qui a entraîné une forte augmentation des cours mondiaux de ces produits entre le milieu de 1950 et le début de 1952. Ce mouvement a eu pour conséquence directe un enchérissement des importations françaises, ce qui n'a pas empêché le volume des importations d'augmenter notablement. En effet, dès le premier semestre de 1950, les exportateurs français prévoyaient, eux aussi, l'apparition prochaine de goulots d'étranglement, et par conséquence une hausse des prix sur les marchés internationaux des matières premières.

(1) Cf. Les structures permanentes de l'économie française, IIe partie du rapport sur les comptes nationaux provisoires de 1951, dans Statistiques et Etudes financières, n° 18, Paris 1953.

Tableau II - Importations et exportations de la France, 1951-1958
 Variations par rapport à l'année précédente en %

Année	Importations			Exportations		
	Prix ^a	Volume	Valeur	Prix ^a	Volume	Valeur
1951	+ 24,7	+ 12,9	+ 40,8	+ 13,7	+ 13,9	+ 29,4
1952	+ 1,3	+ 4,9	+ 6,2	+ 5,4	- 2,7	+ 2,6
1953	- 4,7	- 0,9	- 5,6	- 0,6	+ 1,4	+ 0,8
1954	+ 0,2	+ 5,2	+ 5,4	- 1,1	+ 17,4	+ 16,0
1955	- 0,3	+ 4,7	+ 4,4	± 0	+ 6,2	+ 6,1
1956	+ 3,6	+ 16,0	+ 20,2	+ 4,3	- 7,9	- 3,9
1957	+ 5,4	+ 6,0	+ 11,7	+ 3,7	+ 5,2	+ 9,1
1958	+ 10,8	- 3,8	+ 6,6	+ 11,3	+ 3,4	+ 15,0

a) en nouveaux FF

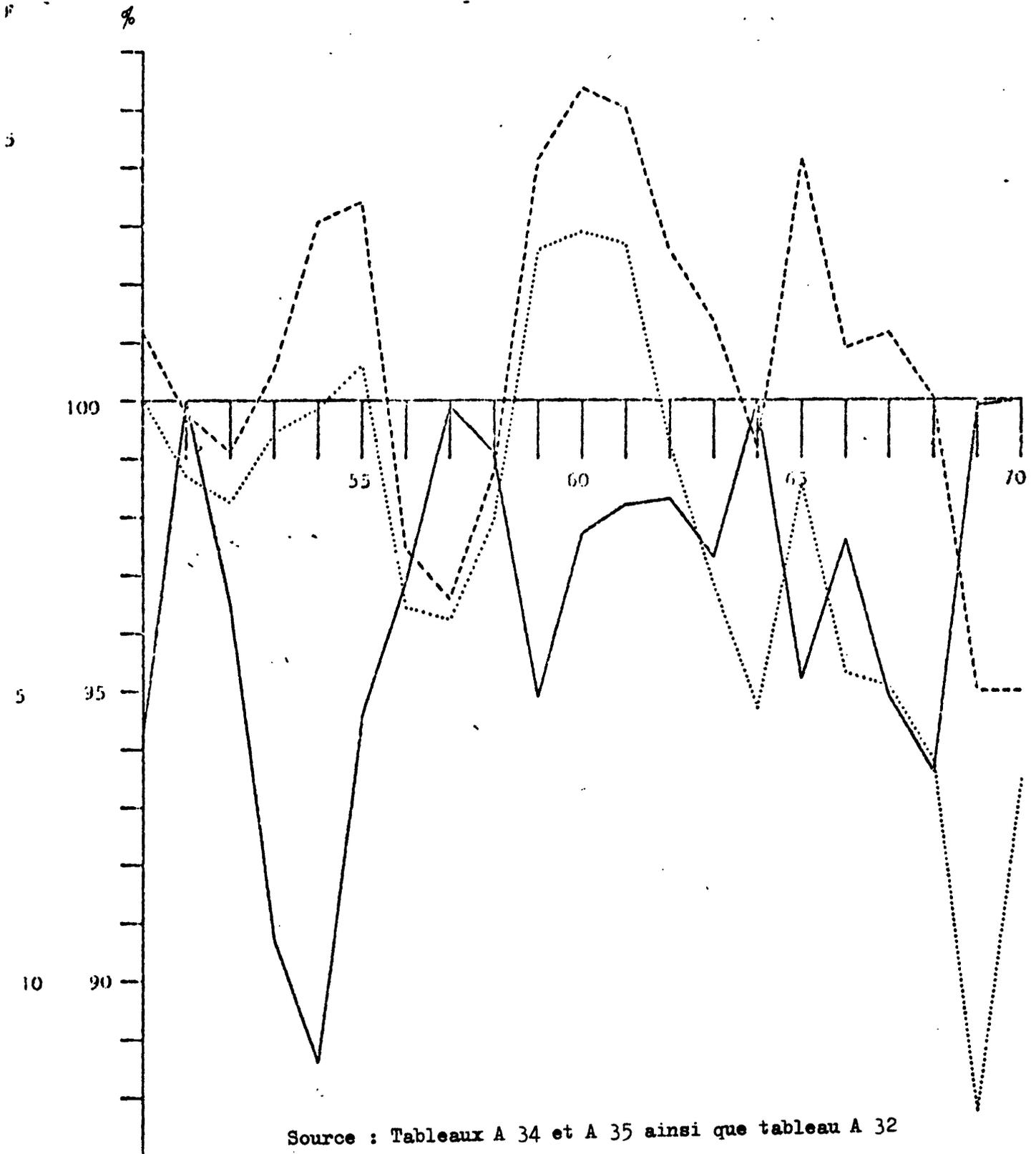
Source : OCDE, National Accounts Statistics

Les espérances des producteurs nationaux ont été stimulées en outre par le plan français de réarmement. Il en est résulté une forte expansion des investissements sous forme de stocks à caractère spéculatif. L'évolution des importations a ainsi entraîné une forte tendance à la détérioration de la balance des paiements courants.

90. Les facteurs d'expansion résultant de ce mouvement de restockage ont été renforcés après le début de la guerre de Corée par une augmentation des exportations. Grâce à l'élasticité de l'offre, une "Mengenkonjunktur" a pu s'instaurer au cours de la deuxième moitié de l'année 1950 sur les marchés d'exportation, c'est-à-dire que les exportateurs se sont efforcés d'accroître le volume de leurs ventes en abaissant leurs prix. En 1951, des goulots d'étranglement de plus en plus nombreux sont apparus, et l'expansion dans le secteur des exportations a porté de moins en moins sur les quantités vendues, et de plus en plus sur les prix. Cependant, la poussée de la demande extérieure n'a pas suffi pour empêcher le déficit de la balance des paiements courants de s'accroître au cours des années 1951 et 1952 du fait de l'évolution des importations (graphique 9).

91. L'enchérissement des importations et la poussée des prix dans le secteur des exportations se sont répercutés rapidement sur l'économie intérieure. Cela a sans doute tenu essentiellement à la rigidité des structures de la production qui était la conséquence de la politique économique appliquée en France au cours des années 40. Les hausses des prix de produits intermédiaires dues à la formation de certains goulots d'étranglement ont pu être répercutées d'autant plus facilement que les salaires nominaux avaient fortement augmenté par suite des trois relèvements successifs du SMIG intervenus au cours des années 1950/51 et des majorations de salaires qui leur avaient fait suite dans la plupart des secteurs de l'économie.

Graphique 9 - Conjoncture et balance des paiements en France
en milliards de FF 1950-1970



Source : Tableaux A 34 et A 35 ainsi que tableau A 32

a) en trait plein : degré d'utilisation des capacités; en trait discontinu :
solde de la balance des paiements courants en milliards de FF; en pointillé :
solde de la balance commerciale en milliards de FF

92. A l'échelle mondiale, la phase descendante du cycle conjoncturel a commencé en 1952 et s'est poursuivie jusque dans le courant de l'année 1954. Si l'on considère l'ensemble du cycle qui va de 1950 à 1954, le niveau des prix français a augmenté par rapport à celui des pays partenaires: la hausse des prix intérieurs et des prix à l'exportation des produits industriels a été jusqu'en 1952 beaucoup plus forte que dans les pays partenaires de la France, sans que cette disparité se soit atténuée au cours de la phase de décroissance (tableaux 12 et A8). Ceci n'est pas en contradiction avec le fait qu'au cours de cette période, les prix des exportations globales de la France ont augmenté moins rapidement que les prix correspondants dans les pays partenaires. On peut penser que cette hausse plus modérée des prix des exportations globales de la France est la conséquence du blocage général des prix institué en 1952, qui s'appliquait aux échanges extérieurs de biens et services.
93. La hausse relativement rapide des prix français au cours des années 50 peut être attribuée essentiellement aux mouvements de prix enregistrés au cours du cycle conjoncturel dominé par la guerre de Corée. Il ne semble pas toutefois qu'il se soit agi d'un mouvement d'adaptation de nature inflationniste qui aurait résulté d'une sous-évaluation du franc au début du boom de Corée. En effet, si le franc avait alors été sous-évalué, la balance des paiements courants de la France n'aurait pas dû se détériorer étant donné l'expansion de la demande qui a été enregistrée à l'échelle mondiale au cours des années 1951 et 1952. C'est ainsi par exemple que contrairement à ce qui s'est passé pour la France, la balance des paiements courants de la république fédérale d'Allemagne s'est améliorée au cours de cette phase. C'est pourquoi on doit, pour le moment, considérer comme inexacte la première hypothèse avancée pour expliquer la hausse comparativement forte des prix français - à savoir que la France était en 1949, par comparaison avec les autres pays, un pays "bon marché". Il paraît en tout cas plus plausible d'admettre que le cours fixé en 1949, compte tenu des

entraves aux échanges qui existaient alors, n'était pas très éloigné du cours d'équilibre et que le boom de la guerre de Corée a rendu virulentes des tendances à la hausse des prix qui existaient en France à l'état latent. En conséquence, le franc a paru nettement surévalué au plus tard en 1953/54. Il convient d'examiner si cette supposition s'est confirmée au cours des années suivantes.

94. Les disparités de prix qui se sont instaurées après le boom coréen ne se sont pas atténuées jusqu'en 1958, les prix à l'exportation et à l'importation en France et à l'étranger ayant dans l'ensemble évolué de la même façon de 1954 à 1957 (graphiques 2 et 7). Si, étant donné cette disparité des prix, le franc était nettement surévalué, on doit se demander comment l'économie française a pu traverser ces années sans connaître de crise sérieuse de la balance des paiements. Il semble que ce soit essentiellement - ce qui est tout à fait conforme à la deuxième hypothèse explicative - grâce aux mesures de régulation du commerce extérieur, mesures que le gouvernement français ne s'est résolu à éliminer au cours des années 50 qu'avec beaucoup d'hésitations. Celui-ci, après avoir supprimé en octobre 1953 le contrôle des changes qui avait été institué en 1952, a procédé à l'élimination progressive des contingents d'importation. S'il est vrai qu'à la fin de 1955, la France avait rempli, à raison de 80 % environ, les engagements internationaux qu'elle avait pris dans ce domaine, on était encore loin du libre échange; par exemple, les taxes "temporaires" à l'importation étaient encore perçues et les primes à l'exportation instituées en faveur de certaines branches (1) continuaient d'être versées.

1) Les exportateurs pouvaient notamment se faire rembourser, à titre de compensation des charges sociales, un montant atteignant selon la branche jusqu'à 15 % de la valeur des produits exportés.

95. Le fait qu'il n'y a pas eu à l'époque de crise de la balance des paiements tient également à ce que la balance des paiements courants s'est redressée à partir de 1953 en raison de divergences entre l'évolution conjoncturelle en France et à l'étranger (graphique 9). Le boom de la guerre de Corée a été suivi, en France comme dans d'autres pays, par une phase de ralentissement de la conjoncture qui toutefois a duré en France un an de plus que dans les pays partenaires. C'est également avec un décalage d'une année environ par rapport à l'évolution internationale que la France a connu en 1955 une nouvelle phase d'expansion; celle-ci a atteint son point culminant en 1956/57, époque où est venu s'ajouter à l'expansion de la demande de biens de consommation et d'investissements du secteur privé un gonflement des dépenses de l'Etat suscité par la guerre d'Algérie, tandis que la crise de Suez entraînait une augmentation des investissements sous forme de stocks. Ainsi qu'il ressort du graphique 9, la balance des paiements courants et la balance commerciale ont réagi de façon parfaitement "classique" à l'évolution conjoncturelle; alors qu'elles s'étaient redressées jusqu'en 1955, les tendances à la détérioration ont repris le dessus en 1956 et 1957.
96. La reprise de l'expansion et la nouvelle poussée des prix qui en a résulté ont aggravé la situation de la balance des paiements. Dès 1956, la France se trouvait de nouveau placée devant le problème d'un important déficit de la balance des paiements courants allant de pair avec un taux d'inflation élevé. En 1956, le déficit aurait peut-être été moins grand, mais le taux d'inflation probablement plus élevé si le gouvernement n'avait pas limité la hausse des prix par des "importations de choc" sélectives. En 1957, le problème de la balance des paiements s'est trouvé aggravé du fait que l'essor de l'économie française coïncidait avec un fléchissement de la conjoncture dans les pays partenaires (graphique A 11). Alors qu'en 1956 les efforts des autorités responsables de la politique économique étaient encore axés sur la politique de lutte contre l'inflation, le problème de

la balance des paiements est passé en 1957 au premier rang de leurs préoccupations : après une série de mesures provisoires de politique commerciale, une dévaluation de fait du franc a été réalisée au mois d'août 1957 par la biais de l'"opération 20%". Sur le plan de la politique des prix, cette mesure se défendait d'autant mieux que les prix à l'importation en dollars tendaient à baisser en raison de la situation conjoncturelle qui régnait dans les pays partenaires de la France et de la chute des cours des matières premières et des taux de fret sur les marchés mondiaux.

97. En décembre 1957, le blocage des prix a été supprimé, avec cette conséquence que les prix intérieurs, dont la hausse avait jusque-là été refoulée, ont de nouveau augmenté fortement. Les prix à l'exportation français n'ont nettement baissé par rapport à ceux des pays partenaires qu'en 1958 et - après la nouvelle dévaluation de 17,5% intervenue en décembre 1958 - au cours de l'année 1959 (graphiques 1 et 2)¹⁾. Cette évolution s'est immédiatement répercutée sur la balance des paiements courants : bien qu'en 1958 le fléchissement conjoncturel ait été moins accentué qu'à l'étranger, le déficit de la balance des paiements courants a diminué par rapport aux deux années précédentes; cette dernière est redevenue excédentaire en 1959, pour la première fois depuis 1955. Après cette remise en ordre des taux de change, la voie était libre pour la mise en oeuvre de nouvelles mesures de libération dans le cadre de la CEE et d'autres accords internationaux.

(1) L'"opération 20%" a été transformée en juin 1958 en une dévaluation correspondante.

La période allant de 1959 à 1967

98. Au cours de la période allant de 1959 à 1967, la participation de la France à la division internationale du travail s'est notablement accrue. A prix constants, la part des exportations dans le produit national brut est passée de 14,7% à 17,9%, et la part des importations dans la consommation intérieure est montée de 13,5% à 17,7%. Au cours de cette période, l'économie française a traversé deux cycles conjoncturels.

Le cycle 1959 - 1962/63

99. La phase de récession conjoncturelle qui a commencé en 1958 et a atteint son point le plus bas en 1959 a été immédiatement suivie d'une nouvelle période d'expansion. Ainsi, un décalage d'environ un an a de nouveau été observé entre la conjoncture française et la conjoncture mondiale. L'évolution des prix des importations et des exportations au cours de la phase de récession et de la période d'expansion qui lui a fait suite a été caractérisée par de fortes fluctuations, qui étaient étroitement liées aux dévaluations antérieures:

- les exportations françaises sont devenues meilleur marché en 1958 et 1959 du fait des dévaluations et n'ont à nouveau renchéri qu'au cours de la période d'essor conjoncturel qui a caractérisé l'année 1960. Sans doute les prix à l'exportation des pays concurrents ont-ils également fléchi en 1958 et 1959 sous l'effet de l'affaiblissement de la conjoncture mondiale, mais leur baisse a été moins accentuée que celle des prix français. En réaction à la dévaluation, les prix français à l'exportation ont augmenté en 1960 à un rythme nettement plus rapide que ceux des pays concurrents,

.../...

notamment dans le secteur des produits industriels. Cependant, aussi bien en termes absolus que par comparaison avec la variation des prix des pays concurrents, leur hausse a été moins forte que la baisse précédente, de sorte qu'il n'y a plus eu après 1960 de surévaluation du franc comme celle qui avait manifestement existé en 1957. On peut dire au contraire que les dévaluations avaient entraîné une sous-évaluation.

par suite des dévaluations, les importations françaises ont également encheri brusquement; en 1958, année où la conjoncture mondiale a marqué un ralentissement, leur augmentation a toutefois été moins forte qu'en 1957 et 1959 (graphique 7). Les producteurs français ont rapidement mis à profit les marges de hausse ainsi créées, mais cependant pas dans une mesure telle que l'avantage concurrentiel qui leur avait été conféré par la dévaluation ait été entièrement résorbé en 1960. En 1961 et 1962, années où les prix des produits industriels importés ont baissé, l'économie française s'est de nouveau trouvée exposée à une concurrence accrue émanant de l'étranger; cependant, la conjoncture intérieure étant encore assez soutenue, les producteurs nationaux n'ont pas été contraints de réagir également par des baisses des prix.

100. Les dévaluations, jointes au fait que la reprise de la demande commença dans les pays partenaires plus tôt qu'en France, ont entraîné en 1960 un essor conjoncturel dont les exportations ont constitué le moteur.

En 1959, les exportations ont augmenté de plus de 13% en volume et de 21% en valeur par rapport à l'année précédente (tableau 13). En revanche, les importations n'ont progressé que faiblement, comme on pouvait s'y attendre en raison des divergences dans l'évolution conjoncturelle et de la hausse du niveau des prix des produits importés : leur taux de croissance s'est établi

Tableau 13 - Importations et exportations de la France.

1959 - 1970

Variations par rapport à l'année précédente en %.

Année	Importations			Exportations		
	Prix ^{a)}	Volume	Valeur	Prix ^{a)}	Volume	Valeur
1959	4,5	0,4	4,9	6,6	13,4	21,0
1960	1,9	15,6	17,8	1,9	17,1	19,4
1961	- 0,1	6,9	6,8	0,1	5,0	5,2
1962	- 0,1	8,6	8,5	0,6	2,6	3,2
1963	1,6	11,7	13,5	2,1	8,3	10,6
1964	2,0	12,9	15,1	2,6	8,0	10,8
1965	0,6	3,3	4,0	0,4	11,8	12,2
1966	1,7	13,9	15,8	1,5	8,4	10,1
1967	- 1,1	7,7	6,5	- 0,3	7,1	6,9
1968	- 0,3	12,8	12,6	- 0,2	10,3	10,1
1969	6,4	18,3	25,9	4,8	14,9	20,4
Moyenne annuelle 1960-1969 :	1,2	11,1	12,5	1,4	9,3	10,8

a) en FF.

à 4,9% en valeur et à 0,4% en volume. Ainsi, la France a pu enregistrer en 1959 et au cours des années suivantes des excédents exceptionnellement importants de sa balance des paiements courants.

102. En ce qui concerne l'évolution des prix à la production sur le marché intérieur, on constate au cours du cycle conjoncturel un phénomène anormal à première vue : malgré une augmentation du taux d'utilisation des capacités de production qui s'est poursuivie jusque dans le courant de l'année 1962, la hausse des prix s'est ralentie de 1958 à 1962 (graphiques 7 et A8) : ce phénomène paraît anormal eu égard également aux importants excédents de la balance des paiements courants enregistrés en 1959 et 1960, puisque d'après la théorie de la balance des paiements ceux-ci constituent un facteur d'inflation. Ce mouvement insolite est cependant facile à expliquer. Il résulte des fortes hausses des prix enregistrées au cours de la phase de haute conjoncture de 1957. Vers la fin de l'année, le blocage des prix a été supprimé, alors que la demande intérieure et extérieure était en forte expansion, ce qui s'est traduit par une hausse rapide du niveau des prix. Cette évolution s'est accentuée au cours des années suivantes sous l'effet de la dévaluation, bien que la conjoncture française se soit notablement ralentie et que le gouvernement se soit efforcé de limiter la pression du marché intérieur en mettant en oeuvre une politique budgétaire et monétaire restrictive. Cette politique n'a produit ses effets qu'à partir de 1960; de plus, le fléchissement des prix des produits industriels importés observé au cours des années 1961 et 1962, qui était imputable en partie à des mesures de libération des échanges, a produit un effet stabilisateur.

.../...

103. Au fur et à mesure que l'essor de la conjoncture intérieure s'accroissait, la tendance à l'amélioration de la balance française des paiements s'affaiblissait. A partir de la fin de l'année 1959 et du début de l'année 1960, alors que d'une part la conjoncture extérieure était déjà caractérisée par une diminution des taux de croissance de la production industrielle et par un taux d'utilisation des capacités de production qui restait à peu près constant et que d'autre part l'essor conjoncturel en France approchait seulement de son point culminant, les excédents de la balance des paiements courants ont recommencé à diminuer, mais se sont cependant maintenus pendant quelque temps encore à un niveau assez élevé (graphique 9). Les conjonctures française et internationale atteignent le point le plus bas du cycle à peu près simultanément, vers la fin de l'année 1962 et le début de 1963.

104. La phase de ralentissement qui s'est étalée sur les années 1962 et 1963 s'est accompagnée non seulement d'une baisse du prix des importations, mais aussi d'une remarquable stabilisation des prix à l'exportation, et cela aussi bien en France que dans les pays partenaires (graphiques 1, 3 et 7). L'interdépendance internationale des prix semble avoir été très étroite au cours de cette phase. Le solde de la balance / des paiements courants a diminué au cours de la phase de ralentissement. La balance commerciale est devenue très nettement déficitaire en 1962 et 1963. Bien qu'à l'époque, la conjoncture française ait encore une fois suivi l'évolution de la conjoncture mondiale avec un certain décalage, cette réaction de la balance commerciale et de la balance des paiements courants doit être considérée comme atypique, en particulier si l'on considère que quelques années auparavant le franc avait fait l'objet d'une dévaluation draconienne. De toute évidence, l'avantage concurrentiel conféré par la dévaluation était, à la fin du cycle conjoncturel allant de 1959 à 1963, "résorbé" dans une mesure telle qu'une tendance à la détérioration ne pouvait être évitée malgré un affaiblissement des facteurs internes d'expansion. Cette supposition est en tout cas corroborée par

la comparaison entre l'évolution à moyen terme des prix français et celle des prix étrangers. De 1959 à 1963, les taux de progression annuelle ont été les suivants :

- pour les exportations françaises de produits industriels, 1,6%,
- pour les prix à l'exportation des pays concurrents, 0,7%,
- pour les prix français à la production dans les secteurs exposés à la concurrence des importations, 1,9% et
- pour les prix à l'importation correspondants, 0,01%.

105. En ce qui concerne le rapport entre l'évolution de la balance des paiements et l'évolution des prix pendant l'ensemble du cycle conjoncturel, il n'y a pas eu de mouvement en "ciseaux", comme ce fut souvent le cas dans la République fédérale d'Allemagne. Lorsque les termes de l'échange se sont améliorés, la balance des paiements courants est devenue excédentaire et elle est redevenue déficitaire lorsque les termes de l'échange se sont détériorés. Ce parallélisme tient vraisemblablement à ce que les entreprises françaises ont pratiqué une politique des prix moins défensive que les entreprises de l'Allemagne de l'Ouest et à ce que les disparités conjoncturelles étaient dans le cas de la France d'une autre nature qu'en République fédérale d'Allemagne.

Le cycle allant de 1963 à 1967

106. Le cycle conjoncturel qui a commencé en 1963 a été moins influencé que le précédent par des impulsions émanant de l'extérieur. Cela tient en partie à ce que la conjoncture française et la conjoncture internationale se sont redressées à peu près simultanément (bien que dans une large mesure

.../...

indépendamment l'une de l'autre). En France, les principales impulsions imprimées à la demande ont émané de l'Etat, dont les dépenses se sont accrues en 1963 de plus de 13% par rapport à l'année précédente. La demande des Français rapatriés d'Algérie, encore renforcée par les aides accordées par le gouvernement, a constitué un facteur d'expansion supplémentaire. En revanche, la demande étrangère a moins participé à l'expansion parce que - contrairement à la situation dans laquelle on se trouvait après les dévaluations de la fin des années 50 - il n'y avait en 1963 pour ainsi dire plus d'écart entre d'une part les niveaux des prix à l'exportation en France et à l'étranger et d'autre part le niveau des prix des importations et celui des prix à la production en France.

107. Sous l'effet de l'expansion conjoncturelle, la balance des paiements courants de la France est rapidement devenue déficitaire; cette détérioration a tenu notamment à ce que les taux de croissance des investissements français avaient constamment diminué de 1959 à 1962, de sorte que le pays ne disposait que d'un potentiel de production modeste pour répondre à la demande en expansion. Après une phase d'affaiblissement des taux d'inflation qui a porté sur plusieurs années, la hausse du niveau des prix intérieurs s'est accélérée à partir de 1963, comme on pouvait le prévoir eu égard à l'évolution conjoncturelle. Les prix des importations ont augmenté parallèlement à ceux du marché intérieur. On constate également que les niveaux des prix à l'exportation en France et dans les pays concurrents ont évolué dans le même sens.

108. Cependant les taux de progression des prix des importations ont été moins élevés que ceux des produits nationaux avec lesquels ils étaient en compétition et les produits d'exportation français ont enchéri plus rapidement que les produits étrangers concurrents. La hausse des prix intérieurs

qui apparaît très forte si on la compare avec l'évolution observée dans les autres pays et qui est allée de pair avec une tendance à la détérioration de la balance des paiements courants, exclut formellement le diagnostic selon lequel la France aurait importé l'inflation au cours de la phase d'expansion des années 1963/64; c'est bien plutôt le contraire qui s'est produit : il y a eu importation de "stabilité".

109. La poussée inflationniste française, qui au cours des années 1963 et 1964 s'est communiquée aux autres pays par le jeu des mécanismes de la balance des paiements et des prix, résultant aussi du fait qu'après le début de la phase d'expansion, l'économie française avait connu une reprise très brusque qui avait atteint son point culminant dès 1964, alors que dans la plupart des pays partenaires le mouvement ascendant avait été beaucoup plus régulier. La France, qui jusqu'en 1962 avait plutôt figuré l'arrière-garde dans le mouvement conjoncturel international, se trouva brusquement, en 1963/1964, dans le rôle d'avant-coureur, avec cette conséquence que la balance des paiements courants redevint déficitaire pour la première fois depuis 1958. Le gouvernement français s'efforça de mettre un terme à cette évolution qui menaçait d'aboutir à une nouvelle crise inflationniste et à un déséquilibre de la balance des paiements, en adoptant dès 1963 des mesures de stabilisation qui avaient pour but de ramener le taux national d'inflation de près de 5% à 3% environ et rétablir ainsi l'équilibre de la balance des paiements.
110. Dès le début de 1963, une orientation restrictive avait été imprimée à la politique monétaire; à l'automne de la même année, ce caractère restrictif a été accentué par un relèvement du taux de l'escompte et l'institution de contrôles du crédit.

.../...

A la fin de 1963, des mesures d'ordre fiscal furent également prises. En conséquence, les dépenses de l'Etat n'ont plus augmenté que de 7% à peine en 1964, bien que les recettes se soient accrues de plus de 13%. A cela vient s'ajouter un blocage des prix au niveau de la production et une réduction décidée pour des motifs conjoncturels des droits de douane. Bientôt, cette politique de stabilisation porta ses premiers fruits et en 1964, les hausses des salaires furent moins rapides qu'en 1963. L'élargissement de l'offre de travail dû à l'afflux des rapatriés à une réduction de la durée du service militaire ont également joué un rôle à cet égard. L'expansion de la consommation privée se ralentit notablement. Le degré d'utilisation des capacités dans l'industrie baissa depuis le début de 1964 jusqu'au début de 1965.

111. Alors que 1965 a encore été pour la plupart des pays industrialisés une année de haute conjoncture, la France connut à cette époque une récession; il en fut d'ailleurs de même pour l'Italie. Contrairement à l'indice du coût de la vie, dont la progression s'était nettement ralentie de 1963 à 1965, les prix français à l'importation et à l'exportation ne réagirent que faiblement à la stabilisation intérieure. La hausse des prix à l'exportation, qui avait été très forte en 1964, se ralentit quelque peu en 1965 mais recommença à s'accélérer en 1966. La hausse des prix des produits concurrencés par les importations se poursuivit en 1965 à un rythme à peine ralenti. Les divergences constatées entre l'évolution des prix intérieurs et celles des prix du commerce extérieur^{ont} manifestement tenu à ce qu'en 1965 et 1966, l'accélération de l'inflation à l'étranger a dispensé les producteurs français de devoir baisser leurs prix.

.../...

Par conséquent, les influences inflationnistes émanant de l'étranger ont été à cette époque plus fortes que les facteurs de stabilisation internes. Alors qu'en 1963/64 les impulsions inflationnistes avaient eu leur origine en France, en 1965 et 1966 la France s'est à nouveau trouvée entraînée dans le tourbillon d'une inflation mondiale accélérée. Cette évolution peut être comparée à un mouvement de bascule, dans lequel c'est tantôt un pays et tantôt l'autre qui relance l'inflation.

112. Etant donné la tendance ascendante de la conjoncture mondiale, il n'était pas difficile de mettre un terme à la récession conjoncturelle en France. Dès 1965, la balance des paiements courants était redevenue excédentaire sous l'effet de la hausse des prix à l'étranger et du fléchissement de la conjoncture intérieure. Les résultats recherchés ayant été obtenus, le gouvernement mit un terme à l'action de stabilisation. Au 2ème trimestre de 1965, une orientation expansionniste fut donnée à la politique du crédit. De plus, les réglementations relatives au crédit à la consommation, qui avaient été rendues plus restrictives au cours de la période d'expansion, furent à nouveau réalignées sur les conditions qui prévalaient en 1963. La demande du secteur privé commença à marquer une reprise. En 1966, les investissements progressèrent nettement, et l'économie française connut au milieu de l'année un nouvel essor, plus modéré toutefois que celui de 1964. Cependant, la France ne put se soustraire à l'influence du fléchissement conjoncturel observé à l'échelle mondiale, qui s'est traduit à partir du milieu de 1966 par un ralentissement de la croissance des exportations françaises, bien que le gouvernement ait pris en 1966 de nouvelles mesures de soutien de la conjoncture. Le cycle conjoncturel atteignit son point le plus bas à peu près au milieu de l'année 1967. La tendance à la détérioration de la balance des paiements courants observée depuis 1966 fut momentanément interrompue par la récession conjoncturelle.

113. A partir de 1966, l'évolution des prix des importations et des exportations a été conforme à la tendance à la stabilisation qui prédominait aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Au cours de la phase d'évolution synchrone de la conjoncture, on a donc pu constater de nouveau une interdépendance internationale des prix assez étroite. En 1967, les prix à l'exportation français ont baissé comme ceux de la plupart des pays concurrents. Les prix des importations en France ont également marqué un fléchissement. Comme cela s'était déjà produit en 1961 et 1962, où les prix à l'importation avaient baissé, l'évolution des prix s'est modérée pour les produits exposés à la concurrence des importations, sans toutefois aller, comme d'ailleurs en 1961 et 1962, jusqu'à amorcer un mouvement de baisse.

114. Au cours de plusieurs phases du cycle conjoncturel, on a pu diagnostiquer une interdépendance à court terme entre l'évolution des prix en France et à l'étranger. A moyen terme, c'est-à-dire si l'on considère l'ensemble du cycle conjoncturel, les prix à l'exportation français ont augmenté à peu près dans la même mesure que ceux des pays concurrents. De 1962 à 1967, les prix des exportations de produits industriels ont augmenté annuellement :

- de 1,4% en France et
- de 1,5% dans les pays concurrents du groupe OCDE.

Du côté des importations, la situation apparaît quelque peu différente. Au cours de la période 1962-1967, les taux de progression des prix ont été les suivants :

- 1,1% pour les prix à l'importation
- 1,6% pour les prix à la production en France des mêmes biens exposés à la concurrence étrangère.

L'interdépendance des prix à moyen terme a donc été beaucoup plus étroite du côté des exportations que du côté des importations. Au cours du cycle conjoncturel, la position concurrentielle de la France est restée à peu près inchangée sur les marchés d'exportation, mais il semble qu'elle se soit détériorée sur les marchés intérieurs soumis à la concurrence de produits importés. Par conséquent, la détérioration de la balance commerciale qui ressort de la comparaison entre 1967 et 1962 semble être imputable davantage à une augmentation rapide des importations qu'à une trop lente progression des exportations. En tout cas, si la part de la France dans les exportations mondiales a augmenté de 0,08 point de 1962 à 1967, sa part dans les importations mondiales s'est accrue dans le même temps de 0,45 point.

Le cycle conjoncturel depuis 1967.

115. Une nouvelle expansion conjoncturelle a pris naissance en France et dans les pays partenaires de la France vers le milieu de 1967. Tout permettait d'abord de penser que se maintiendrait le synchronisme de la conjoncture européenne, auquel la France participait depuis 1966. Mais, en France, l'expansion fut brutalement interrompue par les troubles sociaux de mai 1968. La production intérieure brute subit une baisse très forte, mais de courte durée. Dès le troisième trimestre de 1968, l'expansion reprit avec la même intensité qu'à l'étranger. L'effet des événements de mai sur l'évolution des coûts et des prix ainsi que sur la balance de paiements fut plus persistant.

116. L'expansion avait été précédée d'une récession provoquée surtout par deux facteurs : d'une part, un fléchissement de la demande des consommateurs, en particulier, pour les biens de consommation durables, d'autre part, une incidence persistante sur la conjoncture française de la récession enregistrée simultanément dans certains pays partenaires importants comme la République fédérale. En 1967, la demande intérieure de biens d'investissement avait augmenté sensiblement au même rythme que l'année précédente. Le gouvernement français avait pris en 1967 des mesures de relance destinées à stimuler la consommation privée et les investissements. Les dépenses publiques avaient augmenté un peu plus qu'en 1966. L'impulsion venue de l'extérieur avait été forte et à partir du deuxième trimestre de 1967, les exportations françaises avaient recommencé à augmenter avec la reprise de la conjoncture à l'étranger.
117. Au début de cette reprise, la balance commerciale française devint excédentaire, mais dès le troisième trimestre de 1967, l'accroissement des importations déclencha la détérioration conjoncturelle habituelle dans la phase d'expansion, renforcée cette fois par la dévaluation de la livre et d'autres monnaies. La balance commerciale accusa, de nouveau, un brusque déficit à la suite des troubles en mai et juin 1968; si les exportations diminuèrent fortement du fait des baisses de production, les importations diminuèrent relativement peu (tableaux A 36 et A 37).
118. Les grèves obligèrent les entrepreneurs et le gouvernement à faire d'énormes concessions en matière de salaires. La poussée des coûts qui en résulta fut toutefois atténuée par les progrès sensibles de la productivité au second semestre de 1968 dus à un accroissement rapide de l'utilisation des capacités.

De ce fait, les prix à la production en France restèrent d'abord relativement stables; la baisse des prix à l'importation pourrait également contribuer à expliquer cette évolution. Les prix français à l'exportation n'augmentèrent que faiblement grâce sans doute à l'effet d'atténuation exercé par la baisse des prix étrangers à l'exportation. Cependant, l'action stabilisatrice sur les prix n'est pas venue seulement de l'étranger. Le gouvernement aussi s'est constamment efforcé de maintenir les prix à un niveau relativement stable, pour éviter que les augmentations de salaires ne soient amputées par des adaptations inflationnistes trop fortes, pour préserver la compétitivité internationale de l'industrie française et pour empêcher une aggravation du déficit de la balance commerciale.

119. La principale mesure a consisté à obliger les entrepreneurs à ne pas augmenter leurs prix au-delà de certaines limites. La politique de blocage des prix qui datait de l'inflation de 1963 et qui était fondée sur une loi a fait place de plus en plus souvent à partir de mars 1966 à des accords de prix conclus entre le gouvernement et les groupements d'entrepreneurs. En 1968, ces accords furent étendus à la majeure partie de l'industrie et des accords analogues furent conclus pour le commerce et les services. Ils devinrent le principal instrument de la politique des pouvoirs publics en matière de prix. Les entreprises du secteur industriel durent s'engager à ne pas augmenter leurs prix de plus de 3 % entre le 30 avril et le 31 décembre 1968; les entreprises qui n'acceptèrent pas cet engagement furent soumises à la loi sur le blocage des prix de 1963, qui subordonnait toute augmentation de prix à une autorisation.

C'est ainsi que les entreprises du commerce et des services qui ne souscrivirent à aucun accord furent tenues de justifier toute augmentation de prix après le 31 avril 1968. Les préfets obtinrent en outre le droit d'établir des règles de fixation des prix pour ces entreprises.

120. Cette politique des prix fut complétée par des mesures fiscales; c'est ainsi que furent décidées une réduction générale de l'impôt sur les salaires versés et la réduction pour certains biens d'investissement de la taxe sur la valeur ajoutée. Les marges de financement furent élargies grâce à la politique monétaire : de petites et moyennes entreprises obtinrent des bonifications d'intérêt, de même que les émetteurs privés d'emprunts privés. Enfin, les exportations furent encouragées par des quotas de réescompte et des taux d'escompte spéciaux. Il semble que ces mesures aient effectivement incité les producteurs français à n'augmenter que modérément leurs prix, en raison, à la fois, de la baisse des coûts résultant des mesures prises et, de la pression très forte exercée par les pouvoirs publics sur la politique des prix du secteur privé.

121. Bien que les prix français des produits exportés soient restés relativement stables grâce notamment aux subventions à l'exportation et que diverses restrictions à l'importation aient été imposées, le déficit de la balance commerciale française s'aggrava en 1968 : si les exportations avaient fortement augmenté, la demande d'importation stimulée par la conjoncture avait été nettement plus forte. On assista en même temps à une détérioration de la balance globale des paiements, une fuite de capitaux étant venue s'ajouter au déficit de la balance des biens et services lorsque le contrôle des changes institué en mai 1968 eut été levé en septembre.

En novembre 1968, la fuite des capitaux était telle et la pression sur le franc si forte qu'on parla de crise.

122. Le principal objectif du gouvernement français fut alors de rétablir l'équilibre de la balance des paiements et de redonner confiance dans le franc. La conférence monétaire de Bonn en novembre 1968 n'ayant abouti à aucun accord sur la modification des parités, le contrôle des changes supprimé en septembre fut rétabli. Si des mesures furent prises pour freiner la demande intérieure, c'est surtout sur le commerce extérieur que porta la politique de stabilité. Les impôts frappant les importations furent augmentés et des modalités de paiement plus strictes furent instaurées en vue de modérer les importations. Les subventions à l'exportation furent supprimées au début de 1969, mais la suppression de l'impôt sur les salaires versés semble avoir eu un certain effet compensateur en continuant à stimuler les exportations.

123. Ces mesures ne permirent toutefois pas une amélioration durable de la balance des paiements. Après avoir marqué une légère tendance à redevenir excédentaire au second trimestre de 1969, la balance commerciale fut ensuite de plus en plus déficitaire. C'est alors que le gouvernement français se résolut enfin en août 1969, à dévaluer le franc de 11,1 %. Jointe à une politique intérieure plus restrictive et à la haute conjoncture que connaissait le reste de l'Europe, cette mesure donna bientôt d'excellents résultats.

.../...

Immédiatement après la dévaluation, la balance commerciale marqua une nette tendance à devenir excédentaire, les importations ayant diminué jusqu'à la fin de 1969 et les exportations ayant progressé en flèche.

124. La dévaluation ne fit toutefois baisser que faiblement le prix des marchandises françaises et encore cette baisse ne fut-elle que temporaire. Les prix en francs des exportations de marchandises avaient déjà dépassé de 9 % au quatrième trimestre de 1969 et de 11 % au premier trimestre de 1970, leur niveau du second trimestre de 1969. Au printemps de 1970 au plus tard, les exportations françaises de marchandises étaient donc redevenues, en dollars, aussi chères qu'avant la dévaluation. La dévaluation a par conséquent notablement amélioré les profits des entreprises orientées vers l'exportation. En même temps, celles-ci ont acquis un avantage concurrentiel sur les marchés étrangers du fait de l'augmentation sensible des prix à l'exportation dans les pays concurrents et de la réévaluation du DM en novembre 1969. Si les prix des produits industriels français à l'exportation ne dépassaient que de 3,7 % en 1970 leur niveau de 1968, tandis que dans les pays concurrents ces prix s'étaient élevés de 10,4 % au cours de la même période (tableau A 8), cela est dû surtout aux mesures monétaires prises par la France et la République fédérale.

125. La position concurrentielle de la France sur les marchés d'importation ne s'est toutefois pas améliorée de 1968 à 1970. En 1970, le niveau des prix des importations était de 16,8% plus élevé qu'en 1968, le niveau des prix des produits de substitution aux importations de 16,4 % plus élevé (tableau A 21).

On ne peut parler d'amélioration que lorsqu'on compare 1970 à 1969; les prix des importations ont augmenté de 11 %, les prix français à la production n'ont augmenté que de 6,7 %. Comme la dévaluation qui à elle seule a entraîné une augmentation du prix des importations de 12,5 %, se répercute déjà en partie dans l'indice de 1969, l'augmentation des prix des importations en comparaison annuelle de 1969 à 1970 a été supérieure au taux de la dévaluation.

126.

D'après les informations statistiques actuellement disponibles, les écarts de prix qui étaient apparus entre la France et ses concurrents sur les marchés d'exportation se sont accentués en 1971. Certes, le taux d'inflation en France en 1971, mesuré sur la base de l'indice des prix de consommation, qui a été légèrement supérieur à 5 %, a atteint le même niveau que le taux moyen de tous les grands pays industrialisés, mais la progression des coûts salariaux par unité produite a été, avec 6 % environ, plus faible que dans les autres pays de la CEE, en Grande-Bretagne et au Japon. Les valeurs moyennes des exportations françaises n'ont été au premier semestre de 1971 que de 1,7 % supérieures au niveau correspondant de l'année précédente. L'augmentation de prix des exportations a donc été plus faible en France que dans tous les grands pays industrialisés du monde occidental, à l'exception de la République Fédérale, où la réévaluation de 1969 a continué à faire sentir ses effets.

En outre, la flottaison des monnaies des principaux partenaires commerciaux de la France a entraîné, cette année-là, une nouvelle dévaluation de fait du franc qui - par rapport à l'ensemble des pays partenaires - dépassait légèrement 4% à la mi-décembre; la fixation des nouvelles parités le 19 décembre 1971 devrait cependant avoir considérablement atténué cet effet de dévaluation.

127. De la dévaluation de 1969 à ce jour, la France a importé de l'inflation plutôt que de la stabilité, étant donné que les efforts de stabilisation intérieure n'ont pas été soutenus par le commerce extérieur du fait de la sous-évaluation du franc. Cependant, le potentiel d'inflation inhérent au commerce extérieur n'a pas été éliminé jusqu'à présent par un processus d'adaptation à caractère inflationniste; l'évolution en 1971 devrait même l'avoir encore renforcé. Si la situation est restée relativement calme sur le front des prix en France, cela pourrait tenir aussi au fait qu'en septembre 1971, le gouvernement a conclu avec les entrepreneurs un accord valable jusqu'au printemps de 1972 et visant à limiter la hausse des prix industriels. En avril, un nouvel accord est entré en vigueur qui accorde aux entrepreneurs plus de possibilités d'augmentation des prix que le précédent.

128. La sous-évaluation du franc qui s'est manifestée jusqu'à la fin de 1971, au moins sur le plan des exportations, est comparable à son ampleur en tout cas à la sous-évaluation qui a suivi immédiatement la dévaluation de 1958. Au demeurant, la situation actuelle du commerce extérieur de la France est sans équivalent depuis la fin de la guerre.

../...

Peut-on maintenant tirer de l'évolution des exportations et des prix après 1959 des conclusions qui permettent de porter un jugement sur la situation en 1971 et de prévoir l'évolution possible dans les années à venir ?

129. L'évolution des prix des exportations en France après 1959 a été caractérisée dès 1960 par une très forte hausse qui a annulé une grande part de l'avantage concurrentiel résultant de la dévaluation. On ne pourrait sans doute s'attendre à une hausse analogue des prix en 1972 que si les conditions de l'offre intérieure et de la demande extérieure étaient comparables à celles de 1960. En ce qui concerne la situation conjoncturelle intérieure qui détermine les conditions d'offre à l'exportation, la France se trouve actuellement dans une reprise modérée qui succède à un léger fléchissement de la conjoncture. Certes, en 1958/59, la situation était semblable, mais déjà l'année 1960 était caractérisée par un boom stimulé par les exportations. Actuellement la situation du secteur des exportations en France n'est pas défavorable au développement d'une telle conjoncture à l'exportation qui contrebalancerait le climat encore réticent à l'intérieur, mais qui accélérerait également la hausse des coûts et des prix. Toutefois, la configuration de la demande n'est pas comparable à celle de 1960 où l'Europe occidentale se trouvait dans un boom : pour l'instant, une nouvelle reprise se dessine en Europe continentale appuyée par la relance prévalant déjà depuis un certain temps aux Etats-Unis et en Grande Bretagne. La conjoncture intérieure et extérieure offre actuellement aux exportateurs français la possibilité de profiter de leur position concurrentielle très favorable pour s'engager dans une conjoncture de production de masse à des prix peu élevés, qui pourrait leur ouvrir de nouveaux marchés étrangers et qui pourrait contribuer à une plus forte industrialisation de l'économie française.

.../...

La situation conjoncturelle, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, semble donc indiquer que la sous-évaluation actuelle du franc ne déclenche pas pour le moment de processus d'adaptation par l'inflation. Cette situation peut changer rapidement dans la seconde moitié de l'année si une nouvelle reprise s'amorce en République fédérale et dans d'autres pays de l'Europe continentale et si l'expansion s'intensifie aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Actuellement, la possibilité s'offre aux exportateurs français de profiter de leur position concurrentielle très favorable pour s'engager dans une conjoncture de production de masse à des prix peu élevés qui pourrait leur ouvrir de nouveaux marchés étrangers et entraîner l'économie française dans la voie d'une croissance où l'industrie jouerait un rôle plus important. Après 1958, cela n'avait pas été possible, comme le montre le rapport constant entre les exportations de produits industriels et le total des exportations (tableau A 2). Il reste à savoir si, cette fois, l'attitude des syndicats et des entreprises permettra ou favorisera ce processus. Toutefois, le danger existe que la sous-évaluation du franc ne déclenche bientôt un processus d'inflation d'adaptation. Selon les expériences précédentes des mouvements conjoncturels, les entrepreneurs français n'hésiteraient pas à procéder à des augmentations de prix si la demande extérieure devenait vigoureuse. Les syndicats auraient alors la possibilité de faire passer leurs "revendications de rattrapage" sans grande résistance de la part des entrepreneurs. Il paraît donc plus probable que le niveau des prix français subira au cours des deux prochaines années des hausses nettement plus fortes que les niveaux de prix de la plupart des pays partenaires.

.../...

Italie

130. Pour l'Italie également on peut distinguer de 1950 à 1971 trois phases caractérisées par une situation différente sur le plan de la conjoncture et du commerce extérieur :
- la phase allant de 1950 à 1958 au cours de laquelle l'économie italienne a recommencé à participer à la division internationale du travail. Cette phase a commencé dès 1947 avec les réformes De Gasperi-Einaudi et a atteint son premier point culminant au début du Marché commun;
 - la phase allant de 1958 à 1964/65 au cours de laquelle la conjoncture italienne et celle des autres pays industrialisés ont évolué en sens contraire (mouvement de pendule);
 - la phase qui a commencé en 1964/65 au cours de laquelle la conjoncture italienne a temporairement évolué pari passu avec la conjoncture de l'Europe occidentale, mais a connu ensuite à partir de 1969 une récession plus marquée que celle de ses partenaires commerciaux.

Ce sont ces trois phases qui seront examinées dans l'analyse qui suit.

La période allant de 1950 à 1958

131. De 1950 à 1958, l'économie italienne a connu une expansion ininterrompue. La production industrielle, qui a augmenté chaque année en chiffres absolus, a enregistré un taux de progression annuel moyen de 8,3 %, nettement supérieur à celui du groupe des pays membres de l'OCDE (5,5 %).

L'accroissement de la production industrielle par rapport à l'année précédente n'a été relativement faible qu'en 1952 (2,2%) et en 1958 (2,6%); ces deux années coïncident avec les points les plus bas du cycle conjoncturel de cette période. Entre ces deux années l'évolution de la conjoncture italienne a été beaucoup plus constante que celle des pays concurrents, de sorte que les variations à court terme des prix du commerce extérieur ainsi que celles de la balance commerciale ont été plus influencées par la conjoncture étrangère que par la conjoncture intérieure;

132. La réintégration dans l'économie mondiale après la guerre a commencé plus tôt en Italie que dans nombre de pays concurrents, grâce aux réformes De Gasperi-Einaudi. La libéralisation du commerce extérieur de l'Italie, amorcée à cette époque, ressort du fait que l'Italie avait presque entièrement libéré les importations originaires des pays membres de l'OCDE dès 1952, alors qu'à cette époque elle n'était tenue qu'à un taux de libération de 75 %. Dans ces conditions, un boom conjoncturel mondial comme celui qui a précédé la guerre de Corée et s'est poursuivi durant cette guerre, ne pouvait manquer d'avoir de profondes répercussions sur l'économie italienne. C'est ainsi que de 1950 à 1951 les exportations italiennes ont augmenté de plus de 35 % et les importations de plus de 45 % (tableau A 68). La tendance à la détérioration de la balance commerciale qui s'ensuivit a été dans une large mesure la conséquence de la pénurie de matières premières en Italie, les entreprises italiennes ayant dû importer surtout des matières premières industrielles, ce qui, du fait de la hausse mondiale des matières premières, a augmenté la valeur des importations. Les prix à l'exportation ont par contre beaucoup moins augmenté que les prix à l'importation.

133. Les tendances inflationnistes inhérentes à l'évolution des prix du commerce extérieur ainsi qu'à la pression de la demande intérieure se sont très rapidement répercutées sur l'économie interne. Si néanmoins le niveau général des prix a augmenté moins fortement que dans les pays concurrents, la raison pourrait en être surtout que l'utilisation des capacités était très faible au début de l'expansion. Cette hypothèse est en tout cas corroborée par le fait que la production industrielle, de 1950 à 1951, a augmenté beaucoup plus fortement en Italie que dans les pays concurrents membres de l'OCDE.
134. Le fléchissement mondial de l'expansion en 1952 a entraîné en Italie également un ralentissement de la croissance industrielle. Bien que les exportateurs italiens aient nettement baissé leurs prix et que les prix étrangers à l'exportation aient encore augmenté entre 1951 et 1952, le volume des exportations italiennes a fortement diminué (tableaux A 50 et A 68). Cette diminution a affecté surtout l'industrie textile qui en 1951 assurait encore près de 32 % des exportations de l'Italie. Le fléchissement brutal de la demande de textiles sur le marché mondial ainsi que les restrictions à l'importation que la France et le Royaume-Uni instaurèrent à la fin de 1951 pour protéger leur industrie textile entraînèrent en 1952 une baisse du volume des exportations de textiles de plus de 37 % par rapport à l'année précédente et ce bien que les exportateurs italiens aient baissé leurs prix d'environ 18 %. Ce fléchissement des ventes de textiles apparut comme le premier signe de la restructuration de l'assortiment des produits d'exportation. En 1952, les textiles ne représentaient plus que 20 % à peine du total des exportations et ce pourcentage a continué à diminuer les années suivantes. Par contre, les produits chimiques ainsi que les machines et véhicules automobiles ont pris une part de plus en plus importante dans les exportations.

135. Les prix italiens à l'importation diminuèrent en 1952, par suite du fléchissement mondial de la demande, moins cependant que les prix à la production du secteur des produits de substitution aux importations qui réagèrent très vivement au fléchissement brutal de la conjoncture italienne. Le déficit de la balance commerciale augmenta malgré les tendances à la récession. Il était dû non seulement à la baisse des exportations, mais également à une hausse persistante des prix des matières premières ainsi qu'à la mauvaise récolte de 1952. La crise de la balance des paiements qu'aurait dû entraîner l'évolution de la balance commerciale put toutefois être évitée grâce au Plan Marshall et au rapatriement de capitaux privés.
136. Une nouvelle reprise de la conjoncture s'amorça dès 1953 en Europe occidentale et atteignit son point culminant en 1955/56. Après avoir baissé en 1953 et 1954 - avec un retard d'environ un an par rapport aux prix italiens (1) - par suite de la récession, les prix à l'exportation des pays membres de l'OCDE commencèrent à monter au cours de la période de haute conjoncture en 1955. La hausse des prix à l'exportation des pays membres de l'OCDE se poursuivit jusqu'en 1958, année au cours de laquelle le fléchissement mondial de la conjoncture et la dévaluation du franc entraînèrent une baisse des prix à l'exportation.

(1) L'évolution des prix à l'exportation en Italie pour 1953 telle qu'elle est décrite dans les Bulletins Mensuels des Nations-Unies, ne concorde pas avec les données d'autres sources internationales et nationales. Même si l'on tient compte d'une différence de délimitation, les prix à l'exportation des produits industriels ont apparemment baissé, contrairement aux données des Nations-Unies. D'après la Statistica Annuale del Commercio con l'Estero de l'ISTAT, les prix à l'exportation des produits de l'industrie manufacturière ont baissé de 6,9 % en 1952 par rapport à 1951, de 4,8 % en 1953 par rapport à 1952 et de 2,5 % en 1954 par rapport à 1953. En 1953, les prix à l'exportation des produits industriels semblent avoir un peu moins baissé en Italie que dans les pays membres de l'OCDE. Cf. également FMI, Financial Statistics.

137. En 1953 l'économie italienne également s'est remise de la récession de l'année précédente. Les impulsions lui sont venues d'une reprise de la demande étrangère et de la constitution de stocks. Toutefois, contrairement aux pays membres de l'OCDE, l'Italie a gardé jusqu'en 1957 un degré d'utilisation des capacités techniques sensiblement égal à celui de 1953; la production industrielle a augmenté au taux de 8,7 %. Bien que la situation conjoncturelle ait été très favorable de 1954 à 1957, sur les marchés nationaux et étrangers, et que la concurrence étrangère ait augmenté ses prix à l'exportation, les exportateurs italiens n'ont pas augmenté leurs prix avant 1957; jusqu'à cette date, les prix de vente de l'Italie sur le marché mondial ont baissé chaque année en chiffres absolus et par rapport aux prix des pays concurrents (tableau A 52).

138. L'Italie a connu pendant quatre ans à partir de 1954 une conjoncture caractérisée par des ventes massives à bas prix qui, malgré la dépendance du pays à l'égard des matières premières, a permis aux exportations d'augmenter en valeur beaucoup plus rapidement que les importations, sauf en 1956. La balance commerciale a cependant été déficitaire en raison de la différence de niveau initiale entre les importations et les exportations. La forte progression des importations enregistrée en 1956 a plutôt été accidentelle:

- l'hiver rigoureux de 1955/56 a nécessité des importations de produits alimentaires supérieures à la moyenne;
- la crise de Suez a entraîné la constitution de stocks de matières premières;
- les prix des matières premières et les taux de frêt avaient fortement augmenté par suite des événements de Suez.

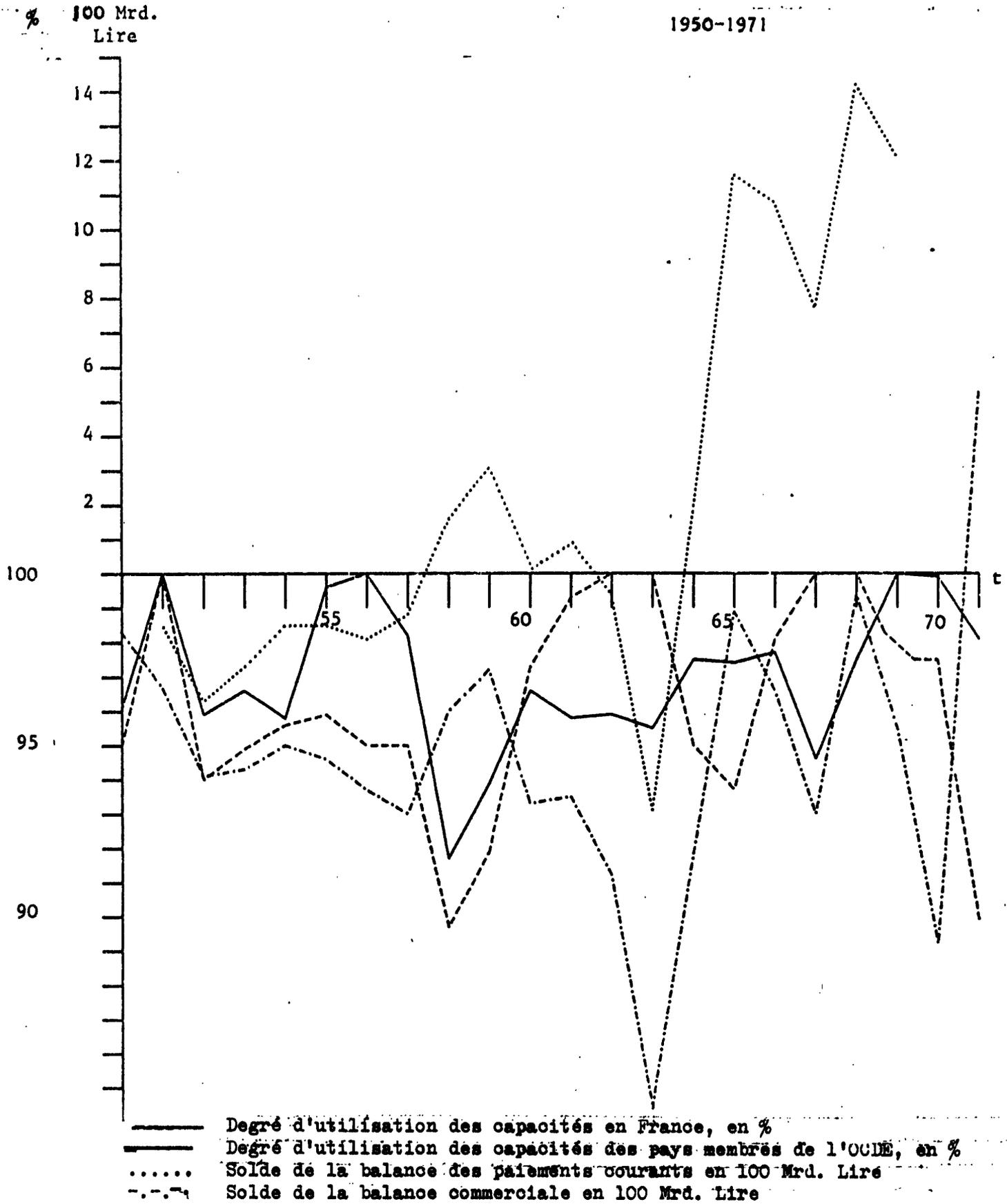
Bien que les importations aient encore fortement augmenté en valeur en 1957 - par suite surtout de la progression des importations imputable, pour une part, à des raisons conjoncturelles et, pour l'autre, à des raisons accidentelles (crise de Suez) - la balance commerciale de 1957 s'est soldée par un excédent.

139. L'évolution des prix dans les secteurs du commerce extérieur de l'Italie semble avoir puissamment contribué au fait que l'expansion, qui s'est maintenue de 1953 à 1957, est allée de pair avec une stabilité remarquable du niveau des prix (tableaux A 74 et A 75). Les tendances inflationnistes ne sont pratiquement devenues virulentes qu'en 1956, année au cours de laquelle s'est ajoutée à l'augmentation des prix à l'importation une forte hausse des prix des denrées alimentaires, due à la rigueur de l'hiver, ainsi que celle des salaires, due à leur indexation sur le coût de la vie.

160. On peut constater en 1958 à quel point l'Italie était intégrée dès la fin des années 50 dans l'économie mondiale - et partant dépendante du commerce extérieur. Certes, les investisseurs italiens ont pu porter un jugement pessimiste sur l'évolution de la demande intérieure après cinq années d'expansion, mais il semble que le facteur déterminant de la stagnation des investissements privés apparue pour la première fois depuis le début des années 50 soit le fléchissement de la conjoncture intervenu un peu plus tôt et plus brutalement dans les pays concurrents qu'en Italie (graphique 10). La stagnation de la demande privée d'investissements et l'évolution défavorable des exportations n'ont pu être compensées qu'en partie par la politique fiscale anti-cyclique du gouvernement italien.
161. Comme ils l'avaient déjà fait lors de la récession de 1952, les exportateurs italiens ont réagi très rapidement à la nouvelle situation conjoncturelle - d'autant plus que, du fait des dévaluations françaises, ils étaient soumis sur les marchés d'exportation à une concurrence accrue. En 1958 ils ont baissé leurs prix de vente d'une façon beaucoup plus marquante que leurs concurrents, ce qui leur a permis de maintenir leur position sur les marchés étrangers. Comme les prix à l'importation ont également fortement baissé et que - du fait de la conjoncture - le volume des importations n'a pas augmenté, la balance commerciale a continué à s'améliorer.

Graphique 10

Interdépendance internationale des mouvements
conjoncturels et balance des paiements de
l'Italie



Source; tableaux A 61, A 66 et A 67...

162. La forte baisse du niveau des prix à l'importation était due non seulement à des causes conjoncturelles, mais également à la baisse du prix des matières premières et des taux de frêt, qui étaient plutôt une réaction à l'évolution enregistrée pendant et après la crise de Suez et aux fortes dévaluations du franc de 1957/58. L'effet de stabilité que cette évolution des prix à l'importation a eu sur les producteurs nationaux est certainement imputable aux mêmes facteurs qui expliquent la stabilité relative du niveau des prix italiens au cours de la période d'expansion de 1959 à 1961.

Le cycle allant de 1958 à 1964/65

163. A la fin de 1958 une nouvelle reprise s'est amorcée, stimulée essentiellement par l'étranger et beaucoup plus rapide en Italie que dans les pays concurrents, ce qui s'explique surtout par le fait qu'au cours de la récession qui avait précédé, le degré d'utilisation des capacités de production et les prix à l'exportation avaient diminué plus fortement en Italie que dans les autres pays. Même en 1959, alors que la reprise était amorcée, les prix italiens à l'exportation ont encore baissé plus que ceux de la concurrence, ce qui pourrait être une conséquence des gains de productivité particulièrement élevés liés à l'utilisation des capacités. Inversement, les importateurs sur le marché italien se sont montrés plus sensibles à la conjoncture que les producteurs nationaux. C'est ainsi que les prix à l'importation dans le secteur des produits de substitution aux importations, s'ils n'ont pas augmenté aussi rapidement en 1959 qu'en 1958, ont encore augmenté plus rapidement que les prix à la production. Il fut plus facile aux exportateurs français, de baisser leurs prix, du fait des dévaluations du franc. La baisse des prix sur les marchés des matières premières allait également dans le sens d'une baisse des prix.
164. La balance commerciale de l'Italie qui était devenue excédentaire au cours de la récession, l'est restée lors de la reprise aussi longtemps que l'économie italienne a disposé de très fortes réserves de capacités. Un renversement total de la tendance s'est toutefois produit dès le milieu de 1959 : sous la poussée de la demande intérieure, la balance commerciale est devenue déficitaire. Il semble que l'année 1960 soit déjà le point culminant du cycle conjoncturel pour l'Italie et ses concurrents. Les prix à l'exportation des producteurs italiens,

de même que ceux de leurs concurrents étrangers sur les marchés internationaux, ont continué à augmenter fortement. Sur les marchés intérieurs italiens la hausse des prix est toutefois restée limitée.

165. Dans le courant de 1960, l'évolution de la conjoncture italienne s'est dissociée de celle des autres pays. Tandis qu'en Italie l'expansion se poursuivait à un rythme presque aussi rapide, on enregistrait dans les autres pays un fléchissement qui devait déboucher sur la récession qui atteignit son point culminant fin 1962/début 1963, tandis que l'expansion italienne atteignait un premier niveau record vers la fin de 1961 et son véritable point culminant environ deux ans après.
166. La poursuite de l'expansion a permis des progrès constants de la productivité, de sorte que dans le secteur des produits de substitution aux importations les prix à la production sont restés pratiquement stables et n'ont augmenté que faiblement dans l'ensemble du secteur industriel. L'interdépendance des prix a été très étroite au cours de cette phase, les prix à l'importation et les prix à la production ayant suivi de 1960 à 1962 une évolution presque parallèle. La stabilité relative des prix italiens n'a donc pas été perturbée par une influence extérieure.
167. Dans le secteur des exportations les progrès de la productivité se sont même traduits par des baisses de prix. Les exportateurs italiens ont apparemment été particulièrement soucieux, au cours de cette phase de fléchissement de la conjoncture internationale, de ne pas perdre,

dans l'intégration croissante, les parts du marché de la CEE qu'ils avaient obtenues (1). C'est pourquoi ils n'ont pas abandonné leur politique prudente en matière de prix. Par contre, les prix des exportateurs étrangers concurrents ont continué à monter en 1961, du fait notamment des réévaluations du DM et du florin hollandais. En 1962, lorsque le fléchissement de la conjoncture à l'étranger était devenu très net, les prix étrangers à l'exportation restèrent pratiquement stables.

168. C'est seulement en 1963, lorsque l'expansion italienne eut atteint son second et dernier record, tandis qu'à l'étranger s'amorçait une nouvelle reprise, que les producteurs italiens ont fait valoir leurs "revendications en matière de prix" : Les prix à la production intérieurs et les prix à l'exportation enregistrèrent une hausse sensible, tandis que les prix des concurrents étrangers restaient à peu près inchangés, tant sur les marchés d'exportation que sur les marchés d'importation. La principale cause de cette poussée des prix fut une vague de hausses des salaires. Au cours de la période d'expansion, le taux de chômage était tombé à moins de 3 % (1963). Pour la première fois on était arrivé très près du plein emploi. Etant donné la tension très forte qui régnait sur le marché de l'emploi, les salariés ont réussi à imposer des augmentations de salaires de plus de 10 %, qui en 1962 et 1963 n'avaient pu encore à peine être compensées par des progrès de la productivité et qui se sont répercutées sur les prix. Les prix à la consommation enregistrèrent en 1962 la hausse la plus forte depuis 1951. Du fait que les salaires étaient indexés sur les prix à la consommation et du renouvellement des conventions collectives,

(1) La part représentée par les pays de la CEE dans le total des exportations de l'Italie a augmenté de 44 % de 1958 à 1962. Pour la moyenne des pays de la CEE, Italie non comprise, cette progression n'a été que de 30,6 %. - Source : Istituto Nazionale di Statistica et Office statistique des Communautés européennes.

les salaires augmentèrent en 1963 plus encore que l'année précédente. Par suite du décalage des phases de la conjoncture entre l'Italie et l'étranger, la balance des paiements courants et la balance commerciale accusèrent en 1963 un déficit notable. Le déficit de la balance des paiements courants, mais surtout celui de la balance commerciale, a été si élevé en 1963/64 qu'il en est résulté une fuite des capitaux et une menace de dévaluation de la lire. Le gouvernement italien prit des mesures, destinées, par une modération de l'expansion, à freiner et même à inverser cette tendance au déficit. Vers le début de l'été de 1963 la politique du crédit devint plus restrictive et les pouvoirs publics s'efforcèrent en même temps de réduire le déficit budgétaire. Au printemps 1964, comme le renversement de la tendance se faisait toujours attendre et que la lire devait être soutenue par des crédits de stand-by, d'autres mesures furent décidées et notamment une majoration de l'impôt sur les ventes d'automobiles, et sur les huiles minérales, un resserrement du crédit à la consommation et une nouvelle réduction des déficits budgétaires du gouvernement central et des collectivités locales. En outre, le gouvernement s'efforça d'inciter les syndicats à la modération dans leur politique des salaires.

169. Toutes ces mesures ont finalement eu pour effet d'atténuer le processus inflationniste en Italie, mais au prix d'une forte récession dont le point le plus bas correspond au début de 1965. En même temps, la balance des paiements courants et la balance commerciale redevinrent rapidement fortement excédentaires. Les prix à la production, mais surtout les prix à l'importation augmentèrent moins en 1964 que l'année précédente; l'année d'après, les prix à l'exportation baissèrent même

alors que les prix à la production se maintenaient sensiblement au même niveau. Tandis que les producteurs italiens s'adaptaient ainsi à la conjoncture intérieure, les exportateurs étrangers, qui jouissaient d'une période d'expansion, augmentaient à nouveau leurs prix de vente. Sur le marché italien, en revanche, la hausse des prix à l'importation cédait sous l'effet de la récession.

170. Pendant ce cycle de la conjoncture italienne, l'interdépendance internationale des prix n'a été étroite que pendant la phase commune d'expansion sur les marchés d'exportation de 1959 à 1960 en raison du décalage sensible des phases de la conjoncture et un peu plus longtemps sur les marchés d'importation. Au cours des années suivantes, des différences sensibles se sont manifestées dans l'évolution des prix. Pour l'ensemble du cycle, on a pu constater de 1959 à 1965 une hausse, moyenne par année

- de 0,3 % pour les prix italiens à l'exportation des produits finis industriels
- de 1,5 % pour les prix à l'exportation des produits finis industriels dans les pays concurrents membres de l'OCDE
- de 2,0 % pour les prix italiens à la production dans le secteur des produits de substitution aux importations
- de 0,9 % pour les prix à l'exportation dans le secteur des produits de substitution aux importations.

L'évolution conjoncturelle depuis 1964/65

La phase allant de 1964/65 à 1969

171. C'est la demande étrangère suscitée par la haute conjoncture des pays partenaires, qui a donné fin 1964 à l'économie italienne l'impulsion déterminante de l'expansion. Cette relance a été soutenue dans le pays par l'abandon vers le milieu de 1964 de la politique économique restrictive, la balance commerciale étant redevenue excédentaire et les tendances à la hausse des prix s'étant atténuées, ce qui a permis de considérer que les objectifs de la politique restrictive avaient été atteints.
172. Malgré ce redressement très rapide de la conjoncture, l'expansion a été moins foudroyante qu'en 1959/60. Dès la fin de 1966 le degré d'utilisation des capacités de production a cessé d'augmenter pendant environ une année et demie, et les perspectives d'évolution étaient généralement pessimistes. Les prix à la production et à l'exportation sont restés, comme les prix du commerce extérieur des pays concurrents, pratiquement stables jusqu'en 1968. Les faibles variations constatées reflètent plutôt en ce qui concerne la conjoncture nationale, les prix italiens et en ce qui concerne la conjoncture internationale, les prix des pays concurrents.

173. La tendance de la balance commerciale a redevenir excédentaire a d'abord persisté au cours de la période d'expansion, la reprise étant essentiellement stimulée par la demande étrangère, mais plus la demande intérieure augmentait et plus la conjoncture étrangère s'affaiblissait, plus la balance commerciale retrouvait sa tendance traditionnelle au déficit. C'est au début de 1967, au moment où les décalages conjoncturels étaient les plus marqués que le déficit de la balance commerciale était aussi le plus élevé et c'est seulement après la reprise de l'expansion à l'étranger que la balance commerciale eut de nouveau tendance à devenir excédentaire.
174. Depuis le milieu de 1968 cependant, le jeu de pendule de la conjoncture entre l'Italie et ses concurrents semblait terminé; en effet, le degré d'utilisation des capacités industrielles continuait également à augmenter en Italie. Les pouvoirs publics soutenaient cette évolution par des mesures destinées à favoriser l'expansion, qui consistaient notamment en allègements fiscaux divers en faveur des entreprises, pour encourager les investissements privés. En outre, les investissements publics et la consommation des administrations étaient augmentés. Les investissements des entreprises contrôlées par l'Etat ont également progressé à un rythme plus rapide que celui du secteur privé.
175. Le danger d'une récession semblait écarté, grâce à la détermination du gouvernement de n'admettre aucun fléchissement de l'expansion. La progression des exportations s'est également accélérée, du fait de

la conjoncture étrangère, de sorte que, malgré une reprise rapide des importations, le déficit de la balance commerciale ne s'est pas aggravé au début. L'expansion de la demande devait toutefois se heurter bientôt à des goulots d'étranglement dans le secteur de la production.

176. A partir de la fin de 1968 la hausse des prix à l'exportation et des prix à la production s'est accélérée. Toutefois, cette hausse était due non seulement à la pression de la demande, mais également à une pression accrue des coûts salariaux. Dans le secteur des exportations, l'interdépendance internationale des prix qui était devenue de plus en plus étroite à partir de 1967, était presque complète et l'est restée jusqu'en 1970. Par contre, les exportateurs étrangers sur les marchés italiens ont pratiqué en 1969, une politique beaucoup plus prudente que les producteurs italiens. La phase des faibles divergences constatées depuis 1965 entre la hausse des prix des importations et celle des produits nationaux de l'ensemble du secteur industriel semblait donc terminée.
177. Jusqu'au début de 1969, la conjoncture italienne semblait s'être mise au rythme de la conjoncture internationale. Comme on pouvait s'y attendre, la balance commerciale était devenue de plus en plus déficitaire au fur et à mesure de la reprise de l'expansion sous l'effet de la demande intérieure, et ce malgré la forte progression des exportations. A l'automne de 1969, le déficit de la balance commerciale s'était toutefois brusquement aggravé, par suite du fléchissement des exportations dû à de vastes grèves affectant parfois plus de la moitié des effectifs occupés.

L'évolution depuis 1970

178. La situation du commerce extérieur italien est caractérisée depuis 1970 par une surévaluation latente de la lire qui ne s'est toutefois pas encore répercutée sur le plan des prix. L'origine de cette situation remonte à 1967 : l'Italie n'avait pratiquement pas été touchée par le fléchissement de la conjoncture qu'avaient connu alors la plupart des pays d'Europe. Le degré d'utilisation élevé des capacités industrielles qu'avait atteint l'Italie à la fin de 1966 avait pu être maintenu jusqu'au milieu de 1968; il avait ensuite continué à augmenter au fur et à mesure de la reprise de l'expansion à l'étranger. Dès l'année suivante, cependant, l'Italie n'avait plus réussi à suivre le rythme d'expansion des autres pays de l'Europe continentale. Le degré d'utilisation des capacités avait fortement baissé en 1969 et - après une brève interruption - il avait continué à baisser en 1970, du fait surtout de grèves généralisées affectant parfois plus de la moitié des effectifs occupés. En même temps, les perspectives de dévaluation de la lire entraînaient une fuite de capitaux qui aggrava encore la détérioration de la balance des paiements. Dans ces conditions, le gouvernement italien s'était vu dans l'obligation de pratiquer une politique monétaire restrictive pour redresser la balance des paiements. La politique financière resta orientée vers l'expansion en s'efforçant

par une intensification des dépenses, de soutenir la conjoncture. Ce n'est qu'à partir du milieu de 1970, lorsque la fuite des capitaux parut s'être arrêtée, que la politique monétaire fut orientée vers l'expansion.

179. Les grèves qui se sont poursuivies dans certains secteurs en 1970 et 1971 ont abouti à des augmentations de salaires de l'ordre de 15 à 20 % qui n'ont guère été assorties d'un accroissement de la productivité, car le degré d'utilisation des capacités avait baissé, mais il n'y eut pratiquement pas de licenciements de personnel. Les coûts salariaux unitaires dans l'industrie de transformation ont augmenté de 14 % en 1970 et de 18 % en 1971. L'explosion des coûts n'a pas entraîné de hausse correspondante des prix, de sorte que les marges bénéficiaires se sont rétrécies. Cependant, la hausse des prix à la consommation, en 1970 et en 1971, a été inférieure de 5 % à la hausse moyenne enregistrée dans les principaux pays industrialisés. L'augmentation des prix à l'exportation n'a pas été plus forte non plus, en 1970 et en 1971, que dans les pays concurrents. La balance commerciale n'a donc pratiquement pas souffert de l'explosion des coûts. Si les perturbations intervenues fin 1969 dans la production, du fait des grèves, avaient entraîné un déficit de la balance commerciale, elle était par contre redevenue excédentaire en 1971, sous l'effet de la récession.
180. Une comparaison de l'évolution récente de la situation économique en Italie avec la situation d'après 1962 permettait d'obtenir quelques indications sur ce que pourrait être l'évolution des prix et de sa balance des paiements au cours des prochaines années. A cette époque, tout comme en 1969, la haute conjoncture avait fait monter considérablement les coûts salariaux par unité produite. En 1963, le prix des exportations avait augmenté dans des proportions que l'on

n'avait pas observées depuis le boom de la guerre de Corée. La hausse des prix à l'exportation en 1963 et en 1964 était d'un ordre de grandeur comparable à celle enregistrée en 1970 et 1971. A cette époque cependant, la hausse avait considérablement dépassé celle des prix à l'exportation des pays concurrents, tandis qu'en 1970 et en 1971, elle lui est restée inférieure. L'évolution des prix sur les marchés d'importation avait également été différente. En 1963 et 1964 la hausse des prix à la production avait été supérieure à celle des prix à l'importation; en 1970 et 1971, par contre, les prix à la production avaient certes fortement augmenté, mais moins que les prix à l'importation. Contrairement à ce qui s'était passé en 1963/1964, la surévaluation de la lire entraînée par la vague d'augmentation des coûts n'avait pas encore fait sentir ses effets en 1970/71 sur les marchés d'importation et d'exportation. A la différence aussi de ce qui s'était passé en 1963/64, on n'a pas enregistré en 1970/71 de déficit notable de la balance commerciale.

181. La vague de hausse des coûts et des prix de 1963/64 a été brisée par la récession de 1964. Durant la période d'essor qui a suivi, les coûts salariaux par unité produite ont diminué. Les exportateurs italiens sur les marchés internationaux ont pu de nouveau améliorer leur position concurrentielle en pratiquant une politique prudente en matière de prix. La crise de la balance des paiements avait été surmontée.

182. Y-a-t-il des raisons de penser que l'évolution des prix et des coûts en Italie après la récession de 1971 puisse ressembler à l'évolution qui a suivi la récession de 1964 ? Cela dépend surtout de la question de savoir :
 - s'il se produira bientôt un nouvel essor,

- dans quelle mesure il existera une marge d'augmentation pour les prix du commerce extérieur et
- quelle politique salariale mèneront les syndicats dans une nouvelle phase d'expansion conjoncturelle.

183. Une reprise de l'économie italienne s'amorce depuis la fin de 1971. Elle ne devrait toutefois pas s'intensifier aussi rapidement que celle qui a commencé vers le milieu de 1965. Cela tient au fait que la propension à investir des entrepreneurs semble avoir été fortement entamée principalement par les grèves et la compression des marges bénéficiaires. Il faudra donc de puissants encouragements pour amener un grand nombre d'entreprises à opter pour l'expansion. En 1965, certes, le problème à résoudre était le même, mais la solution en était considérablement facilitée par la haute conjoncture que connaissaient les pays partenaires dont la demande a favorisé la reprise en se substituant à une demande intérieure défaillante, ce qui a finalement permis la relance des investissements. Certes, ces facteurs d'expansion sont également perceptibles en 1972, mais pas avec la même intensité qu'en 1965.
184. L'économie italienne dispose assurément en 1972, de marges d'augmentation des prix du commerce extérieur plus importantes qu'en 1965. A cette époque, la politique des prix devait corriger une surévaluation manifeste de la lire, tandis qu'actuellement la surévaluation de la lire ne se manifeste tout au plus que sur le plan des coûts, mais non sur celui des prix du commerce extérieur. Récemment, les marges d'augmentation des prix se sont plutôt accrues que réduites, puisque la fixation de nouvelles parités à la fin de 1971 a entraîné pour la lire une dévaluation de facto de 1 à 2 % par rapport à la monnaie des principaux partenaires commerciaux.

Dans l'ensemble, les prix pratiqués par les exportateurs italiens n'ont certainement pas atteint la limite supérieure de la marge de manoeuvre que leur laisse l'interdépendance internationale des prix sans entraîner des risques pour la balance des paiements.

185. Il n'est cependant pas exclu que la poussée intérieure des coûts persiste et que l'économie italienne atteigne cette limite supérieure. En effet, contrairement à ce qui s'est passé lors de la récession de 1964, la vague d'augmentation des coûts salariaux n'a pas été arrêtée cette fois par la récession. Les syndicats semblent être devenus plus agressifs. Une reprise pourrait par conséquent les encourager à poursuivre la lutte qu'ils mènent depuis deux ans pour la répartition des revenus. Si la persistance de la poussée des salaires interdit aux entreprises de corriger leurs marges bénéficiaires par un accroissement de la productivité fondé sur l'utilisation des capacités, il est parfaitement possible que des hausses de prix très sensibles se produisent également sur les marchés internationaux. La reprise ne serait alors que de courte durée.

186. Lorsqu'on compare la situation actuelle du commerce extérieur en Italie avec celle de la France, on arrive à la conclusion que l'on se trouve en présence, dans le cas de l'Italie, d'une surévaluation endiguée de la lire au plan des coûts, pouvant entraîner un ajustement des prix et, dans le cas de la France, d'une sous-évaluation manifeste du franc qui risque d'entraîner un ajustement des prix et un ajustement subséquent des coûts. Dans le premier cas, c'est

.../...

plus la pression intérieure des coûts et, dans le second cas, l'influence extérieure de la demande, qui risque d'entraîner, en 1972 et 1973, des hausses de prix supérieures à celles des pays concurrents. En Italie, toutefois, le risque de crise de la balance des paiements serait alors assez considérable.

IV. RELATION ENTRE LES PRIX DU COMMERCE EXTERIEUR ET LES PRIX DU COMMERCE INTERIEUR

187. Aussi longtemps qu'il existe, dans une économie donnée, d'autres possibilités d'utilisation des facteurs de production, il n'est guère concevable que des hausses de prix inflationnistes se produisant dans un secteur ne gagnent pas d'autres secteurs. Il faut donc également supposer qu'il existe entre le commerce extérieur et le commerce intérieur un rapport de prix dû au mécanisme d'ajustement des salaires d'un secteur à l'autre, aux effets de multiplicateur et d'accélérateur des investissements, au caractère "coût" que présentent une grande part des importations et enfin aux incidences qu'a la balance des paiements sur les liquidités. C'est en comparant l'évolution des prix du commerce extérieur et celle des prix intérieurs qu'on déterminera le mieux dans quelle mesure ces effets de transmission se manifestent.
188. La comparaison n'est toutefois pas aisée, car elle porte sur des biens dont la plupart ne sont pas en concurrence les uns avec les autres et dont les conditions de production sont très différents. L'expérience montre que l'évolution du niveau des prix dans le processus de croissance économique n'est pas la même dans tous les secteurs. Cette disparité peut tenir à une évolution différente de la demande, des salaires, de la productivité du travail et des coûts financiers. En ce qui concerne les variations dans les relations prix et salaires liées à la demande, elles ont pour effet d'orienter les facteurs de production vers les secteurs où il existe des goulots d'étranglement. Ces variations disparaissent généralement lorsque

.../...

le processus de réorientation est terminé. Cela signifie qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte dans une étude à long terme. Il faut toutefois pour cela que, pendant plusieurs années, un parallélisme s'établisse entre les différents secteurs dans l'évolution des salaires et que l'intensité de la concurrence ne diffère pas trop d'un marché à l'autre.

189. Il n'en va pas de même des modifications de la structure des prix, imputables aux coûts, c'est-à-dire des modifications qui - dans l'hypothèse d'une évolution uniforme des salaires et d'un degré de concurrence identique - sont dues à une évolution divergente de la productivité du travail et des coûts financiers. Ces divergences sont généralement observées à plus long terme et sont plus persistantes. On sait par expérience que dans le processus de la croissance économique les services, dans la production desquels on ne peut réaliser que de faibles gains de productivité, deviennent de plus en plus onéreux, non seulement en chiffres absolus, mais aussi par rapport aux produits industriels. Dans le secteur industriel, en effet, les augmentations de salaires peuvent souvent être compensées par des gains de productivité supérieurs à la moyenne, si pas totalement, du moins plus que dans d'autres secteurs. Ces divergences de coûts, imputables à la productivité peuvent également exister entre les secteurs du commerce extérieur et ceux de la production intérieure. Il faut en tenir compte avant de procéder à une comparaison des prix entre ces deux secteurs.

.../...

190. Pour déterminer les divergences de coûts, imputables à la productivité, entre les secteurs du commerce extérieur et ceux de la production intérieure, on a mesuré la productivité dans le secteur des exportations, dans le secteur des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production. Si pour la France il a été possible de calculer la productivité sur la base de quatre concepts, dans le cas de l'Italie on n'a pu appliquer que le concept de la productivité simple du travail. Pour l'Italie on a également dû se contenter d'une ventilation par branche des secteurs du commerce extérieur moins poussée que pour la France. Les résultats obtenus pour ces deux pays ne sont donc comparables que jusqu'à un certain point. Outre les calculs effectués sur la base des statistiques nationales, on a procédé également à des calculs sur la base de statistiques internationales pour la France, l'Italie et la République fédérale. Ceux-ci permettent une meilleure comparaison sur le plan international des fourchettes de productivité intérieures, étant donné que la classification statistique est uniforme et que l'on a délimité pour les trois pays un secteur du commerce extérieur ayant la même composition par branches. Cette comparaison n'a toutefois pu être effectuée que sur la base de la productivité simple du travail.

.../...

Evolution de la productivité et des prix en France

191. Pour la France, la productivité dans le secteur des exportations, dans le secteur des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production a été calculée sur la base de quatre concepts :

- productivité simple du travail sur la base des effectifs occupés (P^I),
- productivité simple du travail sur la base du nombre d'heures ouvrées (P^{II}),
- productivité corrigée du travail sur la base du nombre de personnes occupées (P^{III}) et
- productivité corrigée du travail sur la base du nombre d'heures ouvrées (P^{IV}).

On obtient P^I en rapportant la valeur ajoutée brute à prix constants au nombre des personnes occupées. Dans P^{II} la valeur ajoutée est rapportée au nombre total d'heures de travail fournies. Plus exactement, comme seule la variation des chiffres de productivité importe, le dénominateur de P^I est multiplié par un indice représentant la durée hebdomadaire du travail. P^{III} et P^{IV} se distinguent de P^I et P^{II} en ce sens que l'on tient compte non seulement du travail presté, mais également du capital utilisé et ceci sous deux formes. D'une part, il faut admettre que le capital utilisé dans une branche occasionne des coûts alternatifs. On en a tenu compte en supposant que le stock de capital d'une branche ou de l'ensemble de l'économie doit produire un intérêt minimum déterminé, un "target rate of interest". Ce taux d'intérêt a été fixé à 5%. Comme il s'agit d'un calcul réel, il faut interpréter ce taux comme un taux d'intérêt réel. On peut naturellement contester que ce taux ait été "bien" choisi. Certains le trouveront trop

.../...

élevé, d'autres trop bas. Toutefois, comme il est identique pour les branches du secteur des exportations et du secteur des produits de substitution aux importations ainsi que pour l'ensemble de la production, peu importe pour une comparaison entre ces secteurs que ce taux soit fixé à 4, 5 ou 6%. Du point de vue statistique, le taux d'intérêt théorique joue le rôle d'élément de pondération dans l'indice de productivité. D'autre part, il apparaît nécessaire de tenir compte comme facteur de coût non seulement du "coût de l'intérêt" pour l'ensemble de la production, mais également de la dépréciation du capital, c'est-à-dire des amortissements. On en tient compte en ajoutant au dénominateur le montant indiqué pour les amortissements qui figurent également dans la valeur ajoutée brute. Pour pouvoir tenir compte de tous les facteurs de coûts, il faut enfin exprimer dans P^{III} et P^{IV} le travail utilisé en unités monétaires. On fait appel à cet effet, comme élément de pondération, aux rémunérations moyennes de 1959.

192. Les productivités ont été calculées comme suit :

$$P^I = \frac{V}{E}$$

$$P^{II} = \frac{V}{E \cdot D}$$

$$P^{III} = \frac{V}{E \cdot 1 + r \cdot C + A}$$

$$P^{IV} = \frac{V}{e \cdot 1 \cdot D + r \cdot C + A}$$

V = étant la valeur ajoutée brute; E = les effectifs employés;
 D = l'indice de la durée hebdomadaire du travail 1959 = 100;

.../...

l = les salaires bruts par personne employée en 1959; r = le "target rate of interest"; C = le capital brut et A = les amortissements. Comme les formules contiennent des indices, les valeurs absolues P^I à P^{IV} ne peuvent être interprétées. Toutefois, l'élément déterminant ne réside pas dans les valeurs absolues, mais uniquement dans les taux de variation des chiffres de productivité. Présentés sous la forme de moyennes géométriques annuelles, ces taux sont indiqués dans le tableau 14 pour les deux périodes 1955 à 1959 et 1959 à 1970; la dernière période a été divisée en deux sous-périodes 1959 à 1965 et 1965 à 1969. La délimitation de ces périodes a été inspirée en partie par des considérations statistiques. Pour la période antérieure à 1955, on ne disposait pas des données nécessaires pour les effectifs employés, de sorte qu'on a dû choisir 1955 comme année de départ pour l'analyse de la productivité. En 1959, la comptabilité nationale française a subi une réforme profonde. Comme on dispose pour cette année-là à la fois de données correspondant à l'ancienne méthode et de données correspondant à la nouvelle, on a utilisé jusqu'en 1959 les anciennes données et à partir de 1959 les nouvelles. La période 1959/1970 a été scindée en deux pour pouvoir étudier trois périodes de durée aussi égale que possible.

193. L'interprétation des résultats suggère les observations suivantes :

- au cours de la période 1955-1959 les progrès de la productivité réalisés dans l'ensemble de la production ont été inférieurs à ceux réalisés aussi bien dans le secteur des exportations que dans celui des produits de substitution aux importations.

.../...

Tableau 14 - France - Evolution de la productivité dans le secteur des exportations, dans le secteur des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production

1955-1970

- Taux de variation annuels moyens en % -

	1955-59	1959-65	1965-70	1959-70
	Secteur des exportations			
P ^I	5,1	5,1	5,3	5,2
P ^{II}	5,1	4,9	5,8	5,3
P ^{III}	3,3	3,0	2,8	2,9
P ^{IV}	3,1	3,0	2,9	3,0
	Secteur des produits de substitution aux importations			
P ^I	5,0	5,7	6,0	6,8
P ^{II}	5,0	5,6	6,4	6,0
P ^{III}	3,4	3,9	3,3	3,6
P ^{IV}	3,4	3,8	3,7	3,7
	Ensemble de la production			
P ^I	4,6	5,9	5,0	5,5
P ^{II}	4,4	5,8	5,5	5,7
P ^{III}	2,8	3,4	1,8	2,7
P ^{IV}	2,7	3,4	1,8	2,7

Source: Calculs de l'auteur sur la base des chiffres contenus dans les tableaux A 79 à A 82 - Formules pour P^I à P^{IV}, voir point 192.

C'est ce que révèlent les quatre concepts de mesure. Les différences entre les variations de P^I et de P^{II} et les différences entre les variations de P^{III} et de P^{IV} n'ont pas été notables, ce qui permet de conclure à une faible influence de la composante durée du travail. Par contre, les coûts financiers ont eu des répercussions sensibles, car la productivité du travail corrigée des coûts financiers a augmenté à un rythme nettement plus lent que la productivité simple du travail. Cependant, l'écart entre l'évolution de la productivité dans l'ensemble de la production et son évolution dans les deux secteurs où le commerce extérieur joue un rôle important n'a pas été sensiblement modifié par la prise en considération des coûts financiers. Cet écart qui s'exprime dans la différence entre les taux de croissance annuels a été en général de $\frac{1}{2}$ % ; il a été au minimum de 0,4 % et au maximum de 0,7 %.

- Dans la première moitié des années soixante, c'est-à-dire de 1959 à 1965, l'évolution par secteur de la productivité a été quelque peu différente. Pour les quatre concepts de mesure, l'ensemble de la production a enregistré un accroissement de la productivité plus élevé que le secteur des exportations et, d'après les concepts P^I et P^{II} , un accroissement de la productivité également plus élevé que le secteur des produits de substitution aux importations. Pour cette même période, une comparaison de P^I avec P^{II} et de P^{III} avec P^{IV} révèle que la variation de la durée de travail ne s'est guère répercutée sur le degré d'accroissement de la productivité. L'influence des coûts financiers a été sensiblement du même ordre de grandeur qu'au cours de la période d'analyse précédente.

.../...

- Au cours de la période 1965-1970, l'évolution de la productivité a été sensiblement la même qu'au cours de la seconde moitié des années cinquante. Dans le secteur des exportations et dans celui des produits de substitution aux importations, le niveau de la productivité a de nouveau augmenté plus fortement que dans l'ensemble de la production. L'influence du facteur "durée du travail" est restée à peu près aussi faible, mais une augmentation plus forte des coûts financiers s'est manifestée dans les mesures de la productivité P^{III} et P^{IV}. Les écarts dans l'accroissement de la productivité ont été plus marqués entre le secteur des produits de substitution aux importations et l'ensemble de la production qu'entre le secteur des exportations et l'ensemble de la production, mais dans ce dernier cas, en raison des inexactitudes de mesure, on ne peut parler en fait de différence importante.

194. Quelles conclusions peut-on maintenant tirer, en ce qui concerne l'évolution relative des prix, de ces observations concernant les différences dans l'évolution de la productivité entre le commerce extérieur et le commerce intérieur en France ? La principale conclusion à en tirer est que les divergences dans l'évolution de la productivité entre les secteurs orientés vers l'exportation et l'ensemble de la production ont été très faibles, beaucoup plus faibles en tout cas que dans l'économie ouest-allemande où les secteurs orientés vers le commerce extérieur ont enregistré un accroissement de leur productivité supérieur de 1,5 à 2 % aux progrès de la productivité dans l'ensemble de la production. En conséquence, l'écart entre le niveau général des prix et le niveau des prix du commerce extérieur semble plus faible dans le cas de la France que dans celui de la République fédérale (point 37), mais la faiblesse de l'écart dans le cas de la France est peut-être imputable au fait que le secteur des exportations et le secteur des produits de substitution aux importations ne peuvent être

.../...

délimités que de façon approximative, étant donné que le découpage statistique de l'économie par secteurs présente un niveau d'agrégation élevé. Dans le cas de la République fédérale, par contre, il a été possible de pousser la ventilation un peu plus loin, ce qui fait sans doute plus clairement apparaître les différences dans l'accroissement de la productivité. Il faut noter en outre que la statistique par branches utilisée se rapporte non pas aux entreprises ou aux établissements, mais aux produits, c'est-à-dire qu'elle couvre les produits artisanaux pour lesquels en général la productivité ne peut être que faiblement améliorée. La statistique industrielle de l'Allemagne occidentale, par contre, ne tient compte ni des entreprises industrielles employant moins de 10 personnes, ni de l'artisanat.

195. La faiblesse des écarts pourrait peut-être s'expliquer du point de vue économique par le fait que le nombre des personnes employées dans l'agriculture a diminué plus rapidement en France que dans la République fédérale. Ce processus de diminution du nombre des exploitations entraîne la disparition d'exploitations marginales, c'est-à-dire d'exploitations moins compétitives. Cela implique que la productivité d'un secteur en régression augmente plus que celle d'un secteur en stagnation, même lorsque les progrès de la productivité dus à la technologie sont les mêmes. Il est probable que l'amélioration assez sensible de la productivité dans l'ensemble de la production au cours de la première moitié des années soixante est en partie imputable à ce processus de diminution du nombre des entreprises.

.../...

196. Pour effectuer la comparaison suivante entre l'évolution de la productivité et l'évolution des prix, on a utilisé le concept de productivité P^{IV} qui est celui qui représente le mieux l'évolution des coûts en fonction de la productivité. Le tableau 8 donne l'évolution relative des prix à la production des trois secteurs, comparée à l'évolution relative de la productivité. Comme le montrent les chiffres, les indices des prix à la production calculés pour les deux secteurs orientés vers le commerce extérieur ont moins augmenté au cours de toutes les périodes que l'indice des prix du produit national.¹⁾ Les écarts oscillent entre 0,7 et 1,2 %. A une seule exception près - le secteur des exportations au cours de la période 1959-1965 - ces écarts dans l'évolution des prix vont de pair avec des écarts opposés dans l'évolution de la productivité qui, dans certains cas, étaient plus importants et dans d'autres, moins. Ils ne coïncident exactement qu'une seule fois, de 1955 à 1959, dans le cas du secteur des produits de substitution aux importations. Le secteur des exportations avait alors accusé une baisse dans l'évolution relative des prix corrigée de la productivité par rapport à l'ensemble de la production; pour utiliser une notion empruntée à la théorie du commerce international: il y a eu détérioration des "double factorial terms of trade" du secteur des exportations par rapport à l'ensemble de la production.

¹⁾ L'annexe I est consacrée à une comparaison entre l'évolution des prix des exportations et l'évolution du niveau général des prix pour tous les pays de l'OCDE concurrents de la France. On y a examiné le rapport existant entre l'évolution des prix et l'évolution de la production dans une analyse en "cross section".

Tableau 15 - France

Evolution de la productivité, évolution des prix et évolution des salaires dans le secteur des exportations, dans le secteur des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production 1955 - 1970

- Taux d'augmentations annuels moyens en pourcentage et différences entre ces taux -

	1955-59	1959-65	1965-70	1959-70
Secteur des exportations				
1. Prix à la production	5,9	2,4	3,5	2,9
2. Prix à l'exportation _{IV}	7,2	1,2	2,2	1,7
3. Productivité selon P ^{IV}	3,1	3,0	2,9	3,0
4. Salaires	.	8,4	.	-
Secteur des produits de substitution aux importations				
5. Prix à la production _{IV}	6,0	2,0	3,7	2,8
6. Productivité selon P ^{IV}	3,4	3,8	3,7	3,7
7. Salaires	.	8,3	.	.
Ensemble de la production				
8. Prix à la production _{IV}	6,7	3,2	4,4	3,7
9. Productivité selon P ^{IV}	2,7	3,4	1,8	2,7
10. Salaires	.	8,9	.	.
Différence entre le secteur des exportations et l'ensemble de la production				
11. Prix à la production(1)-(8)	- 0,8	- 0,8	- 0,9	- 0,8
12. Productivité (3)-(9)	+ 0,4	- 0,4	+ 1,1	+ 0,3
13. Evolution relative des prix corrigée de la productivité (11)+(12)	- 0,4	- 1,2	+ 0,2	- 0,5
Différence entre le secteur des produits de substitution aux importations et l'ensemble de la production				
14. Prix à la production(5)-(8)	- 0,7	- 1,2	- 0,7	- 0,9
15. Productivité (6)-(9)	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,9	+ 1,0
16. Evolution relative des prix corrigée de la productivité (14)+(15)	+ 0	- 0,8	+ 1,2	+ 0,1

Source: Productivité: tableau 14; prix à la production, prix à l'exportation salaires: calculs des auteurs sur la base de données de l'INSEE

Cette affirmation vaut, au cours de la période 1959-1965, pour les deux secteurs liés au commerce extérieur, tandis que dans la seconde moitié des années soixante, le retard de ces deux secteurs dans l'évolution des prix a été surcompensé par une avance dans l'évolution de la productivité. Pour l'ensemble des années soixante, c'est-à-dire de 1959 à 1970, l'évolution relative des prix et l'évolution relative de la productivité se sont compensées exactement pour le secteur des produits de substitution aux importations, comme cela avait été le cas dans la seconde moitié des années cinquante. Le secteur des exportations également a de nouveau accusé une légère détérioration de ses "double factorial terms of trade". Cette détérioration est encore plus marquée lorsque, au lieu des prix à la production, on considère les prix à l'exportation. Ceux-ci ont, dans l'ensemble, augmenté moins rapidement que les prix à la production, de sorte que les transactions avec l'étranger ont été moins profitables que le commerce intérieur.

197. L'évolution que nous venons de décrire est surprenante en ce sens que l'économie française, après les dévaluations de la fin des années 1950, est entrée avec un net avantage concurrentiel dans la décennie suivante (points 99 et suivants) et, qu'après la dévaluation de 1969, le franc était, à nouveau, sous-évalué (point 124), mais manifestement les avantages concurrentiels liés à la dévaluation n'étaient pas assez importants pour permettre aux exportateurs français de réaliser sur les marchés étrangers, durant toutes les années 1960, les mêmes taux d'augmentation des prix que sur les marchés nationaux.

.../...

Les facteurs de hausse des prix semblent donc avoir été plus faibles à l'étranger qu'à l'intérieur du pays. On pourrait dire également que du fait de l'interdépendance internationale des prix, la France a surtout importé de la stabilité au cours des années soixante. Cela vaut non seulement pour le secteur des exportations, mais également pour le secteur des produits de substitution aux importations, car les prix des importations, en raison notamment de l'abaissement des droits de douane, ont augmenté moins rapidement que les prix correspondants des produits nationaux.

198. Comment cette évolution s'est-elle répercutée sur les salaires ou, pour poser la question autrement, comment les profits des entreprises ont-ils été influencés par l'évolution des salaires ? Nous ne disposons d'informations sur l'évolution des salaires que pour la période 1959-1965 (tableau 15). Dans le secteur des exportations et dans celui des produits de substitution aux importations qui, au cours de cette période, étaient en retard sur l'ensemble de la production en ce qui concerne la relation prix-productivité, la hausse des salaires a également été légèrement plus faible. Même si les différences dans la progression des salaires ont été peu élevées, elles confirment cependant l'hypothèse selon laquelle, en France, le commerce extérieur au cours des années soixante a eu un effet plus stabilisateur que le commerce intérieur. Cette affirmation ne doit pas être simplifiée au point que l'on qualifie de "home made" toutes les hausses de prix que la France a connues au cours de la dernière décennie. Comme le montre l'analyse de l'évolution à laquelle nous venons de procéder, le mouvement des prix en France est resté, avec des hauts et des bas, dans les limites de l'évolution internationale des prix et de la conjoncture.

.../...

On peut donc en déduire tout au plus que la pression inflationniste venue de la France même a été légèrement plus forte que la pression inflationniste venue de l'étranger. La hausse des prix en France ne s'en est pas moins située à la limite supérieure de la fourchette qu'a laissée se former, à long terme, l'interdépendance internationale des prix.

Evolution de la productivité et des prix en Italie

199. En Italie, la productivité n'a pu être mesurée que sur la base de la productivité par personne occupée, faute d'informations suffisantes sur la durée du travail et les coûts financiers. Les résultats ne peuvent donc être considérés que comme des approximations, mais ne devraient cependant pas être dépourvus d'intérêt. En effet, aussi bien les calculs antérieurs effectués pour la France que ceux effectués pour la République fédérale (1) montrent que, même si l'on tient compte des coûts financiers, l'accroissement de la productivité est toujours plus faible et que l'écart entre les secteurs du commerce extérieur et l'ensemble de la production sur la base des concepts P I et P IV est sensiblement le même. Cela signifie que les coûts financiers et la durée du travail ont sensiblement la même répercussion sur le commerce extérieur que sur l'économie intérieure. Les considérations qui suivent sont fondées sur l'hypothèse que cela vaut également pour l'économie italienne.

(1) Cf. Fels, L'interdépendance internationale....., pages 104 et suiv.

Tableau 16 Italie: Evolution de la productivité, évolution des prix et évolution des salaires dans le secteur des exportations, dans le secteur des produits de substitution aux importations et dans l'ensemble de la production

1951 - 1969

- Taux de croissance annuels moyens en pourcentage et différences entre ces taux -

	1951-55	1955-60	1960-65	1965-69	1951-69
Secteur des exportations					
1. Prix à la production	- 2,6	0,6	3,3	1,7	0,9
2. Prix à l'exportation _I	6,3	- 2,6	- 0,2	0	- 2,2
3. Productivité selon P _I	6,6	5,9	5,8	7,0	6,2
4. Salaires	7,5	7,2	10,7	15,3	9,9
Secteur des produits de substitution aux importations					
5. Prix à la production _I	- 3,3	0,3	3,3	1,4	0,6
6. Productivité selon P _I	7,5	6,1	5,3	7,6	6,5
7. Salaires	7,1	7,1	10,2	15,6	9,8
Ensemble de la production					
8. Prix à la production _I	3,1	2,0	5,4	2,7	3,3
9. Productivité selon P _I	4,1	4,6	4,9	6,1	4,9
10. Salaires	8,4	7,6	12,8	13,2	10,4
Différence entre le secteur des exportations et l'ensemble de la production					
11. Prix à la production (1)-(8)	- 5,7	- 1,4	- 2,1	- 1,0	- 2,4
12. Productivité (3)-(9)	2,5	1,3	0,9	0,9	1,3
13. Evolution relative des prix corrigée de la productivité (11)+(12)	- 3,2	- 0,1	- 1,2	- 0,1	- 1,1
Différence entre le secteur des produits de substitution aux importations et l'ensemble de la production					
14. Prix à la production (5)-(8)	- 6,4	- 1,7	- 2,1	- 1,3	- 2,7
15. Productivité (6)-(9)	3,4	1,5	0,4	1,5	1,6
16. Evolution relative des prix corrigée de la productivité (14)+(15)	- 3,0	- 0,2	- 1,7	0,2	- 1,1

Source: ISTAT, Annuario di Contabilità Nazionale; Occupati Presenti in Italia; Statistica Annuale del Commercio con L'Estero et calculs des auteurs.

200. Le tableau 16 contient les résultats des calculs de la productivité pour la période 1951-1969. Il appelle les observations suivantes:

- Au cours de toutes les périodes l'accroissement de la productivité du travail a été plus élevé dans les secteurs orientés vers le commerce extérieur que dans l'ensemble de la production.
- L'écart de productivité entre le commerce extérieur et l'ensemble de la production a été nettement plus marqué dans les années 50 que dans les années 60; de 1951 à 1960 il a été de 2,4 % dans le secteur des produits de substitution aux importations et de 1,8 % dans le secteur des exportations; de 1960 à 1969 l'écart n'est plus en revanche que de 1 % dans chaque cas.

201. Les résultats obtenus pour l'économie italienne - sur la base du concept P I - se distinguent très nettement de ceux obtenus pour la France sur la base du même concept. Dans le cas de la France, les écarts de productivité étaient dans l'ensemble plus faibles; dans un cas seulement - celui du secteur des produits de substitution aux importations au cours de la période 1965-1970 - l'écart a atteint 1 % dans tous les autres cas la différence était plus faible.

202. Dans le cas de l'Italie également, les écarts de productivité calculés sur la base de la productivité par personne occupée ont évolué de pair avec les écarts de prix inversés (tableau 16). Les prix à la production des deux secteurs du commerce extérieur ont baissé au cours des années 50, alors que le niveau des prix montait dans l'ensemble de la production. Au cours des années 60, la hausse des prix à la production

dans les secteurs du commerce extérieur est restée nettement inférieure à la hausse du niveau général des prix. On est frappé de constater que les écarts de prix ont été dans l'ensemble plus marqués que les écarts de productivité. Les secteurs du commerce extérieur ont donc moins amélioré leur position sur le plan des profits au cours du processus de croissance économique que les secteurs du commerce intérieur, ce qui laisse supposer que la concurrence a été plus vive sur les marchés internationaux que sur les marchés intérieurs.

203. Cette hypothèse est confirmée lorsqu'on considère non plus les prix à la production du secteur des exportations et du secteur des produits de substitution aux importations, mais les prix à l'exportation ou les prix à l'importation. Les prix à l'exportation ont baissé au cours des années 50 beaucoup plus fortement que les prix à la production; au cours des années 60 ils ont continué à baisser légèrement, tandis que les prix à la production augmentaient fortement. On constate une tendance analogue lorsqu'on compare l'évolution des prix à l'importation à celle des prix à la production du secteur des produits de substitution aux importations. Cette évolution des prix vient étayer l'hypothèse selon laquelle en Italie - tout comme en France - le commerce extérieur a eu un effet plutôt stabilisateur.

204. L'effet stabilisateur que la concurrence étrangère a exercé sur les prix dans le secteur des exportations et dans celui des produits de substitution aux importations est confirmé par le fait que dans ces deux secteurs, le revenu des facteurs a moins augmenté que dans le secteur de la production intérieure, l'évolution relative des prix ayant été plus défavorable que l'on aurait pu s'y attendre eu égard à l'évolution relative de la productivité. Pour le secteur des exportations, cette affirmation vaut même lorsqu'on ne considère que l'évolution des prix à la production ; elle vaut naturellement a fortiori lorsqu'on considère également l'évolution des prix à l'exportation.

205. Malgré l'augmentation plus lente du revenu des facteurs dans les secteurs liés au commerce extérieur, il n'y avait pas de raison que les travailleurs de ces secteurs acceptent une progression de leurs revenus nettement plus lente que dans les autres secteurs. De 1951 à 1969 les salaires par personne occupée dans les deux secteurs liés au commerce extérieur ont augmenté d'un peu moins de 10 % par an, alors que la hausse des salaires dans l'ensemble de la production avait été légèrement supérieure à 10 %. Ce quasi-parallélisme dans l'évolution des salaires a fait que les marges bénéficiaires dans les secteurs du commerce extérieur ont été beaucoup plus fortement comprimées que dans la production intérieure. Comme le montre le graphique A 30, qui représente les taux de salaires corrigés, les entreprises orientées vers le commerce extérieur ont dû, surtout pendant la première moitié des années 50, accepter une compression nettement plus forte de leurs marges bénéficiaires que les entreprises orientées vers le marché intérieur. De 1955 à 1965 les

variations des taux de salaires ou des taux de profit ont ensuite suivi sensiblement le même rythme. Au cours de la seconde moitié des années 60, le taux des salaires dans l'ensemble de la production a ensuite légèrement fléchi, tandis que dans les secteurs orientés vers le commerce extérieur il a continué à monter, évolution qui est allée de pair avec des augmentations très importantes des salaires nominaux.

Comparaison sur le plan international des écarts de productivité et de prix

206. Pour la période 1960-1969 il est possible, sur la base des données recueillies par la "Economic Commission for Europe" à Genève, d'établir une comparaison des écarts de productivité entre le commerce extérieur et l'ensemble de la production en France et en Italie. Nous avons étendu la comparaison à la République fédérale d'Allemagne. Pour chacun des trois pays, nous avons divisé le secteur du commerce extérieur en neuf branches sur la base de la classification CTCI. Nous avons renoncé à faire une distinction entre le secteur des exportations et le secteur des produits de substitution aux importations. Le secteur du commerce extérieur ainsi délimité englobe dans les trois pays la majeure partie des importations et des exportations. Toutefois, en raison des différences dans les statistiques et dans les systèmes adoptés et étant donné que la délimitation est uniforme pour les trois pays, ce secteur du commerce extérieur ne coïncide qu'en partie avec les secteurs des exportations ou des produits de substitution aux importations, tels qu'ils ont été délimités dans les chapitres qui précèdent, sur la base des statistiques françaises ou italiennes.

Tableau 17 - Evolution de la productivité du travail et des salaires en France, en Italie et dans la République fédérale 1960-1969
 - Taux de variation moyens annuels -

	Productivité du travail	Salaires
	-Secteur du commerce extérieur ^(a) -	
France	5,3	7,4
Italie	5,6	10,8
République fédérale	5,3	7,4
	- Ensemble de la production -	
France	5,5	9,2
Italie	3,5	9,0
République fédérale	3,9	7,7

(a) CTCI 20, 24, 27, 31, 34-38

Source: calculée sur la base des données de l'ECE et de l'OCDE

207. Les résultats des calculs figurent au tableau 17. On peut en conclure que:

- de 1960 à 1969 la différence de productivité entre les secteurs du commerce extérieur et l'ensemble de la production a été moins marquée en France qu'en Italie et dans la République fédérale. Les calculs effectués sur la base des statistiques nationales ont été pleinement confirmés pour ce qui est du sens des résultats et de leur ordre de grandeur.
- Si, outre l'évolution relative de la productivité, on considère également l'évolution relative des salaires, on constate que dans le cas de la France et de la République fédérale, les coûts salariaux par unité produite ont beaucoup moins augmenté dans le secteur du commerce extérieur que dans l'ensemble de la production, tandis que dans le cas de l'Italie, on n'a pas constaté cette divergence. En France, le secteur du commerce extérieur a enregistré une évolution relativement favorable des coûts salariaux, la progression des salaires ayant été un peu plus lente dans ce secteur que dans l'ensemble de la production. Dans la République fédérale, par contre, c'est parce que l'accroissement de la productivité a été plus élevé, que le secteur du commerce extérieur a connu une évolution des coûts salariaux plus favorable que les autres secteurs, les augmentations de salaires ayant été sensiblement identiques.
- Dans le cas de la France et de la République fédérale, l'évolution relative des coûts a laissé subsister un écart entre les prix du

secteur du commerce extérieur et ceux de la production intérieure, ce qui n'a pas été le cas pour l'Italie. L'écart entre les prix s'est toutefois accentué dans les trois pays (points 194 et 202). Par rapport à l'ensemble de la production, le secteur du commerce extérieur en Italie a donc dû accepter au cours des années 60 une plus forte compression de ses marges bénéficiaires que les secteurs correspondants en France et dans la République fédérale.

Annexe I

Niveau général des prix, niveau des prix à l'exportation
et évolution de la productivité

1. Une des principales raisons pour lesquelles, même lorsqu'il existe une étroite corrélation des prix sur les marchés internationaux, la hausse du niveau général des prix diffère parfois d'un pays à l'autre, est peut-être que les progrès de la productivité dans les secteurs du commerce extérieur diffèrent de ceux réalisés dans l'ensemble de l'économie. Si par exemple les secteurs des exportations et des produits de substitution aux importations améliorent leur productivité plus que les autres secteurs, cet écart de productivité doit nécessairement entraîner à long terme une baisse des prix des secteurs du commerce extérieur par rapport à ceux des secteurs du commerce intérieur. Mais si les prix des secteurs du commerce extérieur sont déterminés par l'interdépendance internationale des prix et si l'écart de productivité en question diffère selon les pays, c'est le pays qui a l'"écart" le plus élevé qui aura également la hausse du niveau général des prix la plus élevée.
2. Cette hypothèse a été vérifiée au moyen d'une analyse en cross section faisant intervenir des données relatives au groupe OCDE, en prenant comme exemple le secteur des exportations. Sur le plan concret, il s'agissait de déterminer si un écart de productivité positif entre le secteur des exportations et le secteur intérieur va de pair avec un écart positif entre indicateurs du niveau général des prix et du niveau des prix à l'exportation. L'écart des prix a été mesuré, d'une part, comme écart de la variation ~~moyenne~~ annuelle des indices de prix du produit national brut par rapport au taux de variation correspondant des indices pour l'ensemble des exportations (écart de prix I), et, d'autre part, comme

écart de la variation moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation par rapport au taux de variation du même indice des prix à l'exportation (écart de prix II). L'écart de productivité entre le secteur du commerce intérieur et le secteur du commerce extérieur n'a pas pu, pour des raisons statistiques, être calculé directement pour tous les pays du groupe de l'OCDE. C'est pourquoi on a eu recours à l'accroissement de la productivité dans l'ensemble de la production. Cela semble justifié étant donné que cet accroissement est essentiellement dû aux progrès de la productivité dans le secteur industriel (point 94) et que le secteur industriel joue un rôle plus important dans le commerce extérieur que dans le commerce intérieur.

3. La période de base et toutes les données utiles obtenues par cross section figurent dans le tableau A 40. A l'aide de ces données, on a calculé les fonctions suivantes :

$$(1) \quad \text{BGP} = 0,651 + 0,411 P \quad R^2 = 0,58 \\ \quad \quad \quad (+ 0,118)$$

$$(2) \quad \text{VGP} = -0,527 + 0,615 P \quad R^2 = 0,69 \\ \quad \quad \quad (+ 0,137)$$

dans lesquelles BGP désigne l'écart de prix I, VGP l'écart de prix II et P l'accroissement de la productivité dans l'ensemble de la production. Comme le montrent les équations (1) et (2), les résultats de la régression appuient l'hypothèse formulée au début : les paramètres estimés de l'écart de production sont positifs et statistiquement garantis avec une erreur vraisemblable de 1 %.

4. On peut utiliser la relation ainsi confirmée pour corriger approximativement des effets de différences de productivité entre pays, les indices de prix du produit national brut et du coût de la vie. Il faut pour cela définir les variables comme écarts par rapport à la moyenne. On a pris comme symboles de ces écarts

$(BGP - \overline{BGP})$, $(VGP - \overline{VGP})$ et $(P - \overline{P})$ pour l'écart de prix I, l'écart de prix II et l'accroissement de la productivité dans l'ensemble de la production. Les résultats estimés sont :

$$(3) \quad (BGP - \overline{BGP}) = 0,025 + 0,425 (P - \overline{P}) \quad R^2 = 0,56 \\ (\pm 0,125)$$

$$(4) \quad (VGP - \overline{VGP}) = 0,087 + 0,650 (P - \overline{P}) \quad R^2 = 0,71 \\ (\pm 0,139)$$

A l'aide de ces fonctions, on a calculé les indices de prix corrigés de la productivité sur la base des formules suivantes:

$$a) \quad BGP' = BGP - (BGP - \overline{BGP})$$

$$b) \quad VGP' = VGP - (VGP - \overline{VGP})$$

Une comparaison des coefficients de variation, avant et après la correction, montre que les taux d'inflation se rapprochent lorsqu'on élimine les différences de productivité entre les pays (tableau 1*).

Tableau 1* - Taux d'inflation et accroissement de la productivité en France et dans les principaux pays partenaires de la France

1960 - 1968

Variation moyenne annuelle en %

Indice Pays	Indices des prix ^{a)}		Productivité	Indices des prix corrigés de la productivité (a)	
	du produit national brut	pour le coût de la vie		du produit national brut	pour le coût de la vie
France	3,9	3,6	4,8	3,7	3,2
Belgique	3,1	2,8	3,9	3,3	3,0
République fédérale d'Allemagne	3,7	3,4	4,4	3,7	3,3
Italie	4,2	4,0	6,4	3,1	2,6
Japon	4,7	5,6	9,5	2,5	2,2
Canada	2,7	1,4	2,2	3,6	2,7
Pays-Bas	4,8	4,4	3,8	5,0	4,7
Suède	4,2	3,9	3,8	4,4	4,2
Suisse	4,5	3,4	3,3	4,9	4,0
Royaume-Uni	3,5 ^{b)}	3,2 ^{b)}	3,0 ^{b)}	4,1 ^{b)}	4,0 ^{b)}
Etats-Unis	2,2	2,0	2,9	2,8	2,9
Valeur moyenne ^{c)}	3,8	3,4	4,4	+ 3,7	+ 3,4
Coefficient de variation (%)	21,1	31,5	44,5	20,7	22,2

^{a)} en dollars US - ^{b)} 1960-1967 - ^{c)} moyenne arithmétique non pondérée.

Source : calculé sur la base du tableau A 40 et des équations (3) et (4)

.../...

5* Dans une autre analyse, on a mesuré les écarts de prix III et IV comme écarts des indicateurs du niveau des prix de l'ensemble de l'économie par rapport aux prix des exportations de produits industriels (BEP, VEP). Les estimations ont donné les résultats suivants :

$$(5) \quad \text{BEP} \quad = - 0,067 + 0,657 P \quad R^2 = 0,70 \\ (\pm 0,145)$$

$$(6) \quad \text{VEP} \quad = - 1,420 + 0,889 P \quad R^2 = 0,81 \\ (\pm 0,145)$$

$$(7) \quad (\text{BEP} - \overline{\text{BEP}}) = 0,005 + 0,631 (P - \bar{P}) \quad R^2 = 0,69 \\ (\pm 0,140)$$

$$(8) \quad (\text{VEP} - \overline{\text{VEP}}) = 0,067 + 0,855 (P - \bar{P}) \quad R^2 = 0,81 \\ (\pm 0,140)$$

Ainsi calculée, la corrélation apparaît plus nettement. Cependant, après avoir été corrigé de la productivité, le coefficient de variation ne diminue dans les deux cas que lorsqu'on ne tient pas compte du Japon et de l'Italie (tableau 2*)¹⁾. Cela provient du fait que ces pays ont diminué, pendant toute cette période, leurs prix à l'exportation des produits industriels, mais il n'est pas possible sans procéder à une étude plus approfondie de dire si cette évolution est compatible avec l'interdépendance internationale des prix.

.../...

(1) Le fait que les indices corrigés de la productivité diffèrent de ceux du tableau 1* tient à l'imprécision de la méthode de mesure, mais dans le cas présent, le montant exact de ces taux d'inflation importe peu (point 1*).

Tableau 2* - Taux d'inflation et accroissement de la productivité en France
et dans les principaux pays partenaires de la France

1960 - 1968

Variation moyenne annuelle en %

Indice pays	Indices des prix ^{a)}		Produc- tivité	Indices des prix corrigés de la productivité (a)	
	du produit national brut	pour le coût de la vie		du produit national brut	pour le coût de la vie
France	+ 3,9	+ 3,6	+ 4,8	+ 4,0	+ 4,2
Belgique	+ 3,1	+ 2,8	+ 3,9	+ 2,7	+ 3,1
République fédérale d'Allemagne	+ 3,7	+ 3,4	+ 4,4	+ 3,0	+ 3,4
Italie	+ 4,2	+ 4,0	+ 6,4	+ 2,2	+ 2,9
Japon	+ 4,7	+ 5,6	+ 9,5	+ 1,2	+ 1,5
Canada	+ 2,7	+ 1,4	+ 2,2	+ 3,2	+ 4,1
Pays-Bas	+ 4,8	+ 4,4	+ 3,8	+ 4,9	+ 5,2
Suède	+ 4,2	+ 3,9	+ 3,8	+ 4,4	+ 4,6
Suisse	+ 4,5	+ 3,4	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,2
Royaume-Uni	+ 3,5 ^{b)}	+ 3,2 ^{b)}	+ 3,0 ^{b)}	+ 4,3 ^{b)}	+ 4,4 ^{b)}
Etats-Unis	+ 2,2	+ 2,0	+ 2,9	+ 3,2	+ 3,2
Valeur moyenne ^{c)}	+ 3,8	+ 3,4	+ 4,4	+ 3,4	+ 3,8
Coefficient de variation (%)	21,1	31,5	44,5	31,0	27,8
Sans Japon ni Italie :					
Valeur moyenne	+ 3,6	+ 3,1	+ 3,6	+ 3,8	+ 4,2
Coefficient de variation (%)	22,0	28,2	21,2	19,1	18,0

^{a)} en dollars US - ^{b)} 1960-1967 - ^{c)} moyenne arithmétique non pondérée

Source : Calculé sur la base du tableau A 41 et des équations (6) et (7).

II/367/1/72-F

A N N E X E I I

T A B L E A U X

Tableau A 1 - Structure des exportations de la France et du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE

1965 (en %)

Pays	n° de la CTCl	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	0-9
Belgique-Luxembourg		6,08	0,66	6,26	3,24	0,25	6,17	47,76	20,14	7,47	1,97	100,00
Rép. Fédérale d'Allemagne		2,07	0,36	2,89	4,07	0,33	11,61	22,28	46,22	8,79	1,38	100,00
Italie		10,66	1,17	3,30	5,45	0,19	8,41	23,92	30,29	15,40	1,21	100,00
Pays-Bas		23,29	1,22	7,78	8,72	0,88	10,22	19,68	21,15	6,08	0,98	100,00
Japon		3,94	0,13	2,64	0,36	0,34	6,47	40,48	31,27	13,80	0,57	100,00
Canada		17,65	1,79	27,83	5,09	0,25	3,58	27,46	14,65	1,21	0,49	100,00
Suède		2,84	0,06	26,49	0,58	0,33	3,51	26,50	34,96	4,17	0,56	100,00
Suisse		3,98	1,42	2,30	0,13	0,10	19,90	17,58	30,43	23,83	0,33	100,00
Royaume-Uni		3,28	3,03	3,05	2,82	0,15	9,29	25,63	42,04	7,56	3,15	100,00
Etats-Unis		14,81	1,91	10,57	3,51	1,74	8,90	12,07	37,09	5,97	3,43	100,00
France		12,86	3,05	7,13	3,24	0,29	10,09	27,75	26,29	8,77	0,53	100,00
Groupe CEE		7,98	0,71	4,37	4,98	0,39	9,86	26,36	34,59	9,38	1,38	100,00
Groupe OCDE		9,34	1,29	8,42	3,63	0,41	8,82	23,57	34,37	8,19	1,96	100,00

Source : United Nations, Yearbook of International Trade Statistics

Tableau A 2 - Structure des exportations de la France, du Groupe des pays concurrents membres de l'OCDE et de la République Fédérale d'Allemagne

1960, 1965 et 1969 (en %)

n° de la CTCI	France			Groupe des pays concurrents membres de l'OCDE				République fédérale d'Allemagne		
	1960	1965	1969	1960	1965	1969	1960	1965	1969	
0 Animaux vivants et produits alimentaires	10,0	12,9	14,3	9,4	9,3	6,9	1,7	2,1	2,5	
1 Boissons et tabac	3,3	3,1	2,9	1,6	1,4	1,3	0,3	0,4	0,4	
2 Matières premières	8,1	7,1	5,8	10,8	8,4	7,0	2,5	2,9	2,5	
3 Combustibles minéraux, lubrifiants	3,9	3,2	2,3	4,6	3,6	3,2	5,9	4,1	2,8	
4 Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	0,3	0,3	0,2	0,7	0,7	0,4	0,3	0,3	0,3	
5 Produits chimiques	8,7	10,1	10,7	8,5	8,8	9,2	11,0	11,6	12,4	
6 Art.manufact., classés princ. d'après la matière première	31,8	27,7	23,6	23,7	23,5	22,7	25,5	22,3	22,1	
7 Machines et matériel de transport	24,7	26,3	30,9	32,0	34,2	38,4	43,4	46,2	46,0	
8 Articles manufacturés divers	8,6	8,8	8,9	7,1	8,2	9,3	8,8	8,8	9,7	
9 Articles non classés d'après la matière; or	0,8	0,5	0,4	1,6	2,0	1,6	0,4	1,5	1,3	

Source : OCDE, Echanges par produits, Tableaux analytiques, Série B

Tableau A 3 - Structure des importations de la France, du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE et de la République Fédérale d'Allemagne 1960, 1965 et 1969 (%)

N° de la CTCI	France		Groupe des pays concurrents membres de l'OCDE				République fédérale d'Allemagne		
	1960	1965	1969	1960	1965	1969	1960	1965	1969
0 Animaux vivants et produits alimentaires	15,2	14,7	12,1	19,6	17,3	13,8	21,4	19,1	15,8
1 Boissons et tabacs	5,1	2,5	1,3	2,0	1,7	1,5	1,7	1,8	1,6
2 Matières premières	22,7	15,2	11,1	18,8	16,5	13,5	22,5	16,2	13,8
3 Combustibles minéraux, lubrifiants	17,0	15,5	11,4	10,5	10,7	10,1	7,7	7,8	8,9
4 Huiles et graisses d'orig. anim. ou végétale.	1,6	1,3	0,9	1,1	0,8	0,6	1,5	1,1	0,7
5 Produits chimiques	4,8	6,8	7,8	5,0	5,4	5,9	4,5	4,8	6,3
6 Articles manuf. classés principalement d'après la matière première	16,5	17,9	22,0	21,1	20,8	21,0	23,6	23,4	25,4
7 Machines et matériel de transport	14,4	20,0	24,5	14,7	17,4	23,1	9,5	13,2	15,8
8 Articles manufacturés divers	2,6	6,2	9,0	6,0	6,9	8,5	6,6	6,5	8,4
9 Articles non classés d'après la matière première; or	0,0	0,0	0,0	1,2	2,5	1,9	1,0	6,2	3,4

Source : OCDE, Echanges par produits, Tableaux analytiques, Série B

Tableau A 4 - Structure régionale du commerce extérieur français

1960 et 1970 (en %)

Année	CEE	AELE	USA et Canada	Territoir d'Out-mer	Autres pays	Total	Dont RFA
Importations							
1960	29,1	8,8	13,2	22,1	26,8	100	15,8
1970	48,4	11,8	11,0	9,1	19,7	100	22,1
Exportations							
1960	30,1	14,3	6,4	29,4	19,8	100	13,7
1970	48,2	13,7	6,2	11,4	16,2	100	20,3

Source : Les Comptes de la Nation

Tableau A 5 - La structure des exportations de la France comparée à la structure des exportations des pays concurrents^{a)} en 1965

Écarts types (q) et écarts moyens (p)

	q	p
Belgique-Luxembourg	7,14	4,29
République fédérale d'Allemagne	7,57	4,64
Italie	3,25	2,70
Pays-Bas	4,92	3,55
Japon	5,85	4,57
Canada	8,32	5,47
Suède	7,95	5,62
Suisse	7,47	5,80
Royaume-Uni	6,08	3,67
Etats-Unis	6,32	4,16
Pays concurrents	3,35	2,32
Pays CEE	3,23	2,26

^{a)} La structure des exportations est représentée par la part (x_0, \dots, x_9) des classes 0 à 9 de la CTCI dans la somme des classes 0 à 9 de la CTCI

$$q = \sqrt{\frac{1}{10} \sum_{i=0}^9 (x_{iK} - x_{iF})^2}$$

$$p = \frac{1}{10} \sum_{i=0}^9 |x_{iK} - x_{iF}|$$

K = pays concurrent F = France

Source : UN, Yearbook of International Trade Statistics

Tableau A 6 - Pondération par pays pour le calcul des indices des prix à l'exportation en 1965

en %

Pays	Système A	Système B
Belgique, Luxembourg	6,85	14,89
République Fédérale d'Allem.	20,96	31,25
Italie	7,39	11,83
Pays-Bas	4,89	8,01
Japon	10,31	0,87
Canada	5,00	1,69
Suède	3,61	3,15
Suisse	3,54	6,66
Royaume-Uni	14,72	8,00
Etats-Unis	22,73	13,65
Total	100,00	100,00

Source : United Nations, Yearbook of International Trade Statistics
et calculs des auteurs

Tableau A 7 - Pondération a) des importations pour l'ensemble du secteur industriel et pour le secteur des produits de substitution aux importations en 1965

N° de code de la branche	Pondération des importations					Taux d'importation	Pourcentage des importations franç. globales
	Ensemble du secteur industriel	Sect. des prod. de subst. import.					
		Série I		Série II			
		Système					
	A ^{b)}	B ^{c)}	A ^{d)}	B ^{c)}			
03	3,85	4,39				21,30	3,09
03 A				7,00		31,04	3,05
03 B						1,00	0,05
05	12,80	14,57	13,61	23,63	19,71	27,33	10,28
06	2,11					8,12	1,69
06 A						7,48	1,30
06 B						11,25	0,40
07	6,34	7,22	6,74	11,71	9,76	27,15	5,09
08	6,51	7,41	6,92	12,02	10,02	61,87	5,22
09	34,85	39,67	37,05			15,60	27,98
09 A						8,15	3,28
09 B					27,46	19,45	14,31
09 C						18,99	4,48
09 D						16,72	4,42
09 E						17,26	1,53
10	12,23	13,93	13,01	22,59	18,84	26,38	9,82
11	11,27	12,83	11,98			17,80	9,05
11 A				17,03	14,21	30,26	7,41
11 B						2,68	0,50
11 C						15,05	1,19
12	10,03		10,67	6,03		13,00	8,06
12 A						15,49	2,71
12 B						20,58	2,62
12 C						4,97	0,82
12 D						12,48	1,91
Pourcent. des importations françaises globales	80,28	70,53	75,49	43,49	52,13		

a) Part des importations globales (y compris les droits et taxes à l'importation) du secteur industriel dans son ensemble ou du secteur des produits de substitution aux importations

b) Critère de délimitation : taux d'importation supérieur à 15 %

c) Critère de délimitation : taux d'importation supérieur à 5 %

d) Critère de délimitation : taux d'importation supérieur à 20 %

Source : Les Comptes de la Nation

Tableau A 8 - La France et ses concurrents : indices des prix à l'exportation des produits industriels^{a)} et leur variation par rapport à l'année précédente en %

1950-1970

Année	France		Groupe OCDE b)		Groupe CEE b)	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	79		81,9		85,8	
1951	93	+ 17,7	99,3	+ 21,3	105,3	+ 22,7
1952	107	+ 15,1	99,4	+ 0,1	105,8	+ 0,5
1953	101	- 6,6	95,4	- 4,0	100,2	- 5,3
1954	100	- 1,0	92,8	- 2,7	95,7	- 4,5
1955	100	± 0,0	92,8	± 0,0	95,4	- 0,3
1956	105	+ 5,0	95,1	+ 2,5	96,2	+ 0,8
1957	105	± 0,0	98,3	+ 3,4	98,4	+ 2,3
1958	102	- 2,9	97,4	- 0,9	96,9	- 1,5
1959	94	- 7,8	97,2	- 0,2	94,6	- 2,4
1960	99	+ 5,3	98,9	+ 1,8	96,5	+ 2,0
1961	100	+ 1,0	99,6	+ 0,7	98,9	+ 2,5
1962	100	± 0,0	99,3	- 0,3	99,1	+ 0,2
1963	100	± 0,0	100,0	+ 0,7	100,0	+ 0,9
1964	103	+ 3,0	101,1	+ 1,1	101,1	+ 1,1
1965	105	+ 1,9	102,8	+ 1,7	102,1	+ 1,0
1966	108	+ 2,9	105,0	+ 2,1	103,3	+ 1,2
1967	107	- 0,9	106,3	+ 1,2	103,1	- 0,2
1968	109	+ 1,9	106,1	- 0,2	101,5	- 1,5
1969	110	+ 0,9	110,3	+ 4,0	105,8	+ 4,2
1970	113	+ 2,7	117,2	+ 6,3	113,1	+ 6,9

a) En dollars US - b) Système de pondération A

Source : UN, Monthly Bulletin of Statistics et calculs des auteurs

Tableau A 9 - La France et ses concurrents:

Indices des prix à l'exportation des produits industriels ^{a)}
et leur variation par rapport à l'année précédente en %

1950 - 1970

Année	France		groupe OCDE b)		Groupe CEE b)	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	79		83,8		87,0	
1951	93	+ 17,7	100,7	+ 20,2	107,0	+ 23,0
1952	107	+ 15,1	101,4	+ 0,7	106,9	- 0,1
1953	101	- 6,6	96,8	- 4,5	101,0	- 5,5
1954	100	- 1,0	93,4	- 3,5	96,3	- 4,6
1955	100	± 0,0	93,5	+ 0,1	96,1	- 0,2
1956	105	+ 5,0	95,0	+ 2,2	97,0	+ 0,9
1957	105	± 0,0	97,8	+ 3,0	99,3	+ 2,4
1958	102	- 2,9	96,8	- 1,0	97,6	- 1,7
1959	94	- 7,8	95,5	- 1,3	95,1	- 2,6
1960	99	+ 5,3	97,2	+ 1,8	96,9	+ 1,9
1961	100	+ 1,0	98,8	+ 1,7	99,0	+ 2,2
1962	100	± 0,0	99,0	+ 0,2	99,2	+ 0,2
1963	100	± 0,0	100,0	+ 1,0	100,0	+ 0,8
1964	103	+ 3,0	101,4	+ 1,4	101,2	+ 1,2
1965	105	+ 1,9	102,9	+ 1,5	102,1	+ 0,9
1966	108	+ 2,9	105,0	+ 2,0	103,3	+ 1,2
1967	107	- 0,9	105,7	+ 0,7	103,2	- 0,1
1968	109	+ 1,9	105,1	- 0,6	101,6	- 1,5
1969	110	+ 0,9	109,1	+ 3,8	105,8	+ 4,1
1970	113	+ 2,7	116,1	+ 6,4	113,0	+ 6,8

^{a)} En dollars US/^{b)} Système de pondération B

Source : UN, Monthly Bulletin of Statistics et calculs des auteurs

Tableau A 10 - La France et ses concurrents:
indices des prix de l'ensemble des exportations^{a)} et leur variation par
rapport à l'année précédente en %

1950 - 1969

Année	France		Groupe OCDE b,c)		Groupe CEE b,d)	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	88,3		78,2		74,6	
1951	100,4	+ 13,7	96,7	+ 23,7	98,9	+ 32,6
1952	105,8	+ 5,4	98,5	+ 1,9	99,1	+ 0,2
1953	105,1	- 0,7	94,6	- 4,0	95,2	- 3,9
1954	104,0	- 1,0	93,8	- 0,8	93,7	- 1,6
1955	104,0	± 0	95,0	+ 1,3	95,8	+ 2,2
1956	108,5	+ 4,3	98,5	+ 3,7	98,8	+ 3,1
1957	109,3	+ 0,7	100,3	+ 1,8	100,4	+ 1,6
1958	103,7	- 5,1	97,3	- 3,0	96,3	- 4,1
1959	95,4	- 8,0	96,3	- 1,0	93,6	- 2,8
1960	97,2	+ 1,9	96,7	+ 0,4	93,8	+ 0,2
1961	97,3	+ 0,1	98,1	+ 1,5	96,1	+ 2,5
1962	97,9	+ 0,6	99,0	+ 0,9	99,0	+ 3,0
1963	100,0	+ 2,2	100,0	+ 1,0	100,0	+ 1,0
1964	102,7	+ 2,7	101,9	+ 1,9	102,5	+ 2,5
1965	103,0	+ 0,3	104,1	+ 2,2	104,3	+ 1,8
1966	104,8	+ 1,8	106,2	+ 2,0	105,7	+ 1,3
1967	104,9	+ 0,1	106,8	+ 0,6	105,4	- 0,3
1968	105,5	+ 0,6	106,0	- 0,7	104,1	- 1,2
1969	102,7	- 2,6	110,3	+ 4,1	110,3	+ 6,0

^{a)} en dollars US - ^{b)} système de pondération A - ^{c)} 1950 sans la Belgique, l'Italie, le Japon; 1951 sans la Belgique ni le Japon; 1953 sans la Belgique; 1969 sans le Canada; 1950-1969 sans le Luxembourg - ^{d)} voir c)

Source : OCDE; National Accounts et calculs des auteurs

Tableau A 11 - La France et ses concurrents :

indices des prix de l'ensemble des exportations^{a)}
et leur variation par rapport à l'année précédente en %

1950 - 1969

Année	France		Groupe OCDE b,c)		Groupe CEE b,d)	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	83,3		77,5		74,8	
1951	100,4	+ 13,7	97,7	+ 26,1	99,4	+ 32,9
1952	105,8	+ 5,4	98,5	+ 0,8	99,5	+ 0,1
1953	105,1	- 0,7	94,6	- 4,0	95,7	- 3,3
1954	104,0	- 1,0	93,2	- 1,5	94,0	- 1,8
1955	104,0	± 0	95,0	+ 1,9	96,3	+ 2,5
1956	108,5	+ 4,3	98,1	+ 3,3	99,5	+ 3,3
1957	109,3	+ 0,7	100,0	+ 1,9	101,0	+ 1,5
1958	103,7	- 5,1	96,8	- 3,2	96,8	- 4,2
1959	95,4	- 8,0	94,8	- 2,1	93,8	- 3,1
1960	97,2	+ 1,9	95,2	+ 0,4	94,2	+ 0,4
1961	97,3	+ 0,1	97,0	+ 1,9	96,2	+ 2,1
1962	97,9	+ 0,6	98,9	+ 2,0	98,9	+ 2,8
1963	100,0	+ 2,2	100,0	+ 1,1	100,0	+ 1,1
1964	102,7	+ 2,7	102,3	+ 2,3	102,7	+ 2,7
1965	103,0	+ 0,3	104,5	+ 2,2	104,5	+ 1,8
1966	104,8	+ 1,8	106,5	+ 1,9	106,0	+ 1,4
1967	104,9	+ 0,1	106,8	+ 0,3	105,8	- 0,2
1968	105,5	+ 0,6	106,0	- 0,7	104,6	- 1,1
1969	102,7	- 2,6	111,0	+ 4,7	110,7	+ 5,8

a) en dollars US - b) système de pondération B - c) 1950 sans la Belgique, l'Italie, le Japon; 1951 sans la Belgique ni le Japon; 1953 sans la Belgique; 1969 sans le Canada; 1959-1969 sans le Luxembourg - d) voir c)

Source : OCDE National Accounts et calculs des auteurs

Table A 12 - La France et ses concurrents:

Prix relatifs^{a, b)} des exportations de produits
industriels^{c)}

1950-1970 et variation par rapport
à l'année précédente - en %

Année	France/groupe OCDE ^{a)}		France/groupe CEE ^{d)}	
	1963=100	%	1963=100	%
1950	96,5	.	92,1	.
1951	93,7	- 2,9	88,3	- 4,1
1952	107,6	14,8	101,1	14,5
1953	105,9	- 1,6	100,8	- 0,3
1954	107,8	1,8	104,5	3,7
1955	107,8	0,0	104,8	0,3
1956	110,4	2,4	109,2	4,2
1957	106,8	- 3,3	106,7	- 2,3
1958	104,7	- 2,0	105,3	- 1,3
1959	96,7	- 7,6	99,4	- 5,6
1960	100,1	3,5	102,6	3,2
1961	100,4	0,3	101,1	- 1,5
1962	100,7	0,3	100,9	- 0,2
1963	100,0	- 0,7	100,0	- 0,9
1964	101,9	1,9	101,9	1,9
1965	102,1	0,2	102,8	0,9
1966	102,9	0,8	104,6	1,8
1967	100,7	- 2,1	103,8	- 0,8
1968	102,7	2,0	107,4	3,5
1969	99,7	- 2,9	104,0	- 3,2
1970	96,4	- 3,3	99,9	- 3,9

^{a)} en dollars US. - ^{b)} Indice pour la France en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). - ^{d)} Système de pondération A.

Source : UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs

Tableau A 13 - La France et ses concurrents :

Prix relatifs^{a, b} des exportations de produitsindustriels^c1950-1970 et variation par rapport à l'année
précédente en %

Année	France/groupe OCDE ^d)		France/groupe CEE ^d)	
	1963=100	%	1963=100	%
1950	94,3	.	90,8	.
1951	92,4	- 2,1	86,9	- 4,3
1952	105,5	14,2	100,1	15,2
1953	104,3	- 1,1	100,0	- 0,1
1954	107,1	2,7	103,8	3,8
1955	107,0	- 0,1	104,1	0,3
1956	110,5	3,3	108,3	4,0
1957	107,4	- 2,8	105,7	- 2,4
1958	105,4	- 1,9	104,5	- 1,1
1959	98,4	- 6,6	98,8	- 5,4
1960	101,9	3,6	102,2	3,4
1961	101,2	- 0,7	101,0	- 1,2
1962	101,0	- 0,2	100,8	- 0,2
1963	100,0	- 1,0	100,0	- 0,8
1964	101,6	1,6	101,8	1,8
1965	102,0	0,4	102,8	1,0
1966	102,9	0,9	104,6	1,8
1967	101,2	- 1,6	103,7	- 0,9
1968	103,7	2,5	107,3	3,5
1969	100,8	- 2,8	104,0	- 3,1
1970	97,3	- 3,5	100,0	- 3,8

^a) en dollars US. - ^b) Indice pour la France en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). - ^c) CTCI 5-8
^d) Système de pondération B.

Source. UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs

Tableau A 14 - La France et ses concurrents:

Prix relatifs ^{a, b} de l'ensemble des exportations ^c1950-1969 et variation par rapport
à l'année précédente - en %

Année	France/groupe OCDE ^d		France/groupe CEE ^d	
	1963=100	%	1963=100	%
1950	112,9	.	118,4	.
1951	103,8	- 8,1	101,5	- 14,3
1952	107,4	3,5	106,8	5,2
1953	111,1	3,5	110,4	3,4
1954	110,9	- 0,2	111,0	0,5
1955	109,5	- 1,3	108,6	- 2,2
1956	110,2	0,6	109,8	1,1
1957	109,0	- 1,1	108,9	- 0,8
1958	106,6	- 2,2	107,7	- 1,1
1959	99,1	- 7,0	101,9	- 5,4
1960	100,5	1,4	103,6	1,7
1961	99,2	- 1,3	101,3	- 2,2
1962	98,9	- 0,3	98,9	- 2,4
1963	100,0	1,1	100,0	1,1
1964	100,8	0,8	100,2	0,2
1965	98,9	- 1,9	98,8	- 1,4
1966	98,7	- 0,2	99,2	0,4
1967	98,2	- 0,5	99,5	0,3
1968	99,5	1,3	101,4	1,9
1969	93,1	- 6,4	93,1	- 8,2

^a En dollars US. - ^b Indice pour la France en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). - ^c Au sens de la comptabilité nationale. - ^d système de pondération A.

Source: OECD, National Accounts et calculs des auteurs

Tableau A 15 - La France et ses concurrents:

Prix relatifs^{a, b} de l'ensemble des exportations^c

1950-1969 et variation par rapport à l'année
précédente - en %

Année	France/groupe OCDE ^d		France/groupe CEE ^d	
	1963=100	%	1963=100	%
1950	113,9	.	118,1	.
1951	102,8	- 9,7	101,0	-14,5
1952	107,4	4,5	106,3	5,3
1953	111,1	3,5	109,8	3,3
1954	111,6	0,5	110,6	0,7
1955	109,5	- 1,9	108,0	- 2,3
1956	110,6	1,0	109,1	1,0
1957	109,3	- 1,2	108,2	- 0,8
1958	107,1	- 2,0	107,1	- 1,0
1959	100,6	- 6,1	101,7	- 5,0
1960	102,1	1,5	103,2	1,5
1961	100,3	- 1,8	101,1	- 2,0
1962	99,0	- 1,3	99,0	- 2,1
1963	100,0	1,0	100,0	1,0
1964	100,4	0,4	100,0	0,0
1965	98,6	- 1,8	98,6	- 1,4
1966	98,4	- 0,2	98,9	0,3
1967	98,2	- 0,2	99,2	0,3
1968	99,5	1,3	100,9	1,7
1969	92,5	- 7,0	92,8	- 8,2

^aEn dollars US. - ^bIndice pour la France en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). - ^cAu sens de la comptabilité nationale. - ^dSystème de pondération B

Source: OECD, National Accounts et calculs des auteurs.

Tableau A 16 - La France et ses concurrents:

Prix relatifs ^{a, b} des exportations de produits industriels ^c
 et de l'ensemble des exportations ^d 1953 - 1970

Variations moyennes annuelles par rapport à la valeur
 moyenne de la période de base ^e en %

Année	Exportation de produits industriels		Ensemble des exportations	
	France ^f	France ^f	France ^f	France ^f
	Groupe OCDE	Groupe CEE	Groupe OCDE	Groupe CEE
1953	3,0	3,7	1,4	0,8
1954	2,6	3,7	0,9	0,7
1955	1,9	2,8	0,4	- 0,1
1956	2,1	3,1	0,4	0,2
1957	1,1	2,2	0,2	0,1
1958	0,7	1,7	- 0,2	- 0,1
1959	- 0,4	0,7	- 1,1	- 0,8
1960	0,1	1,0	- 0,8	- 0,5
1961	0,1	0,8	- 0,9	- 0,7
1962	0,1	0,7	- 0,8	- 0,9
1963	0,1	0,5	- 0,6	- 0,7
1964	0,2	0,6	- 0,5	- 0,6
1965	0,2	0,7	- 0,6	- 0,7
1966	0,2	0,7	- 0,6	- 0,6
1967	0,1	0,6	- 0,6	- 0,5
1968	0,2	0,8	- 0,5	- 0,4
1969	- 0,1	0,6	- 0,8	- 0,9
1970	- 0,2	0,3	.	.

^a en dollars US. - ^b Indice pour la France en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). - ^c CICI 5-8. - ^d Au sens de la comptabilité nationale. - ^e Moyenne géométrique des indices 1950-1952 et 1951-1953. - ^f Système de pondération A

Source : UN, Monthly Bulletins; OECD, National Accounts et calculs des auteurs

Ces deux pages ont été supprimées.

Tableau A 17 - La France et ses concurrents :

Prix relatifs^{a, b} des exportations de produits industriels^c
 et de l'ensemble des exportations^d 1962 - 1970

Variations moyennes annuelles par rapport à la valeur
 moyenne de la période de base^e en %

Année	Exportation de produits industriels		Ensemble des exportations	
	France f (groupe OCDE)	France f Groupe CEE	France f Groupe OCDE	France f Groupe CEE
1962	0,8	- 0,1	- 0,4	- 1,3
1963	0,3	- 0,3	0,1	- 0,5
1964	0,7	0,2	0,3	- 0,3
1965	0,6	0,3	- 0,1	- 0,5
1966	0,6	0,6	- 0,1	- 0,4
1967	0,2	0,4	- 0,2	- 0,3
1968	0,4	0,8	- 0,1	- 0,1
1969	0,1	0,3	- 0,7	- 1,0
1970	- 0,3	- 0,1	.	.

^a en dollars US.- ^b Base de calcul: Indice de la France en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE).- ^c CTCl 5-8.-
^d Au sens de la comptabilité nationale.- ^e Moyenne géométrique de l'indice 1959-1961.- ^f Système de pondération A

Source: UN, Monthly Bulletins; OECD, National Accounts et calculs des auteurs

Tableau A 18 - La France et ses concurrents: indices des prix des produits industriels^{a)} et leur variation par rapport au trimestre de l'année précédente en % (moyennes mobiles sur trois trimestres) 1960 - 1970

Année	France		Groupe OCDE ^{b, c)}		Groupe CEE ^{b)}	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1960	II	99,7	98,7		95,7	
	III	99,7	98,6		95,8	
	IV	99,7	98,5		95,8	
1961	I	100,0	99,0		97,0	
	II	100,3	99,6	+ 0,9	98,5	+ 2,9
	III	100,7	100,0	+ 1,4	99,5	+ 3,9
	IV	100,7	99,7	+ 1,2	99,6	+ 4,0
1962	I	100,0	99,3	+ 0,3	99,0	+ 2,1
	II	100,3	99,1	- 0,5	98,7	+ 0,2
	III	100,3	98,8	- 1,2	98,5	- 1,0
	IV	101,0	99,2	- 0,5	98,9	- 0,7
1963	I	100,7	99,4	+ 0,1	99,1	+ 1,0
	II	100,7	99,5	+ 0,4	99,1	+ 0,4
	III	100,7	99,5	+ 0,7	99,1	+ 0,6
	IV	101,7	99,7	+ 0,5	99,4	+ 0,5
1964	I	103,0	100,1	+ 0,7	99,8	+ 0,7
	II	104,0	100,7	+ 1,2	100,5	+ 1,4
	III	104,3	101,3	+ 1,8	101,3	+ 2,2
	IV	104,7	101,9	+ 2,2	101,8	+ 2,4
1965	I	105,0	102,3	+ 2,2	101,9	+ 2,1
	II	105,7	102,7	+ 2,0	101,8	+ 1,3
	III	106,0	103,0	+ 1,7	102,2	+ 0,9
	IV	106,7	103,7	+ 1,8	102,6	+ 0,8
1966	I	107,0	104,3	+ 2,0	103,0	+ 1,1
	II	107,7	104,9	+ 2,1	103,5	+ 1,7
	III	108,7	105,4	+ 2,3	104,0	+ 1,6
	IV	109,0	106,0	+ 2,2	104,8	+ 2,1
1967	I	108,7	106,3	+ 1,9	104,1	+ 1,1
	II	108,0	106,6	+ 1,6	103,5	+ 0,0
	III	107,0	106,6	+ 1,1	103,1	- 0,9
	IV	107,7	106,1	+ 0,1	102,6	- 2,1
1968	I	106,7	105,7	- 0,6	101,9	- 2,1
	II	107,3	105,6	- 0,9	101,2	- 2,2
	III	108,0	106,2	- 0,4	100,9	- 2,1
	IV	110,0	107,0	+ 0,9	101,6	- 1,0
1969	I	111,0	107,9	+ 2,1	102,5	+ 0,6
	II	110,3	108,9	+ 3,1	103,8	+ 2,6
	III	109,7	110,8	+ 4,3	106,4	+ 5,5
	IV	110,0	113,0	+ 5,6	109,4	+ 7,7
1970	I	111,3	115,4	+ 7,0	112,1	+ 9,4
	II	112,3	116,9	+ 7,4	113,2	+ 9,1
	III	113,6	117,9	+ 6,4	113,8	+ 7,0
	IV					

a) en dollars US - b) système de pondération A - c) 1960 sans la Suisse

Tableau A 19 - La France et ses concurrents : indices des prix des produits industriels (a) et leur variation, par rapport au trimestre de l'année précédente en % (moyennes mobiles sur trois trimestres) 1960 - 1970

Année		France		Groupe OCDE ^{b,c)}		Groupe CEE ^{b)}	
		1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1960	II	99,7		97,0		96,3	
	III	99,7		97,0		96,3	
	IV	99,7		97,0		96,2	
1961	I	100,0		98,0		97,4	
	II	100,3	+ 0,6	98,9	+ 2,0	98,7	+ 2,5
	III	100,7	+ 1,0	99,0	+ 2,0	99,7	+ 3,5
	IV	100,7	+ 1,0	99,3	+ 2,4	99,7	+ 3,6
1962	I	100,0	± 0,0	98,9	+ 0,9	99,2	+ 1,9
	II	100,3	± 0,0	98,7	- 0,2	98,9	+ 0,2
	III	100,3	- 0,4	98,5	- 0,5	99,6	± 0,0
	IV	101,0	+ 0,3	99,2	- 0,1	98,9	- 0,8
1963	I	100,7	+ 0,7	99,5	+ 0,6	99,2	± 0,0
	II	100,7	+ 0,4	99,7	+ 1,0	99,2	+ 0,3
	III	100,7	+ 0,4	99,8	+ 1,3	99,2	- 0,4
	IV	101,7	+ 0,7	100,1	+ 0,9	99,5	+ 0,6
1964	I	103,0	+ 2,2	100,6	+ 1,1	100,0	+ 0,8
	II	104,0	+ 3,3	101,2	+ 1,5	100,7	+ 1,5
	III	104,3	+ 3,6	101,9	+ 2,1	101,5	+ 2,3
	IV	104,7	+ 3,0	102,5	+ 2,4	101,8	+ 2,3
1965	I	105,0	+ 1,9	102,9	+ 2,3	101,9	+ 1,9
	II	105,7	+ 1,6	103,1	+ 1,9	101,9	+ 1,2
	III	106,0	+ 1,6	103,5	+ 1,6	102,3	+ 0,8
	IV	106,7	+ 1,9	104,1	+ 1,6	102,7	+ 0,9
1966	I	107,0	+ 1,9	104,7	+ 1,8	103,0	+ 1,1
	II	107,7	+ 1,9	105,3	+ 2,1	103,5	+ 1,6
	III	108,7	+ 2,6	106,0	+ 2,4	104,2	+ 1,9
	IV	109,0	+ 2,2	106,3	+ 2,1	104,3	+ 1,6
1967	I	108,7	+ 1,6	106,2	+ 1,4	104,2	+ 1,2
	II	108,0	+ 0,3	106,1	+ 0,8	103,6	+ 0,1
	III	107,0	- 1,6	105,9	- 0,1	103,2	- 1,0
	IV	107,7	- 1,2	105,5	- 0,7	102,7	- 1,5
1968	I	106,7	- 1,8	105,0	- 1,1	102,0	- 2,1
	II	107,3	- 0,6	104,6	- 1,4	101,2	- 2,3
	III	108,0	+ 0,9	104,8	- 1,0	101,0	- 2,1
	IV	110,0	+ 2,1	105,6	+ 0,1	101,7	- 1,0
1969	I	111,0	+ 4,0	106,4	+ 1,3	102,6	+ 0,6
	II	110,3	+ 2,8	107,5	+ 2,8	103,8	+ 2,6
	III	109,7	+ 1,6	109,7	+ 4,7	106,4	+ 5,4
	IV	110,0	0,0	112,3	+ 6,4	109,4	+ 7,6
1970	I	111,3	+ 0,3	114,6	+ 7,7	112,0	+ 9,2
	II	112,3	+ 1,8	115,9	+ 7,8	113,1	+ 9,0
	III	113,6	+ 3,7	116,4	+ 6,1	113,6	+ 6,8
	IV						

a) en dollars US - b) système de pondération B - c) sans la Suisse

Tableau A 20 -- La France et ses concurrents:

Indices des prix à la production et à l'importation
pour l'ensemble de la production et pour le secteur
industriel et leur variation par rapport à l'année
précédente - en %

1950 - 1970

Année	Ensemble de l'économie				Secteur industriel			
	Prix à la production		Prix à l'im- portation		Prix à la production		Prix à l'im- portation	
	Indice	%	Indice	%	Indice	%	Indice	%
1950	49,0	+ 5,9	66,7	+12,3	51,5	+ 6,4	64,3	+ 17,8
1951	58,4	+19,2	85,2	+27,7	64,2	+24,8	83,6	+29,9
1952	65,8	+12,7	84,4	- 0,9	71,7	+11,6	84,4	+ 1,0
1953	65,3	- 0,9	77,6	- 8,4	70,9	- 1,1	76,1	- 9,9
1954	65,2	- 0,04	76,3	- 1,2	70,9	+ 0,1	74,9	- 1,5
1955	66,4	+ 1,9	75,8	- 0,8	72,2	+ 1,8	77,0	+ 2,7
1956	69,3	+ 4,3	78,4	+ 3,4	74,5	+ 3,2	77,9	+ 1,2
1957	73,2	+ 5,7	85,2	+ 8,7	78,8	+ 3,8	85,5	+ 9,8
1958	81,5	+11,2	91,5	+ 7,5	86,1	+ 9,3	90,3	+ 5,6
1959	86,1	+ 5,7	97,4	+ 6,4	91,5	+ 6,2	100,0	+ 10,7
1960	89,5	+ 3,9	99,4	+ 2,1	93,5	+ 2,2	101,0	+ 1,0
1961	91,9	+ 2,8	98,9	- 0,5	95,4	+ 2,0	100,3	- 0,6
1962	95,2	+ 3,6	98,6	- 0,3	97,8	+ 2,6	98,3	- 2,1
1963	100,0	+ 5,0	100,0	+ 1,4	100,0	+ 2,2	100,0	+ 1,8
1964	103,1	+ 3,1	101,9	+ 2,0	102,1	+ 2,1	102,2	+ 2,2
1965	105,1	+ 1,9	102,8	+ 0,9	102,9	+ 0,8	103,1	+ 1,0
1966	107,8	+ 2,6	104,1	+ 1,3	104,3	+ 1,3	105,1	+ 1,9
1967	110,1	+ 2,1	102,8	- 1,3	105,1	+ 0,8	103,5	- 1,5
1968	114,0	+ 3,6	98,6	- 4,1	105,2	+ 0,1	99,1	- 4,3
1969	122,6	+ 7,5	103,9	+ 5,4	114,1	+ 8,5	104,1	+ 5,0
1970	130,1	+ 6,1	114,8	+10,0	122,4	+ 7,2	115,4	+ 10,8

Source: Etudes et conjoncture; Les Comptes de la Nation

Tableau A 21

- La France et ses concurrents :

Indices des prix à la production et à l'importation
pour le secteur des produits de substitution aux
importations et leur variation par rapport à l'année
précédente en % - 1950 - 1970

Année	Secteur des produits de substitution aux importations, série I							
	Concept A				Concept B			
	Prix à la production		Prix à l'importation		Prix à la production		Prix à l'importation	
	Indice	%	Indice	%	Indice	%	Indice	%
1950	54,3	+ 6,4	64,7	+18,7	53,1	+ 7,3	65,3	+16,3
1951	67,1	+23,6	80,7	+24,7	66,3	+24,8	86,0	+31,7
1952	74,5	+11,1	81,1	+ 0,5	73,6	+11,0	84,6	- 1,6
1953	73,1	- 0,2	75,5	- 7,0	72,1	- 2,1	76,7	- 9,4
1954	72,5	- 0,7	74,2	- 1,6	71,7	- 0,5	75,6	- 1,5
1955	74,7	+ 3,1	76,1	+ 2,5	73,9	+ 3,2	77,8	+ 3,0
1956	76,9	+ 2,9	77,4	+ 1,7	76,2	+ 3,1	78,6	+ 1,1
1957	81,7	+ 6,2	85,5	+10,5	80,8	+ 6,0	86,2	+ 9,7
1958	88,7	+ 8,5	90,0	+ 5,3	88,0	+ 8,9	90,3	+ 4,7
1959	93,5	+ 5,5	100,2	+11,2	92,9	+ 5,5	99,8	+10,5
1960	95,8	+ 2,4	101,2	+ 1,0	95,1	+ 2,4	100,9	+ 1,1
1961	97,1	+ 1,3	100,2	- 1,0	96,6	+ 1,5	100,2	- 0,7
1962	97,9	+ 1,0	98,9	- 1,2	97,7	+ 1,2	98,2	- 2,0
1963	100,0	+ 2,1	100,0	+ 1,1	100,0	+ 2,4	100,0	+ 1,8
1964	102,1	+ 2,0	102,3	+ 2,3	102,0	+ 2,0	102,0	+ 2,1
1965	103,9	+ 1,9	103,1	+ 0,9	104,0	+ 1,9	102,9	+ 0,9
1966	105,5	+ 1,5	105,2	+ 2,0	105,5	+ 1,5	105,1	+ 2,1
1967	105,9	+ 0,4	103,4	- 1,7	105,9	+ 0,4	103,7	- 1,3
1968	106,0	+ 0,1	99,0	- 4,3	106,8	+ 0,7	98,9	- 4,6
1969	115,2	+ 8,7	104,2	+ 5,3	116,5	+ 9,2	104,0	+ 5,1
1970	123,2	+ 6,9	115,3	+10,7	124,3	+ 6,7	115,5	+11,0

Source : Les Comptes de la Nation

Tableau A 23 - La France et ses concurrents :

Indices relatifs des prix^a pour l'ensemble de la production, pour le secteur industriel et pour le secteur des produits de substitution aux importations et leur variation par rapport à l'année précédente en %

1950 - 1970

Année	Ensemble de la production		Secteur industriel		Secteur des produits de substitution aux importations Série I			
					Concept A		Concept B	
	Indice	%	Indice	%	Indice	%	Indice	%
1950	73,5	.	80,1	.	83,9	.	81,3	.
1951	68,5	- 6,8	76,8	- 4,1	83,1	- 1,0	77,1	- 5,2
1952	78,0	13,9	85,0	10,7	91,9	10,6	87,0	12,8
1953	84,1	7,8	93,2	9,6	96,8	5,3	94,0	8,0
1954	85,5	1,7	94,7	1,6	97,7	0,9	94,8	0,9
1955	87,6	2,5	93,8	- 1,0	98,2	0,5	95,0	0,2
1956	88,4	0,9	95,6	1,9	99,4	1,2	97,0	2,1
1957	85,9	- 2,8	92,2	- 3,6	95,6	- 3,8	93,7	- 3,4
1958	89,1	3,7	95,3	3,4	98,6	3,1	97,5	4,1
1959	88,4	- 0,8	91,5	- 4,0	93,3	- 5,4	93,1	- 4,5
1960	90,0	1,8	92,6	1,2	94,7	1,5	94,3	1,3
1961	92,9	3,2	95,1	2,7	96,9	2,3	96,4	2,2
1962	96,6	4,0	99,5	4,6	99,0	2,2	99,5	3,2
1963	100,0	3,5	100,0	0,5	100,0	1,0	100,0	0,5
1964	101,2	1,2	99,9	- 0,1	99,8	- 0,2	100,0	0,0
1965	102,2	1,0	99,8	- 0,1	100,8	1,0	101,1	1,1
1966	103,6	1,4	99,2	- 0,6	100,3	- 0,5	100,4	- 0,7
1967	107,1	3,4	101,5	2,3	102,4	2,1	102,1	1,7
1968	115,6	7,9	106,2	4,6	107,1	4,6	108,0	5,8
1969	118,0	2,1	109,6	3,2	110,6	3,3	112,0	3,7
1970	113,3	- 4,0	106,1	- 3,2	106,9	- 3,3	107,6	- 3,9

a) Indices des prix à la production en France en % des indices correspondants des prix à l'importation.

Source: Tableaux A 20 et A 21

Tableau A 24 - La France et ses concurrents :

Indices relatifs des prix^a pour le secteur des produits
de substitution aux importations, leur variation par
rapport à l'année précédente en % et leur variation moyen-
ne annuelle par rapport à la valeur moyenne de la période
de base^b en %

1960 - 1970

Année	Secteur des produits de substitution aux importations Série II					
	Indice relatif		Variation par rapport à l'année précédente en %		Variation par rapport à la valeur moyenne de la période de base en %	
	Système		Système		Système	
	A	B	A	B	A	B
1960	92,4	94,9				
1961	95,4	97,1	3,2	2,3		
1962	98,3	99,3	3,0	2,3	2,2	1,9
1963	100,0	100,0	1,7	0,7	1,9	1,8
1964	98,5	100,6	-1,5	0,6	1,2	1,3
1965	96,7	100,4	-1,8	-0,2	0,6	1,0
1966	97,7	100,1	1,0	-0,3	0,7	0,8
1967	100,2	101,2	2,6	1,1	1,0	0,9
1968	102,8	105,6	2,6	4,3	1,2	1,2
1969	108,3	110,8	5,4	4,9	1,6	1,7
1970	104,5	105,3	-3,5	-5,0	1,1	1,0

^aIndices des prix à la production en France en % des indices correspondants des prix à l'importation

^bMoyenne géométrique des indices 1959-1961

Source : Tableau A 22

Tableau A 25 - La France et ses concurrents.Indices de la production industrielle1950-1970 et variation par rapport à
l'année précédente en %.

Jahr	France		Groupe OCDE ^a		Groupe CEE	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	48,3	.	47,0	.	39,2	.
1951	54,1	12,0	51,8	10,2	45,0	14,8
1952	55,4	2,4	52,7	1,7	46,0	2,2
1953	54,5	- 1,6	56,5	7,2	50,0	8,7
1954	56,2	3,1	59,2	4,8	55,1	10,2
1955	63,3	12,6	65,3	10,3	61,3	11,3
1956	68,4	8,1	69,5	6,4	66,0	7,7
1957	74,4	8,8	72,1	3,7	69,5	5,3
1958	77,8	4,6	71,0	- 1,5	70,0	0,7
1959	78,7	1,2	78,0	9,9	75,4	7,7
1960	85,5	8,6	84,8	8,7	83,9	11,3
1961	90,6	6,0	89,9	6,0	89,4	6,6
1962	95,8	5,7	95,0	5,7	94,8	6,0
1963	100,0	4,4	100,0	5,3	100,0	5,5
1964	108,0	8,0	108,0	8,0	106,4	6,4
1965	109,0	0,9	114,0	5,6	111,5	4,8
1966	118,0	8,3	121,0	6,1	116,6	4,6
1967	121,0	2,5	125,0	3,3	117,7	0,9
1968	126,0	4,1	135,0	8,0	129,3	9,9
1969	142,0	12,7	147,0	8,9	142,7	10,4
1970	150,0	5,6	155,0	5,4	151,9	6,5

^a Système de pondération A

Source : OECD, Main Economic Indicators et calculs des auteurs.

Tableau A 26 - La France et ses concurrents: indices de la production industrielle 1950-1970 - et leur variation par rapport à l'année précédente en %

Année	France		Groupe OCDE ^a		Groupe CEE ^a	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	48,3	.	46,9	.	39,2	.
1951	54,1	12,0	51,7	10,2	45,0	14,8
1952	55,4	2,4	52,6	1,7	46,0	2,2
1953	54,5	- 1,6	56,4	7,2	49,9	8,5
1954	56,2	3,1	59,1	4,8	55,1	10,4
1955	63,3	12,6	65,2	10,3	61,3	11,3
1956	68,4	8,1	69,5	6,6	66,0	7,7
1957	74,4	8,8	72,0	3,6	69,4	5,2
1958	77,8	4,6	71,1	- 1,2	70,0	0,9
1959	78,7	1,2	77,9	9,6	75,3	7,6
1960	85,5	8,6	84,7	8,7	83,9	11,4
1961	90,6	6,0	89,7	5,9	89,3	6,4
1962	95,8	5,7	94,9	5,8	94,8	6,2
1963	100,0	4,4	100,0	5,4	100,0	5,5
1964	108,0	8,0	108,0	8,0	106,8	6,8
1965	109,0	0,9	114,1	5,7	111,9	4,8
1966	118,0	8,3	121,0	6,1	117,0	4,6
1967	121,0	2,5	125,0	3,3	118,1	0,9
1968	126,0	4,1	135,0	8,0	129,8	9,9
1969	142,0	12,7	147,0	8,9	143,2	10,3
1970	150,0	5,6	155,0	5,4	152,4	6,4

^a Système de pondération B

Source: OECD, Main Economic Indicators et calculs des auteurs

Tableau A 27 La France et ses concurrents :

Variations de l'indice de la production
industrielle de la France par rapport au
trimestre correspondant de l'année précédente
 en % 1951 - 1971
 (Moyennes mobiles sur trois trimestres)

Année	T r i m e s t r e			
	I	II	III	IV
1951	.	14,4	12,4	10,4
1952	7,2	5,4	2,7	0,1
1953	- 1,5	- 3,9	- 2,4	- 0,7
1954	4,5	8,1	10,9	11,4
1955	9,0	8,9	8,3	7,8
1956	8,3	8,2	8,4	9,2
1957	8,6	9,3	8,1	8,4
1958	7,5	3,9	0,8	- 2,2
1959	- 1,5	- 0,7	2,6	5,6
1960	8,2	9,2	9,0	8,8
1961	7,6	6,7	5,6	5,2
1962	5,5	5,7	6,0	3,7
1963	3,4	3,9	6,5	9,8
1964	10,3	9,0	4,7	1,6
1965	0,3	0,5	2,9	5,3
1966	7,0	7,6	7,0	6,0
1967	3,8	2,6	2,3	3,9
1968	0,5	2,4	4,3	10,0
1969	17,5	16,4	15,0	7,4
1970	6,2	5,9	4,7	3,9
1971	3,6	4,5	6,0	.

Source: OECD, Main Economic Indicators. - Calculs des auteurs

Tableau A 28 - Variation de l'indice de la production

industrielle du groupe
des pays concurrents
membres de l'OCDE par rapport au tri-
mestre correspondant de l'année précédente en %

1951-1971^a

(Moyennes mobiles sur trois trimestres)

Année	T r i m e s t r e			
	I	II	III	IV
1951	.	13,2	7,7	2,9
1952	0,7	1,4	3,5	5,9
1953	7,3	7,3	6,8	5,3
1954	4,1	3,5	4,0	6,5
1955	9,8	11,1	10,5	9,1
1956	7,7	5,9	5,3	5,2
1957	5,6	5,6	3,4	0,9
1958	- 2,0	- 2,8	- 1,2	2,1
1959	6,3	8,7	10,2	10,8
1960	10,6	10,0	8,2	6,9
1961	5,7	5,6	6,2	6,4
1962	6,7	6,2	5,5	4,5
1963	4,1	6,2	9,2	12,5
1964	13,2	11,5	8,8	6,8
1965	6,4	6,5	6,2	7,1
1966	6,8	7,1	5,8	4,9
1967	3,7	3,1	3,8	4,9
1968	6,8	8,1	9,3	9,6
1969	9,7	9,7	8,5	7,9
1970	6,7	5,9	4,7	3,8
1971	3,1	2,3	2,0	.

^a Jusqu'en 1955 sans le Japon, jusqu'en 1963(II) sans la Suisse.

Source : OECD, Main Economic Indicators. - et calculs des auteurs.

Tableau A 29 - La variation de l'indice de la production industrielle
des pays de la CEE sans la France par rapport au tri-
mestre correspondant de l'année précédente en %.

1951 - 1971

(Moyennes mobiles sur trois trimestres)

Année	T r i m e s t r e			
	I	II	III	IV
1951	.	16,4	9,9	3,5
1952	3,2	2,7	4,3	5,7
1953	7,0	7,7	8,5	9,0
1954	9,2	9,5	9,6	10,4
1955	11,7	13,0	13,2	11,9
1956	10,6	8,8	7,7	7,1
1957	6,1	5,2	3,8	2,5
1958	1,3	0,4	0,4	1,6
1959	3,6	6,0	9,2	11,5
1960	12,8	12,6	11,1	10,0
1961	8,3	7,5	6,0	5,2
1962	5,1	5,4	6,3	5,5
1963	5,8	6,0	6,8	7,9
1964	7,8	7,1	5,5	4,6
1965	4,5	4,5	4,9	4,3
1966	4,2	3,9	3,6	2,1
1967	0,3	0,0	1,7	4,3
1968	7,2	9,4	11,0	12,1
1969	12,6	12,0	9,7	8,1
1970	6,9	6,8	6,2	4,7
1971	3,7	2,3	1,3	.

Source : OECD, Main Economic Indicators, et calculs des auteurs.

Tableau A 30 - La France et ses concurrents : degré d'utilisation ^{a)}
des capacités techniques dans l'industrie de transformation
en %
 1950-1970

Année	France	Groupe OCDE	Groupe CEE
1950	94,2	95,4	85,3
1951	100,0	99,3	92,1
1952	96,5	95,3	88,7
1953	90,7	96,6	90,6
1954	88,6	95,5	94,1
1955	94,6	99,4	98,5
1956	96,9	100,0	100,0
1957	99,9	97,9	99,0
1958	99,1	91,3	94,0
1959	94,9	94,3	95,2
1960	97,7	96,8	99,7
1961	98,2	96,8	100,0
1962	93,3	96,7	100,0
1963	97,3	96,1	99,4
1964	100,0	98,0	100,0
1965	95,2	97,7	98,8
1966	97,6	97,8	97,3
1967	94,9	95,4	92,6
1968	93,6	97,3	95,9
1969	99,9	100,0	99,7
1970	100,0	99,5	100,0

^{a)} calculé d'après la méthode de la Wharton-School

Source : Tableau A 26

Tableau A 31 - Degré d'utilisation relatif des capacitéstechniques dans l'industrie française ^{a)}

Evolution 1950-1970 en %

Année	France/Groupe OCDE	France / Groupe CEE
1950	98,7	110,4
1951	100,7	108,6
1952	101,3	108,8
1953	93,9	100,1
1954	92,8	94,2
1955	95,2	96,0
1956	96,9	96,9
1957	102,0	100,9
1958	108,5	105,4
1959	100,6	99,7
1960	100,9	98,0
1961	101,4	98,2
1962	101,7	98,3
1963	101,2	97,9
1964	102,0	100,0
1965	97,4	96,4
1966	99,8	100,3
1967	99,5	102,5
1968	96,2	97,6
1969	99,9	100,2
1970	100,5	100,0

^{a)} Auslastungsgrad Frankreichs in %H des Auslastungsgrades der OECD-Gruppe (EWG-Gruppe).

Source: Tableau A 25

Tableau A 32 - La France et ses concurrents :

Degré d'utilisation^{a)} des capacités techniques
dans l'industrie française en %

1950 - 1971

(Moyennes mobiles sur trois trimestres)

Année	T r i m e s t r e s			
	I	II	III	IV
1950	.	90,8	92,8	94,8
1951	95,9	97,9	98,1	98,5
1952	96,4	96,2	94,2	92,8
1953	89,7	87,3	86,5	86,4
1954	88,3	89,1	91,0	90,7
1955	91,4	91,1	92,2	92,8
1956	94,8	96,7	98,1	98,5
1957	97,9	98,6	99,3	100,0
1958	99,1	97,7	95,6	93,5
1959	92,6	92,1	93,2	93,9
1960	95,0	95,6	96,2	96,7
1961	96,5	96,3	96,0	95,8
1962	95,2	95,2	95,3	94,0
1963	94,0	94,7	97,2	98,1
1964	98,9	97,9	96,9	94,7
1965	94,3	94,5	95,2	95,6
1966	95,4	95,8	95,6	94,8
1967	93,5	92,8	92,6	93,3
1968	88,7	89,9	91,2	97,2
1969	98,3	98,3	98,4	98,8
1970	98,6	98,6	97,5	97,5
1971	97,0	97,5	97,8	.

^a Calculé d'après la méthode de la Wharton-School

Source: OCDE, Main Economic Indicators. - Calculs des auteurs
1950-1954, correction des variations saisonnières d'après
la méthode des "Gliederziffern".

Tableau A 33 - La France et ses concurrents :
Degré d'utilisation a) des capacités
techniques dans l'industrie de transformation
du groupe des pays concurrents membres de
l'OCDE en %

1950 - 1971

(Moyennes mobiles sur trois trimestres)

Année	T r i m e s t r e s			
	I	II	III	IV
1950	.	90,3	92,0	96,0
1951	96,7	96,3	93,0	93,0
1952	91,7	92,0	90,0	92,0
1953	92,3	93,0	90,3	90,7
1954	90,0	90,3	88,3	90,3
1955	93,7	97,7	98,7	98,7
1956	98,7	98,3	98,7	99,0
1957	99,3	98,0	95,3	92,7
1958	90,7	89,7	89,3	89,7
1959	91,0	92,0	93,3	94,3
1960	94,7	94,7	94,0	94,3
1961	94,3	94,3	94,7	94,7
1962	95,0	94,7	94,3	93,7
1963	93,7	94,3	95,7	96,3
1964	97,0	97,0	96,7	97,0
1965	96,7	96,7	96,0	96,3
1966	96,3	96,3	95,7	95,3
1967	94,3	94,0	94,0	94,3
1968	95,0	95,7	97,0	97,7
1969	98,3	99,0	98,7	99,0
1970	99,0	99,3	98,3	97,5
1971	96,7	95,9	94,6	.

^aCalculé d'après la méthode de la Wharton-School

Source : OCDE; Main Economic Indicators. - Calculs des auteurs.
 1950-1954, correction des variations saisonnières d'après
 la méthode des "Gliederziffern".

Tableau A 34 - Evolution de la balance des paiements courants et de la balance commerciale de la France en milliards de nouveaux francs.

1950 - 1958

Année	Balance des paiements cour.			Balance commerciale		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde
1950	15,66	14,49	+ 1,17	10,63	10,60	+ 0,03
1951	20,38	20,61	- 0,23	14,29	15,60	- 1,31
1952	20,65	21,54	- 0,89	13,39	15,14	- 1,75
1953	20,76	20,23	+ 0,53	13,24	13,80	- 0,56
1954	24,26	21,20	+ 3,06	14,63	14,77	- 0,14
1955	25,62	22,21	+ 3,41	17,20	16,59	+ 0,61
1956	24,29	26,84	- 2,55	15,90	19,46	- 3,56
1957	26,60	30,02	- 3,42	18,70	22,48	- 3,78
1958	30,78	32,00	- 1,22	21,51	23,56	- 2,05

Source : OCDE, National Accounts, FMI, Financial Statistics

Tableau A 35 - Evolution de la balance des paiements courants et de la
 balance commerciale de la France en milliards de NF
 1959 - 1970

Année	Balance des paiements courants			Balance commerciale		
	Export.	Import.	Solde	Export.	Import.	Solde
1959	37,73	33,59	+ 4,14	27,68	25,10	+ 2,58
1960	45,19	39,83	+ 5,36	33,87	30,98	+ 2,89
1961	47,53	42,52	+ 5,02	35,65	32,97	+ 2,68
1962	48,86	46,29	+ 2,57	36,35	37,10	- 0,75
1963	54,14	52,78	+ 1,37	39,90	43,08	- 3,18
1964	59,87	60,67	- 0,80	44,40	49,70	- 5,30
1965	67,18	63,02	+ 4,16	49,62	51,05	- 1,43
1966	73,99	73,10	+ 0,89	53,75	58,45	- 4,70
1967	79,11	77,95	+ 1,16	56,18	61,11	- 4,93
1968	87,41	87,36	+ 0,05	62,59	68,80	- 6,21
1969	105,47	110,49	- 5,02	77,76	90,02	- 12,26
1970	.	.	.	99,64	106,19	- 6,55

Source: OCDE, National Accounts ; FMI, International Financial Statistics

Tableau A 36 - Evolution des exportations françaises en milliards de NF

1950 - 1971

Année	Trimestres			
	I	II	III	IV
1950	2,36	2,44	2,40	3,52
1951	3,57	3,80	3,51	3,85
1952	3,59	3,48	3,01	3,54
1953	3,30	3,47	2,82	3,66
1954	3,54	3,65	3,37	4,10
1955	4,06	4,24	3,71	4,77
1956	3,76	4,09	3,73	4,31
1957	4,66	4,53	4,17	5,34
1958	5,34	5,13	4,84	6,19
1959	5,84	7,03	6,57	8,27
1960	8,93	8,32	7,62	9,02
1961	8,78	8,99	8,36	9,52
1962	9,32	8,92	8,24	9,86
1963	9,31	10,40	9,28	10,91
1964	11,11	11,22	9,90	12,16
1965	11,68	12,42	11,62	13,90
1966	13,19	13,93	12,45	14,24
1967	13,72	14,39	12,72	15,35
1968	15,88	13,24	15,86	17,82
1969	17,80	19,40	17,56	22,83
1970	23,61	25,81	22,68	27,19
1971	27,34	29,09	27,01	31,71

Source : FMI, International Financial Trade

Tableau A 37 - Evolution des importations françaises en milliards de NF

1950 - 1971

Année	Trimestres			
	I	II	III	IV
1950	2,78	2,70	2,29	2,96
1951	3,44	4,25	4,02	4,32
1952	4,68	4,05	3,28	3,47
1953	3,75	3,63	3,26	3,39
1954	3,76	3,87	3,44	3,69
1955	3,93	4,30	3,79	4,39
1956	4,42	5,13	4,68	5,20
1957	5,93	5,89	5,12	5,52
1958	5,91	6,46	5,62	7,12
1959	8,00	7,78	7,22	8,00
1960	6,34	6,38	5,29	5,54
1961	8,22	8,67	7,32	8,75
1962	9,61	9,24	8,48	9,78
1963	10,09	11,23	9,74	12,02
1964	12,78	13,16	11,00	12,76
1965	12,58	13,02	11,44	14,01
1966	14,46	15,09	13,33	15,74
1967	16,18	15,41	13,38	16,14
1968	16,99	15,27	16,55	20,35
1969	20,67	23,02	20,64	25,20
1970	25,32	27,63	24,48	28,79
1971	28,17	30,06	27,61	32,28

Source : FMI, International Financial Statistics

Tableau A 38 - Le solde de la balance commerciale française en milliards de NF1950 - 1971^{a)}

(Moyennes mobiles sur trois trimestres)

Année	Trimestres			
	I	II	III	IV
1950		- 0,18	+ 0,13	+ 0,27
1951	+ 0,14	- 0,17	- 0,55	- 0,82
1952	- 0,88	- 0,64	- 0,25	- 0,20
1953	- 0,14	- 0,28	- 0,04	- 0,08
1954	- 0,04	- 0,17	+ 0,04	+ 0,15
1955	+ 0,16	0,00	+ 0,08	- 0,11
1956	- 0,44	- 0,88	- 0,96	- 1,03
1957	- 1,17	- 1,19	- 0,83	- 0,71
1958	- 0,81	- 0,90	- 0,35	+ 0,04
1959	+ 0,38	+ 0,48	+ 0,89	+ 1,01
1960	+ 0,87	+ 0,62	+ 0,65	+ 0,66
1961	+ 0,63	+ 0,64	+ 0,71	+ 0,50
1962	+ 0,05	- 0,28	- 0,16	- 0,31
1963	- 0,51	- 0,69	- 0,80	- 1,08
1964	- 1,57	- 1,57	- 1,21	- 0,86
1965	- 0,70	- 0,44	- 0,17	- 0,40
1966	- 0,84	- 1,10	- 1,18	- 1,61
1967	- 1,66	- 1,38	- 0,82	- 0,85
1968	- 1,30	- 1,25	- 1,74	- 2,03
1969	- 3,02	- 3,19	- 3,02	- 2,39
1970	- 1,96	- 1,73	- 1,69	- 1,41
1971	- 1,13	- 0,80	- 0,71	.

^{a)} Avant novembre 1969, solde de la balance commerciale entre la France et le reste du monde à l'exclusion de la zone franc

Source : FMI, International Financial Statistics - Calculs des auteurs

Conjoncture, prix du commerce extérieur et commerce extérieur
1969-1971 (valeurs trimestrielles)

	1969				1970				1971			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Degré d'utilisation des capacités industrielles (en %)	97,3	98,9	98,8	97,5	100,0	98,2	97,5	96,8	98,1	96,1	98,4	99,0
Degré relatif d'utilisation des capacités (a) (en %)	99,2	99,4	98,8	98,9	100,2	98,6	99,3	100,0	100,7	100,2	104,2	105,8
Prix de l'ensemble des importations (1963=100)	102,5	103,3	108,7	119,1	121,0	121,1	118,9	119,1	122,5	123,6	123,2	128,7
Prix de l'ensemble des exportations (1963=100)	109,0	111,0	107,0	108,0	109,0	111,0	111,0	115,0	116,0	117,0	119,0	121,0
Prix relatif ^{b)} de l'ensemble des exportations (1963=100)	103,6	104,9	99,7	97,1	97,0	98,1	96,9	100,6	100,3	99,1	97,4	97,1
Valeur globale des importations en milliards de NF	20,67	23,02	20,65	25,20	25,32	27,72	24,36	28,79	28,17	30,06	27,61	32,28
Valeur globale des exportations en milliards de NF	17,80	19,41	17,56	22,83	23,61	25,90	22,70	27,19	27,34	29,09	27,01	31,71
Solde de la balance commerciale en milliards de NF	- 2,87	- 3,61	- 3,09	- 2,37	- 1,71	- 1,82	- 1,66	- 1,60	- 0,83	- 0,97	- 0,60	- 0,58

^a Degré d'utilisation des capacités industrielles en France en % du degré d'utilisation correspondant du groupe OCDE. - ^b Prix à l'exportation en France en % des prix à l'exportation du groupe OCDE.

Source : OCDE, Main Economic Indicators - FMI, International Financial Statistics. - Calculs des auteurs.

Tableau A 40. La France et ses concurrents :
Prix implicites du produit national^{a)}
1950-1970 et variation par rapport à l'année précédente
en %

Année	France		Groupe OCDE ^b	
	1963=100	%	1963=100	%
1950	65,5	.	67,0	.
1951	75,8	15,7	73,1	9,1
1952	86,6	14,3	76,3	4,4
1953	87,8	1,4	76,8	0,7
1954	88,7	1,0	77,8	1,3
1955	89,8	1,2	79,6	2,3
1956	94,5	5,2	82,5	3,6
1957	97,2	2,9	85,3	3,4
1958	93,7	- 3,6	87,6	2,7
1959	84,3	-10,0	88,6	1,1
1960	86,5	2,6	90,5	2,1
1961	90,0	4,1	93,1	2,9
1962	94,2	4,7	96,5	3,7
1963	100,0	6,2	100,0	3,6
1964	104,0	4,0	104,0	4,0
1965	106,6	2,5	108,0	3,9
1966	109,8	3,0	112,2	3,9
1967	112,8	2,7	115,3	2,8
1968	118,0	4,6	118,2	2,5
1969	126,3	7,0	122,9	4,0
1970	133,6	5,8	131,2	6,8

a) en dollars US;
b) Belgique 1953-1970; Italie 1951-1970; Japon 1952-1970

Source : OCDE, National Accounts; Institut für Weltwirtschaft, Die Weltwirtschaft.- Calculs des auteurs.

Tableau A 41 - La France et ses concurrents :
Indices du coût de la vie^{a)} et leur variation
par rapport à l'année précédente en %

1950 - 1970

Année	F r a n c e		Groupe OCDE b, c)		Groupe CEE b, c)	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	71,3		71,7		71,7	
1951	84,3	+ 18,2	77,7	+ 8,4	77,6	+ 8,2
1952	93,5	+ 10,9	79,9	+ 2,8	79,1	+ 1,9
1953	92,7	- 0,9	79,9	+ 0,0	78,6	- 0,6
1954	92,7	+ 0,0	80,8	+ 1,1	79,6	+ 1,3
1955	93,5	+ 0,9	82,0	+ 1,5	80,9	+ 1,6
1956	95,5	+ 2,1	84,5	+ 3,1	83,4	+ 3,1
1957	94,9	- 0,6	86,8	+ 2,7	85,7	+ 2,8
1958	93,0	- 2,0	88,9	+ 2,4	87,3	+ 1,9
1959	85,0	- 8,6	89,7	+ 0,9	88,2	+ 1,0
1960	88,2	+ 3,8	90,7	+ 1,1	89,2	+ 1,1
1961	91,4	+ 3,6	92,7	+ 2,2	91,4	+ 2,5
1962	95,4	+ 4,4	96,9	+ 4,5	96,4	+ 5,5
1963	100,0	+ 4,8	100,0	+ 3,2	100,0	+ 3,7
1964	103,4	+ 3,4	103,4	+ 3,4	103,9	+ 3,9
1965	106,0	+ 2,5	107,1	+ 3,6	107,8	+ 3,8
1966	108,9	+ 2,7	111,2	+ 3,8	111,9	+ 3,8
1967	111,8	+ 2,7	114,1	+ 2,6	114,8	+ 2,6
1968	116,9	+ 4,6	116,0	+ 1,7	117,1	+ 2,0
1969	116,9	+ 0,0	122,6	+ 5,7	124,5	+ 6,3
1970	115,2	- 1,4	129,0	+ 5,2	130,8	+ 5,1

a) en dollars US. b) Système B. c) sans le Luxembourg

Source: UN, Monthly Bulletin of Statistics. - Calculs des auteurs.

Tableau A 42 - La France et ses concurrents :
Indices des prix du commerce de gros^{a)}

et leur variation par rapport à l'année précédente
en %

1950 - 1970

Année	F r a n c e		Groupe OCDE ^{b,c)}		Groupe CEE ^{b,c)}	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	77,7		82,4		78,2	
1951	99,6	+ 28,2	100,7	+ 22,2	93,7	+ 19,8
1952	104,6	+ 5,0	96,6	- 4,1	92,2	- 1,6
1953	99,6	- 4,8	93,2	- 3,5	89,3	- 3,1
1954	97,6	- 2,0	92,3	- 1,0	88,2	- 1,2
1955	97,6	± 0,0	93,6	+ 1,4	90,1	+ 2,2
1956	102,5	+ 5,0	96,7	+ 3,3	92,9	+ 3,1
1957	105,4	+ 2,8	98,5	+ 1,9	94,5	+ 1,7
1958	100,9	- 4,3	96,4	- 2,1	93,1	- 1,5
1959	89,7	- 11,1	96,3	- 0,1	92,2	- 1,0
1960	91,5	+ 2,0	96,6	+ 0,3	92,8	+ 0,7
1961	94	+ 2,7	97,6	+ 1,0	96,0	+ 3,5
1962	96	+ 2,1	98,5	+ 0,9	98,5	+ 2,6
1963	100	+ 4,2	100,0	+ 1,5	100,0	+ 1,5
1964	102	+ 2,0	101,7	+ 1,7	102,6	+ 2,6
1965	103	+ 1,0	104,2	+ 2,5	105,3	+ 2,6
1966	105	+ 1,9	106,9	+ 2,6	107,1	+ 1,7
1967	105	± 0,0 ¹	106,7	- 0,2	106,2	- 0,8
1968	106	+ 1,0	103,9	- 2,6	105,0	- 1,1
1969	108,1	+ 2,0	109,2	+ 5,1	107,9	+ 2,8
1970	111,3	+ 3,0	116,5	+ 6,7	118,2	+ 9,6

^{a)} En dollars US. ^{b)} Système A. ^{c)} Sans le Luxembourg

Source: UN, Monthly Bulletin of Statistics - calculs des auteurs

Tableau A 43 - La France et ses concurrents :
Indices des prix du commerce de gros (a) et
leur variation par rapport à l'année précédente
en %

1950 - 1970

Année	F r a n c e		Groupe OCDE ^{b,c)}		Groupe CEE ^{b,e)}	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	77,7		81,9		79,5	
1951	99,6	+ 28,2	98,1	+ 19,8	94,6	+ 19,0
1952	104,6	+ 5,0	94,7	- 3,5	92,9	- 1,8
1953	99,6	- 4,8	91,2	- 3,7	89,7	- 3,4
1954	97,6	- 2,0	90,3	- 1,0	88,6	- 1,2
1955	97,6	+ 0,0	92,0	+ 1,9	90,5	+ 2,1
1956	102,5	+ 5,0	94,9	+ 3,2	93,3	+ 3,1
1957	105,4	+ 2,8	96,6	+ 1,8	95,0	+ 1,8
1958	100,9	- 4,3	94,8	- 1,9	93,3	- 1,8
1959	89,7	- 11,1	94,3	- 0,5	92,5	- 0,9
1960	91,5	+ 2,0	94,8	+ 0,5	93,1	+ 0,7
1961	94	+ 2,7	96,6	+ 1,9	96,0	+ 3,1
1962	96	+ 2,1	98,4	+ 1,9	98,4	+ 2,5
1963	100	+ 4,2	100,0	+ 1,6	100,0	+ 1,6
1964	102	+ 2,0	102,3	+ 2,3	102,9	+ 2,9
1965	103	+ 1,0	104,8	+ 2,4	105,4	+ 2,4
1966	105	+ 1,9	107,2	+ 2,3	107,3	+ 1,8
1967	105	+ 0,0	106,6	- 0,6	106,4	- 0,8
1968	106	+ 1,0	104,7	- 1,8	104,3	- 2,0
1969	108,1	+ 2,0	109,0	+ 4,1	108,4	+ 3,9
1970	111,3	+ 3,0	117,3	+ 7,6	118,3	+ 9,1

a) En dollars. b) Système B. c) Sans le Luxembourg.

Source: UN, Monthly Bulletin of Statistics - calculs des auteurs

Tableau A 44

La France et ses concurrents :

Indices des prix du commerce de gros^{a)} pour
les produits finis et leur variation par rapport
à l'année précédente en %

1950-1970

Année	France		Pays concurrents ^{b)}			
			Système A		Système B	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	78,7		75,2		74,7	
1951	118,4	+ 50,5	90,1	+ 19,8	90,6	+ 21,3
1952	111,1	- 6,2	90,8	+ 0,8	90,3	- 0,3
1953	104,9	- 5,6	89,2	- 1,8	88,7	- 1,8
1954	101,7	- 3,0	89,2	± 0,0	88,9	+ 0,2
1955	101,7	± 0,0	89,2	± 0,0	89,4	+ 0,6
1956	105,5	+ 3,7	90,7	+ 1,7	89,5	+ 0,1
1957	108,2	+ 2,6	93,4	+ 3,0	91,9	+ 2,7
1958	99,1	- 8,4	94,3	+ 1,0	92,4	+ 0,5
1959	89,9	- 9,3	94,4	+ 0,1	92,4	± 0,0
1960	93,3	+ 3,8	95,2	+ 0,9	93,3	+ 1,0
1961	96	+ 2,9	97,4	+ 2,3	96,5	+ 3,4
1962	97	+ 1,0	99,1	+ 1,8	99,0	+ 2,6
1963	100	+ 3,1	100,0	+ 0,9	100,0	+ 1,0
1964	103	+ 3,0	101,5	+ 1,5	101,7	+ 1,7
1965	103	± 0,0	104,0	+ 2,5	104,0	+ 2,3
1966	106	+ 2,9	107,3	+ 3,2	107,5	+ 3,4
1967	105	- 0,9	108,0	+ 0,7	108,0	+ 0,5
1968	103	- 1,9	105,6	- 2,2	105,0	- 2,8
1969	107,2	+ 4,1	109,7	+ 3,9	108,9	+ 3,7
1970	110,4	+ 3,0	117,3	+ 6,9	117,7	+ 8,1

^{a)} En dollars US. ^{b)} République Fédérale d'Allemagne (1956-1970),
Canada, Pays-Bas, Suède, Royaume-Uni, Etats-Unis (1952-1970).

Source: UN, Monthly Bulletin of Statistics - calculs des auteurs

Tableau A 45 - La France et ses concurrents : Prix implicites relatifs du produit national a, b, prix relatifs du commerce de gros (a, b) et coût de la vie relatif (a, b) Evolution 1950-1970 et variation par rapport à l'année précédente en %

Année	Prix implicites relatifs du prod.nat.		Prix relat. du commerce de gros		Coût de la vie relatif	
	France/groupe OCDE ^{c)}		France ^c / Groupe CEE		France ^c / Groupe OCDE	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	97,8	.	94,9	97,7	99,4	99,4
1951	103,7	6,0	101,5	7,0	108,5	108,6
1952	113,5	9,5	110,5	8,9	117,0	118,2
1953	114,3	0,7	109,2	- 1,2	116,0	117,9
1954	114,0	- 0,3	108,1	- 1,0	114,7	116,5
1955	112,8	- 1,0	106,1	- 1,9	114,0	115,6
1956	114,6	1,6	108,0	1,8	113,0	114,5
1957	114,0	- 0,5	109,1	1,0	109,3	110,7
1958	107,0	- 6,1	106,4	- 2,5	104,6	106,5
1959	95,2	- 11,0	95,1	- 10,6	94,8	96,4
1960	95,6	0,4	96,5	1,5	97,2	98,9
1961	96,7	1,2	97,3	0,8	98,6	100,0
1962	97,6	0,9	97,6	0,3	98,5	99,0
1963	100,0	2,5	100,0	2,5	100,0	100,0
1964	100,0	0,0	99,7	- 0,3	100,0	99,5
1965	98,7	- 1,3	98,3	- 1,4	99,0	98,3
1966	97,9	- 0,8	97,9	- 0,4	97,9	97,3
1967	97,8	- 0,1	98,5	0,6	98,0	97,4
1968	99,8	2,1	101,2	2,7	100,8	99,8
1969	102,8	3,0	99,2	- 2,0	95,4	93,9
1970	101,8	- 1,0	94,9	- 4,3	89,3	88,1

a) en Dollars US. - b) Indice de la France en pourcentage de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). -
 c) Système de pondération B.

Source : OCDE, National Accounts; Institut für Weltwirtschaft, Die weltwirtschaft; UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs.

Tableau A 46 - Structure du commerce extérieur de l'Italie et du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE
1960, 1965 et 1969 (%)

No. de la CTCI	Structure des importations			Structure des exportations								
	I t a l i e		Groupe des pays concurrents membres de l'OCDE	I t a l i e		Groupe des pays concurrents membres de l'OCDE						
	1960	1965	1969	1960	1965	1969						
0 Animaux et produits alimentaires	15,4	21,4	17,0	19,5	16,8	13,4	13,7	10,7	7,5	9,2	9,5	7,5
1 Boissons et tabacs	0,5	0,5	0,8	2,5	1,9	1,5	1,7	1,2	1,1	1,8	1,5	1,5
2 Matières premières	27,5	21,3	17,8	18,5	16,0	12,9	4,2	3,3	2,4	10,9	8,6	7,2
3 Combustibles minéraux, lubrifiants	14,1	15,7	14,6	10,9	10,8	9,9	6,0	5,5	5,1	4,4	3,5	3,0
4 Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	2,8	1,0	1,1	1,0	0,8	0,6	0,2	0,2	0,2	0,7	0,7	0,4
5 Produits chimiques	7,2	6,6	7,8	4,8	5,5	6,0	7,2	8,4	7,0	8,6	8,9	9,5
6 Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	16,5	14,7	17,2	21,0	20,9	21,4	25,5	23,9	21,6	24,4	23,9	22,9
7 Machines et matériel de transp.	13,0	14,9	19,0	14,8	17,8	23,6	27,7	30,3	35,0	31,5	33,7	37,9
8 Articles manufacturés divers	2,9	3,5	4,0	5,9	7,1	8,9	13,2	15,4	19,8	6,9	7,7	8,5
9 Articles non classés d'après la matière; or	0,1	0,5	0,6	1,1	2,4	1,8	0,5	1,2	0,4	1,6	1,9	1,6
a Japon non compris												

Source : OCDE, Echanges par produits, tableaux analytiques, série B.

Tableau A 48 - Pondération par pays^{a)} des indices des prix à l'exportation du groupe des pays concurrents de l'Italie

en %

Pays	Pondération
Belgique, Luxembourg	5,74
République fédérale d'Allemagne	30,52
France	17,09
Pays-Bas	7,32
Japon	1,00
Canada	1,92
Suède	3,12
Suisse	6,55
Royaume-Uni	7,92
Etats-Unis	18,82
Total	100,00

^{a)} Part des exportations de l'Italie vers le pays considéré majorées des importations de l'Italie en provenance de ce pays en 1965 dans les exportations globales de l'Italie vers les 10 pays concurrents majorées des importations de l'Italie en provenance des 10 pays concurrents en 1965

Source : United Nations, Yearbook of International Trade Statistics

Tableau A 49 - Pondération^a des indices des prix à l'importation et à la production dans le secteur des produits de substitution aux importations^b

Branche	Pondération
Produits alimentaires et assimilés, tabac	20,82
Textiles	5,93
Métallurgie	16,78
Mécanique	26,00
Moyens de transport	7,64
Produits chimiques et assimilés	17,45
Papier, articles en papier, impression	5,37
<p>^a En % des importations (1965) du secteur des produits de substitution aux importations. - b) Pourcentage du total des importations italiennes (1965) : 50,43%.</p>	

Source : Istituto Centrale di Statistica, Statistica Annuale del Commercio con l'Estero.

Tableau A 50- L'Italie et ses concurrents :
prix à l'exportation des produits industriels^{a,b}

1950-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

	Italie		Groupe OCDE		Groupe CEE	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	107	.	78,5	.	79,3	.
1951	129	20,6	93,3	18,9	96,4	21,6
1952	118	- 8,5	97,9	4,9	103,0	6,9
1953	123	4,2	93,0	- 5,0	96,0	- 6,8
1954	118	- 4,1	90,5	- 2,7	92,6	- 3,5
1955	113	- 4,2	91,2	0,8	93,0	0,4
1956	107	- 5,3	94,3	3,4	96,4	3,7
1957	110	2,8	96,5	2,3	97,5	1,1
1958	106	- 3,6	95,9	- 0,6	96,1	- 1,4
1959	98	- 7,5	94,7	- 1,2	93,4	- 2,8
1960	102	4,1	96,8	2,2	95,9	2,7
1961	98	- 3,9	99,0	2,3	99,2	3,4
1962	94	- 4,1	99,6	0,6	100,1	0,9
1963	100	6,4	100,0	0,4	100,0	- 0,1
1964	102	2,0	101,5	1,5	101,4	1,4
1965	100	- 2,0	103,6	2,1	103,2	1,8
1966	99	- 1,0	106,3	2,6	105,2	1,9
1967	99	0,0	107,0	0,7	104,8	- 0,4
1968	99	0,0	107,1	0,1	104,0	- 0,8
1969	103	4,0	110,7	3,4	107,4	3,3
1970	108	4,9	117,3	6,0	113,9	6,1

^a en dollars US. - ^b CTIC 5-8.

Source : UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs.

Tableau A 51 - L'Italie et ses concurrents :Indices des prix de l'ensemble des exportations^{a,b}

1950-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

	Italie		Groupe OCDE(c)		Groupe CEE(d)	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	.	.	79,9	.	78,9	.
1951	127,1	.	94,5	18,3	93,9	19,0
1952	119,1	- 6,3	97,2	2,9	97,3	3,6
1953	112,9	- 5,2	93,9	- 3,4	94,6	- 2,8
1954	112,3	- 0,5	92,8	- 1,2	93,2	- 1,5
1955	113,8	1,3	93,8	1,1	94,6	1,5
1956	113,3	- 0,4	97,4	3,8	98,4	4,0
1957	112,8	- 0,4	99,5	2,2	100,2	1,8
1958	102,4	- 9,2	97,0	- 2,5	96,9	- 3,3
1959	96,0	- 6,2	94,7	- 2,4	93,6	- 3,4
1960	98,5	2,6	95,2	0,5	93,6	0,0
1961	97,0	- 1,5	97,3	2,2	96,1	2,7
1962	96,9	- 0,1	99,1	1,9	99,1	3,1
1963	100,0	3,2	100,0	0,9	100,0	0,9
1964	103,4	3,4	102,0	2,0	102,3	2,3
1965	103,6	0,2	104,1	2,1	103,8	1,5
1966	102,5	- 1,1	106,3	2,1	105,7	1,8
1967	104,0	1,5	106,5	0,2	105,1	- 0,6
1968	103,4	- 0,6	106,0	- 0,5	104,0	- 1,0
1969	104,1	0,7	110,0	3,8	108,8	4,6
1970	109,1	4,8	.	.	.	.

^aEn dollars US. - ^bAu sens de la comptabilité nationale. - ^cBelgique 1953-1969; Japon 1952-1969; Canada 1950-1968. - ^dBelgique 1953-1969.

Source : OECD, National Accounts; Institut für Weltwirtschaft, Die Weltwirtschaft et calculs des auteurs.

Tableau A 52- L'Italie et ses concurrents :
Prix relatifs (a,b) des exportations de
produits industriels (c)

1950-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

	Italie/Groupe OCDE		Italie/groupe CEE	
	1963=100	%	1963=100	%
1950	136,3	.	134,9	.
1951	138,3	1,5	133,8	- 0,8
1952	120,5	-12,9	114,6	-14,3
1953	132,3	9,8	128,1	11,8
1954	130,4	- 1,4	127,4	- 0,5
1955	123,9	- 5,0	121,5	- 4,6
1956	113,5	- 8,4	111,0	- 8,6
1957	114,0	0,4	112,8	1,6
1958	110,5	- 3,1	110,3	- 2,2
1959	103,5	- 6,3	104,9	- 4,9
1960	105,4	1,8	106,4	1,4
1961	99,0	- 6,1	98,8	- 7,1
1962	94,4	- 4,6	93,9	- 5,0
1963	100,0	5,9	100,0	6,5
1964	100,5	0,5	100,6	0,6
1965	96,5	- 4,0	96,9	- 3,7
1966	93,1	- 3,5	94,1	- 2,9
1967	92,5	- 0,6	94,5	0,4
1968	92,4	- 0,1	95,2	0,7
1969	93,0	0,7	95,9	0,7
1970	92,1	- 1,0	94,8	- 1,1

^a En dollars US. - ^b Indice de l'Italie en % de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). - ^cCTCI 5-8.

Source : UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs.

Tableau A 53- L'Italie et ses concurrents :
Prix relatifs (a,b) de l'ensemble des ex-
portations (c)

1951-1969

Variation par rapport à l'année précédente en %

	Italie/groupe OCDE		Italie/groupe CEE	
	1963=100	%	1963=100	%
1951	134,5	.	135,4	.
1952	122,5	- 8,9	122,4	- 9,6
1953	120,2	- 1,9	119,3	- 2,5
1954	121,0	0,7	120,5	1,0
1955	121,3	0,3	120,3	- 0,2
1956	116,3	- 4,1	115,1	- 4,3
1957	113,4	- 2,5	112,6	- 2,2
1958	105,6	- 6,9	105,7	- 6,1
1959	101,4	- 4,0	102,6	- 2,9
1960	103,5	2,1	105,2	2,5
1961	99,7	- 3,7	100,9	- 4,1
1962	97,8	- 1,9	97,8	- 3,1
1963	100,0	2,3	100,0	2,3
1964	101,4	1,4	101,1	1,1
1965	99,5	- 1,9	99,8	- 1,3
1966	96,4	- 3,1	97,0	- 2,8
1967	97,7	1,4	99,0	2,1
1968	97,6	- 0,1	99,4	0,4
1969	94,6	- 3,1	95,7	- 3,7

^aEn dollars US. - ^bIndice de l'Italie en pourcentage de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). -
^cAu sens de la comptabilité nationale.

Source : OCDE, National Accounts et calculs des auteurs.

Tableau A 54 - L'Italie et ses concurrents :

Prix relatifs^{a, b} des exportations de produits
industriels^c et de l'ensemble des exportations^d

1963-1970

Taux de variation moyens annuels par rapport à la
valeur moyenne de la période de base^e en %

Année	Exportations de produits industriels		Ensemble des exportations	
	<u>Italie</u> groupe OCDE	<u>Italie</u> groupe CEE	<u>Italie</u> groupe OCDE	<u>Italie</u> groupe CEE
1963	0,3	0,4	- 0,2	- 0,6
1964	0,3	0,3	0,4	0,0
1965	- 0,8	- 0,7	- 0,2	- 0,3
1966	- 1,3	- 1,1	- 0,8	- 0,8
1967	- 1,2	- 0,9	- 0,4	- 0,4
1968	- 1,1	- 0,6	- 0,4	- 0,3
1969	- 0,8	- 0,5	- 0,7	- 0,7
1970	- 0,9	- 0,5	.	.

^aEn dollars US. - ^bBase de calcul : indice de l'Italie en pourcentage de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE). - ^cCTCI 5-8
^dAu sens de la comptabilité nationale. - ^eMoyenne géométrique de l'indice 1960-1962.

Source: UN, Monthly Bulletins; OECD, National Accounts et calculs des auteurs.

Tableau A.55 - L'Italie et ses concurrents :
Prix à l'exportation de produits industriels^{a,b}

Evolution 1960-1970 et variation par rapport au trimestre
 correspondant de l'année précédente en %
 Moyennes mobiles sur trois trimestres

	Italie		Groupe OCDE(c)		Groupe CEE(d)	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1960						
I	.	.	.	.	.	.
II	102,3	.	96,5	.	95,3	.
III	100,7	.	96,8	.	95,7	.
IV	97,7	.	97,2	.	96,1	.
1961						
I	98,0	.	98,1	.	97,3	.
II	98,0	- 4,2	99,0	2,6	98,8	3,7
III	99,0	- 1,7	99,5	2,8	99,8	4,3
IV	97,7	0	99,6	2,5	100,1	4,2
1962						
I	95,0	- 3,1	99,4	1,3	99,8	2,6
II	94,0	- 4,1	99,4	0,4	99,8	1,0
III	93,7	- 5,3	99,2	- 0,3	99,7	- 0,1
IV	96,7	- 1,0	99,5	- 0,1	99,7	- 0,4
1963						
I	98,7	3,9	99,5	0,1	99,5	- 0,3
II	100,0	6,4	99,5	0,1	99,3	- 0,5
III	100,3	7,0	99,5	0,3	99,2	- 0,5
IV	101,3	4,8	99,8	0,3	99,6	- 0,1
1964						
I	102,3	3,7	100,4	0,9	100,1	0,6
II	102,7	2,7	101,0	1,5	100,9	1,6
III	102,7	2,4	101,8	2,3	101,7	2,5
IV	102,7	1,4	102,5	2,7	102,3	2,7
1965						
I	102,0	- 0,3	103,1	2,7	102,7	2,6
II	100,7	- 1,9	103,5	2,5	103,0	2,1
III	99,3	- 3,3	104,0	2,2	103,6	1,9
IV	99,7	- 2,9	104,8	2,2	104,2	1,9
1966						
I	99,3	- 2,6	105,6	2,4	104,7	1,9
II	99,7	- 1,0	106,2	2,6	105,3	2,2
III	99,0	- 0,3	106,9	2,8	106,0	2,3
IV	99,7	0	107,3	2,4	106,2	1,9
1967						
I	99,3	0	107,6	1,9	106,0	1,2
II	99,0	- 0,7	107,5	1,2	105,4	0,1
III	98,3	- 0,7	107,2	0,3	104,3	- 1,0
IV	98,0	- 1,7	107,1	- 0,2	104,7	- 1,4
1968						
I	97,0	- 2,3	106,7	- 0,8	104,0	- 1,9
II	96,0	- 3,0	106,7	- 0,7	103,7	- 1,6
III	95,7	- 2,6	106,9	- 0,3	103,6	- 1,2
IV	97,3	- 0,7	107,8	0,7	104,6	- 0,1
1969						
I	99,3	2,4	108,4	1,6	105,4	1,3
II	101,3	5,5	109,2	2,3	106,0	2,2
III	103,0	7,6	110,9	3,7	107,8	4,1
IV	105,0	7,9	113,3	5,1	110,2	5,4
1970						
I	106,7	7,5	115,6	6,6	112,7	7,0
II	107,7	6,3	117,0	7,1	113,8	7,4
III	108,3	5,2	117,7	6,1	114,4	6,1
IV	110,0	4,8	118,9	4,9	115,1	4,5

^a En dollars US. - ^b CTIC 5-8. ^c Suisse 1961/III à 1971/I,
 Pays-Bas 1960/I à 1970/IV. - ^d Pays-Bas 1960/I à 1970/IV

Source : UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs.

Tableau A 57 - L'Italie et ses concurrents:

Indices relatifs (a) des prix pour l'ensemble de la production, pour le secteur industriel et pour le secteur des produits de substitution aux importations et variation par rapport à l'année précédente en %

1951-1970

Année	Ensemble de la production		Secteur industriel		Secteur des produits de substitution aux importations	
	Indice	%	Indice	%	Indice	%
1951	53,48	.	77,22	.	85,44	.
1952	58,89	10,11	76,66	- 0,73	83,50	- 2,28
1953	63,94	8,57	82,89	8,12	88,86	6,41
1954	66,04	3,28	83,08	0,22	86,95	- 2,15
1955	67,35	1,98	80,97	- 2,54	86,46	- 0,57
1956	70,39	4,51	78,63	- 2,89	84,52	- 2,25
1957	72,10	2,42	77,58	- 1,34	81,95	- 3,05
1958	81,32	12,78	87,56	12,86	92,24	12,55
1959	86,45	6,30	90,02	2,80	94,94	2,92
1960	85,99	- 0,54	90,52	0,55	94,82	- 0,13
1961	89,72	4,33	91,58	1,17	95,85	1,08
1962	95,10	5,99	93,01	1,56	94,14	- 1,78
1963	100	5,15	100	7,51	100	6,22
1964	102,78	2,78	102,13	2,13	102,06	2,06
1965	106,63	3,74	100,55	- 1,55	101,46	- 0,59
1966	110,03	3,18	99,53	- 1,02	100,28	- 1,17
1967	112,23	1,99	100,87	1,34	101,47	1,18
1968	114,76	2,25	100,02	- 0,85	99,62	- 1,83
1969	117,38	2,28	104,69	4,66	103,66	4,05
1970	118,52	0,97	.	.	.	.

(a) indices italiens des prix à la production en % des indices correspondants des prix à l'importation

Source: Tableau A 56

Tableau A 58 - L'Italie et ses concurrents:

Indices de la production industrielle

1950-1971

Variation par rapport à l'année précédente en %

Année	Italie		Groupe OCDE		Groupe CEE	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	32,2	.	48,6	.	42,6	.
1951	36,8	18,7	53,5	10,1	48,4	13,6
1952	37,6	2,2	54,3	1,5	49,2	1,7
1953	41,3	9,9	57,8	6,5	52,5	6,7
1954	45,1	9,0	60,6	4,8	57,8	10,1
1955	49,2	9,2	66,7	10,1	64,1	10,9
1956	53,0	7,7	70,9	6,3	69,1	7,8
1957	57,6	8,6	73,5	3,7	72,9	5,5
1958	59,1	2,6	72,6	- 1,2	74,0	1,5
1959	65,9	11,5	78,6	8,3	78,0	5,4
1960	75,8	14,9	85,5	8,8	85,8	10,0
1961	84,1	11,0	89,7	4,9	90,7	5,7
1962	92,4	9,9	94,9	5,8	95,5	5,3
1963	100,0	8,2	100,0	5,4	100,0	4,7
1964	101,0	1,0	108,0	8,0	108,1	8,1
1965	106,0	5,0	114,0	5,6	112,3	3,9
1966	118,0	11,3	121,0	6,1	117,0	4,2
1967	128,0	8,5	124,0	2,5	117,1	0,1
1968	136,0	6,3	135,0	8,9	127,8	9,1
1969	141,0	3,7	147,0	8,9	143,3	12,1
1970	150,0	6,4	155,0	5,4	152,8	6,6
1971	146,2	- 2,5	160,7 ^a	3,7	157,4 ^a	3,0

^a Estimation

Source: OECD, Main Economic Indicators et calculs des auteurs

Tableau A 59 - Variation de l'indice de la production industrielle (a)
de l'Italie par rapport au trimestre correspondant de
l'année précédente en %

1951 - 1971

Moyennes mobiles sur trois trimestres

Trimestre Année	I	II	III	IV
1951	.	16,5	11,6	6,3
1952	1,8	0,6	2,6	3,8
1953	5,5	7,3	10,5	12,2
1954	11,8	10,9	9,1	8,4
1955	8,4	9,3	8,8	7,5
1956	7,0	7,7	8,6	9,5
1957	9,3	8,6	6,5	15,0
1958	3,2	2,7	3,1	5,2
1959	7,4	9,0	11,8	14,0
1960	17,0	17,3	15,3	12,4
1961	9,7	10,1	11,5	12,9
1962	12,7	10,4	8,3	6,9
1963	7,5	8,5	9,5	8,8
1964	6,1	2,4	- 1,0	- 2,2
1965	- 2,7	0,8	4,9	10,3
1966	11,0	12,1	11,2	11,2
1967	10,3	8,6	7,9	6,3
1968	6,5	6,1	6,7	7,7
1969	8,3	7,7	2,6	1,5
1970	0,2	3,7	6,9	3,8
1971	3,8	- 2,0	0,2	.

^aJusqu'à 1954 compris non corrigé des variations saisonnières

Source: OECD Main Economic Indicators. - IMF, International
Financial Statistics. - Calculs des auteurs

Tableau A 60 - Variation de l'indice de la production industrielle (a)
 du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE par
 rapport au trimestre correspondant de l'année précédente
 1951 - 1971 en %
 moyennes mobiles sur trois trimestres

Année	Trimestre			
	I	II	III	IV
1951	.	14,0	8,5	3,7
1952	1,1	1,4	3,1	5,1
1953	6,8	6,2	5,4	3,6
1954	3,2	3,4	4,9	7,4
1955	9,5	10,7	10,4	9,4
1956	8,0	6,3	5,3	5,2
1957	5,1	3,8	2,1	0,0
1958	- 1,2	- 0,8	0,0	2,5
1959	4,5	6,9	9,3	10,4
1960	10,6	10,0	8,2	6,9
1961	5,7	5,6	5,8	5,8
1962	5,7	5,3	4,9	3,9
1963	3,8	5,9	9,3	13,0
1964	14,0	12,2	9,2	6,9
1965	6,2	6,3	6,0	5,9
1966	5,6	5,9	5,8	4,6
1967	3,1	2,5	3,3	4,9
1968	6,3	7,9	9,1	9,9
1969	10,8	10,3	9,4	7,6
1970	6,5	5,7	4,2	3,7
1971	3,1	3,1	3,0	.

^a Jusqu'à 1954 compris non corrigé des variations saisonnières

Source: OECD; Main Economic Indicators. - IMF, International
 Financial Statistics. - Calculs des auteurs

Tableau A 61 - L'Italie et ses concurrents:

Degré d'utilisation des capacités techniques dans
l'industrie de transformation (a) 1950 - 1971

en %

	Italie	Groupe OCDE	Groupe CEE
1950	95,0	96,1	94,5
1951	100,0	100,0	100,0
1952	94,0	95,9	94,7
1953	94,9	96,6	94,1
1954	95,6	95,8	96,5
1955	95,9	99,6	99,7
1956	95,0	100,0	100,0
1957	95,0	98,2	99,7
1958	89,7	91,7	95,7
1959	91,9	93,9	95,2
1960	97,3	96,6	99,0
1961	99,3	95,8	98,8
1962	100,0	95,9	98,4
1963	100,0	95,5	97,4
1964	95,0	97,5	99,4
1965	93,7	97,4	97,6
1966	98,1	97,7	96,1
1967	100,0	94,6	90,9
1968	100,0	97,5	93,7
1969	97,5	100,0	99,3
1970	97,5	99,9	100,0
1971	89,9	98,1 ^b	97,3 ^b

^a Calculé selon la méthode de la Wharton School.
^b Estimation

Source: OECD, Main Economic Indicators et calculs
des auteurs

Tableau A 62 - Degré relatif d'utilisation des capacités techniques
dans l'industrie italienne (a)

Evolution 1950 - 1971 en %

	Italie /Groupe OCDE	Italie/ Groupe CEE
1950	98,9	100,5
1951	100,0	100,0
1952	98,0	99,3
1953	98,3	100,9
1954	99,8	99,1
1955	96,3	96,2
1956	94,8	95,0
1957	96,7	95,3
1958	97,8	93,7
1959	97,9	96,5
1960	100,7	98,3
1961	103,7	100,5
1962	104,3	101,6
1963	104,7	102,7
1964	97,4	95,6
1965	96,2	96,0
1966	100,4	102,1
1967	105,7	110,0
1968	102,3	106,7
1969	97,5	98,2
1970	97,6	97,5
1971	91,6	92,4

^a Degré d'utilisation des capacités de l'Italie en pourcentage du degré d'utilisation du groupe OCDE (groupe CEE)

Source: Tableau A 58

Tableau A 63 - Degré d'utilisation (a) des capacités techniques dans
l'industrie italienne en %

moyennes mobiles sur trois trimestres

1950 - 1971

Année	Trimestres			
	I	II	III	IV
1950	.	90,6	93,3	92,7
1951	96,4	94,8	96,1	93,3
1952	93,0	90,4	90,9	89,9
1953	91,1	89,9	92,6	93,6
1954	94,3	92,8	92,6	92,9
1955	93,2	93,3	93,3	92,4
1956	92,3	92,7	93,5	93,4
1957	93,1	92,9	91,8	9,4
1958	88,6	88,0	87,4	87,7
1959	87,8	88,4	90,1	92,3
1960	94,7	95,7	95,8	95,7
1961	95,9	97,2	98,4	99,5
1962	99,5	98,9	98,3	98,2
1963	98,8	99,4	99,9	99,6
1964	98,0	95,2	92,7	91,2
1965	91,5	92,0	93,0	94,0
1966	95,1	96,6	96,9	97,8
1967	98,1	98,1	97,9	97,6
1968	98,0	97,6	97,9	98,4
1969	99,4	98,4	94,0	93,5
1970	93,3	95,7	93,9	92,2
1971	89,9	86,7	85,4	.

Source: Calculé d'après OECD, Main Economic Indicators
et IMF, International Financial Statistics.

Tableau A 64 - Degré d'utilisation (a) des capacités techniques dans l'industrie
du groupe des pays concurrents membres de l'OCDE en %

Moyennes mobiles sur trois trimestres
 1950 - 1971

Année	Trimestres			
	I	II	III	IV
1950	.	89,7	93,9	96,6
1951	99,4	97,0	96,7	95,1
1952	95,6	93,4	94,6	95,0
1953	96,9	94,1	94,6	93,2
1954	94,3	93,5	94,7	95,8
1955	97,5	98,4	99,1	99,2
1956	98,8	98,5	98,5	99,4
1957	99,6	97,8	96,0	93,8
1958	92,9	91,5	90,7	90,8
1959	91,7	92,4	93,5	94,4
1960	95,4	95,6	95,2	95,1
1961	95,0	95,1	95,1	95,1
1962	95,0	94,8	94,4	93,3
1963	93,1	93,7	95,1	96,2
1964	96,9	97,1	97,0	97,0
1965	97,1	97,0	96,7	96,7
1966	97,2	97,2	96,6	95,7
1967	94,6	94,0	94,1	94,7
1968	94,8	95,6	96,8	98,3
1969	99,2	99,6	99,9	99,8
1970	99,7	99,3	98,3	97,8
1971	97,1	96,8	95,6	.

^a calculé selon la méthode de la Wharton School.

Source: calculé d'après OECD, Main Economic Indicators et IMF,
 International Financial Statistics

Tableau A 65 - Evolution de la balance des paiements courants de l'Italie
1951-1969

	Exportations de biens et de services (a)			Importations de biens et de services (a)		
	Valeur Mrd. Lira	Volume 1963=100	Prix 1963=100	Valeur Mrd. Lira	Volume 1963=100	Prix 1963=100
1951	1 286	21,3	127,1	1 435	21,0	125,6
1952	1 190	21,0	119,5	1 562	23,3	123,2
1953	1 385	25,8	113,2	1 658	26,6	114,4
1954	1 502	28,1	112,7	1 649	27,5	110,1
1955	1 695	31,3	114,2	1 843	30,2	112,1
1956	1 982	36,8	113,5	2 167	34,5	115,4
1957	2 415	45,1	112,8	2 539	38,4	121,6
1958	2 475	50,9	102,4	2 319	39,9	106,9
1959	2 749	60,3	96,0	2 437	44,6	100,4
1960	3 354	71,6	98,7	3 340	61,2	100,3
1961	3 838	83,3	97,1	3 750	70,2	98,2
1962	4 308	93,5	97,0	4 368	81,7	98,3
1963	4 753	100,0	100,0	5 438	100,0	100,0
1964	5 486	111,6	103,4	5 293	94,9	102,5
1965	6 599	134,6	103,6	5 435	96,7	103,3
1966	7 394	151,7	102,6	6 317	110,0	105,5
1967	7 965	161,9	103,5	7 193	124,4	106,2
1968	9 119	186,8	102,7	7 698	133,7	105,7
1969	10 545	213,1	104,1	9 339	161,4	106,2

* Y compris le revenu des facteurs

Source.: OECD, National Accounts et calculs des auteurs.

Tableau A 66 - Evolution de la balance des paiements courants de l'Italie

Variation par rapport à l'année précédente en %

1952 - 1969

	Exportations de biens et de services (a)			Importations de biens et de services		
	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
1952	- 7,5	1,4	- 6,0	8,9	11,0	- 1,9
1953	16,4	22,9	- 5,3	6,1	14,2	- 7,1
1954	8,5	8,9	- 0,4	- 0,5	3,4	- 3,8
1955	12,8	11,4	1,3	11,8	9,8	1,8
1956	16,9	17,6	- 0,6	17,6	14,2	3,0
1957	21,9	22,6	- 0,6	17,2	11,3	5,3
1958	2,5	12,9	- 9,2	- 8,7	3,9	- 12,1
1959	11,1	18,5	- 6,2	5,1	11,8	- 6,0
1960	22,0	18,7	2,8	37,1	37,2	- 0,1
1961	14,4	16,3	- 1,6	12,3	14,7	- 2,1
1962	12,2	12,3	- 0,1	16,5	16,4	0,1
1963	10,3	7,0	3,1	24,5	22,4	1,7
1964	15,4	11,6	3,4	- 2,7	- 5,1	2,5
1965	20,3	20,1	0,2	2,7	1,9	0,8
1966	12,1	13,2	- 1,0	16,2	13,8	2,1
1967	7,7	6,7	0,9	13,9	13,1	0,7
1968	14,5	15,4	- 0,8	7,0	7,5	- 0,5
1969	15,6	14,1	1,3	21,3	20,7	0,5

* Y compris le revenu des facteurs

Source: OECD, National Accounts et calculs des auteurs

Tableau A 67 - Indices relatifs à la balance commerciale de l'Italie

Evolution 1950 - 1971

	Exportations (fob)			Importations (cif)		
	Valeur en milliards de Lires	Volume 1963=100	Prix 1963=100	Valeur en milliards de Lires	Volume 1963=100	Prix 1963=100
1950	753	23	108,8	926	20	102,8
1951	1 030	26	129,6	1 355	22	134,8
1952	867	24	121,5	1 460	25	130,0
1953	942	25	115,7	1 513	27	118,2
1954	1 024	29	112,3	1 524	29	113,5
1955	1 160	33	108,8	1 695	31	114,6
1956	1 348	39	106,5	1 981	36	118,2
1957	1 595	45	109,9	2 296	39	125,3
1958	1 611	48	105,3	2 010	39	109,9
1959	1 821	59	96,9	2 105	44	102,2
1960	2 280	72	101,1	2 953	62	101,1
1961	2 614	85	96,8	3 265	70	98,9
1962	2 916	94	97,9	3 792	81	98,9
1963	3 154	100	100,0	4 712	100	100,0
1964	3 724	116	101,4	4 533	95	103,5
1965	4 500	140	101,8	4 611	96	104,0
1966	5 024	158	100,7	5 368	111	105,3
1967	5 441	170	101,6	6 142	126	106,3
1968	6 366	199	101,1	6 429	131	107,1
1969	7 331	222	104,5	7 781	157	107,6
1970	8 256	238	109,6	9 340	182	111,4
1971	9 890	.	.	9 355	.	.

Source : IMF, International Financial Statistics et calculs des auteurs

Tableau A 68 - Indices relatifs à la balance commerciale de l'Italie

Variation par rapport à l'année précédente 1951-1971
en %

	Exportations (fob)			Importations (cif)		
	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
1951	36,8	13,0	19,1	46,3	10,0	31,1
1952	-15,8	- 6,7	- 6,2	7,8	13,6	- 3,6
1953	8,7	4,2	- 4,8	3,6	8,0	- 9,1
1954	8,7	16,0	- 2,9	0,7	7,4	- 4,0
1955	13,3	13,8	- 3,1	11,2	6,9	1,0
1956	16,2	18,2	- 2,1	16,9	16,1	3,1
1957	18,3	15,4	3,2	15,9	8,3	6,0
1958	1,0	6,7	- 4,2	-12,5	0,0	-12,3
1959	13,0	22,9	- 8,0	4,7	12,8	- 7,0
1960	25,2	22,0	4,3	40,3	40,9	- 1,1
1961	14,7	18,1	- 4,2	10,6	12,9	- 2,2
1962	11,6	10,6	1,1	16,1	15,7	0,0
1963	8,2	6,4	2,2	24,3	23,5	1,1
1964	18,1	16,0	1,4	- 3,8	- 5,0	3,5
1965	20,8	20,7	0,4	1,7	1,1	0,5
1966	11,6	12,9	- 1,1	16,4	15,6	1,3
1967	8,3	7,6	0,9	14,4	13,5	1,0
1968	17,0	17,1	- 0,5	4,7	4,0	0,8
1969	15,2	11,6	3,4	21,0	19,9	0,5
1970	12,6	7,2	4,9	20,0	15,9	3,5
1971	19,8	.	.	0,2	.	.

Source: IMF, International Financial Statistics et calculs
des auteurs

Tableau A 69 - Evolution des exportations italiennes en milliards de Lires

1950 - 1971

Année	Trimestre			
	I	II	III	IV
1950	163	171	190	223
1951	228	249	263	279
1952	237	205	193	227
1953	215	219	229	266
1954	257	243	256	268
1955	255	281	311	314
1956	313	316	344	375
1957	368	394	410	416
1958	387	401	408	415
1959	391	403	481	526
1960	547	574	567	594
1961	604	615	667	731
1962	700	716	721	779
1963	736	769	802	848
1964	827	914	968	1015
1965	1048	1117	1132	1212
1966	1181	1271	1247	1324
1967	1327	1370	1291	1440
1968	1482	1559	1557	1766
1969	1767	1947	1849	1774
1970	1864	2121	2090	2182
1971	2159	2295	2374	2527

Source: Calculé d'après IMF, International Financial Statistics.

Tableau A 70 - Evolution des importations italiennes en milliards de lires

1950 - 1971

Année	Trimestre			
	I	II	III	IV
1950	233	220	218	229
1951	290	366	346	335
1952	367	375	343	356
1953	388	380	346	384
1954	406	385	340	393
1955	414	435	406	436
1956	480	502	476	512
1957	577	588	530	572
1958	513	504	477	516
1959	475	522	512	574
1960	719	733	727	772
1961	812	827	785	842
1962	900	909	937	1039
1963	1060	1185	1213	1254
1964	1299	1200	963	1071
1965	1105	1115	1129	1245
1966	1320	1307	1301	1429
1967	1488	1500	1497	1656
1968	1449	1609	1585	1764
1969	1808	1955	1927	2096
1970	2152	2394	2336	2455
1971	2497	2454	2336	2603

Source: Calculé d'après IMF, International Financial Statistics.

Tableau A 71- Solde de la balance commerciale de l'Italie en milliards de lires

Moyennes mobiles sur trois trimestres

1950 - 1971

Année	Trimestre			
	I	II	III	IV
1950	.	- 49	- 28	- 32
1951	- 62	- 87	- 85	- 90
1952	- 119	- 150	- 150	- 151
1953	- 154	- 150	- 132	- 128
1954	- 136	- 125	- 117	- 123
1955	- 146	- 136	- 124	- 128
1956	- 158	- 162	- 155	- 162
1957	- 183	- 174	- 157	- 134
1958	- 128	- 99	- 91	- 85
1959	- 101	- 78	- 66	- 84
1960	- 126	- 164	- 166	- 182
1961	- 199	- 179	- 147	- 143
1962	- 168	- 203	- 223	- 267
1963	- 333	- 384	- 411	- 430
1964	- 388	- 251	- 112	- 36
1965	- 37	- 17	- 9	- 56
1966	- 69	- 76	- 65	- 107
1967	- 132	- 166	- 184	- 130
1968	- 78	- 15	- 25	- 22
1969	- 16	- 42	- 136	- 229
1970	- 294	- 269	- 264	- 286
1971	- 257	- 153	- 65	.

Source: Calculé d'après IMF, International Financial Statistics.

Tableau A 72 - L'Italie et ses concurrents

Conjoncture, prix du commerce extérieur et commerce extérieur 1969 - 1971 (valeurs trimestrielles)

	1969				1970				1971			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Degré d'utilisation des capacités techniques de l'industrie (en %)	99,4	99,9	96,0	86,1	98,3	95,5	93,3	93,0	90,3	86,5	83,3	86,3
Degré d'utilisation relatif (a) en %	100,6	99,9	96,1	86,3	98,6	95,9	94,5	96,2	92,1	89,5	87,1	91,3
Prix de l'ensemble des importations (1963 = 100)	108,3	106,5	107,9	108,1	109,1	109,7	111,5	115,0	118,2	120,9	124,5	123,5
Prix de l'ensemble des exportations (1963 = 100)	102,0	104,0	105,0	107,0	108,0	110,0	110,0	111,0	115,0	116,0	118,0	119,0
Prix relatifs (b) de l'ensemble des exportations (1963 = 100)	95,7	96,1	97,4	96,1	96,0	96,8	94,9	96,0	98,5	97,5	96,1	95,1
Ensemble des importations - valeur en milliards de lires	1809	1952	1927	2105	2152	2394	2336	2474	2497	2454	2336	2606
Ensemble des exportations - valeur en milliards de lires	1767	1947	1844	1772	1684	2121	2090	2179	2159	2295	2374	2531
Solde de la balance commerciale en milliards de lires	- 42	- 5	- 83	-333	-288	-273	-246	-295	-338	-159	+ 38	- 75

a) Degré d'utilisation des capacités techniques de l'industrie italienne en pourcentage du degré d'utilisation correspondant du groupe OCDE

b) Prix à l'exportation de l'Italie en pourcentage des prix à l'exportation du groupe OCDE.

Source: OECD, Main Economic Indicators. -IMF, International Financial Statistics. -Calculs des auteurs

Tableau A 73 - L'Italie et ses concurrents :
Prix implicites du produit national (a)

1950-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

	Italie		Groupe OCDE ^b		Groupe CEE ^c	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	.	.	65,9	.	63,2	.
1951	68,0	.	72,5	10,0	70,8	12,0
1952	70,1	3,1	77,0	6,2	76,2	7,6
1953	72,2	2,9	77,8	1,0	77,1	1,2
1954	74,2	2,8	78,7	1,2	77,9	1,0
1955	76,6	3,3	80,2	1,9	79,4	1,9
1956	79,7	4,0	83,4	4,0	82,6	4,0
1957	81,3	2,0	86,2	3,4	85,2	3,1
1958	83,3	2,4	87,5	1,5	85,8	0,7
1959	83,0	- 0,3	87,2	- 0,3	84,4	- 1,6
1960	84,7	2,1	89,2	2,3	86,6	2,6
1961	87,0	2,7	92,2	3,4	90,1	4,0
1962	92,1	5,8	96,7	4,9	96,1	6,7
1963	100,0	8,6	100,0	3,4	100,0	4,1
1964	106,3	6,3	103,5	3,5	103,9	3,9
1965	110,5	3,9	116,1	12,2	107,8	3,8
1966	112,9	2,2	111,2	- 4,2	111,9	3,8
1967	116,3	3,0	114,0	2,5	114,3	2,1
1968	118,0	1,5	116,5	2,2	117,5	2,8
1969	122,7	4,0	122,8	5,4	124,6	6,0
1970	130,4	6,3	129,9	5,8	131,4	5,5

^a En dollars US. - ^b Belgique 1953-1970. - Japon 1952-1970. - ^c Belgique 1953-1970

Source: OECD, National Accounts; Institut für Weltwirtschaft,
 Die Weltwirtschaft et calculs des auteurs

Tableau A 74 - L'Italie et ses concurrents:

Coût de la vie ^a

1950-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

	Italie		Groupe OCDE		Groupe CEE	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	63,5	.	72,3	.	72,1	.
1951	69,4	9,3	79,5	10,0	79,9	10,8
1952	72,4	4,3	83,0	4,4	83,4	4,4
1953	73,9	2,1	82,7	- 0,4	82,4	- 1,2
1954	76,1	3,0	83,2	0,6	82,8	0,5
1955	78,3	2,9	84,2	1,2	84,0	1,4
1956	82,0	4,7	86,5	2,7	86,2	2,6
1957	82,8	1,0	87,9	1,6	87,7	1,7
1958	85,4	3,1	89,9	2,2	88,4	0,8
1959	85,4	0,0	89,3	- 0,7	86,9	- 1,7
1960	87,1	2,0	90,7	1,6	88,4	1,7
1961	88,9	2,1	92,9	2,4	91,1	3,1
1962	93,1	4,7	97,1	4,5	96,6	6,0
1963	100,0	7,4	100,0	3,0	100,0	3,5
1964	105,9	5,9	102,9	2,9	103,3	3,3
1965	110,7	4,5	106,1	3,1	106,6	3,2
1966	113,3	2,3	110,1	3,8	110,5	3,7
1967	117,5	3,7	112,8	2,5	113,1	2,4
1968	119,1	1,4	115,3	2,2	116,3	2,8
1969	122,2	2,6	121,4	5,3	122,9	5,7
1970	128,2	4,9	126,5	4,2	127,1	3,4

^a En dollars US

Source: UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs

Tableau A 75 - L'Italie et ses concurrents:

Prix du commerce de gros (a)

1950-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

	Italie		Groupe OCDE		Groupe CEE	
	1963=100	%	1963=100	%	1963=100	%
1950	86,9	.	80,4	.	76,4	.
1951	99,0	13,9	97,4	21,1	93,5	22,4
1952	93,4	- 5,7	96,0	- 1,4	94,9	1,5
1953	93,4	0,0	92,3	- 3,9	91,1	- 4,0
1954	92,5	- 1,0	91,3	- 1,1	89,7	- 1,5
1955	93,4	1,0	92,7	1,5	91,3	1,8
1956	95,3	2,0	96,0	3,6	94,9	3,9
1957	96,2	0,9	98,0	2,1	96,8	2,0
1958	94,3	- 2,0	96,1	- 1,9	94,9	- 2,0
1959	91,5	- 3,0	94,0	- 2,2	91,3	- 3,8
1960	92,5	1,1	94,6	0,6	92,2	1,0
1961	92,5	0,0	96,8	2,3	96,0	4,1
1962	95,3	3,0	98,4	1,7	98,5	2,6
1963	100,0	4,9	100,0	1,6	100,0	1,5
1964	103,4	3,4	101,8	1,8	102,3	2,3
1965	105,0	1,6	104,2	2,4	104,6	2,2
1966	106,6	1,5	106,6	2,3	106,5	1,8
1967	106,4	- 0,2	106,3	- 0,3	105,9	- 0,6
1968	106,8	0,4	104,6	- 1,6	103,8	- 2,0
1969	110,9	3,8	108,4	3,6	107,1	3,2
1970	119,2	7,5	116,0	7,0	116,1	8,4

^a En dollars US.

Source: UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs

Tableau A 76 - L'Italie et ses concurrents : Prix implicites relatifs du produit national^{a)} b), prix relatifs du commerce de gros^{a)} b) et du coût de la vie relatif^{a)} b), 1950 - 1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

Année	Prix implicites relatifs du produit national			Prix relatifs du commerce de gros			Coût de la vie relatif		
	Italie Groupe OCDE	Italie Groupe CEE	Italie Groupe OCDE	Italie Groupe CEE	Italie Groupe OCDE	Italie Groupe CEE	Italie Groupe OCDE	Italie Groupe CEE	
	1963=100	1963=100	1963=100	1963=100	1963=100	1963=100	1963=100	1963=100	
1950	.	.	.	.	.	.	.	.
1951	93,8	96,0	108,1	113,7	87,8	88,1	87,8	88,1	
1952	91,0	92,0	101,6	105,9	87,3	86,9	87,3	86,9	
1953	92,8	93,6	97,3	98,4	87,2	86,8	87,2	86,8	
1954	94,3	95,3	101,2	102,5	89,4	89,7	89,4	89,7	
1955	95,5	96,5	101,3	103,1	91,5	91,9	91,5	91,9	
1956	95,6	96,5	100,8	102,3	93,0	93,2	93,0	93,2	
1957	94,3	95,4	99,3	100,4	94,8	95,1	94,8	95,1	
1958	95,2	97,1	98,2	99,4	94,2	94,4	94,2	94,4	
1959	95,2	98,3	98,1	99,4	95,0	96,6	95,0	96,6	
1960	95,0	97,8	97,3	100,2	95,6	98,3	95,6	98,3	
1961	94,4	96,6	97,8	100,3	96,0	98,5	96,0	98,5	
1962	95,2	95,8	95,6	96,4	95,7	97,6	95,7	97,6	
1963	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
1964	102,7	102,3	101,6	101,1	102,9	102,5	102,9	102,5	
1965	95,2	102,5	100,8	100,4	104,3	103,8	104,3	103,8	
1966	101,5	100,9	100,0	100,0	102,9	102,5	102,9	102,5	
1967	102,0	101,7	100,1	100,5	104,2	103,9	104,2	103,9	
1968	101,3	100,4	102,1	102,9	103,3	102,4	103,3	102,4	
1969	99,9	98,5	102,3	103,5	100,7	99,4	100,7	99,4	
1970	100,4	99,2	102,8	102,7	101,3	100,9	101,3	100,9	

^{a)} En dollars US. - ^{b)} Indice de l'Italie en pourcentage de l'indice correspondant du groupe OCDE (groupe CEE)

Source : OECD, National Accounts; Institut für Weltwirtschaft, Die Weltwirtschaft; UN, Monthly Bulletins et calculs des auteurs

Tableau A 77 - Italie : Part salariale non corrigée a) et corrigée b)
dans le secteur des produits de substitution aux impor-
tations, dans le secteur des exportations et dans l'ensemble
de la production (%)
 1951, 1955, 1960, 1965 et 1970

	1951	1955	1960	1965	1970
	Part salariale non corrigée				
Secteur des produits de substitution aux importations	50,9	57,2	58,8	62,7	66,9
Secteur des exportations	49,9	57,4	59,3	63,2	67,6
Ensemble de la production	37,9	39,5	41,1	45,3	47,3
	Part salariale corrigée				
Secteur des produits de substitution aux importations	50,9	57,0	57,1	59,6	62,8
Secteur des exportations	49,9	56,8	57,3	58,2	60,3
Ensemble de la production	37,9	38,2	36,6	36,8	36,3

^aPart des salaires et traitements par rapport au produit intérieur brut

^bCorrigé des variations de la part des effectifs occupés salariés dans l'ensemble des effectifs occupés par rapport à 1951. Calculée de la façon suivante:

$$L_j^b = L_j \cdot \frac{U_{51}}{U_j}$$

L_j^b = part salariale corrigée pour l'année j ; L_j - part salariale non corrigée pour l'année j ;

U_{51} - part des effectifs salariés occupés par rapport à l'ensemble des effectifs occupés en 1951 ;

U_j - part des effectifs occupés salariés par rapport à l'ensemble des effectifs occupés pour l'année j ;

j - 1951, 1955, 1960, 1965, 1970

Source: ISTAT, Annuario di Contabilità Nazionale; Occupati Permanenti in Italia. - Calculs des auteurs

Tableau A 78 - La France, l'Italie et leurs concurrents :
écarts moyens^a dans l'évolution des prix
 1954-1969 et 1960-1969 (en %)

	France		Italie	
	1954-1969	1960-1969	1954-1969	1960-1969
Écarts des				
- prix à la production par rapport aux prix à l'importation dans le secteur des produits de substitution aux importations	2,82	2,57	3,76	2,71
- prix à l'exportation des produits industriels par rapport aux prix correspondants à l'exportation du groupe OCDE	2,54	1,86	4,20	3,62

Calculé selon la formule suivante : $A \sqrt{\frac{1}{n} (X_i - Y_i)^2}$

A - écart-type

X_i - variation annuelle en pourcentage des prix français (italiens) à la production ou à l'exportation

Y_i - variation annuelle en pourcentage des prix français (italiens) à l'importation ou à l'exportation du groupe des pays concurrents de la France (de l'Italie) membres de l'OCDE

n - nombre d'années

i - indice : $i = 1, \dots, n$

Source : Tableaux A 9, A 21, A 50 et A 56

Tableau A 79 - Données de base pour le calcul de la productivité en France
en 1955

	valeur ajoutée en mio de NF ^{a)}	Effectifs employés en milliers	Indice de durée du travail 1959=100	Stock de capital en millions de NF ^{a)}
03A. Combustibles minéraux solides	4 160	245,1	100,0	18 267
05. Pétrole, gaz naturel, carburants	7 444	56,5	100,0	3 779
07. Mines de fer et sidérurgie	4 637	219,8	101,5	14 328
08. Minerais et métaux non ferreux	856	24,9	101,3	2 415
09. Industries mécaniques et électriques	21 832	1 551,9	100,7	33 127
10. Chimie	5 721	318,2	99,6	11 979
11. Textiles, habillement, cuirs	12 239	1 275,3	99,2	17 571
12. Bois, papier, industries diverses	10 120	758,6	99,5	12 595
01 a ^{16,19} Toutes activités a) aux prix de 1959	194 354	16 370,5	99,2	349 609

Source : I.N.S.E.E.

Tableau A 80 - Données de base pour le calcul de la productivité en France
en 1959

	Valeur ajoutée ^{a)} en millions de NF	Salaires et traitem. ^{ab)} en millions de NF	Effectifs employés ^{a)} en milliers		Stock de capital en millions de NF ^{a)}
			A	B	
03A. Combustibles minéraux solides	4 504 ^c	2 014	230,2	208,5	19 315
05. Pétrole, gaz naturel, carburants	9 284	770	71,6	67,4	6 483
07. Mines de fer et sidérurgie	5 346	2 126	231,0	197,7	16 719
08. Minerais et métaux non ferreux	1 279	281	27,7	27,3	2 856
09. Industries mécaniques et électriques	29 260	14 184	1 724,6	1 794,7	41 987
10. Chimie	8 215	3 233	346,9	327,5	15 814
11. Textiles, habillement, cuir ^s	13 568	5 055	1 155,8	1 155,4	19 548
12. Bois, papier, industries diverses	11 847	4 704	772,9	771,7	14 876
01 a ^c 16, 19 Toutes activités	2 29 941	72 088	16178,5	16 178,5	410 848

^{a)} A : ancienne délimitation; B= nouvelle délimitation. - ^{b)} aux prix de 1959.
^{c)} y compris le gaz

Source : INSEE

Tableau A 81 - Données de base pour le calcul de la productivité en France
en 1965

	Valeur ajoutée ^{a)} 1959=10.000	Effectifs employés en milliers	Indice de la durée du travail 1959=100	Stock de capital en millions de NF ^{a)}
03A. Combustibles minéraux solides	8 920	164,9	90,4	18 909
05. Pétrole, gaz naturel, carburants	18 400	86,0	95,6	12 227
07. Mines de fer et sidérurgie	13 170	203,1	100,4	24 571
08. Minerais et métaux non ferreux	14 580	31,0	100,4	4 034
09. Industries mécaniques et électriques	16 070	2 056,5	100,8	63 293
10. Chimie	15 530	377,2	100,2	25 657
11. Textiles, habillement, cuir ^s	12 240	1 079,5	100,9	24 821
12. Bois, papier, industries diverses	15 750	861,6	102,4	21 926
01 a ^c 16,19 Toutes activités	14 547	16 679,2	100,4	566 087

^{a)} aux prix de 1959

Source : I.N.S.E.E.

Tableau A 82 - Données de base pour le calcul de la productivité en France
en 1970

	Valeur ajoutée ²⁾ 1959=10.000	Effectifs employés en milliers	Indice de la durée du travail 1959= 100	Stock de capital en millions de NFA)
03A. Combustibles minéraux solides	7 129	112,1	88,1	17 263
05. Pétrole, gaz naturel, carburants	31 013	98,7	88,2	19 422
07. Mines des fer et sidérurgie	16 680	177,3	96,2	27 417
08. Minerais et métaux non ferreux	17 640	29,7	96,6	4 740
09. Industries mécaniques et électriques	23 563	2 271,5	98,0	88 914
10. Chimie	20 415	422,6	97,0	37 909
11. Textiles, habillement, cuirs	15 832	947,6	101,3	30 065
12. Bois, papier, industries diverses	20 721	902,1	100,4	31 475
01 a ¹⁾ 16,19 Toutes activités	19 142	17 166,1	98,1	779 442
²⁾ Prix de 1959				

Source : I.N.S.E.E.

Tableau A 83 - Données de base relatives aux analyses de régression en cross-section figurant à l'annexe I, point 4

1960 - 1968

Variations annuelles moyennes

P a y s	Productivité ^a	Prix implicite du produit national brut ^b	Prix à la consommation ^b	Prix à l'exportation ^{b,c}	Ecart de prix I	Ecart de prix II
France	4,8	3,9	3,6	1,0	2,9	2,6
Belgique	3,9	3,1	2,8	1,6	1,5	1,2
R.F.d'Allemagne	4,4	3,7	3,4	1,5	2,2	1,9
Italie	6,4	4,2	4,0	0,6	3,6	3,4
Japon	9,5	4,7	5,6	0,6	4,1	5,0
Canada	2,2	2,7	1,4	1,9	0,8	- 0,5
Pays-Bas	3,8	4,8	4,4	1,2	3,6	3,2
Suède	3,8	4,2	3,9	1,0	3,2	2,9
Suisse	3,3	4,5	3,4	2,9	1,6	0,5
Royaume-Uni	3,0 ^d	3,5 ^d	3,2 ^d	1,3 ^d	2,2	1,9
Etats-Unis	2,9	2,2	2,0	1,4	1,2	0,6

^aProduit national brut réel par personne occupée. ^bEn dollars US. ^cEnsembles des exportations. ^d1960-1967

Source : OECD, Labour Force Statistics. - OECD, National Accounts Statistics. - Calculs des auteurs.

Tableau A 84 - Données de base relatives aux analyses de régression en cross-section figurant
à l'annexe I, point 5

1960-1968

Variations annuelles moyennes

P a y s	Productivité ^a	Prix implicites du produit national brut ^b	Prix à la consom- ^b mation	Prix à l'expor- ^{b,c} tation	Ecart de prix III	Ecart de prix IV
France	4,8	3,9	3,6	1,2	2,7	2,4
Belgique	3,9	3,1	2,8	0,2	2,9	2,6
République Fédérale d'Allemagne	4,4	3,7	3,4	1,1	2,6	2,3
Italie	6,4	4,2	4,0	- 0,4	4,6	4,4
Japon	9,5	4,7	5,6	- 1,0	5,7	6,6
Canada	2,2	2,7	1,4	0,6	2,1	0,8
Pays-Bas	3,8	4,8	4,4	0,5	4,3	3,9
Suède	3,8	4,2	3,9	1,7	2,5	2,2
Suisse	3,3	4,5	3,4	3,4	1,1	0,0
Royaume-Uni	3,0 ^d	3,5 ^d	3,2 ^d	2,1	1,4	1,1
Etats-Unis	2,9	2,2	2,0	1,5	0,7	0,5

^a produit national brut réel par personne occupée.

^b En dollars US.

^c Produits industriels.

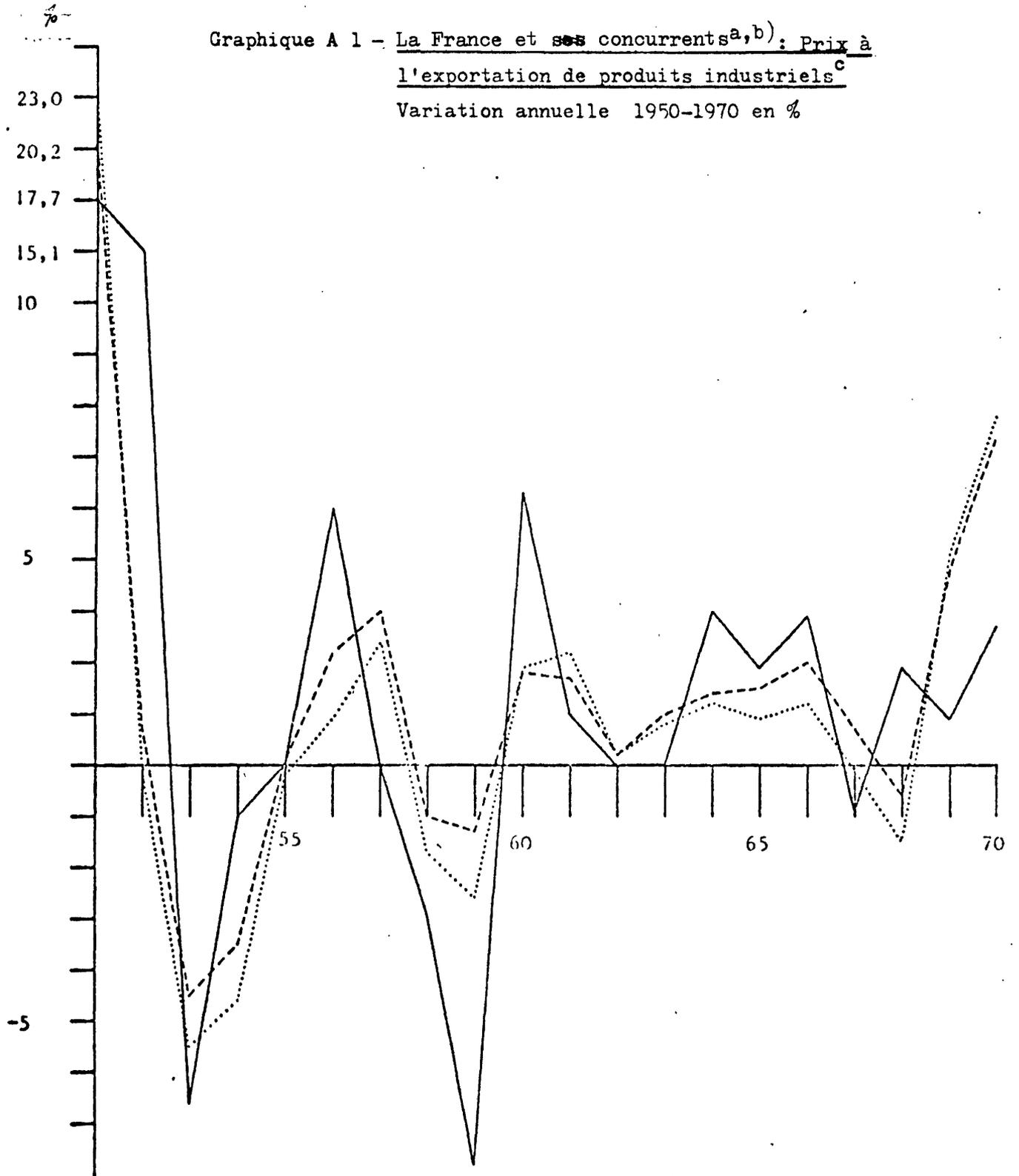
^d 1960-1967

Source: OECD, Labour Force Statistics - OECD, National Accounts. - Calculs des auteurs

A N N E X E I I I

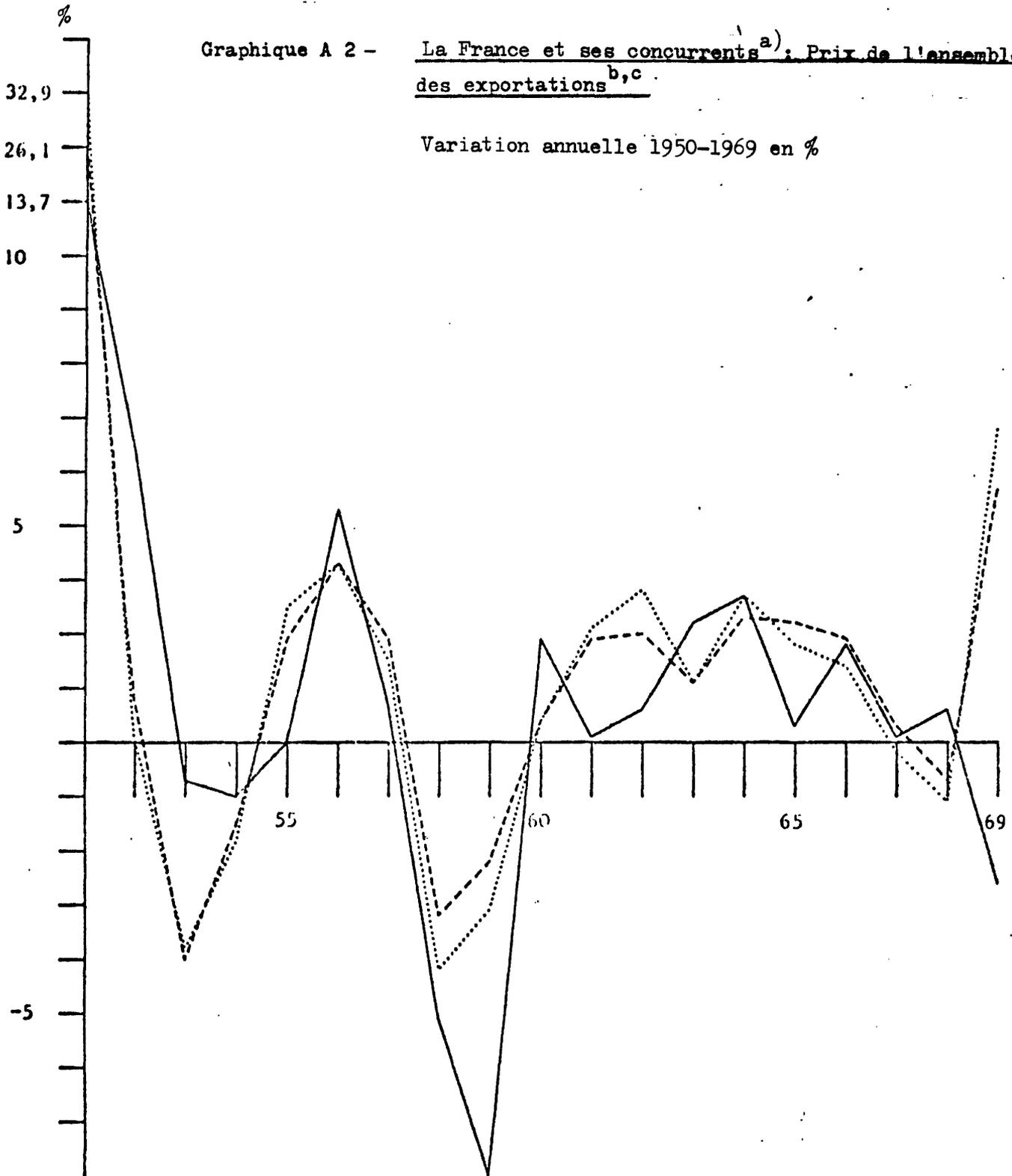
Graphiques A 1 à A 30

Graphique A 1 - La France et ses concurrents^{a,b)} : Prix à l'exportation de produits industriels^{c)}
Variation annuelle 1950-1970 en %



a) Système de pondération B-^{b)} Trait plein : France; trait discontinu : groupe OCDE;
trait pointillé: groupe CEE. ^{c)} En dollars US.

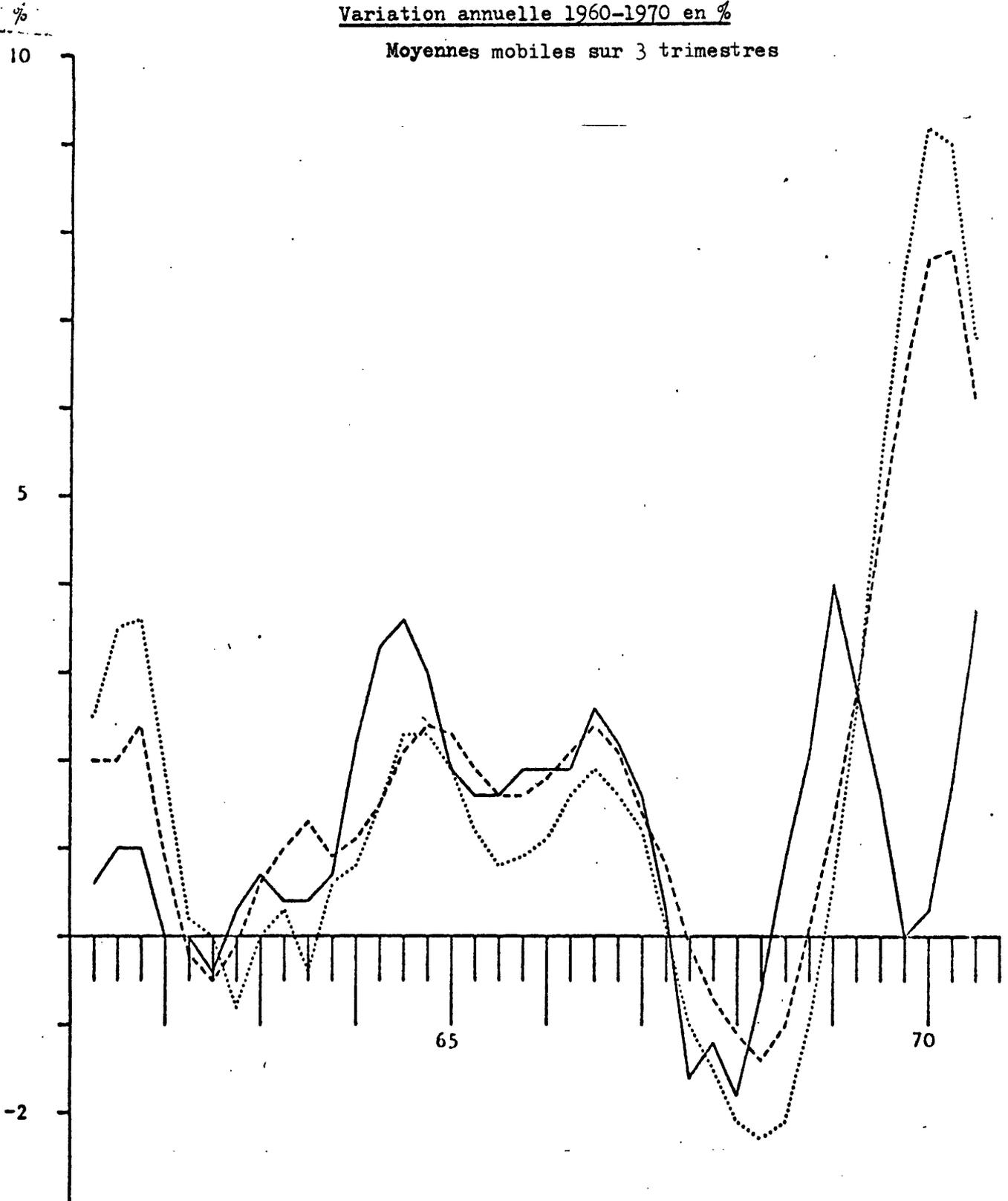
Source: Tableau A 9



a) Système de pondération B. - b) Trait plein : France; trait discontinu :
trait pointillé: groupe CEE. c) En dollars US. groupe OCDE;

Source: Tableau A 11

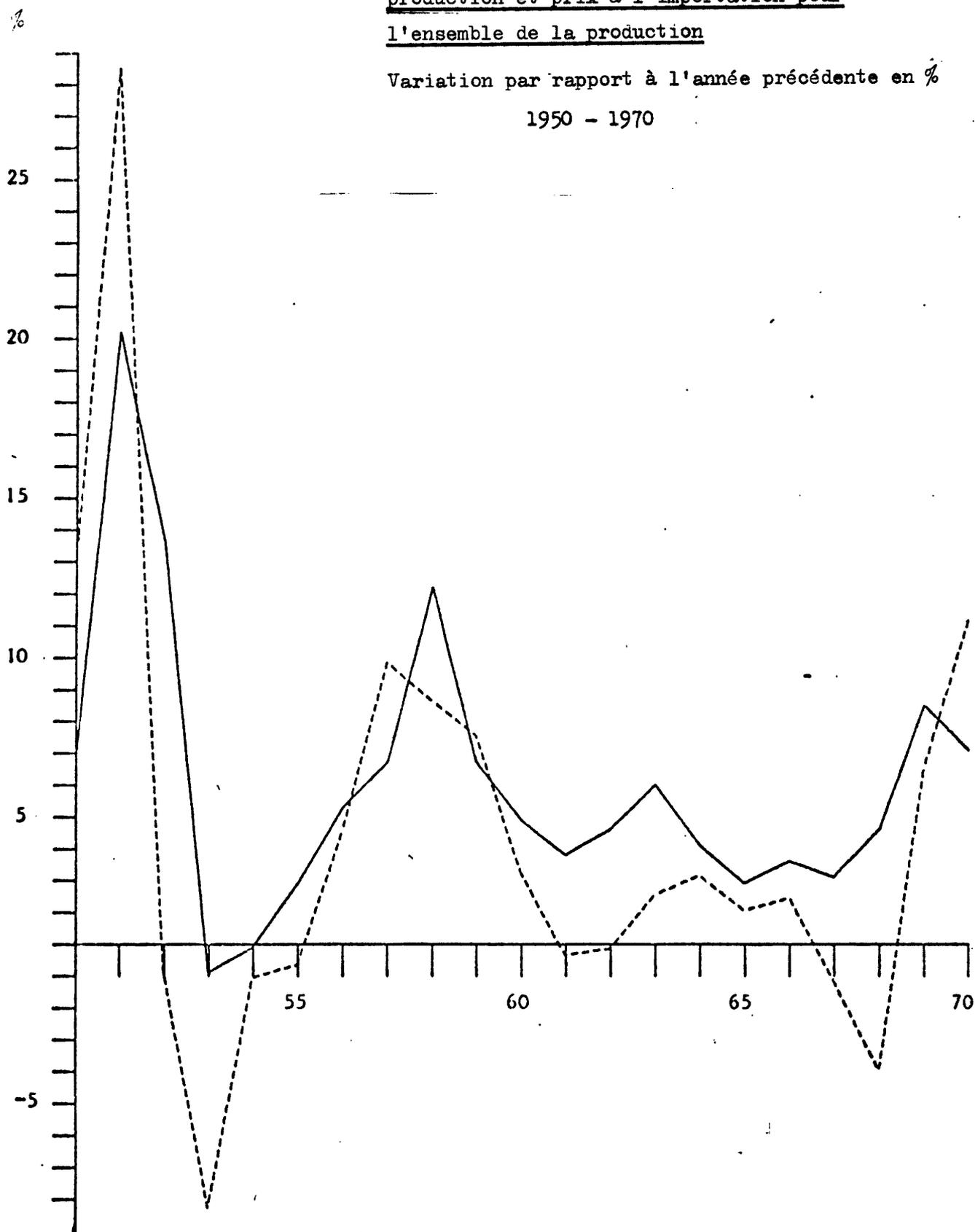
Graphique A 3 - La France et ses concurrents^{a,b)}: Prix à l'exportation des produits industriels^{c)}
Variation annuelle 1960-1970 en %
Moyennes mobiles sur 3 trimestres



a) Système de pondération B. - b) trait plein : France; trait discontinu : groupe OCDE; trait pointillé : groupe CEE. - c) En dollars US.

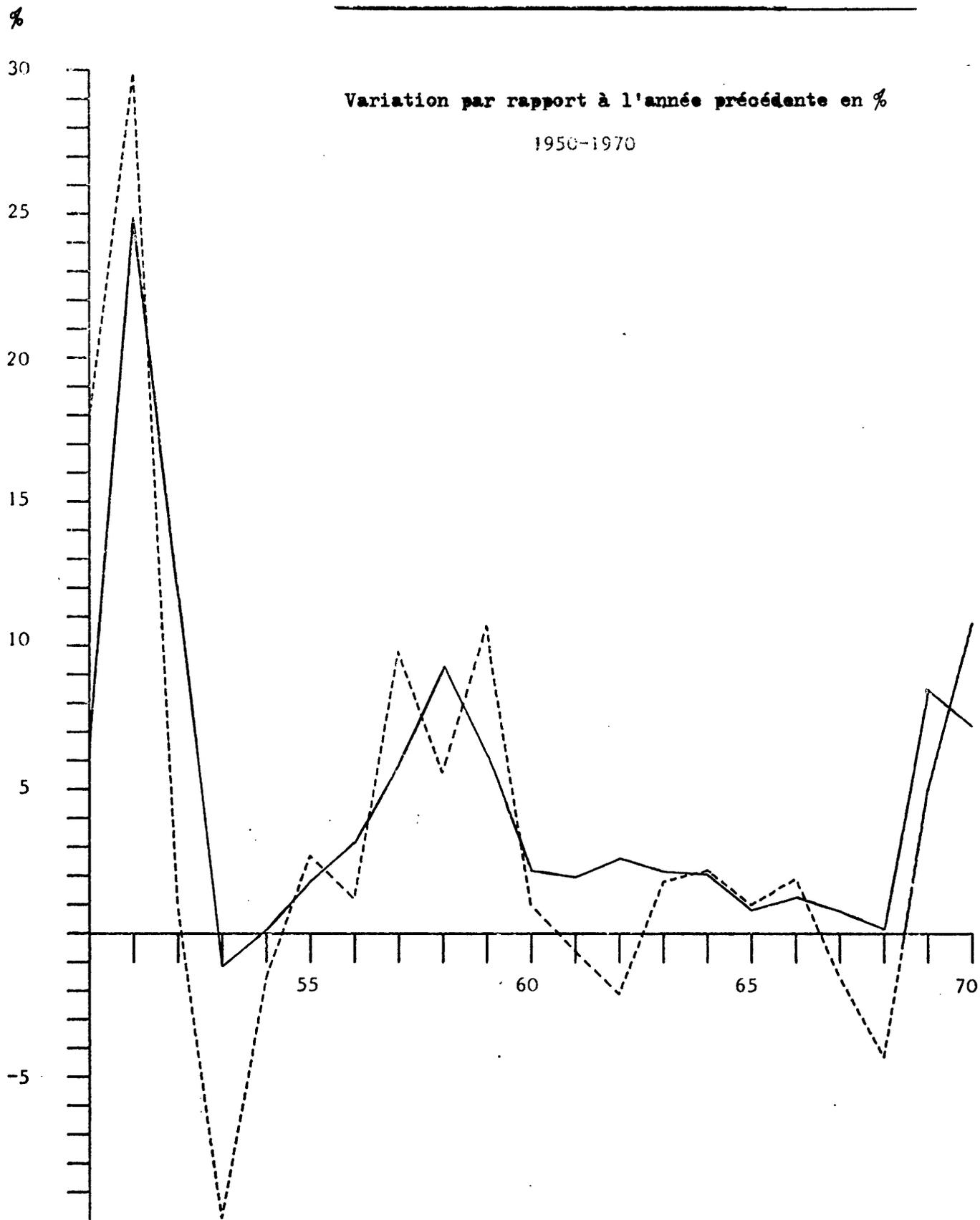
Graphique A 4 - La France et ses concurrents^{a)} : Prix à la production et prix à l'importation pour l'ensemble de la production

Variation par rapport à l'année précédente en %
1950 - 1970



^{a)} Trait plein: prix à la production; trait discontinu: prix à l'importation

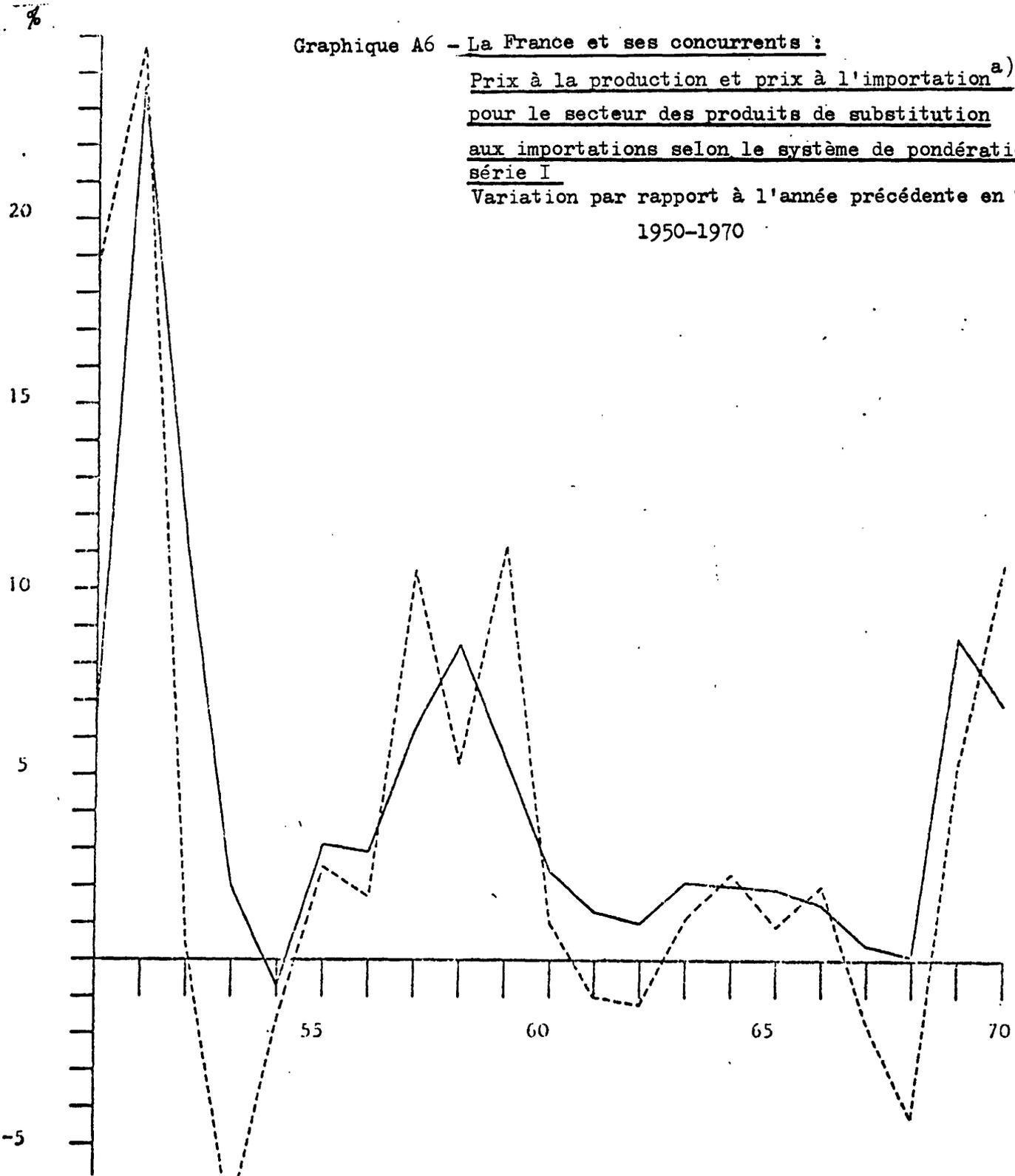
Graphique A5 - La France et ses concurrents^{a)} : Prix à la production et prix à l'importation pour le secteur industriel



a) Trait plein: prix à la production; trait discontinu: prix à l'importation.

Graphique A6 - La France et ses concurrents :

Prix à la production et prix à l'importation^{a)}
pour le secteur des produits de substitution
aux importations selon le système de pondération A,
série I
Variation par rapport à l'année précédente en %
1950-1970



Trait plein : Prix à la production; trait discontinu : prix à l'importation

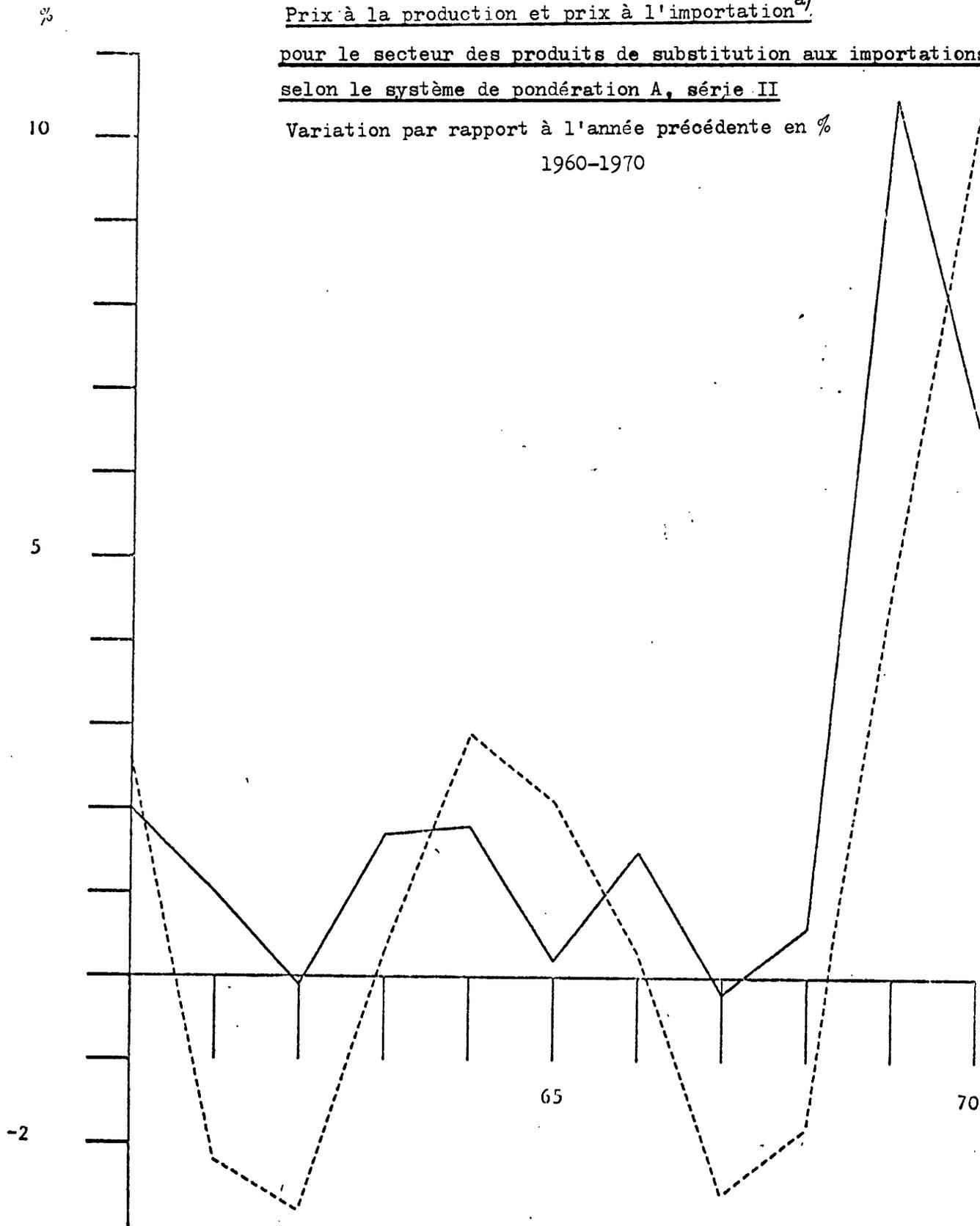
Source: Tableau A 21

Graphique A7 - La France et ses concurrents :

Prix à la production et prix à l'importation^{a)}

pour le secteur des produits de substitution aux importations
selon le système de pondération A, série II

Variation par rapport à l'année précédente en %
1960-1970

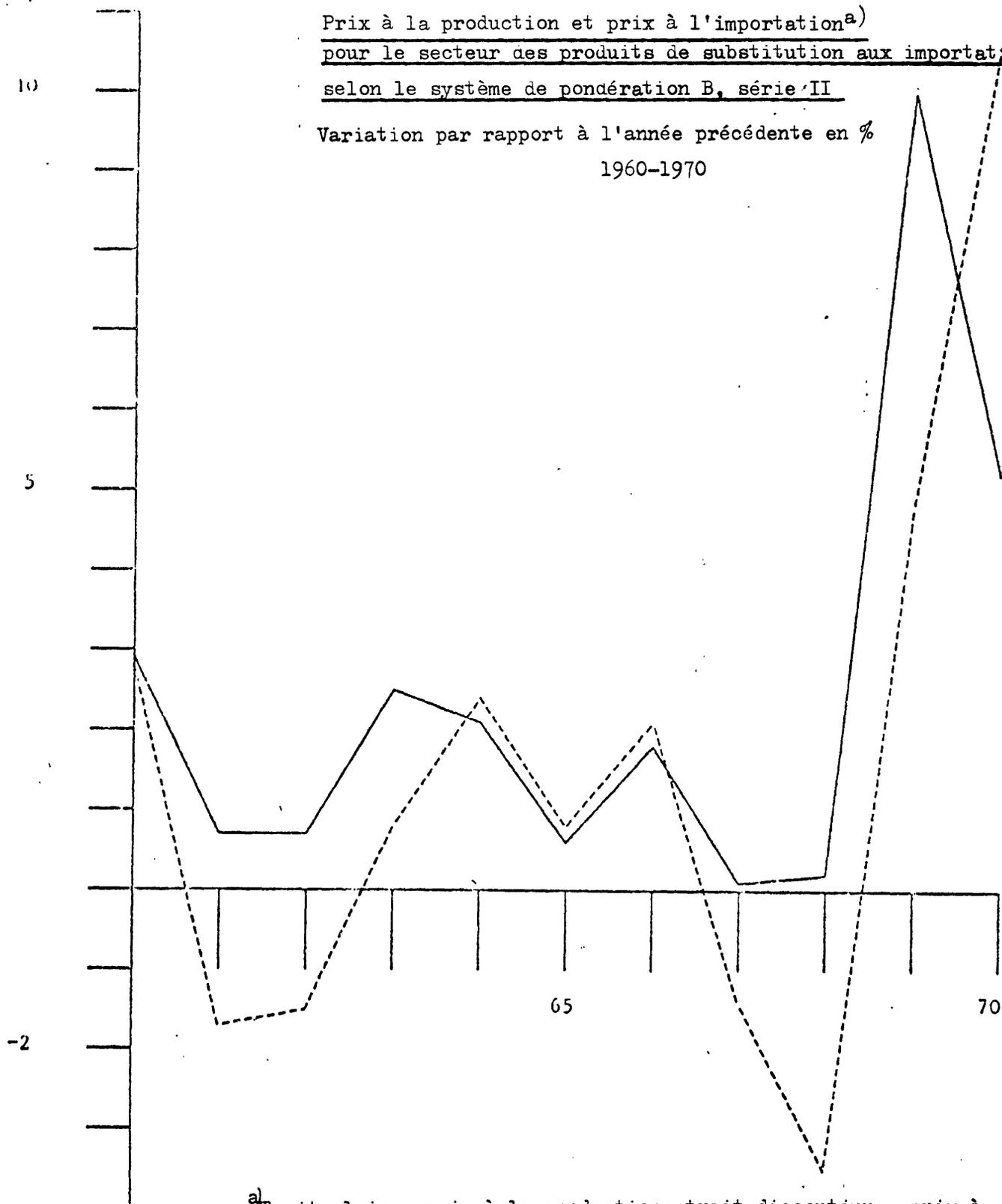


^{a)} Trait plein : prix à la production; trait discontinu : prix à l'importation

Graphique A8 - La France et ses concurrents :

Prix à la production et prix à l'importation^{a)}
pour le secteur des produits de substitution aux importations
selon le système de pondération B, série II

Variation par rapport à l'année précédente en %
1960-1970

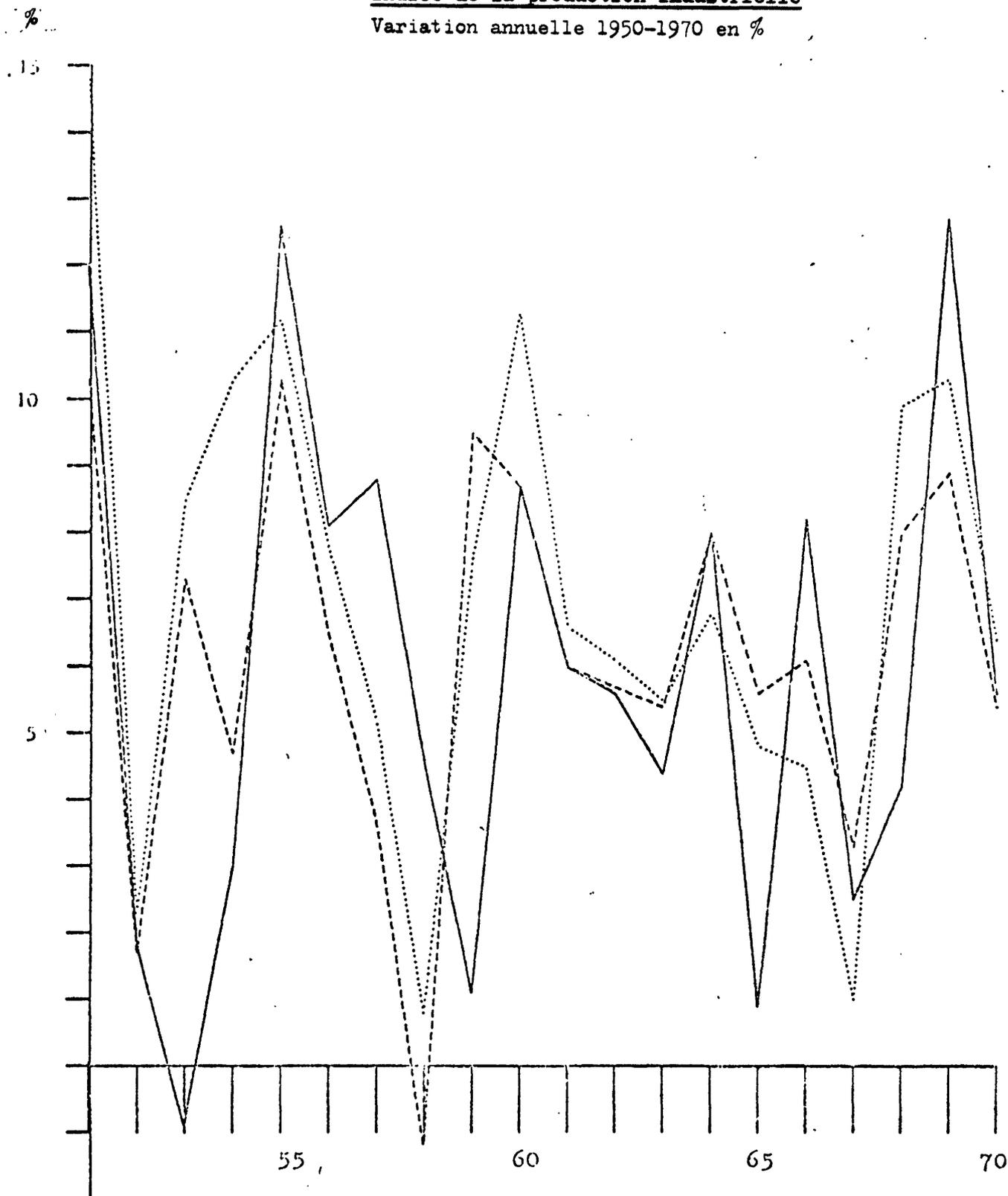


^{a)} Trait plein : prix à la production; trait discontinu : prix à l'importation

Source : Tableau A 22

Graphique A9 - La France et ses concurrents^{a,b)}:

Indice de la production industrielle
Variation annuelle 1950-1970 en %



a) Système de pondération B - b) trait plein : France;
trait discontinu : groupe OCDE
trait pointillé : groupe CEE

Source : Tableau A 26

%

Graphique A10 - La France et ses concurrents^{a)}:

Variation de l'indice de la production industrielle par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente 1951-1970, en %

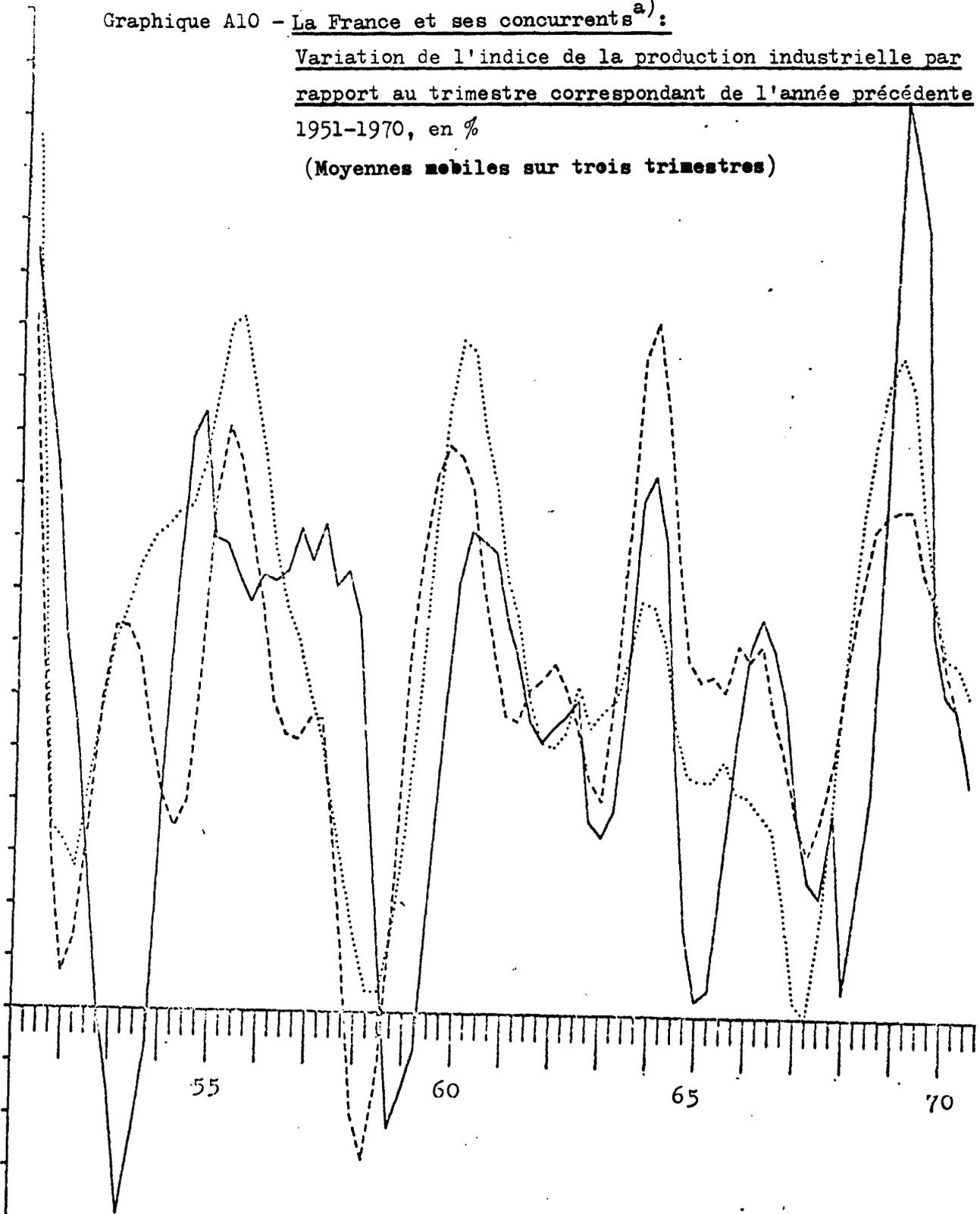
(Moyennes mobiles sur trois trimestres)

15

10

5

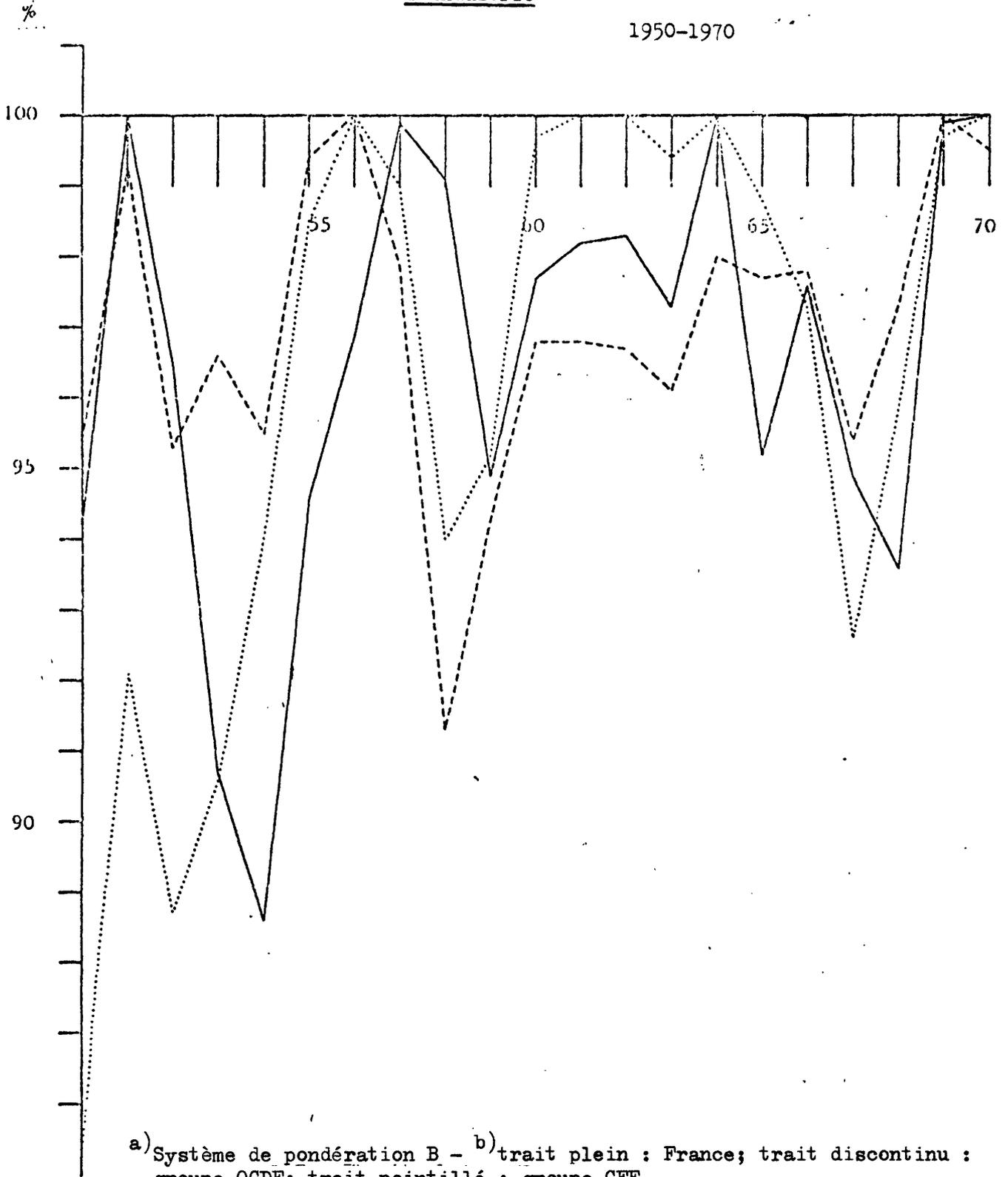
3



^{a)}Trait plein : France; trait discontinu : groupe OCDE;
trait pointillé : groupe CEE.

Source : Tableau A 27 - A 29

Graphique A 11. - La France et ses concurrents^{a, b)}
degré d'utilisation des capacités techniques dans
l'industrie



Graphique A 12 - La France et ses concurrents : La conjoncture

internationale et le solde de la balance commerciale

de la France

1950-1971

(Moyennes mobiles sur trois trimestres)

Solde de la balance commerciale en milliards de NF

Degré d'utilisation des capacités en %

+ 1

0

- 1

- 2

- 3

100

95

90

85

50

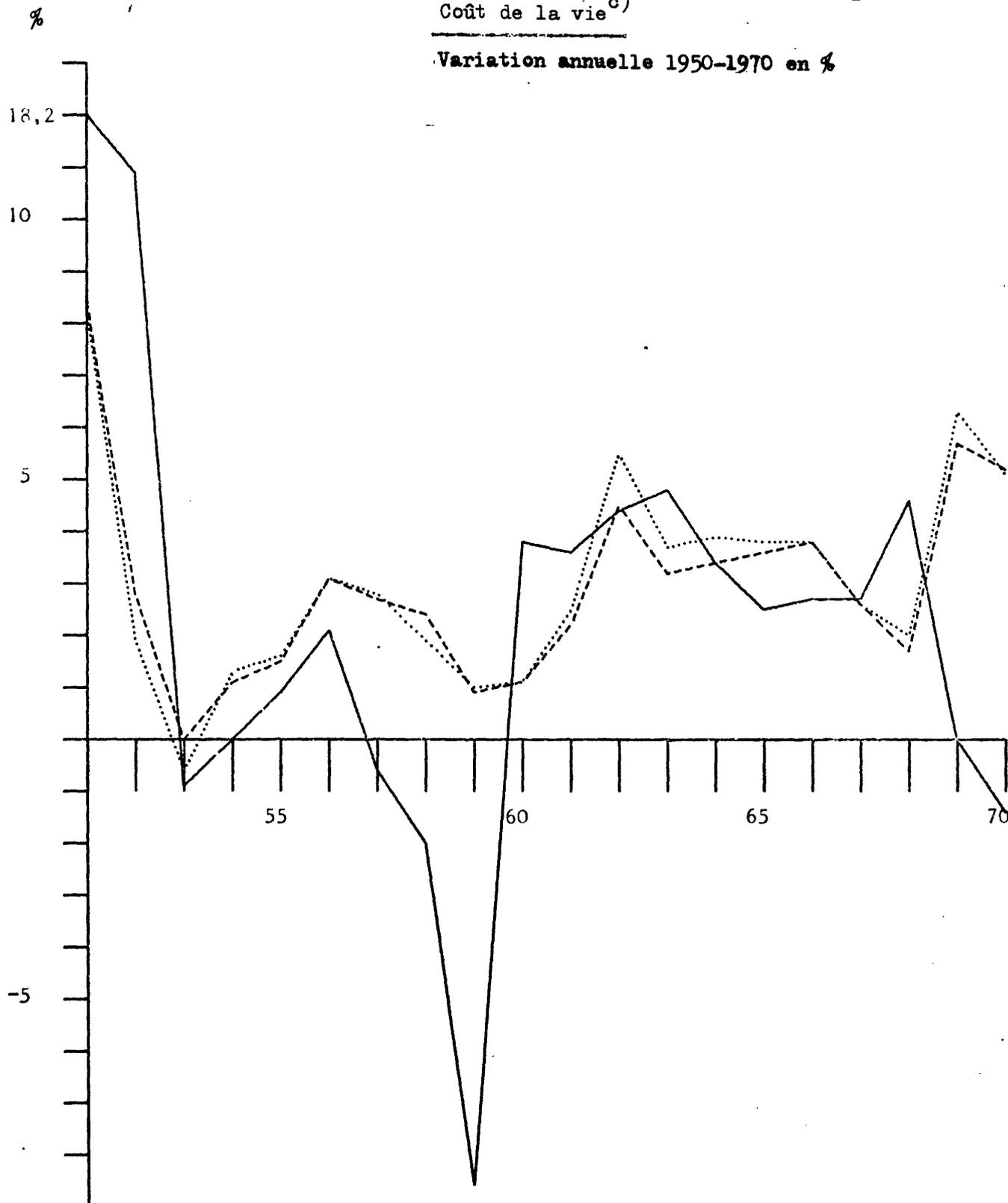
- Solde de la balance commerciale de la France (en milliards de NF)
- Degré d'utilisation du potentiel de production de la France (en %)
- Degré d'utilisation du potentiel de production du groupe OCDE (en %)

Source : Tableaux A 32, A 33 et A 38

Graphique A 13 - La France et ses concurrents^{a,b)} :

Coût de la vie^{c)}

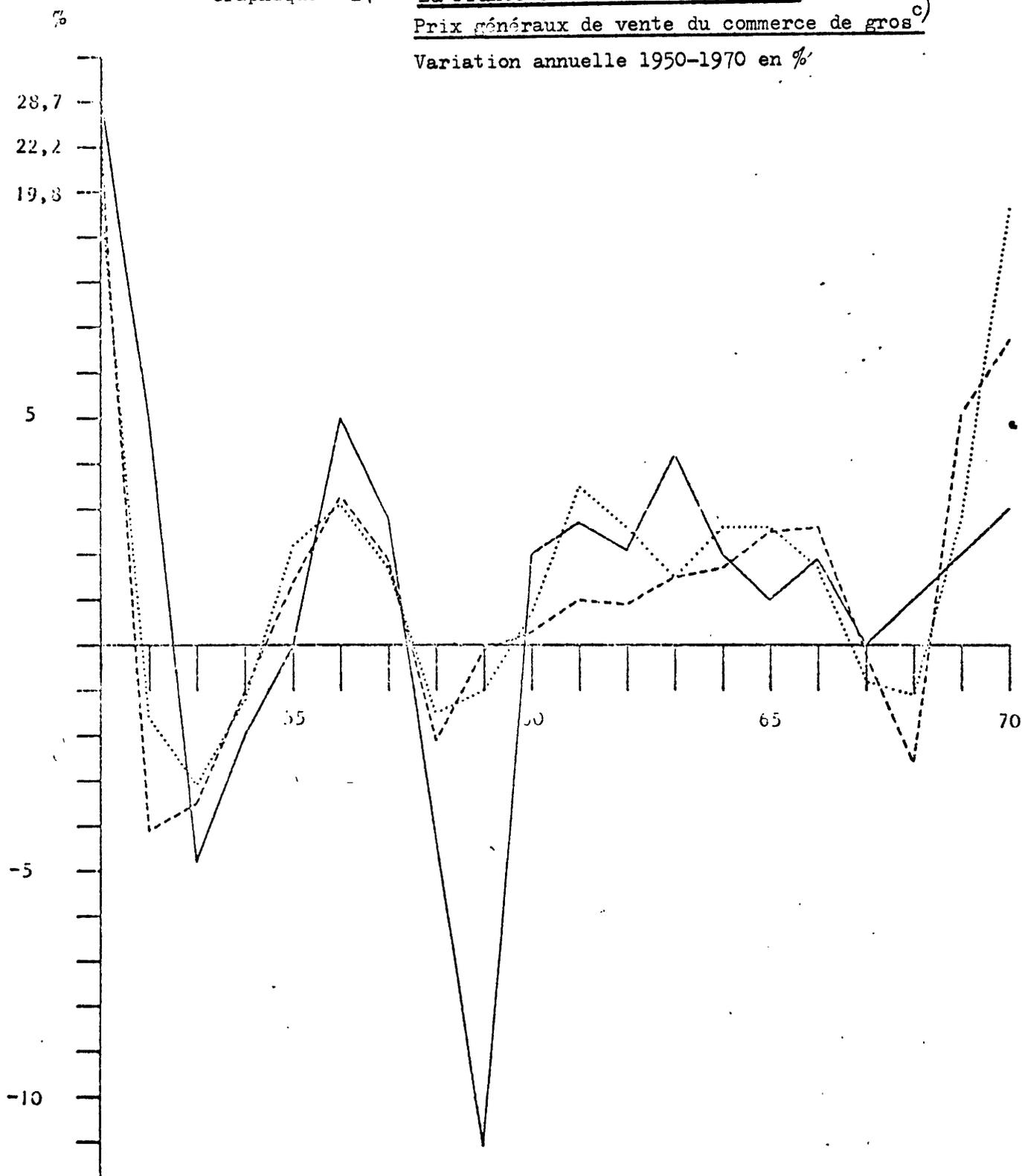
Variation annuelle 1950-1970 en %



a) Système de pondération B - b) trait plein : France; trait discontinu : groupe OCDE; trait pointillé : groupe CEE -
c) En dollars US

Source: Tableau A 41

Graphique A 14 - La France et ses concurrents^{a, b)} :
Prix généraux de vente du commerce de gros^{c)}
Variation annuelle 1950-1970 en %



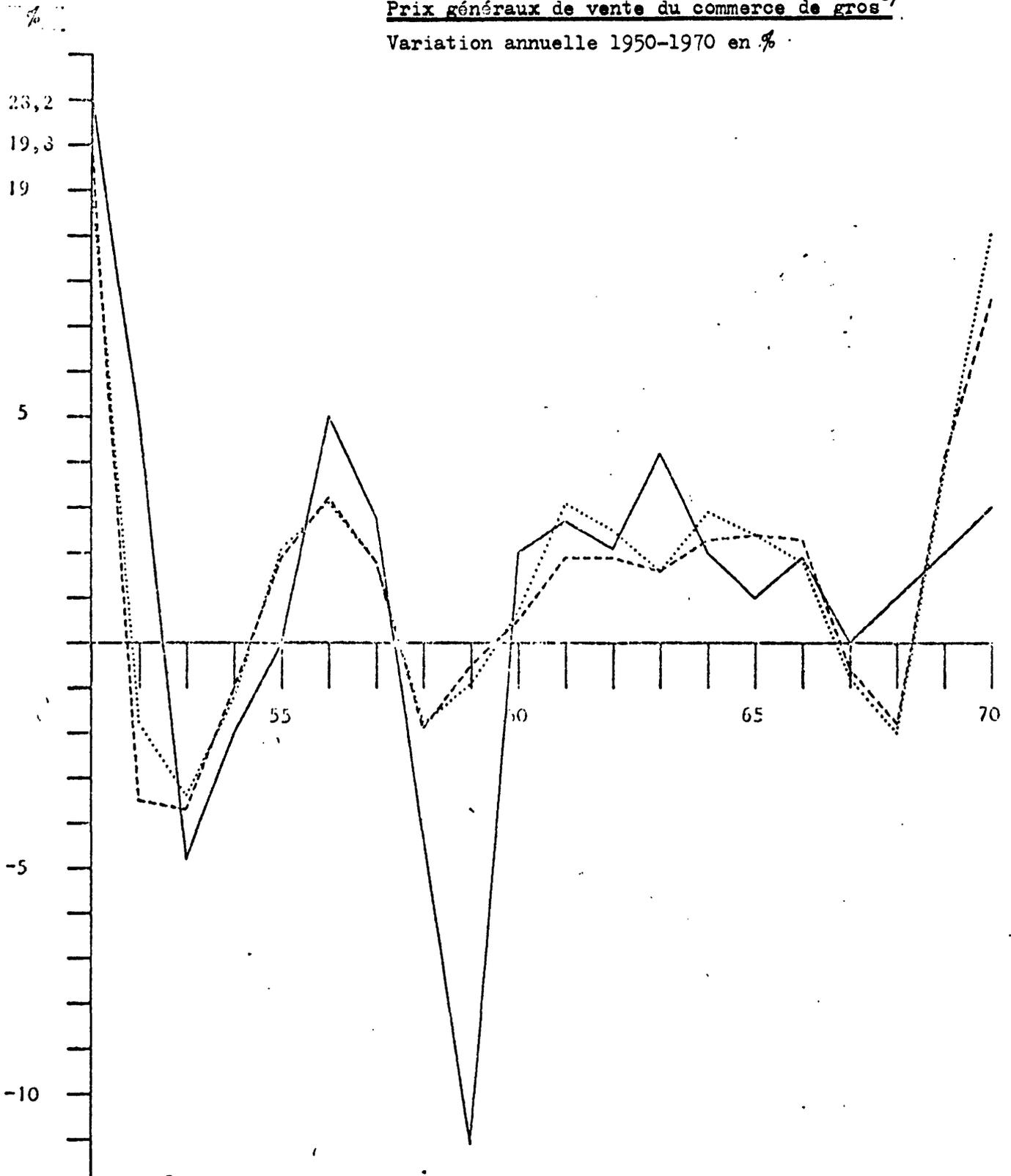
a) Système de pondération A - b) trait plein : France; trait discontinu :
groupe OCDE; trait pointillé : groupe CEE - c) en dollars US

Source : Tableau A 42

Graphique A 15 - La France et ses concurrents^{a,b)}:

Prix généraux de vente du commerce de gros^{c)}

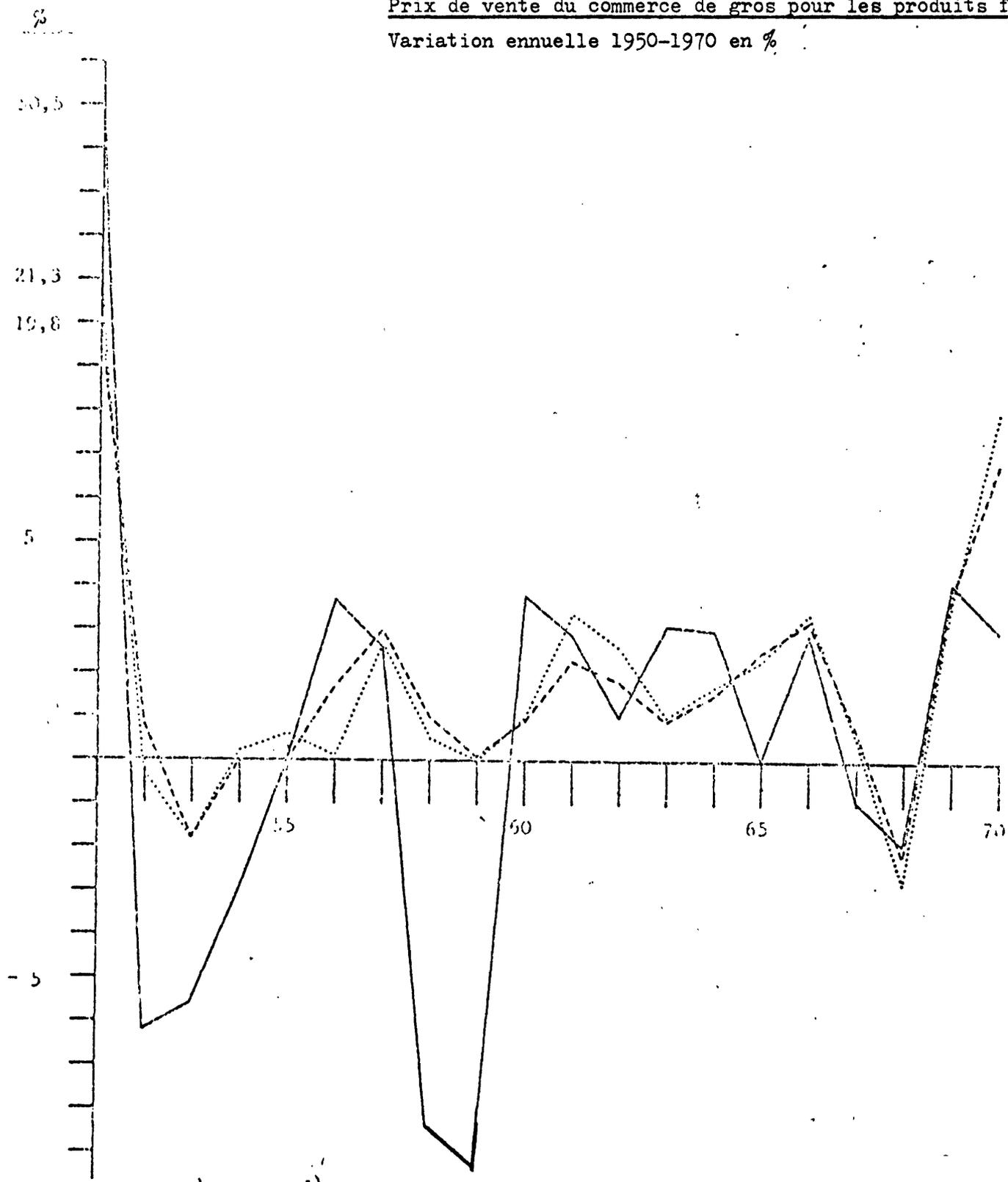
Variation annuelle 1950-1970 en %



a) Système de pondération B - b) Trait plein : France; trait discontinu : groupe OCDE; trait pointillé : groupe CEE - c) en dollars US

Graphique A 16 - La France et ses concurrents^{a,b)}:

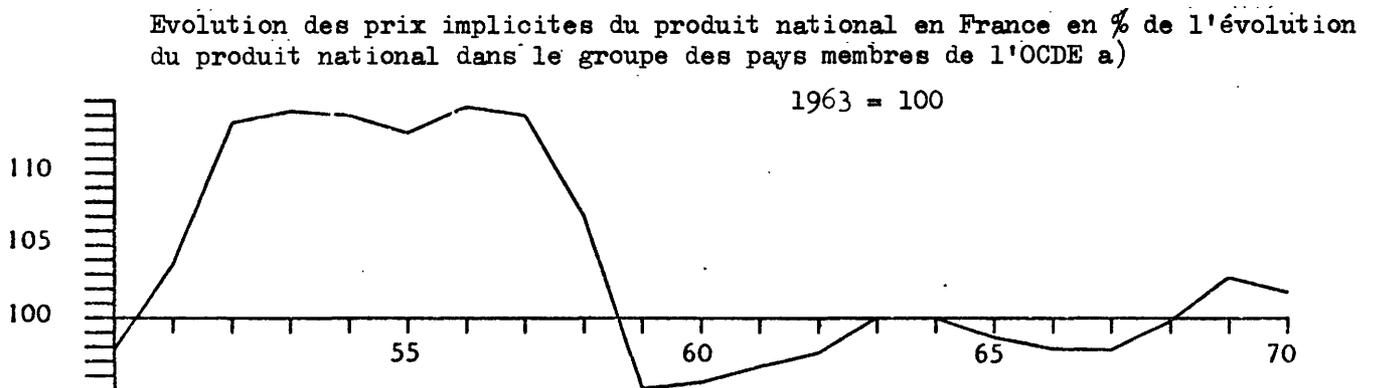
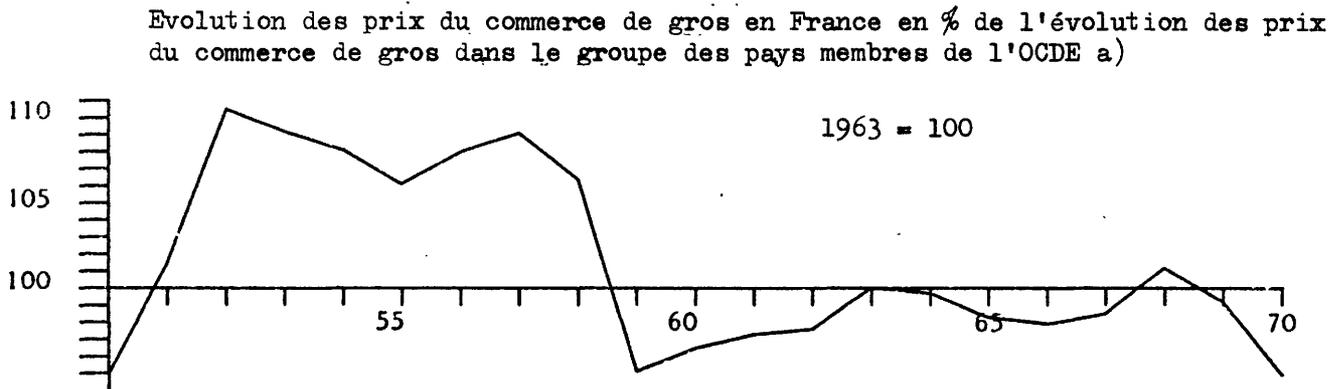
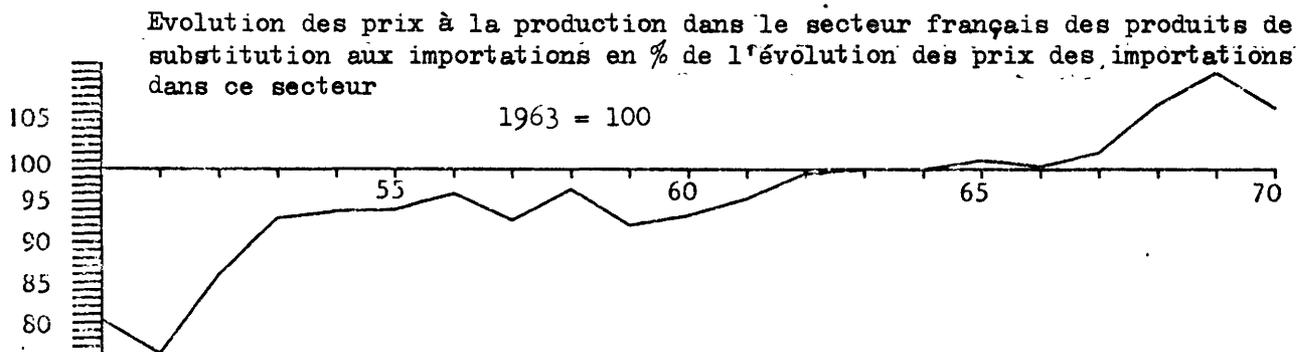
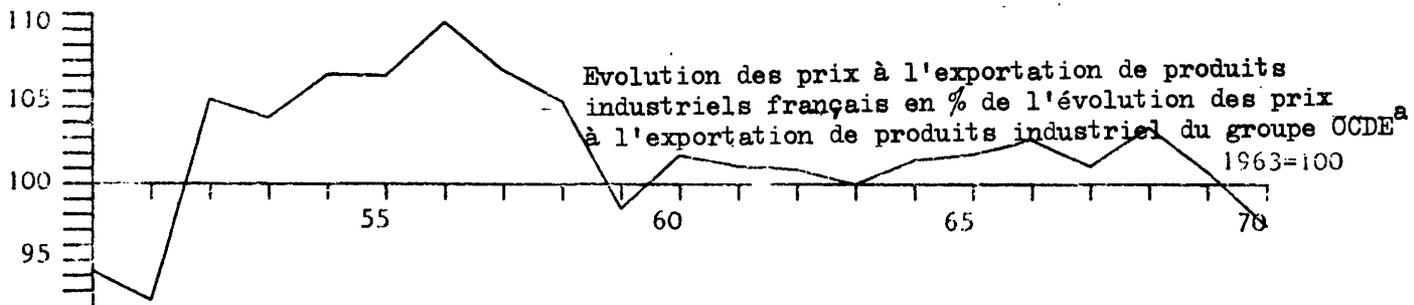
Prix de vente du commerce de gros pour les produits finis^{c)}
Variation annuelle 1950-1970 en %



a) 6 pays - b) trait plein : France; trait discontinu : système de pondération A;
trait pointillé : système de pondération B - c) en dollars US.

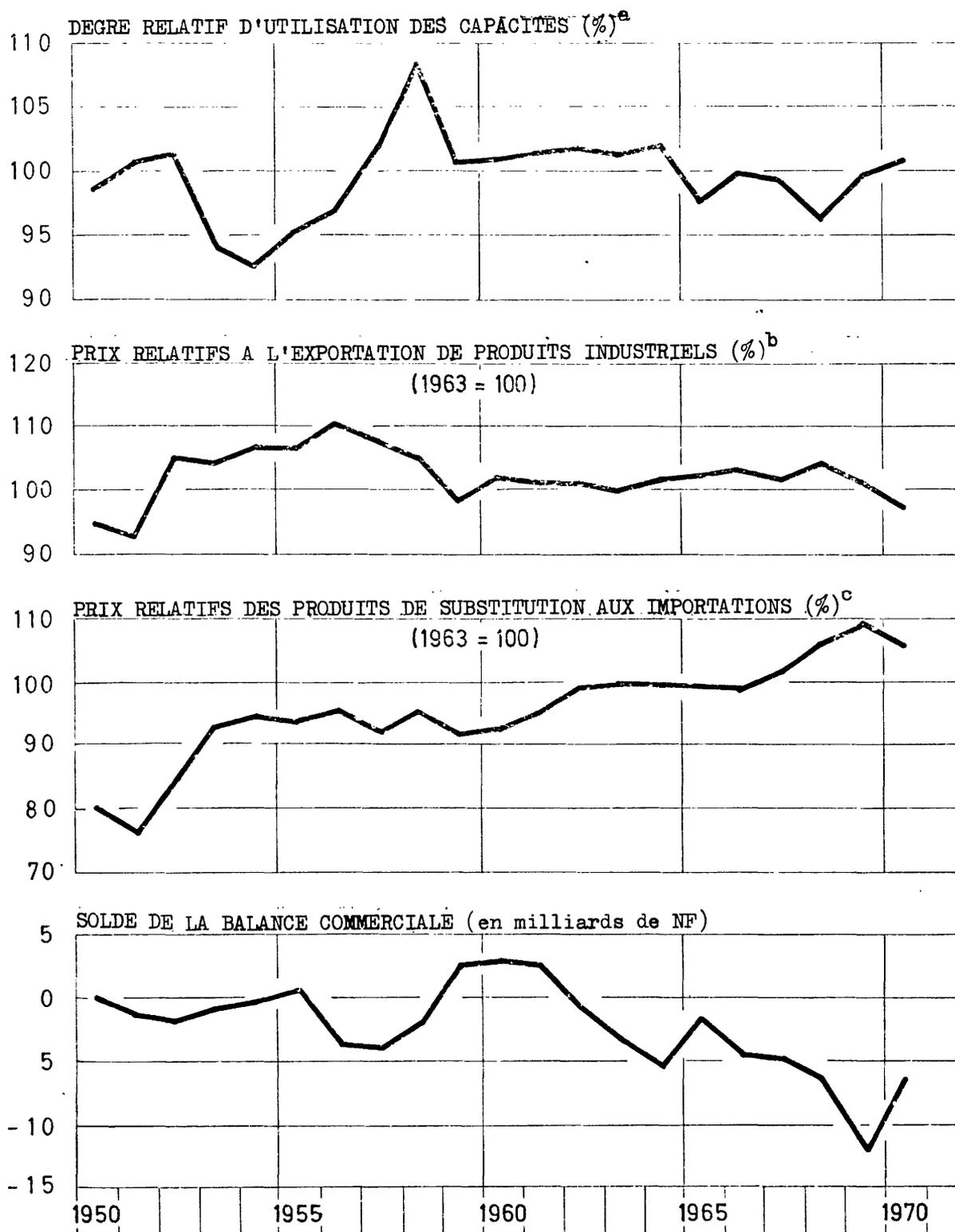
Source : Tableau A 44

Graphique A 17 - La France et ses concurrents : Relations entre
les prix du commerce extérieur et les prix intérieurs



^a en dollars US

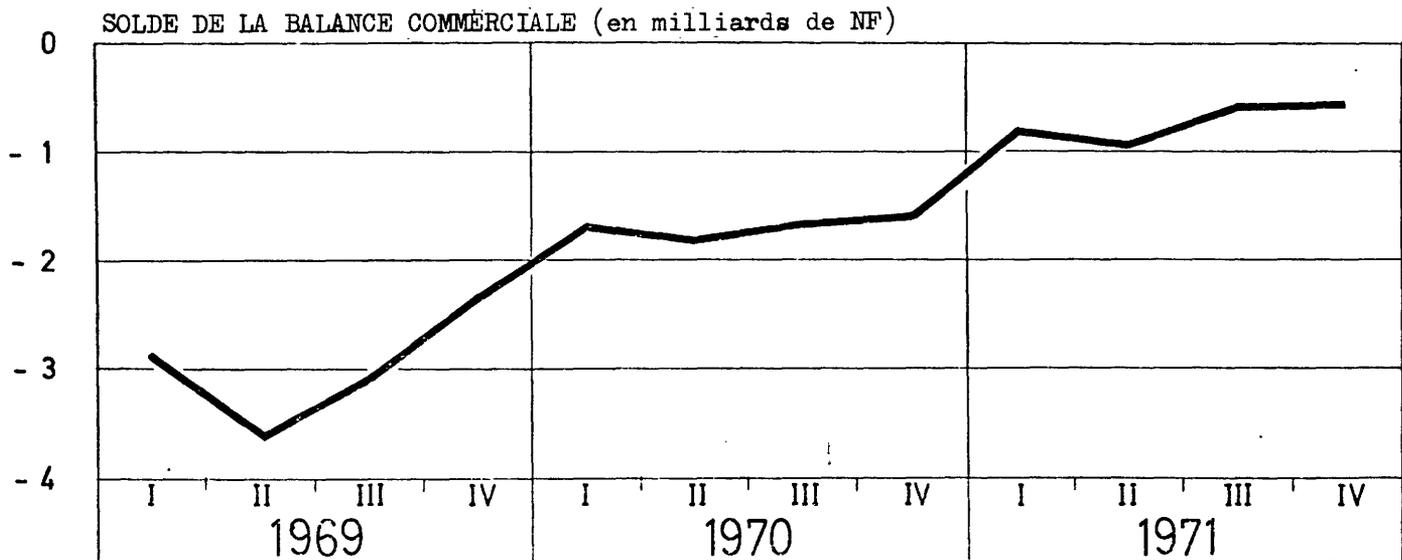
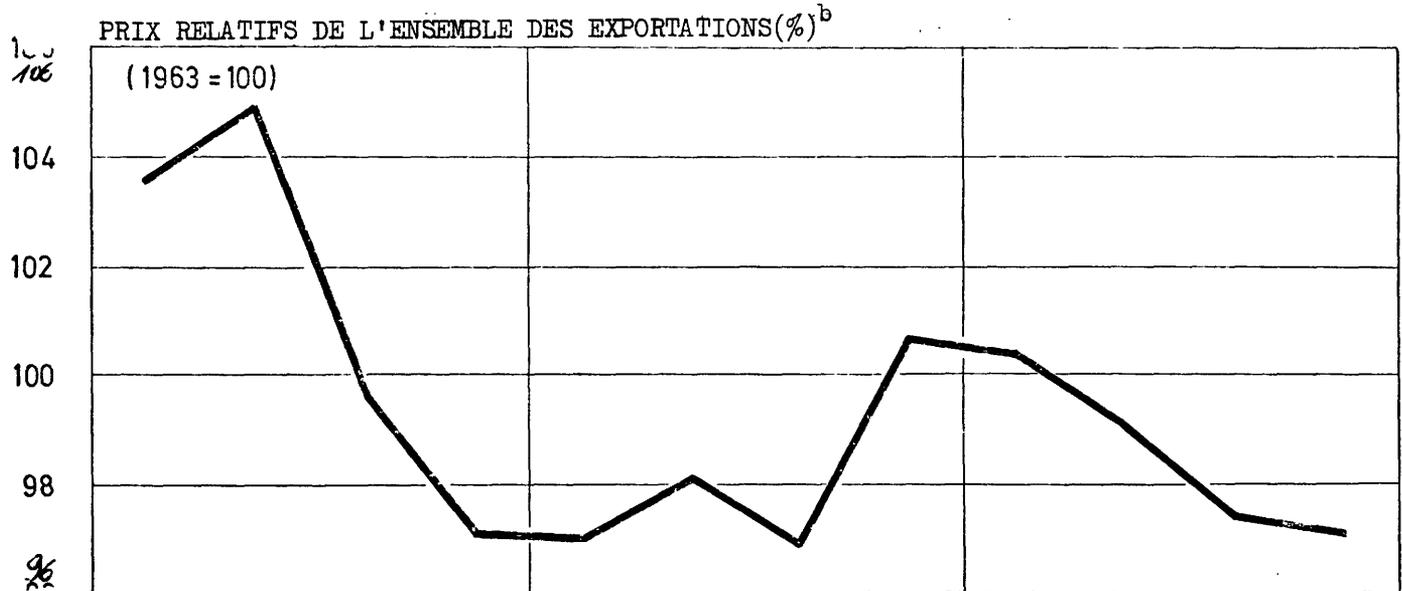
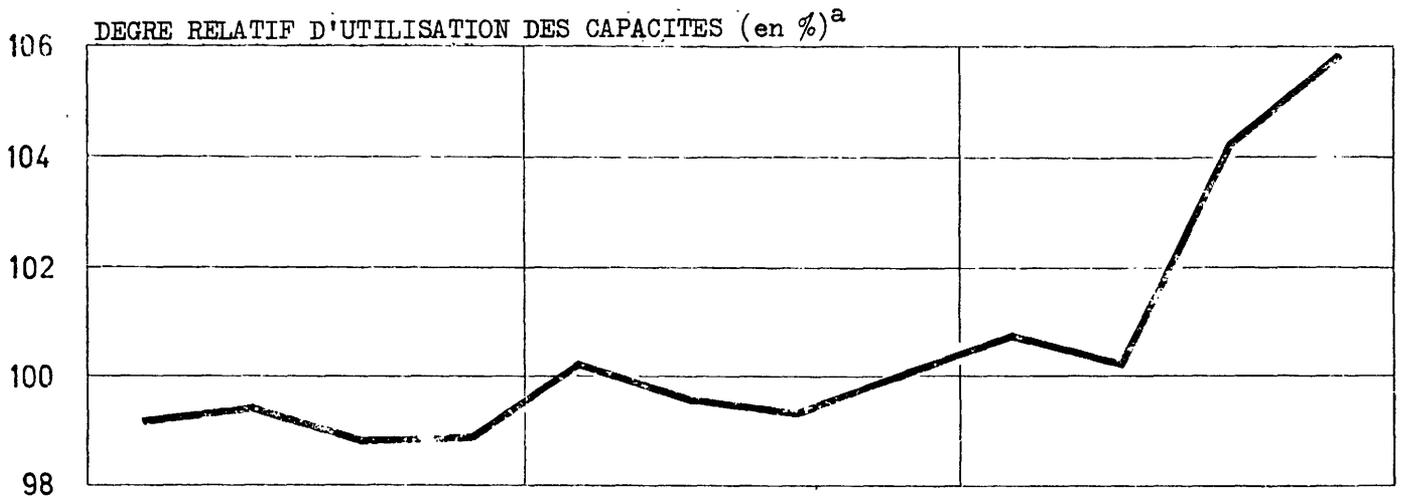
GRAPHIQUE A 18 - LA FRANCE ET SES CONCURRENTS



a) Degré d'utilisation des capacités techniques industrielles en France en % du degré d'utilisation correspondant dans le groupe des pays membres de l'OCDE. - b) Prix à l'exportation en France en % des prix à l'exportation dans le groupe OCDE. - Prix à la production en France en % des prix à l'importation.

Source : Tableaux A 31, A 13, A 23, A 34 et A 35.

GRAPHIQUE A 19 - LA FRANCE ET SES CONCURRENTS

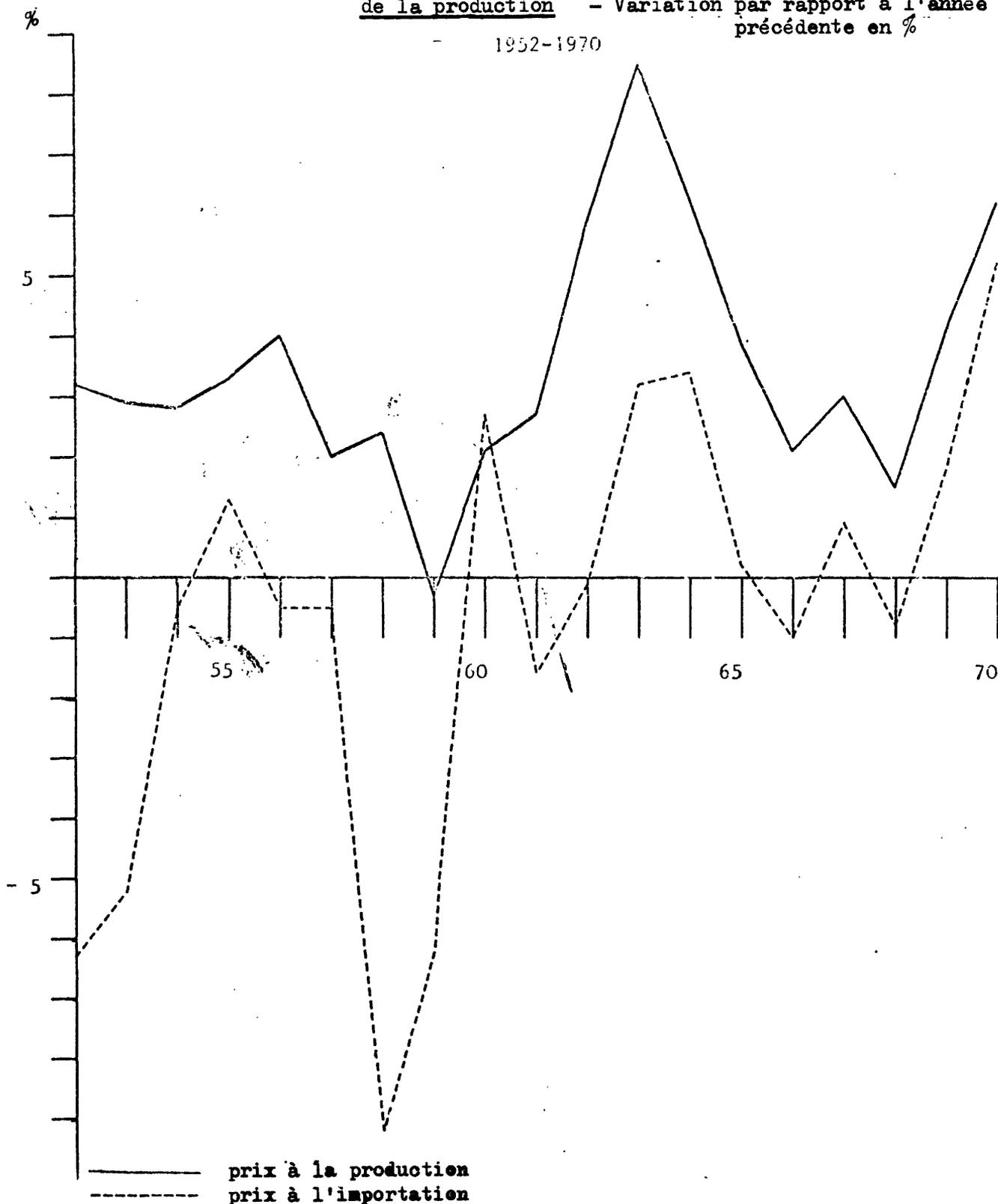


a Degré d'utilisation des capacités industrielles en France en % du degré d'utilisation correspondant du groupe OCDE. - b) Prix de l'ensemble des exportations en France en % des prix correspondants dans le groupe OCDE.

Graphique A 20

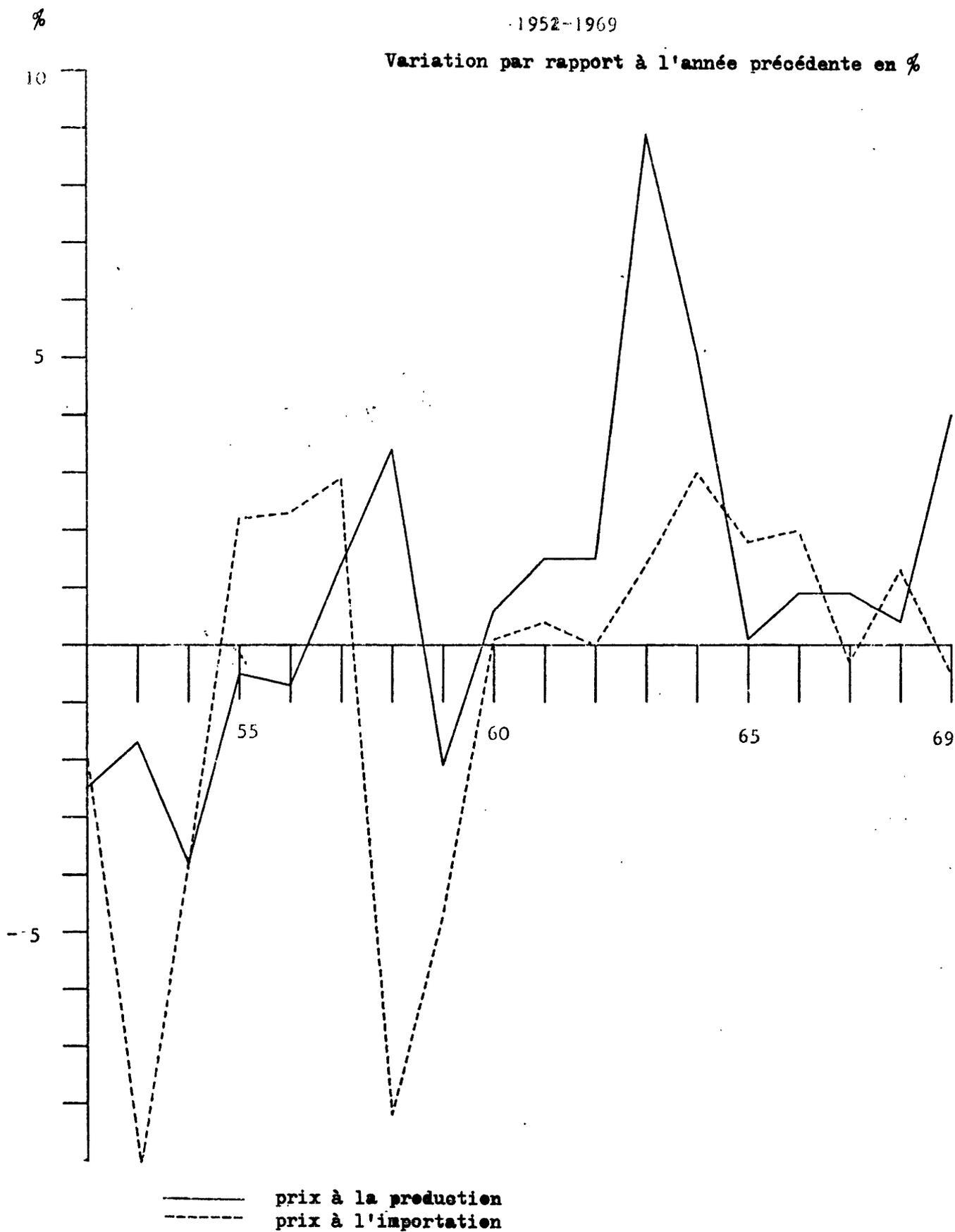
- L'Italie et ses concurrents :

Prix à la production et prix à l'importation pour l'ensemble de la production - Variation par rapport à l'année précédente en %



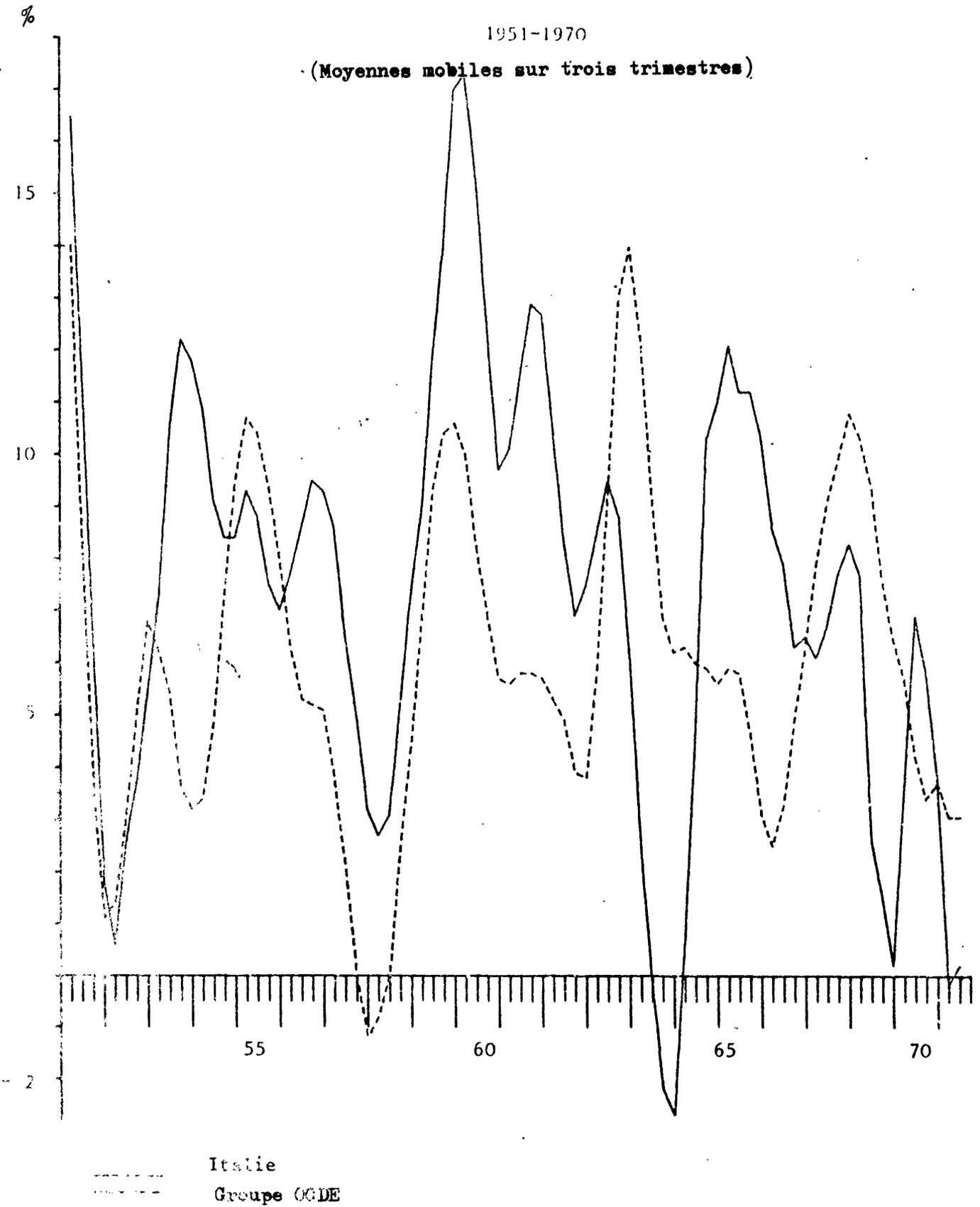
Source: Tableau A 56

Graphique A 21 - L'Italie et ses concurrents : Prix à la production et prix à l'importation pour le secteur industriel



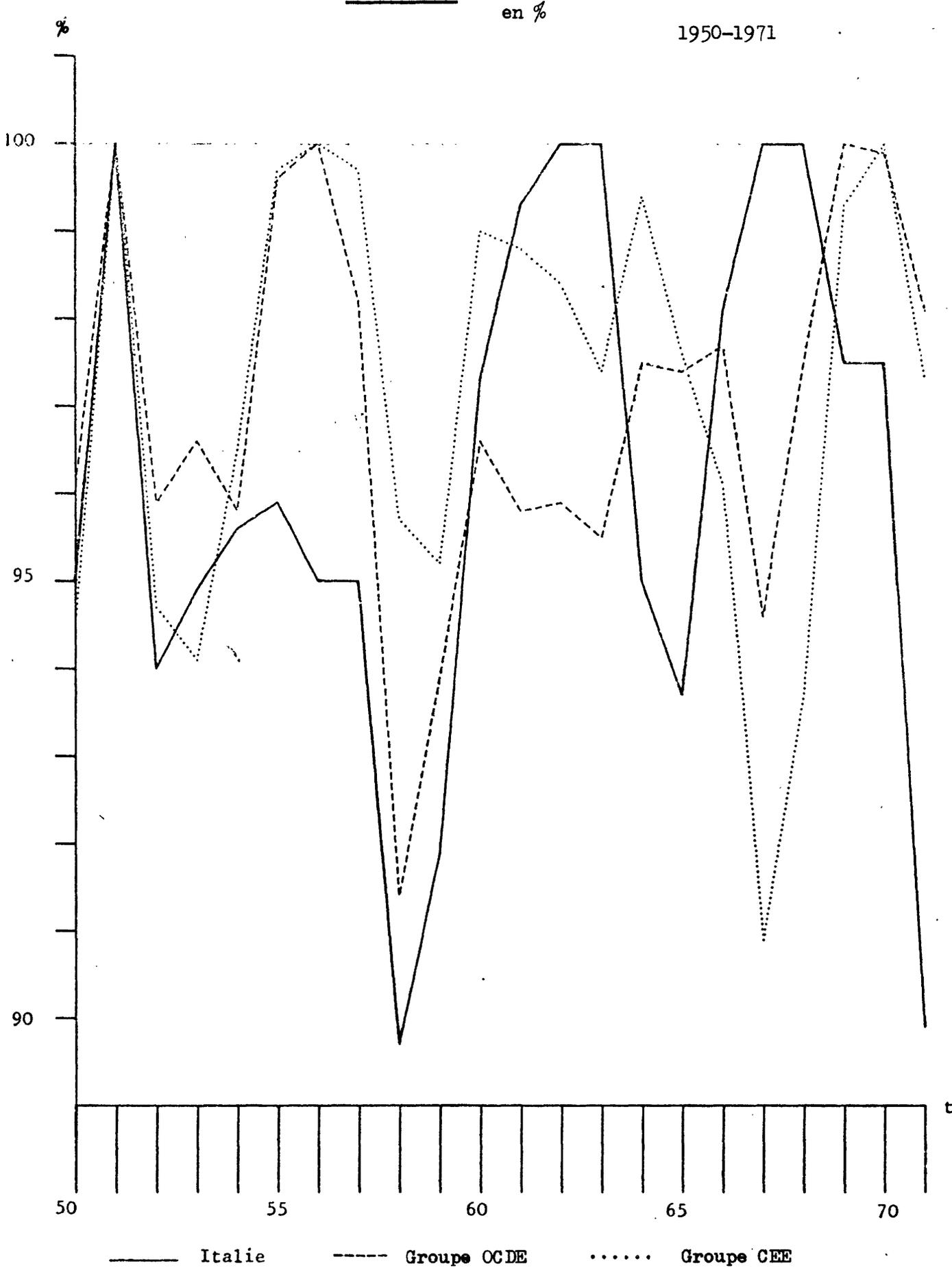
Source: Tableau A 56

Graphique A 22 - L'Italie et ses concurrents : Variation de l'indice de la production industrielle par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente en %



Source: Tableau A 59 et A 60

Graphique A 23 - L'Italie et ses concurrents : Degré d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie de transformation^a



a) Calculé d'après la méthode de la Wharton-School

Source: Tableau A 61

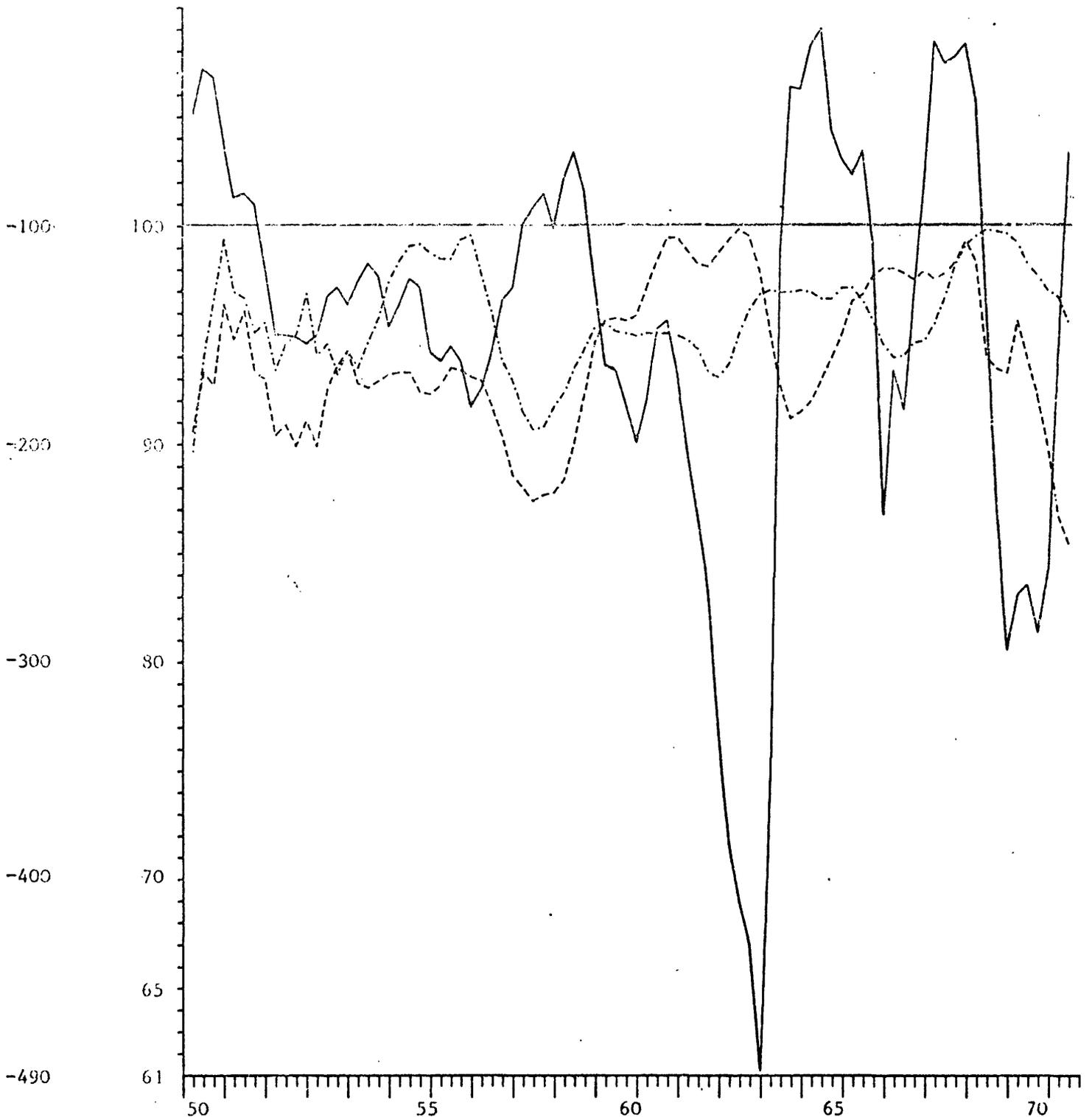
Graphique A 24 - L'Italie et ses concurrents :

La conjoncture internationale et la balance

commerciale de l'Italie

Solde de la balance commerciale en milliards de lires %
Degré d'utilisation des capacités %

1950-1971
Moyennes mobiles sur trois trimestres



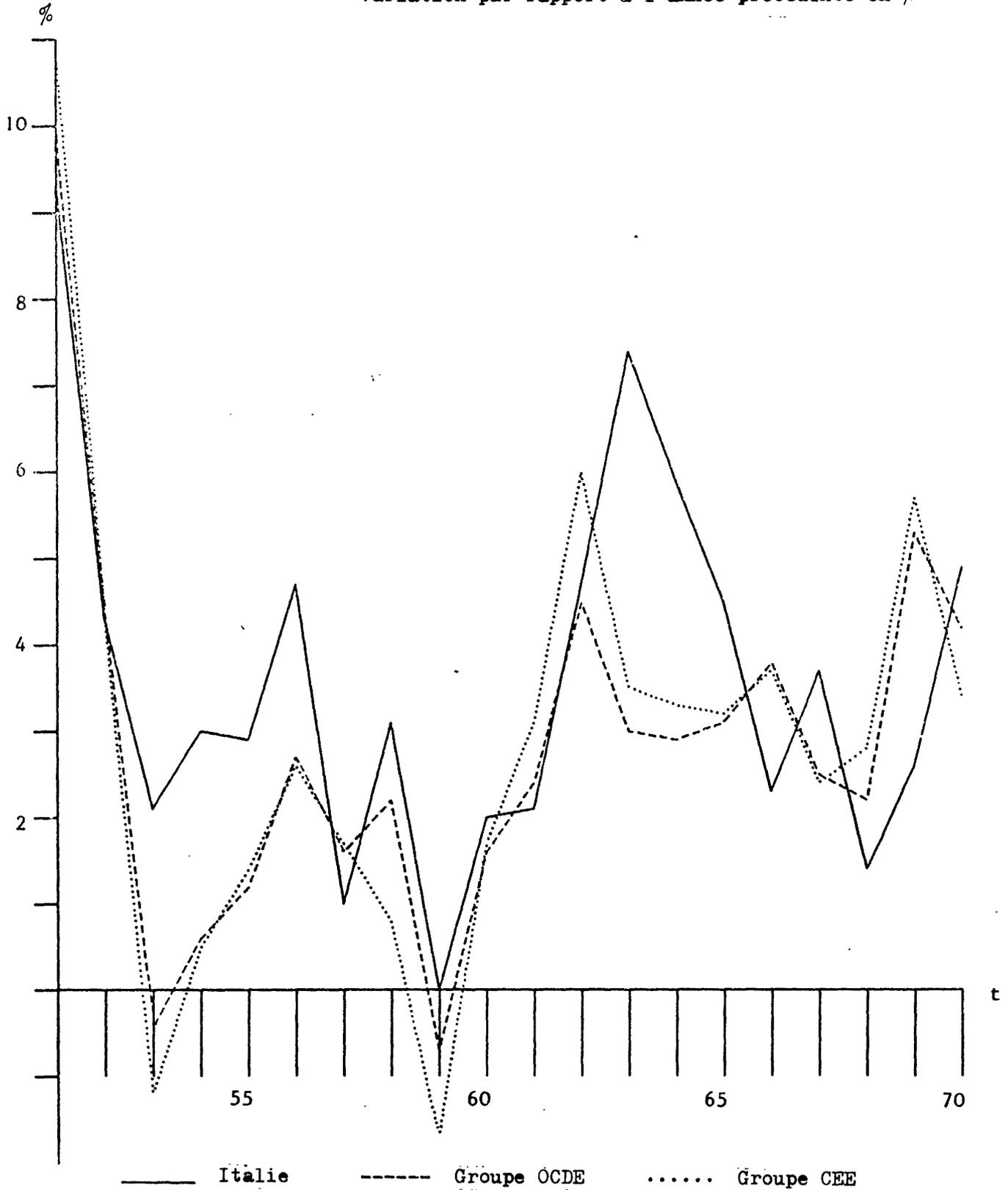
_____ Solde de la balance commerciale de l'Italie (en milliards de lires)
 - - - - - Degré d'utilisation du potentiel de production de l'Italie (en %)
 - . - . - . Degré d'utilisation du potentiel de production du groupe OCDE (en %)

Source: Tableaux A 71, A 63 et A 64

Graphique A 25 - L'Italie et ses concurrents:

Coût de la vie^a 1951-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %



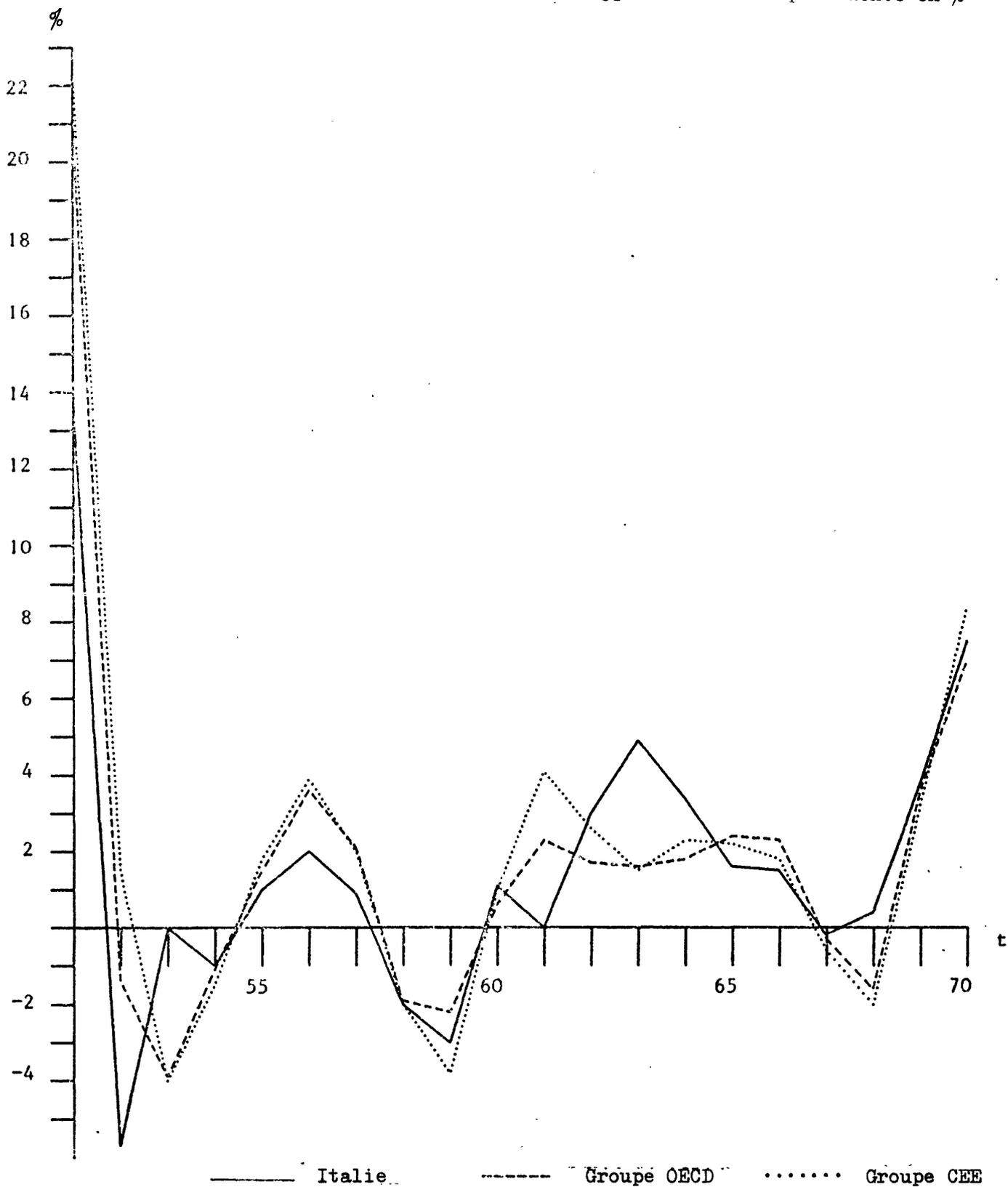
^a en dollars US

Source: Tableau A 74...

Graphique A 26 - L'Italie et ses concurrents :

Prix de gros^a 1951-1970

Variation par rapport à l'année précédente en %

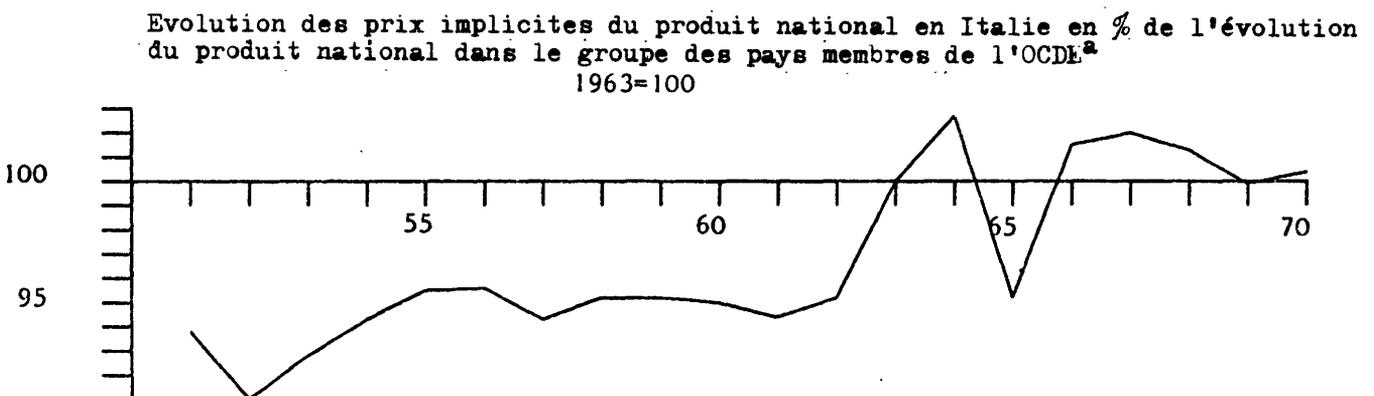
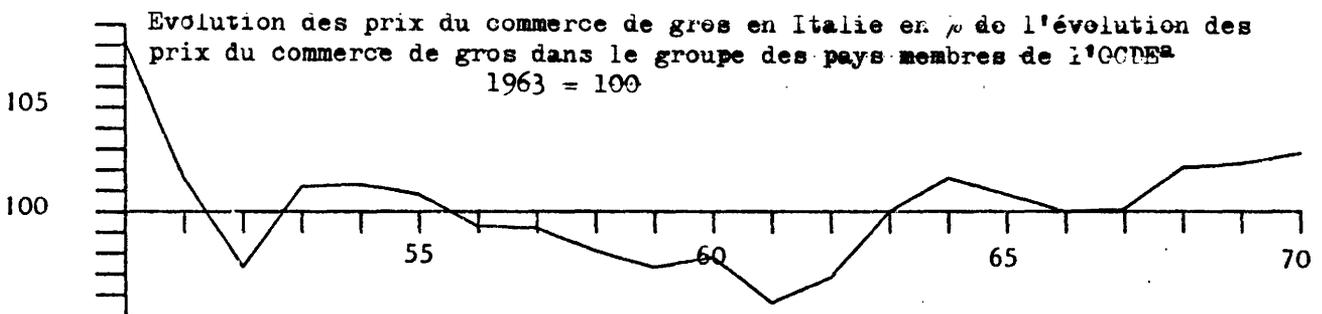
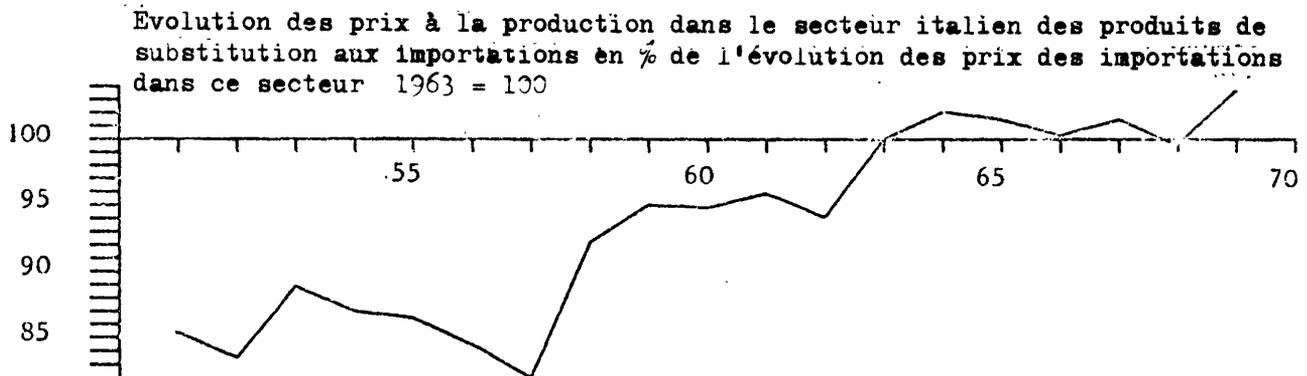
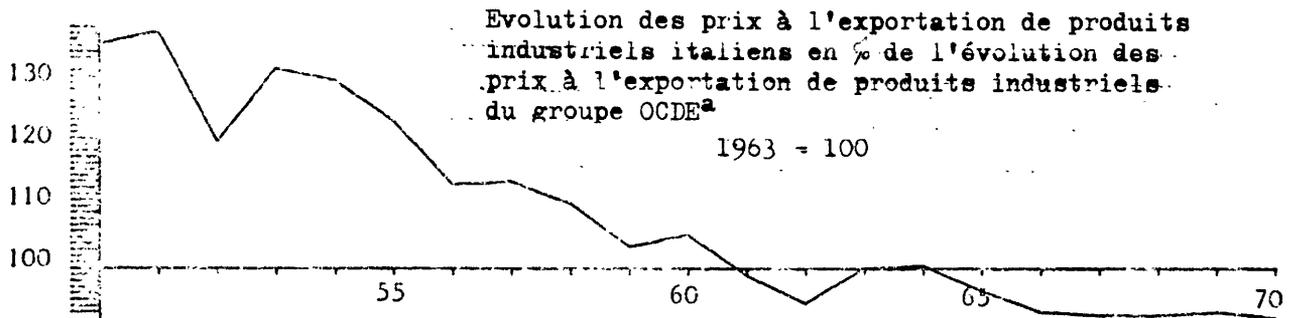


^a en dollars US

Source: Tableau A 75

Graphique A 27

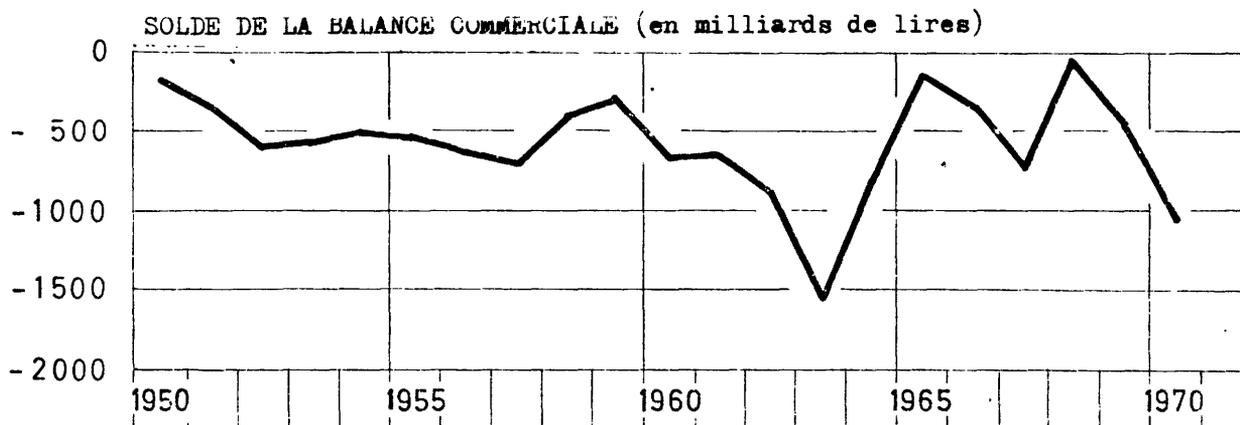
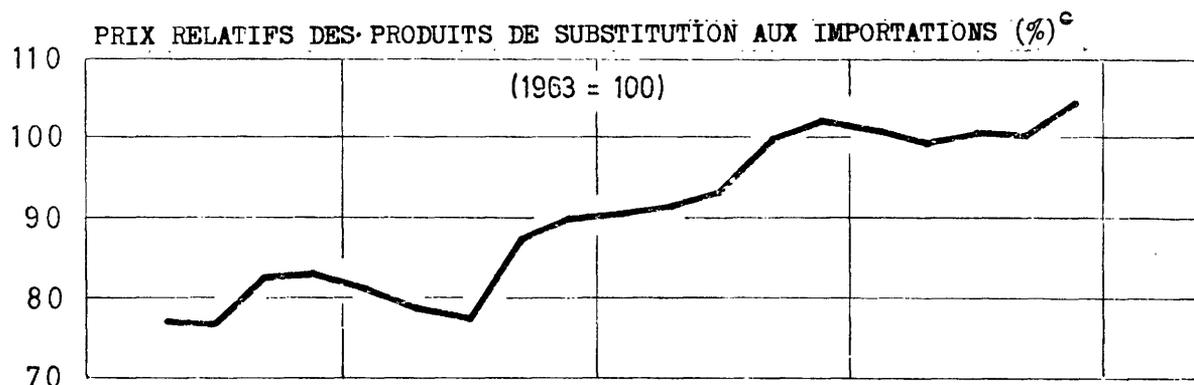
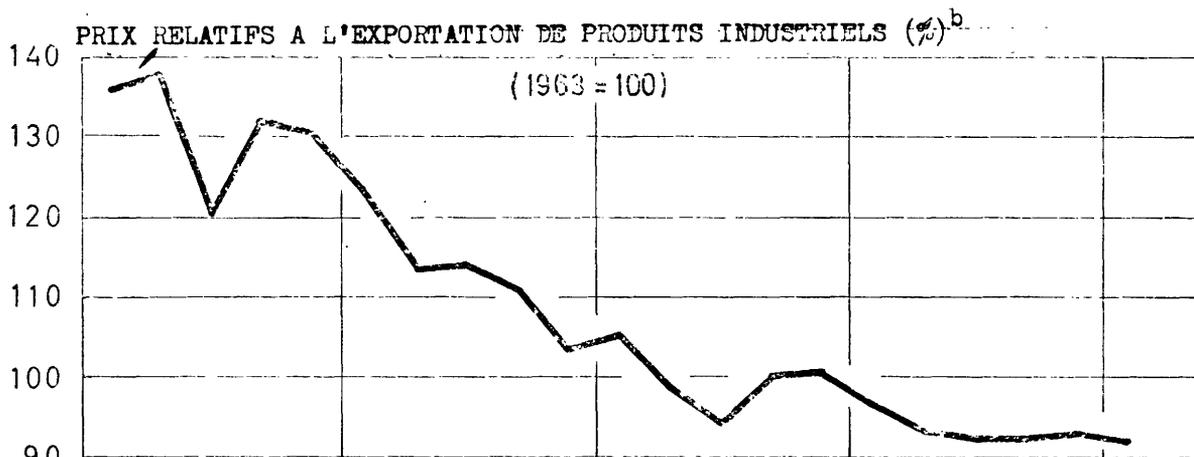
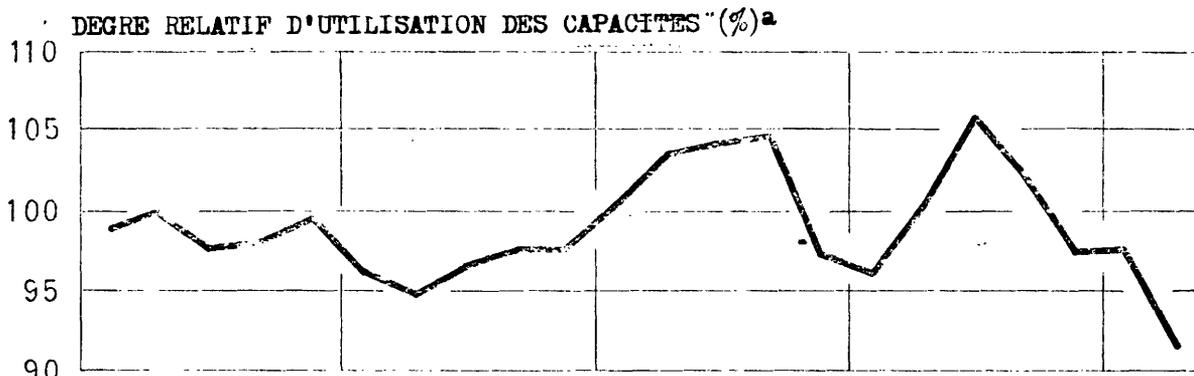
- L'Italie et ses concurrents : Relation entre les prix du commerce extérieur et les prix intérieurs



^a en dollars US

Source: Tableaux A 50, A 56, A 75 et A 73.

GRAPHIQUE A 28 - L'ITALIE ET SES CONCURRENTS

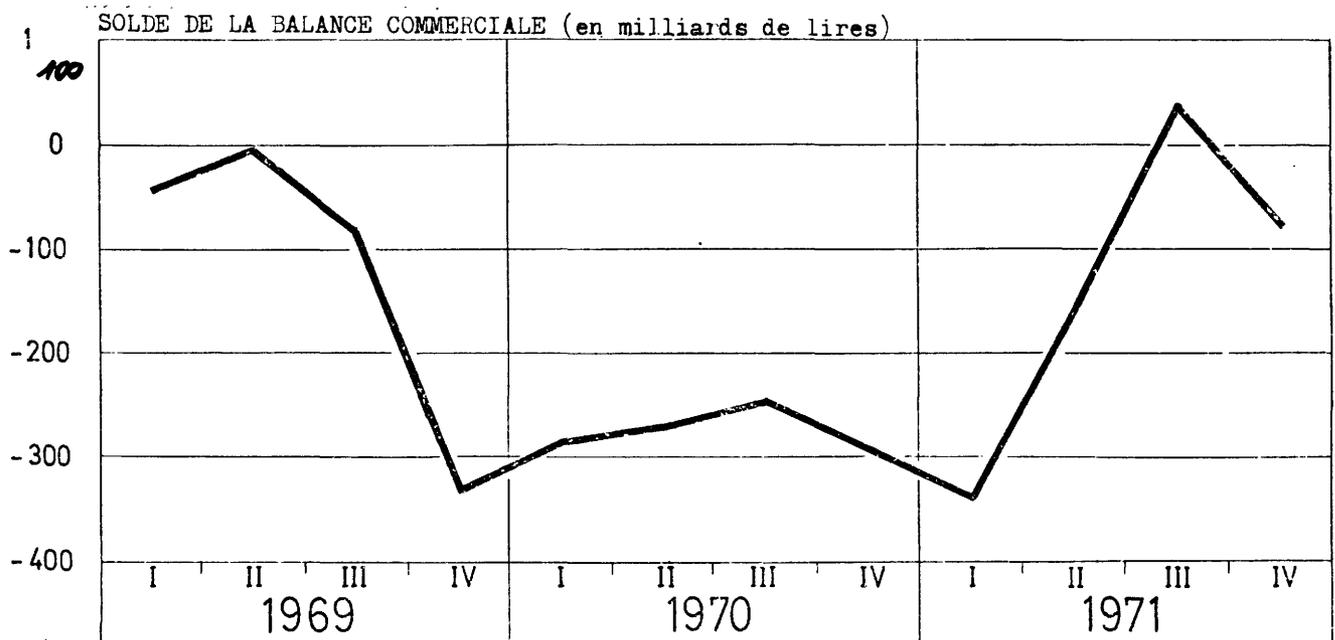
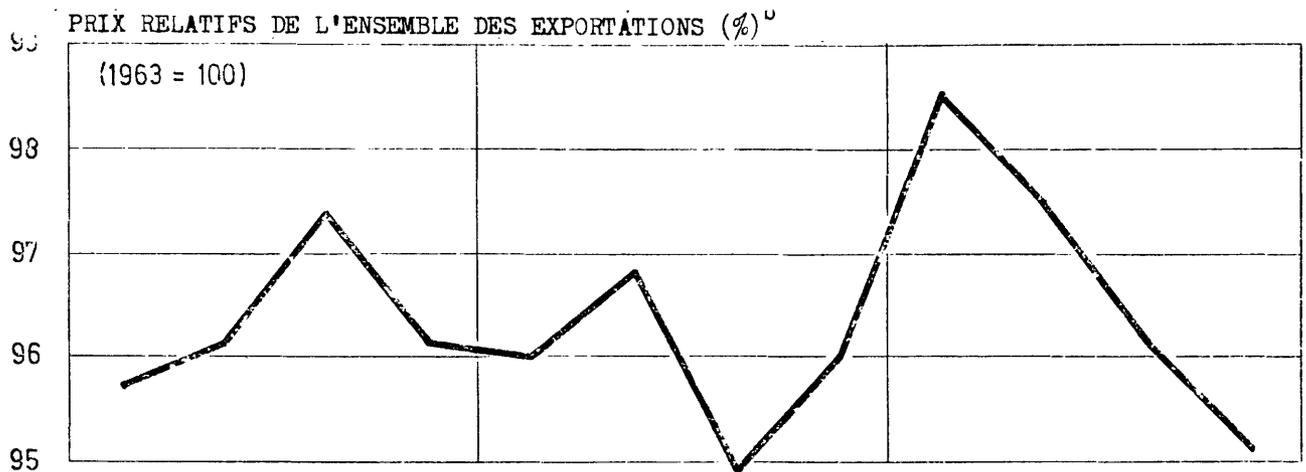
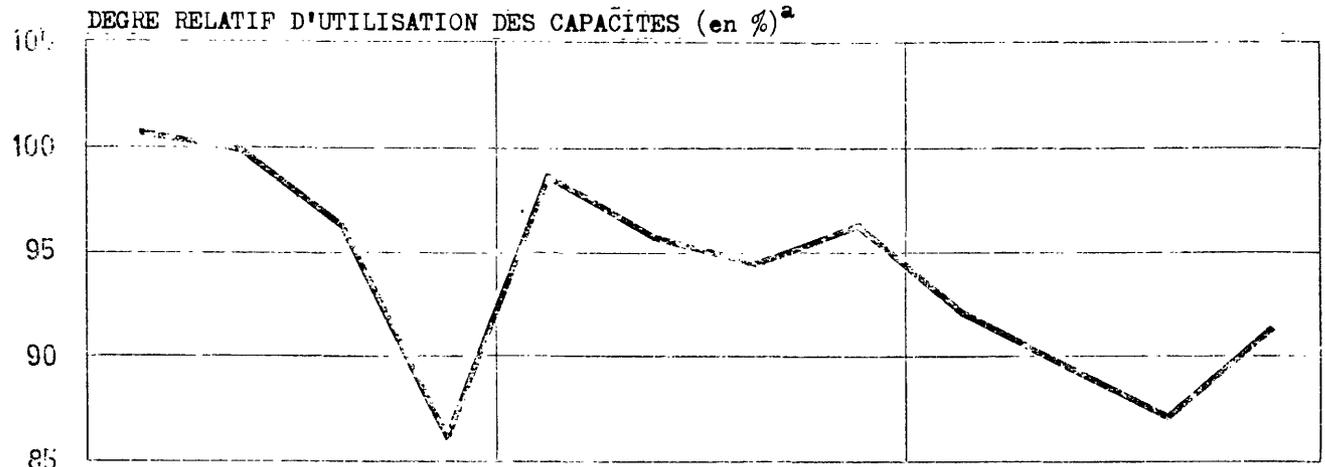


^aDegré d'utilisation des capacités techniques industrielles en Italie en % du degré d'utilisation correspondant dans le groupe des pays membres de l'OCDE.

^bPrix à l'exportation en Italie en % des prix à l'exportation dans le groupe OCDE.

^cPrix à la production en Italie en % des prix à l'importation.

GRAPHIQUE A 29 - L'ITALIE ET SES CONCURRENTS



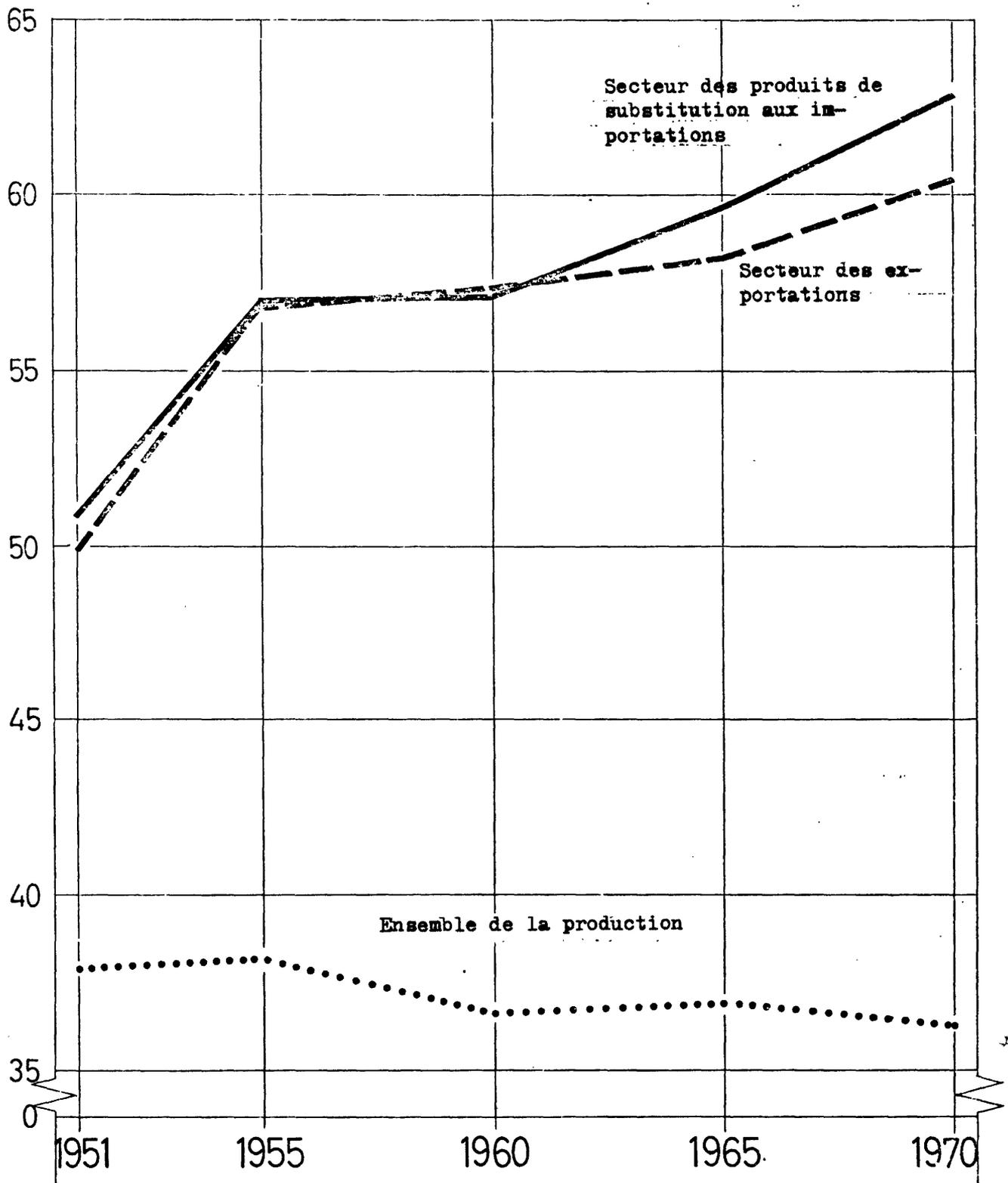
^aDegré d'utilisation des capacités industrielles en Italie en % du degré d'utilisation correspondant du groupe OCDE.

^bPrix de l'ensemble des exportations en Italie en % des prix correspondants dans le groupe OCDE.

Source: OCDE Main Economic Indicators
IMF International Financial Statistics
Calculs des auteurs

GRAPHIQUE A 30 - L'ITALIE ET SES CONCURRENTS

Part salariale corrigée pour l'ensemble de la production,
pour le secteur des exportations et pour le secteur des
produits de substitution aux importations, 1951 - 1970 (en %)



Source: Tableau A 77